

Le deuxième président Havel

DEVAIT-IL être candidat ou non? M. Václav Havel a longuement hésité, et certains de ses amis continuent de se poser la question. Les circonstances de son élection, mardi 28 janvier, à la tête de la toute jeune République tchèque, diffèrent bien tristement de celles qui avaient précédé, trois ans plus tôt, à son accession au pouvoir, et qui avaient été marquées par la chute du régime communiste.

Václav Havel, ex-dissident et prisonnier politique, avait élu pour une Assemblée de députés communistes, qui, perdus dans leur déroute, avaient voté sans broncher pour cet homme providentiel et adulé des foules. M. Havel devenait président d'un pays, la Tchécoslovaquie, dont la presse démocratique et industrielle faisait espérer une guérison du communisme plus rapide et moins douloureuse que chez ses voisins.

MARDI matin, à quelques heures de son élection à la tête d'un pays désormais amputé d'un tiers, Václav Havel ignorait encore s'il parviendrait à réunir assez de voix en sa faveur. Il fut d'ailleurs élu d'extrême justesse. Le soutien de la coalition gouvernementale lui avait été promis du bout des lèvres par le premier ministre, M. Václav Klaus, et ses amis les plus proches ne cachent guère, en privé, le peu de cas qu'ils font des idées de M. Havel et de son passé de dissident.

Si M. Klaus, qui est un homme pragmatique, a finalement tenu à faire revenir Václav Havel au Château, c'est parce que celui-ci raste aux yeux des Tchèques, malgré la baisse de sa popularité dans les sondages, une figure historique qui assure la continuité de la tradition tchécoslovaque, et parce qu'il jouit d'une bonne image à l'étranger. Mais le nouveau président tchèque a dû abandonner l'essentiel de ses revendications sur les fonctions présidentielles au moment de l'élaboration de la nouvelle Constitution. M. Klaus, qui a remporté les élections législatives de juin dernier, n'est pas homme à partager le pouvoir, et l'homme fort de la République tchèque, c'est lui.

Le spectacle lamentable d'aujourd'hui, mardi, par les provinces tchèques, est celui d'une droite à la tribune et dans les couloirs du Parlement tchèque traduit un autre phénomène inquiétant : l'éclatement de la base sociale de ce nouvel Etat. Comme ailleurs, le consensus de l'immédiat après-communisme s'est rapidement effondré et les difficultés de la transition se sont révélées plus grandes que prévu : les Tchèques ont, en plus, subi le choc de la division de leur pays, et de cette société désemparée émergent des tendances auxquelles un Václav Havel ne peut que s'opposer : l'extrémisme, esprit de revanche, xénophobie...

M. Havel aurait pu s'en retourner tranquillement à son théâtre, partager son temps entre ses amis de toujours en Bohême et les intellectuels d'Europe, auprès desquels son prestige n'est pas terni, et, qui sait, attendre le moment propice pour revenir plus glorieusement à la tête de son pays. Par amour des humains, certainement, peut-être aussi par sens du devoir, il a pris le risque de continuer. Si sa force morale est intacte, nul doute que ses compatriotes en auront grand besoin.

Lire page 4 l'article de notre correspondant à Prague MARTIN PUCHTA

M0147 - 0128 0 - 7.00 F



Tandis que les négociations de Genève piétinent

De violents combats opposent Croates et Musulmans en Bosnie

De violents combats se poursuivaient, mercredi 27 janvier, entre forces croates et « extrémistes musulmans » dans le centre de la Bosnie, qui ont fait au moins, selon Radio-Zagreb, trente-cinq morts, civils et militaires, dans les rangs croates. A Genève, MM. Cyrus Vance et David Owen se sont donné jusqu'à la fin de la semaine pour tenter de sortir les négociations de l'impasse. Aucun progrès

notoire n'avait été enregistré, mardi, dans les pourparlers sur les frontières des dix provinces autonomes de la future Bosnie-Herzégovine. Le président yougoslave, M. Dobrica Cosic, est arrivé, mercredi, à Athènes, pour tenter d'obtenir un soutien diplomatique de la part des dirigeants grecs, dont la préoccupation majeure demeure d'empêcher la reconnaissance de la Macédoine voisine, sous ce nom.

Les hantises de Salonique

SALONIQUE

de notre envoyé spécial

« Si Skopje (capitale de l'ex-République yougoslave de Macédoine) est reconnue internationalement sous le nom de Macédoine, il y aura du grabuge : des gens passeront à l'action ». L'homme parle posément. C'est un médecin approchant la soixantaine, originaire d'un village situé à quelques kilomètres seulement de l'ex-Yougoslavie et qui exerce aujourd'hui à Salonique. Il se définit comme Grec d'abord et Macédonien. « Si les gens de Skopje, Slaves, sont reconnus comme Macédoniens, alors, moi, que suis-je et qui suis-je », demande-t-il.

A ce problème d'identité, s'ajoute ici la crainte - ou plutôt la certitude - que la reconnaissance d'un Etat macédonien

indépendant aux portes de la partie grecque de la Macédoine (celle-ci est, géographiquement, à cheval sur l'ex-Yougoslavie, le Grèce et la Bulgarie) ne révèle à l'échelle internationale les vieux démons balkaniques. « Macédoine » : c'est un nom qui devient dangereux dès que quelqu'un l'utilise », dit un universitaire de Salonique. D'où la farouche opposition des Grecs à ce que l'ex-République yougoslave voisine soit reconnue sous ce nom qui, à leurs yeux, appartient exclusivement au patrimoine hellène.

Et nos interlocuteurs de brandir du matériel de propagande « des extrémistes de Skopje » - le plus souvent vieux de plusieurs années et provenant pour l'essentiel, à en croire les documents exhibés, de la diaspora yougoslave macédonienne, dont la branche

estudiantine australienne paraît être particulièrement virulente - qui évoque notamment « la terreur en Macédoine égienne sous occupation grecque ».

La hantise affichée par tous est que, une fois reconnue comme Etat souverain, la Macédoine - slave - de Skopje ne s'investisse du « devoir sacré de libérer les frères macédoniens placés sous le joug grec » ; autrement dit qu'elle revendique, pour la « réunifier », l'ensemble de la Macédoine jusqu'à Salonique. Il suffit, clament-ils à l'unisson, de voir avec quelle insistance Skopje veut s'arroger ce nom.

YVES HELLER

Lire la suite et les articles de FLORENCE HARTMANN et de JACQUES ESNAUD

Les étudiants en mal de lecture

Les étudiants ont-ils perdu le goût de lire? Lisent-ils moins ou autrement? Le livre et l'écrit sont-ils menacés jusqu'au temple de l'Université? Autant de questions auxquelles s'efforce de répondre le sondage réalisé par SCP Communication pour le Monde et le ministère de l'éducation nationale et de la culture. L'image globalement positive dont jouit toujours la lecture auprès des étudiants masque cependant des disparités fortes - et parfois alarmantes - entre les diverses filières de l'enseignement supérieur.

Lire, pages 15 à 17, les résultats du sondage et les articles de MICHÈLE AULAGNON, GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

Le « dumping social » de Hoover



Le gouvernement français a émis du prochain départ de Dijon de la firme Hoover qui supprimerait 600 emplois. Il accuse de « dumping social » la fabrication américaine d'aspirateurs qui privilégie l'économie des coûts salariaux sur la protection des salariés. 37% et non les syndicats accepteraient de ne pas faire grève.

Lire page 20 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Le dégel de la diplomatie indienne

En visite à New-Delhi, M. Eltsine va établir de nouvelles relations avec l'ancien allié privilégié du Kremlin

par Jean-Pierre Clerc

La visite officielle à New-Delhi du président Boris Eltsine, le 27 janvier, et la signature entre la Russie et l'Inde d'un traité d'amitié dépourvu des connotations martiales du passé représentent une bonne millième dans la nouvelle diplomatie indienne. L'une des premières tâches de M. Narasimha Rao, nommé premier ministre en juin 1991 dans le trouble qui a suivi l'assassinat de Rajiv Gandhi, avait en effet été d'improviser une

réponse à la disparition brutale de l'URSS. M. Rao a agi avec lenteur et à l'encontre d'un passé déclamatoire, en se gardant de théoriser sa pratique. Il en émerge une sorte d'aggravement d'une diplomatie demeure comme figée depuis Nehru.

L'évanouissement de l'URSS a représenté, en Inde, un vif traumatisme : dans l'univers de la guerre froide, le Kremlin était, en effet, le seul ami de ce pays. Or celui-ci a deux voisins, le Pakistan et la Chine, qui constituent, chacun à sa façon, une menace. C'est

contre cet axe Pékin-Islamabad - dont, au moins jusqu'en 1989, Washington était tenu pour l'allié virtuel - qu'avait été signé avec Moscou en 1971, en pleine crise du Bangladesh, l'instrument capital de la diplomatie de New-Delhi : le traité de coopération et d'amitié pour vingt ans. Depuis 1986, année où M. Mikhail Gorbatchev avait lancé la perestroïka, l'Inde avait pu vouloir se cacher l'ampleur des changements en cours chez son allié et principal partenaire économique.

Lire la suite page 6

Le Monde des DEBATS

Le Monde

L'ALIBI HUMANITAIRE

En dehors de sa justification immédiate, l'action humanitaire ne sert-elle qu'à masquer l'impérialisme ou le désir de puissance des nations riches? Le cri d'alarme de l'écrivain libanais BEN JELLOUN au nom des peuples du Sud. Les limites et les ambiguïtés du droit humanitaire, par Pierre-Marie DUPUY, juriste. Le témoignage de Christophe RUTIN, vice-président de Médecins sans frontières. L'exemple israélien, par le sociologue Gérard PRUMLER.

LE TEMPS DES EXCLUS

La crise multiplie le nombre des exclus et de tend à élargir encore les lieux sociaux. Comment concevoir de nouvelles formes de solidarité? Les analyses d'Alain TOULLEUR, sociologue américain. Jean-Baptiste DE FOULCAUD, commissaire au plan, Bronislaw GERMIEN, historien polonais.

Numéro de janvier 1993

Pogrom en Angola

Des dizaines de Zairais massacrés à Luanda.

page 3

Vive tension à Lomé

Le bilan de la répression policière s'alourdit.

page 3

Polémique entre M. Chirac et M. Servan-Schreiber

La président du RPR dément avoir favorisé en 1981 la victoire de M. Mitterrand, comme l'en accuse l'ancien président du Parti radical.

page 10

Les suites de l'affaire Urba

Un point de vue des avocats de M. Henri Emmanuelli.

page 10

L'OPEP veut réduire la production du brut

Le prix du pétrole orienté à la hausse

page 20

Mort du sculpteur Robert Jacobsen

L'artiste danois laisse une œuvre dense et dure.

page 24

Le sommaire complet se trouve page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 2,25 S; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 16 KR; Espagne, 160 PTA; France, 7 F; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 F; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 460 F CFA; Suisse, 1,50 SFR; USA, 60 c.

Animateur de formation

DÉBATS

Cuba

Eternel crépuscule

par Mario Vargas Llosa

Ceux qui, à l'heure de la chute des régimes marxistes sous la pression populaire, s'étonnent de voir la persistance de celui de Fidel Castro, malgré la dégradation de son économie et des conditions de vie tous les jours plus dures, ceux qui s'étonnent de voir les Cubains apparemment résignés à leur sort, à l'exception pour le moins admirable de groupes dissidents réprimés sans pitié, ceux-là oublient qu'à la différence de celui des individus, le sort des pays peut toujours empirer. Il n'existe pas de loi historique stipulant qu'un peuple se révolte à partir d'un certain niveau de despotisme, de famine et d'abus.

La rébellion est plus subordonnée à l'espoir, à l'illusion d'un possible changement historique permettant d'accéder à une vie meilleure, qu'au simple reniement de ce qui existe et à des espaces réduits de liberté pour s'organiser et agir. La raison pour laquelle Fidel Castro survit, sans grandes menaces internes d'explosion populaire, au milieu du grand naufrage mondial des totalitarismes vient du fait que, grâce à la censure, à l'éducation et à la propagande, son régime est parvenu, au long de trois décennies, à faire admettre par de larges pans de la société le sentiment fataliste selon lequel « il n'y a pas d'alternative à la révolution ». Il est aussi parvenu, grâce à un système omniprésent de surveillance, de délation, de punitions et de répressions d'une grande férocité préventive, à réduire au minimum – peut-être même à éteindre – les

possibilités immédiates d'une action collective de libération.

Après trois décennies et demie de socialisme à outrance, la société cubaine s'appauvrit à toute allure, conséquence d'une productivité anarchique, de l'asphyxie bureaucratique et d'une vertigineuse corruption, tandis que le contrôle policier doublé d'un encadrement politique oppressif a créé une société de zombies conformistes, dont les énergies semblent se confiner dans une tentative toujours plus difficile de survie, par tous les moyens, au milieu de la dégradation, de l'ennui et du désespoir.

Inflation bureaucratique

L'apathie du citoyen cubain moyen vient, en partie, d'une routine qui est une pure perte d'énergie, semblable à cette nouvelle fantastique de H. G. Wells dans laquelle une collectivité d'esclaves est contrainte de faire fonctionner moyennant un immense effort, des machines compliquées qui ne fabriquent rien; elle vient d'autre part de l'intuition que, dans un tel monde, toute initiative ou toute fantaisie est porteuse de risques. Cette fameuse phrase d'un prince allemand du XVIII^e siècle selon laquelle « l'enthousiasme est la plus sérieuse menace pour l'ordre social » semble avoir rencontré ici, chez l'homme nouveau créé par Fidel Castro, une époustouflante confirmation.

Le Cubain de la rue est obligé de perdre son temps activement dans des emplois que l'inflation bureau-

cratique vide de tout sens et réduit à un pur simulacre, ou dans des projets industriels, agraires ou sociaux qui, dans la plupart des cas, sont paralysés dans leur élan ou rendus inutiles par les imprévisibles économiques, les mauvais calculs, les intrigues politiques ou les caprices du chef suprême. Le manque total de critique qui règne empêche, évidemment, que ces erreurs de la production et des institutions soient instructives et que l'on puisse tirer des leçons pour le futur. De telle sorte que ces mêmes erreurs peuvent être refaites plusieurs fois, érodant chaque jour davantage le cœur du système. Mais pas sa façade: celle-ci, grâce au mensonge institutionnalisé par la propagande (mensonge de tous les jours dans les médias, livres, discours, manuels), dont chacun se moque en privé mais dont tous sont complices, continue à célébrer de nouvelles victoires économiques du régime. Rendant responsables de ses « revers momentanés » le « blocus criminel auquel est soumise la petite île de Cuba par l'empire le plus puissant de la planète ».

Qu'en est-il? Il s'agit ici de l'un des mythes les plus résistants à l'évidence historique contemporaine, mais il n'est pas possible de l'arracher des esprits de tous ces malins, car il appartient à un certain romantisme politique obstiné, et en particulier chez les intellectuels, d'avoir besoin de stéréotypes de ce genre pour survivre. Dans leur livre *Fin de siècle à La Havane*, les journalistes français Jean-François Fogel et Bertrand Rosenthal font un relevé scrupuleux de toute

l'aide économique reçue par Cuba en provenance de l'Union soviétique et d'autres pays communistes et occidentaux, en recoupant diverses sources; ils en arrivent à une dette extérieure de 30 milliards de dollars, ce qui ferait de Cuba « le pays le plus endetté de la planète par habitant ». Les calculs des journalistes français sur les aides perçues par Cuba d'URSS sont inférieurs à ceux de Jorge Domínguez – le professeur de Harvard qui a analysé avec le plus de rigueur l'évolution de l'économie cubaine – mais, quoi qu'il en soit, ils admettent que ces sommes tournent autour de 5 milliards de dollars annuels. Des aides fabuleuses, perçues par Cuba pendant trente ans, sous forme de cadeau, pour construire son économie et moderniser la société.

Gaspillage des ressources

Comment expliquer que, malgré ce gigantesque transfert de crédits et de ressources dont aucun pays du tiers-monde n'a jamais bénéficié, malgré l'émigration d'un million de Cubains au moins à travers le monde, comment expliquer donc que Cuba soit, aujourd'hui, un pays pauvre et plus retardé économiquement que du temps de la dictature de Batista, époque durant laquelle, malgré les gangsters, les crimes politiques et les grandes inégalités, le pays arrivait au quatrième rang de l'économie du continent?

La raison de l'éclatant échec économique de Cuba ne doit rien à

l'impérialisme nord-américain, mais tout au socialisme cubain: un incommensurable gaspillage des ressources dans des projets sans la moindre base scientifique, inspirés par les délires ou la mégalomanie du chef; une planification politique du développement qui a introduit l'inefficacité et la bureaucratie dans l'industrie et l'agriculture, annulant ainsi toute forme de concurrence et d'initiative; l'énorme développement de l'armement; enfin la hétése de maintenir le modèle étatique, le collectivisme et « le développement national » alors que les pays socialistes eux-mêmes prenaient conscience, après de terribles échecs, de leur manque d'efficacité, et tentaient des réformes, des virages dans le sens du marché, de l'internationalisation et de la production privée des richesses.

Tout embargo économique, à l'initiative d'un seul pays, fût-il aussi puissant que les États-Unis, est aujourd'hui, une pure plaisanterie. Si Cuba était capable de le faire, il pourrait acheter tous les produits manufacturés ou les matières premières industrielles dont il manque, car la France, l'Espagne, le Canada, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Corée du Sud, et des dizaines d'autres pays, seraient désireux de les lui vendre, et beaucoup d'entre eux à des prix plus compétitifs que ceux de l'industrie nord-américaine. Comme il n'y a aucune sorte de blocus – aucun bateau n'est interdit d'entrée à Cuba – ce commerce existe, malgré le fameux embargo. Mais les échanges que Cuba maintient avec

les pays développés sont minimes, et ils le seront chaque jour davantage, parce que la pénurie économique fait que l'île manque de devises pour acheter comptant, et de crédibilité pour obtenir des prêts. Dans la situation actuelle seuls les cadeaux peuvent lui parvenir.

Farce récurrente

Quelle est donc la raison d'être de cette farce récurrente, l'embargo économique, dont se gargarisent également le régime castriste et les États-Unis? La politique. La farce sert les deux gouvernements pour des motifs de politique intérieure: elle permet à Washington de garder les apparences d'une lutte sans trêve contre l'un des derniers vestiges stalinistes, et au gouvernement de La Havane de brandir une excuse idéologiquement acceptable pour sa calamiteuse incapacité. La vérité profonde est qu'en dépit des apparences, la dernière chose que souhaitent aujourd'hui les États-Unis, c'est la chute du régime cubain, car elle entraînerait aussitôt la venue de centaines de milliers de nouveaux émigrants; elle leur mettrait sur les bras l'onéreuse responsabilité de reconstruire, au nom de la liberté, une économie si dégradée par trente ans de castrisme qu'elle fait paraître presque béni le sort pourtant bien sombre de pays comme l'Allemagne de l'Est ou comme la Russie elle-même.

Traduit de l'espagnol par Michèle Fardina

Bibliographie

Les secrets de Fidel Castro

FIN DE SIÈCLE À LA HAVANE

Les secrets du pouvoir cubain de Jean-François Fogel et Bertrand Rosenthal. Éditions du Seuil, « L'histoire immédiate », Paris, 1993, 149 p.

CASTRO'S FINAL HOUR

The Secret Story Behind the Coming Downfall of Communist Cuba d'André Oppenheimer. Simon and Schuster, New-York, 1992, 461 pages, 25 dollars.

Il était une fois une île des Caraïbes qui, sous la direction d'un personnage hors du commun, se mit à vouloir régenter le monde: elle réussit à conduire les deux grandes puissances du moment au bord d'une guerre nucléaire, elle entreprit d'étendre la révolution à toute l'Amérique latine en fomentant des mouvements de guérilla sur le continent et elle organisa des expéditions militaires jusqu'en Afrique.

Trente-quatre ans plus tard, Cuba n'est plus qu'une île insignifiante dans la tourmente planétaire – la

Yougoslavie et la Somalie retiennent davantage l'attention, – et les dix millions de Cubains attendent, impuissants et angoissés, la fin du régime de Fidel Castro qui les a conduits au chaos économique et pourrait se terminer dans le sang.

Pendant que le pays se défait et que l'agonie s'annonce, les langues se délient. Les familles des victimes de la répression surmontent leurs vieilles peurs et racontent ce qu'elles savent sur les turpitudes des dirigeants, les trafics en tous genres et le formidable mensonge qu'était devenue, depuis longtemps, la « Révolution ». C'est l'heure des bilans, et la matière ne manque pas pour les éditeurs, qui avaient quelque peu négligé Cuba après lui avoir consacré dans les années 60 des ouvrages plutôt flatteurs.

La mode, aujourd'hui, est au règlement de comptes impitoyable, et les deux journalistes français Jean-François Fogel et Bertrand Rosenthal qui publient un gros ouvrage intitulé *Fin de siècle à La Havane* n'y échappent pas, malgré leur admiration manifeste pour le « héros » qui « chute mais sans pitié ». Les auteurs décrivent avec fascination « la navigation lente, majestueuse » de Cuba. « Peu importe, écrit-ils, si le dénouement intervient dans un orage wagnérien: un sys-

tème politique se défait dans une suite de drames minuscules ».

Peu importe, vraiment? Qu'en pensent les Cubains, victimes de l'orgueil fou d'un homme qui les condamne à une survie misérable, refusant de reconnaître qu'il s'est trompé et qu'il est encore temps de reculer? « Aussi grand qu'il se fasse, son ego toujours le dépasse », reconnaissent les auteurs, qui n'hésitent pas à comparer Fidel Castro à Prométhée, Faust, Hamlet et, bien sûr, « Don Quichotte faisant sourire une génération de jeunes Cubains lassés des contes d'un chevalier de la guérilla ».

En fait, les Cubains ne sourient plus depuis longtemps à propos des « lubies » du commandant en chef et ne sont guère sensibles à l'« esthétique » de la chute finale, cette « effervescence jubilatoire et désespérée » annoncée par l'éditeur. Abandonnant le lyrisme que leur inspire le dernier caudillo du XIX^e siècle, les auteurs consacrent de nombreuses pages au « drame d'un peuple déçu, dont pour la plupart, et qui sombre dans la survie, forment dégradante, forcément mesquine ».

«Ubu multiplié par Kafka»

Qui sont les responsables de cette tragédie qui a ramené Cuba à un niveau de vie inférieur à celui des années précédant la Révolution? « Fidel est un chef d'orchestre incomparable pour créer le désordre », concèdent les auteurs. Convincre de son infaillibilité, il se mêle de tout, lance des « plans grandioses » sans consulter les véritables experts et passe à autre chose lorsque l'échec est patent. « En agriculture, (...) cette attitude a des résultats catastrophiques ».

Malgré les engagements proclamés avant la prise du pouvoir, la monoculture de la canne à sucre – n'est pas remise en question, au contraire. La dépendance à l'égard des États-Unis est remplacée par une dépendance beaucoup plus prononcée – 85 % des échanges commerciaux – à l'égard du bloc soviétique, qui achète et fournit tout à des prix subventionnés, y compris la farine pour le pain quotidien. L'effondrement du monde socialiste a donc des conséquences désastreuses pour l'île: pénuries alimentaires de plus en plus graves, paralysie de l'industrie faute de pétrole, etc. Fidel tient « sa révolution à feu doux, puis tous feux éteints », disent joliment

les auteurs, qui ont quelques belles formules: « C'est Ubu multiplié par Kafka », à propos de « l'absurdité cubaine »; « C'est comme le vent du volcan », à propos de la « révolution »; « C'est plus simple et plus sûr d'avoir envie d'être volontaire ».

« Rendons à Fidel ce qui lui appartient: il a compris avant tout le monde que le vent, cette fois, risque de tout emporter », rappellent les auteurs, citant un discours de juillet 1989 dans lequel il évoquait la possibilité d'une désintégration de l'URSS. Mais à quoi bon prévoir si on ne fait rien pour limiter les conséquences?

Nouvelle dépendance

L'insistance des auteurs à dédouaner Fidel Castro, à le présenter comme une victime des circonstances et des sursauts de l'Histoire (l'embargo commercial des États-Unis à partir de 1962, l'effondrement de l'allié soviétique, etc.) ne convainc guère. Plus surprenante encore est l'affirmation, tout à fait gratuite et même absurde, qui veut que, en 1992, sa première année d'indépendance... Sous prétexte que La Havane ne peut plus compter sur personne!

Les auteurs donnent pourtant eux-mêmes de nombreux exemples de la nouvelle dépendance de Cuba, plus subtile encore que les précédentes et plus préoccupante pour l'avenir car les vautours se précipitent déjà pour se disputer les dépouilles. Dans les négociations avec les investisseurs étrangers, écrit-ils, « le commandant en chef (...) cède sur tout » et accorde des « largesses inouïes » en échange de « minces avantages pour Cuba ». Ils citent un investisseur mexicain qui dit les choses plus crûment: « Cuba, c'est le socialisme où le capitaliste fait ce qu'il veut ». Commentaire personnel des auteurs: cela « tourne à la reddition sans concessions (sic) devant le capital étranger ».

Le manque de rigueur dans l'analyse se double d'un relâchement dans l'écriture. L'orthographe des noms propres est trop souvent violente, y compris pour des personnalités très connues comme le vice-président des États-Unis ou la présidente du Nicaragua. Et cet étonnant lapsus (page 239) sur le sens du sigle le plus connu de la révolution: les CDR deviennent les Comités de défense de la République!

Parmi les erreurs les plus regrettables, signalons l'affirmation selon

laquelle « en 1992, pour la première fois dans le siècle, Cuba tire moins de la moitié de ses ressources commerciales externes de la vente du sucre » (en fait, malgré la baisse de la récolte sucrière, le pourcentage se maintient autour de 80 %). « C'est un tournant historique... », ajoutent, péremptories, les auteurs, qui commencent à de nombreuses reprises, l'imprudence de s'en tenir aux chiffres cités dans les discours de Fidel Castro. Pas une seule fois, ils ne mettent en question les statistiques officielles – les seules disponibles – sur la production agricole, le tourisme ou la mortalité infantile, que Fidel Castro invente ou modifie en fonction des besoins de sa démonstration du moment.

Pour rendre le livre attrayant, il fallait bien sûr évoquer « l'affaire Ochoa » et le rôle de Cuba dans le trafic de stupéfiants vers les États-Unis. « Les secrets du pouvoir cubain », annoncés dans le titre, étaient en fait déjà connus pour avoir été largement dévoilés dans la presse américaine, dans les colonnes du *Monde* et dans un ouvrage publié six mois plus tôt sous la signature d'un journaliste américain d'origine argentine, André Oppenheimer. Ce dernier, qui couvre l'Amérique latine pour le quotidien *Miami Herald*, n'a su se défendre de son préjugé favorable à l'égard de Fidel Castro.

Laxisme et erreurs

Nul ne doute aujourd'hui que « Fidel savait tout »: les deux ouvrages citent de nombreux témoignages sur les relations érotiques entre les autorités cubaines et les cartels de la drogue. André Oppenheimer souligne la « porfirie de Castro » qui promet la clémence au colonel Antonio de la Guardia – le « James Bond cubain » – s'il accepte de prendre toute la responsabilité du trafic de drogue « pour sauver la révolution ». Le général Arnaldo Ochoa, le colonel de la Guardia et leurs deux assistants seront finalement fusillés le 13 juillet 1993.

Castro's Final Hour, disponible en anglais et dans une traduction espagnole, sait trouver l'équilibre entre les anecdotes de la vie quotidienne et l'analyse sérieuse. On n'y trouve pas les erreurs commises dans l'ouvrage français, et les sources sont données avec exactitude quand c'est possible. À ce sujet, on note un certain laxisme dans *Fin de siècle à La Havane*. On ne tiendra certes pas rigueur aux auteurs de

reprendre mot à mot – sans le dire et sans guillemets – des paragraphes entiers d'articles publiés dans le *Monde*.

En revanche, il est tout à fait regrettable qu'ils attribuent au *Monde* des informations qu'il n'a pas publiées, du moins sous la forme qu'ils les présentent. Quand ils veulent démentir les informations du *Monde* à propos d'une « révélation secrète » venue à Managua, le 28 novembre 1989, à la demande des Soviétiques, ils citent l'article de façon erronée. Plusieurs généraux soviétiques et cubains – et non des « diplomates » – avaient participé à cette réunion orageuse, qui, quoi qu'en disent les auteurs, s'est déroulée quelques jours avant le sommet américain-soviétique de Malte. Soucieux de respecter les engagements pris, quelques semaines plus tôt, à l'égard de Washington, Moscou avait mis en garde ses alliés cubains et nicaraguayens contre l'envoi d'armes soviétiques à la guérilla salvadorienne.

La plus grave entorse à la vérité commise par les auteurs porte cependant sur les circonstances entourant la publication dans le *Monde* le 31 juillet 1992, de la lettre du général Patricio de la Guardia, condamné à trente ans de prison (son frère jumeau, Antonio, a été fusillé). Pour ne pas mettre en danger le prisonnier, le *Monde* avait attendu plusieurs mois son autorisation avant de publier cette lettre. L'autorisation avait finalement été transmise par l'intermédiaire de son fils, Hector de la Guardia, que les deux journalistes français accusent d'avoir été acheté par la Fondation cubano-américaine (la plus conservatrice des organisations anticastristes de l'exil) pour utiliser le *Monde* dans cette affaire.

Après la publication de la lettre, écrit-ils, « Hector de la Guardia (...) change de train de vie, exhibant désormais une carte de crédit, un complet-cravate et un nouveau véhicule. Son salaire... » Pourtant, aux dernières nouvelles, le jeune Hector vit dans un minuscule appartement d'une seule pièce à Miami, se déplace à bord d'une vieille voiture de 1967 et a rendu le complet-cravate à l'ami qui le lui avait prêté pour la conférence de presse organisée autour de l'affaire. Quant à son salaire, il varie selon les petits travaux pour lesquels il est embauché dans le bâtiment.

BERTRAND DE LA GRANGE

Le Monde	
Édité par la SARL Le Monde	
Comité de direction :	
Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication	
Bruno Frey, directeur de la rédaction	
Jacques Guio, directeur de la gestion	
Manuel Lucbart, secrétaire général	
Rédacteurs en chef :	
Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)	
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon	
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)	
Anciens directeurs :	
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)	
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :	
15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15	
Tél. : (1) 40-65-25-26	
Télécopieur : 40-65-25-99	
ADMINISTRATION :	
PLACÉ HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX	
Tél. : (1) 40-65-25-25	
Télécopieur : 49-60-30-10	

EUROPE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie et les négociations de Genève

Mr. Vance et Owen se donnent jusqu'à la fin de la semaine pour sortir de l'impasse

Des « progrès » ont été enregistrés mardi 26 janvier dans les négociations de Genève sur l'avenir de la Bosnie, en dépit de la poursuite des combats en Croatie. Les coprésidents de la conférence de paix, MM. Vance et Owen, se sont donné jusqu'à la fin de cette semaine pour faire sortir les négociations de l'impasse.

Le porte-parole de la conférence, M. Fred Eckhard, avait déclaré dans la matinée que, faute de progrès significatifs d'ici à la fin de la semaine, MM. Vance et Owen se retourneraient vers le Conseil de sécurité des Nations unies pour l'informer de la paralysie des discussions. Quelques heures plus tard, les dirigeants musulman et serbe de Bosnie, MM. Izetbegovic et Karadzic, avaient un entretien en présence des deux coprésidents, à l'issue duquel il fut fait état de « progrès », notamment sur le statut de Sarajevo. M. Radovan Karadzic a ainsi qualifié

de « très intéressant » le plan de paix proposé pour la capitale bosnienne, assésé depuis dix mois par les forces serbes. Il a affirmé que, si les musulmans acceptaient ce projet de gouvernement pluripartite de la capitale bosnienne, « cela arrêterait immédiatement la guerre à Sarajevo ».

Combats à Zadar

M. Karadzic a d'autre part indiqué, à propos de la Krajina du Sud, qu'il entendait pour le moment « faire preuve de retenue » avant de décider d'une aide militaire aux Serbes de Krajina, pour donner à l'ONU le temps de faire respecter les décisions du Conseil de sécurité concernant le cessez-le-feu et le retour des forces croates sur les positions antérieures. De son côté, le président croate,

M. Franjo Tudjman, a laissé entendre, mardi, qu'il voulait conserver le contrôle de la région de Zadar et du bras de mer de Maslička où ses forces armées ont pris position. « Les forces militaires croates ne retireront pas les zones qu'elles tiennent de la mer dans la mesure où les forces paramilitaires serbes seront désarmées et rendront l'armement lourd qu'elles ont pris dans les entrepôts sous contrôle des forces de paix de l'ONU », a-t-il déclaré. La police croate, dans son esprit, prendrait la relève de l'armée croate pour contrôler cette région. Quant à la poursuite des combats à l'arme lourde dans l'arrière-pays de Zadar pendant la journée de mardi, M. Tudjman a affirmé que les forces croates « n'ont fait que répondre aux attaques serbes ».

Le service de presse de l'Élysée a fait savoir que M. François Mitterrand avait téléphoné au président

croate dès lundi soir, lorsque fut annoncée la mort de deux « casques bleus », pour lui demander « fermement » d'assurer la sécurité des soldats français déployés en Croatie.

D'autre part, si Sarajevo a connu, mardi, une relative accalmie, de violents bombardements ont repris, mercredi matin. Le HCR a signalé que le regain de tension dans l'ensemble de la Bosnie faisait obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire. Radio Sarajevo a annoncé mardi la cessation des affrontements qui opposaient depuis le 11 janvier Croates et musulmans dans la région de Gornji Valuf. En revanche plusieurs dirigeants croates de Bosnie ont fait état d'une « grande offensive » des « extrémistes musulmans » contre plusieurs villes, en particulier Busovaca, à 50 km au nord-ouest de Sarajevo. (AFP, Reuters)

Pour déployer son groupe aérien

La France invoque le droit de légitime défense de ses « casques bleus »

Quatre avions de défense aérienne Mirage-2000 et huit avions d'attaque au sol Jaguar ont été dépêchés à Solenzara (Corse-du-Sud) pour, le cas échéant, être en mesure de maltraiter une base en Italie (le Monde du 27 janvier) dans le cadre des décisions de M. François Mitterrand destinées à mieux protéger les « casques bleus » français dans l'ex-Yougoslavie. Mais, pour l'instant, ces appareils de combat, qui sont accompagnés par un avion ravitailleur, devraient demeurer sur le sol national. L'Italie n'a pas encore donné son accord à cette mesure, dite de « précaution et de sauvegarde » des contingents de l'ONU.

Les états-majors français avaient préparé ce déploiement aérien en attendant l'arrivée, prévue seulement pour la fin de cette semaine, en Adriatique, du groupe aérien autour du porte-avions *Clemenceau*, qui appareillera de Toulon avec une quarantaine d'avions. Escortés par quatre régates, le *Clemenceau* et le transport de chars *Le Tripartite* ont quitté Foulon de départ, aussi, des hélicoptères de la marine et de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT). Outre des Super-Frelon et des Puma, pour le transport lourd, il a été prévu de déployer sur la zone des hélicoptères armés pour la protection des mouvements de ces hélicoptères logistiques.

Ainsi, selon les états-majors, la France se donne les capacités aériennes de combat, appareils de reconnaissance et hélicoptères armés

— d'appuyer des hélicoptères qui seraient chargés d'aller récupérer des « casques bleus » là où ils sont en danger. Ce dispositif entre dans le cadre des actions que les contingents de l'ONU peuvent être amenés à conduire en état de légitime défense face à des menaces qui les viseraient directement ou qui entraveraient leur liberté de circulation.

La mort de deux « casques bleus » français, lundi 25 janvier, semble avoir été provoquée par « un coup furtif » — selon les propos d'un responsable militaire à Paris — d'origine croate. Les salves d'artillerie auraient atteint le poste tenu par l'ONU, derrière lequel s'abritaient des milices serbes. Il s'agit-là d'une tactique, très fréquente, des deux camps, qui consiste à « coller » le plus étroitement possible aux forces des Nations unies en espérant ainsi bénéficier de l'immunité.

Cependant, les états-majors français disent avoir reçu des « signaux » que Croates et Serbes n'épargneraient plus les lieux concédés aux « casques bleus » lorsque les deux parties les ont appelés en interposition. Il pourrait y avoir des attaques délibérées contre des postes de l'ONU pris à partie par l'un ou l'autre des belligérants, voire les deux en même temps. Dans cette hypothèse, les renforts dépêchés par la France ont pour objet, au nom de la sauvegarde et de la légitime défense, de protéger ponctuellement ses propres unités sur le terrain.

JACQUES ISNARD

Dans un bureau d'enrôlement de Belgrade

« Imaginez que l'Allemagne attaque la Lorraine... »

BELGRADE

de notre correspondante

Ille prenait la file d'attente, patiemment, comme s'il était devant une banque ou un bureau de rabais. Leur allure paisible ne les distinguait pas des passants qui déambulaient, mardi après-midi 26 janvier, dans les rues de Belgrade. Ils n'avaient l'air ni d'affreux tchetsniks barbus, ni de petits « Rambo » avides d'aventure. Ils ne paraissaient animés ni par la haine ni par la vengeance. Ils étaient tout simplement convaincus qu'ils pouvaient faire quelque chose, tout de suite, pour aider les Serbes de Croatie. Comme les jours précédents, les volontaires affluaient vers ce petit bureau d'enrôlement, situé au premier étage d'un immeuble du centre de Belgrade.

Ils présentent une pièce d'identité, répondent aux questions concernant leur profession ou leur formation militaire et quelques minutes plus tard, ils obtiennent la laissez-passer officielle de la République serbe de Krajina — autoproclamée sur les territoires contrôlés par les indépendantistes serbes en Croatie.

Père de deux enfants et employé de bureau, Mica Milosevic, quarante-deux ans, pense que les Serbes doivent se solidariser pour défendre la Krajina.

« Je comprends, explique-t-il, que les dirigeants yougoslaves recherchent la voie diplomatique pour régler la conflit. Je sais que l'armée a les pieds et les mains liés à cause des pressions internationales. Sa famille est originaire de l'enclave serbe du nord-ouest de la Bosnie, limitrophe de la Krajina croate. »

A côté de lui, Tihomir Bozic, trente-huit ans et employé à Belgrade, tient le même langage. Père de deux enfants « en bas âge », il a décidé de s'engager pour « arrêter au plus vite l'agression croate contre les territoires serbes ». Il raconte qu'en 1991 pendant la guerre serbo-croate, il avait attendu, en vain, d'être mobilisé mais que cette fois-ci il ne refuserait pas le même erreur alors que son « pays est en danger ». Belgrade, de naissance, Tihomir considère que la Krajina « c'est la Serbie ». « Laissons les politiques faire leur travail, nous nous ferons le nôtre », conclut-il calmement.

La différence de Tihomir et de Mica, la jeune officier de carrière qui est arrivé au bureau en uniforme de l'armée yougoslave possédée, à tout juste vingt-trois ans, une large expérience de la guerre. Dans les rangs de l'ex-armée fédérale, il a combattu pendant seize mois à Vukovar (Croatie) puis à Vlesnica (Bosnie).

Aujourd'hui, il vient d'obtenir le feu vert de ses supérieurs pour s'enrôler et prêter main forte à ses anciens compagnons de guerre. Il considère que l'armée aurait dû immédiatement réagir en Krajina puisque « les casques bleus » ne se sont pas montrés à la hauteur et ont fait des premiers bombardements de l'armée croate.

« C'est un secret militaire »

Dans le bureau mitoyen, les représentants de la République serbe de Krajina regroupent les listes de volontaires établies dans les différents centres de recrutement de Belgrade et de Serbie. Ils organisent le départ des nouvelles troupes.

Le nombre de volontaires inscrits depuis dimanche dernier ne peut être dévoilé — « c'est un secret militaire » — mais il serait plus de mille, selon les médias de la capitale. Slobodan Jovic, le ministre des affaires étrangères de la Krajina, s'est fait dans une pièce du fond, tapissée de cartes de la Croatie montrant les enclaves serbes, les acolytes militaires et les zones protégées par la Force des Nations unies (FORPRONU). « Imaginez que l'Allemagne attaque la Lorraine, l'armée française réagirait immédiatement » lance-t-il. Lui

aussi regrette amèrement, en dépit de son insistance auprès des autorités de Belgrade, que la Yougoslavie n'intervienne pas militairement : « J'ai rencontré Cosic [le président yougoslave] il y a trois jours, il m'a dit qu'il ne pouvait pas à cause de l'Occident. Belgrade a peur des États-Unis et de l'Europe. » Il ressort avec complaisance un vieil exemplaire de l'ancienne Constitution croate datant de l'époque de Tito. Il y est stipulé que « la Croatie est l'Etat des Croates et des Serbes qui y vivent ». Après le démantèlement de la fédération, il est clair pour lui que la Croatie doit être partagée en un Etat croate et un Etat serbe. « Nous savons que Tudjman [le président croate] allait nous attaquer parce qu'il voulait nous empêcher d'établir définitivement nos frontières ; nous ne les avons pas encore nées mais nous allons les établir. » Slobodan Jovic, le ministre des affaires étrangères de la Krajina, s'est fait dans une pièce du fond, tapissée de cartes de la Croatie montrant les enclaves serbes, les acolytes militaires et les zones protégées par la Force des Nations unies (FORPRONU). « Imaginez que l'Allemagne attaque la Lorraine, l'armée française réagirait immédiatement » lance-t-il. Lui

FLORENCE HARTMANN

Le général Morillon pris pour cible

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Le général Philippe Morillon, commandant en chef des « casques bleus » de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, a été visé mardi 26 janvier par des tirs de snipers embusqués dans une zone bouclée par les musulmans à quelque 70 km de Sarajevo. Le général était parti de son quartier général de Kiseljaka en début de matinée pour une tentative de conciliation entre les forces croates du HVO et les forces bosniaques.

Après plusieurs aller et retour entre les deux camps (Kacuni (musulmane) et Busovaca (croate), où il avait rencontré les généraux commandant les forces en présence, il a approché à regagner son quartier général lorsque son véhicule, une R 25 blindée — très racailleuse et arborant le drapeau de l'ONU — a été touché par plusieurs balles tirées par un sniper. Venu de l'arrière du véhicule, les projectiles n'ont touché que le rétroviseur avant-droit. Le général, assis à l'arrière avec son assistant militaire, n'a pas été blessé, pas plus que son chauffeur. Selon le porte-parole de la FORPRONU, l'origine des tirs ne peut être déterminée : ils pourraient provenir d'un tireur musulman, croate ou serbe.

La veille, une vingtaine de maisons occupées par des musulmans avaient été incendiées à Kacuni, vraisemblablement, estime-t-on à la FORPRONU, par des forces croates. La mission du général Morillon consiste à obtenir que cessent ces exactions.

Ag. L.

Les hantises de Salonique

Suite de la première page

Il suffit, ajoute-t-on, de voir comment Skopje s'empare des symboles macédonniens datant de l'époque de Philippe II et d'Alexandre le Grand — soit plusieurs siècles avant l'arrivée des Slaves sur cette terre, aux sixième et septième siècles — pour deviner ses « arrière-pensées ».

Comment un petit Etat en gestation de deux millions d'habitants, pratiquement dépourvu de forces armées, qui était considéré comme la République la plus démunie de l'ex-Yougoslavie et dont l'économie n'a fait que péricliter depuis l'éclatement de l'ancienne fédération, peut-il sérieusement menacer un pays comme la Grèce, membre de l'OTAN et de la CEE ?

A entendre les Grecs, c'est là que se profile le complot. L'ombre de l'ennemi numéro un : la Turquie, elle-même appuyée par d'autres puissances encore plus importantes, de l'Allemagne aux États-Unis en passant par la Russie, entre autres, « Si le gouvernement de Skopje ne bénéficie pas de l'aide de la Turquie, de la Russie et de personnalités européennes, s'il ne se sentait pas solidement soutenu, il discuterait avec la Grèce en vue d'un accord, estime le président du conseil municipal de Salonique, M. Sotiris Kretanopoulos, membre du parti du pouvoir — la Nouvelle Démocratie. »

« Il y aura la guerre »

Cela fait des mois que la Grèce bloque ainsi la reconnaissance de la Macédoine, refusant obstinément jusqu'à présent, que le mot « Macédoine » apparaisse — y compris dans un nom composé — dans l'appellation de l'Etat naissant. Avec l'appui marqué de la France, Athènes a réussi à empêcher toute reconnaissance par la CEE. Les autres pays membres, de plus en plus ouvertement incommodes par l'intransigence grecque, ont fini par « repasser le bébé » aux Nations unies, à charge pour les

quize membres du Conseil de sécurité de décider sous quelle dénomination la république de Skopje sera admises à l'ONU.

Et l'on sent passer aujourd'hui comme un vent de défaite sur les propos de beaucoup, ici, qui regardent désormais avec angoisse vers « l'après-reconnaissance » et y voient — ou affectent d'y voir — la porte grande ouverte sur l'abîme. « Il y aura la guerre dans cinq ans », déclare le plus calmement du monde un homme d'affaires, notable de Salonique et membre du parti au pouvoir, pour qui cette issue est inéluctable.

Comme le médecin, il affirme qu'il y aura des gens (il en connaît personnellement) pour « passer à l'action » et qu'il est toujours facile de trouver un « Grivas » (allusion à l'officier grec qui mena le combat — perdu — pour le rattachement de Chypre à la Grèce. « Il suffit de quelques officiers décidés, et ça ne manque pas. Le Grec est officier ! Arrive un moment où il ne regarde plus aux conséquences et se dit : adieu que pourra. Une provocation à la frontière est si vite arrivée ; elle est, en tout cas, très facile à organiser », souligne-t-il. « Déjà, des gens donnent de l'argent ; ce peut être pour un cercle ou... pour une bombe », assure pour sa part le médecin.

Ce scénario-catastrophe (qui risquerait de déboucher sur une explosion internationale d'une autre ampleur que le conflit yougoslave) est loin d'être majoritairement retenu à Salonique, par où transite encore une partie du commerce extérieur de Skopje. En revanche, pratiquement tout le monde est d'accord sur deux points : l'incertitude la plus totale règne sur l'avenir — « personne ne peut dire avec certitude ce qui se passera », entend-on comme un leitmotiv — et une reconnaissance de la Macédoine sous ce nom ouvrirait une grave crise politique en Grèce.

Le pouvoir a commis de nombreuses erreurs dans cette affaire ;

tout comme l'opposition socialiste, il a « surchauffé » l'opinion publique au point que, pris à son propre piège de la surenchère, il s'a aujourd'hui qu'une marge de manœuvre réduite au minimum.

Négocier le virage

Totalement occupée par « l'affaire » pendant des mois, la classe politique est maintenant accusée d'avoir négligé tout le reste, à commencer par les graves difficultés économiques du pays. « Les grands partis [la Nouvelle Démocratie du premier ministre, Konstantin Mitsotakis et le PASOK de M. Andreas Papandreu] ont exacerbé le patriotisme de la population pour montrer à l'étranger qu'il y avait un vrai problème ; puis ils ont voulu utiliser la « crise » pour leur propre intérêt », explique M. Stelios Nestor, personnalité influente de Salonique et ancien député de gauche.

Pour lui, « Mitsotakis aura de graves problèmes dans son propre parti ». Beaucoup partagent cette analyse, évoquant même la possibilité d'une scission au sein de la Nouvelle Démocratie, qu'un homme, au moins, pourrait provoquer : M. Antonis Samaras, jeune et agressif ministre des affaires étrangères que M. Mitsotakis a limogé en avril 1992, au plus fort de « l'affaire » macédoine.

« Les grands partis sont prisonniers de leurs mots et de leurs divisions internes, ce qui explique que les leaders ne bougent pas », explique lui-même le conseiller du premier ministre pour la Grèce du Nord, M. Nikos Mertzos. « Il sera très difficile pour le gouvernement, ajoute-t-il, de prendre le virage [de la reconnaissance] à cause de compétitions internes. »

Ce « virage », le premier ministre aimerait pourtant visiblement le négocier, si l'on en juge par les propos de M. Mertzos assurant qu'« il faut, à tout prix, trouver une solution acceptable pour la Grèce comme pour Skopje » et qu'« il serait très dangereux d'imposer une solution inacceptable pour Skopje, qui entraînerait un conflit perpétuel entre les deux parties ».

Et le conseiller de M. Mitsotakis de marteler : « Il faut une solution acceptable [pour tous] ou ce sera l'avenue ; il faudra bien que le mot

Macédoine apparaisse » (dans la dénomination du nouvel Etat voisin). Sans se soucier des sentiments de la forte minorité albanaise, M. Mertzos propose le terme de « slave-macédonien ». « Une solution qui vaut mieux qu'une victoire écrasante de la Grèce », affirme-t-il, reconnaissant qu'une telle position aurait été considérée, il y a peu de temps encore, comme une « hérésie ». Elle l'est d'ailleurs encore aux yeux de certains membres de la majorité.

Stelio-Nestor est, quant à lui, partisan de ce type de compromis, mais rejette comme tout le monde l'idée que l'ancienne République yougoslave puisse porter le nom seul de Macédoine. Il s'a peu de temps d'une « invasion » en provenance de Skopje, mais « que se passera-t-il dans dix ans », demande-t-il, « une reconnaissance sous l'appellation de Macédoine entraînera des frictions, des conflits perpétuels ». Sur le plan intérieur, prédit l'ancien député, ce serait une « défaite » grecque qui pousserait le PASOK à provoquer des élections « dans un climat malsain ».

En dépit de ces sombres prédictions, certains n'ont pas perdu le sens des réalités, comme les responsables de la chambre de commerce de Salonique, qui viennent de commander une étude sur l'impact d'une reconnaissance de la « Macédoine » sur le monde des affaires. Il ne fait pas de doute, selon l'un des membres de cette chambre, que la grande majorité des hommes d'affaires de Salonique voudront continuer à commercer avec la « Macédoine » bonnie (dont

la ville portuaire a longtemps été le « marché », même si chacun évite de le faire publiquement le premier.

Mais à Salonique actuellement, il n'est question que d'« abandon » et de « frustration » devant ce que la population considère d'ores et déjà comme un « lâchage ». Ces sentiments, estime M. Georges Kechagioglou, professeur à l'université, risquent de déboucher sur une forte hostilité à l'encontre d'une classe politique qui aura « nourri et exploité l'inquiétude des Grecs », mais aussi à l'encontre de l'Europe de l'Est, à commencer par les ex-Yougoslaves, ainsi que de l'Europe communautaire. La crise pourrait ainsi se solder par « une réaction isolationniste », et l'affaire macédoine, juge M. Kechagioglou, n'aura fait qu'accroître le sentiment d'insécurité perpétuelle des Grecs. Pour un autre universitaire, M. Dimitri Moraitis, doyen de la faculté des lettres de Salonique, les puissances occidentales ont notamment eu le tort, aux yeux des Grecs, de ne pas prendre en compte la dimension « affective et culturelle » de l'affaire. « Elle qu'elle s'en développe en Grèce, cette affaire touche aux frontières du pathologique », explique-t-il. « Mais, ajoute-t-il, immédiatement, on ne peut pas exiger du peuple grec une réaction mesurée tant que l'étranger, lui, ne reconnaît pas sa propre pathologie vis-à-vis de problèmes internationaux comme ceux du Proche-Orient ou des Balkans. »

YVES HELLER

Pays-Bas, en Allemagne et en Suisse. A Amsterdam, la police a indiqué que Zeljko Raznjajic s'était évadé d'une prison néerlandaise en mai 1981 alors qu'il purgeait une peine de sept ans de détention. — (AFP)

Visite du président yougoslave à Athènes. — Le président yougoslave, M. Dobrica Cosic, était attendu, mercredi 27 janvier, à Athènes pour des entretiens avec le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis et le président Constantinos Karamanlis. Belgrade recherche le soutien diplomatique de la Grèce, quelques jours après l'offensive militaire des forces croates en Krajina. — (Reuters)

هكذا من الأصل

EUROPE

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : au cours d'une séance parlementaire mouvementée

M. Vaclav Havel a été élu chef de l'Etat

Le dernier président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a été élu, mardi 26 janvier, premier chef d'Etat de la République tchèque. A Bratislava, un second tour est nécessaire pour l'élection du président slovaque.

PRAGUE

de notre correspondant

Candidat de la coalition gouvernementale, M. Vaclav Havel, cinquante-six ans, a été élu de justesse, mardi 26 janvier, président de la jeune République tchèque : 109 parlementaires sur les 200 que compte la Chambre des députés tchèque se sont prononcés en sa faveur lors d'un vote à bulletin secret, intervenu au terme d'une séance de quatre heures, émaillée d'incidents.

Des dix autres candidats, M. Marie Štíbrová, député communiste, a obtenu 49 suffrages, soit 14 de plus que le nombre total de députés communistes. Le candidat d'extrême droite Miroslav Sládek, président du Parti républicain (eux positions xénophobes), a obtenu 14 voix - 11 de son groupe et 3 de députés moraves.

Les républicains, malgré leur faible représentation, ont provoqué plusieurs incidents pendant le débat. Leurs orateurs se sont succédés pendant trois heures à la tribune, lançant des attaques d'une

rare violence contre M. Havel. Selon le président du groupe, M. Jan Vít, qui a ouvert le feu : « Vaclav Havel a déjà été élu président et la République a disparu. Nous pouvons l'être une seconde fois et ce sera la nation qui disparaîtra. » Au même moment, M. Sládek s'en prenait physiquement, aidé de deux de ses garçons, à un photographe du quotidien de gauche *Rude Pravo* et à un député du parti gouvernemental, M. Tomas Fejfer, dans les couloirs.

Les députés de la majorité, le gouvernement et une partie de l'opposition ont quitté l'hémicycle pour protester contre l'obstruction des républicains. Pour ajouter à la confusion, une alerte à la bombe a obligé le président du Parlement à décider une interruption de séance pour permettre une fouille, sans résultat, du bâtiment. Selon le ministre de l'Intérieur, M. Jan Ruml, l'auteur de cet appel anonyme, un téléscripteur, s'est rendu à la police, à laquelle il a expliqué qu'il « voulait mettre fin à ce spectacle sordide ».

Impasse en Slovaquie

Lors de sa première conférence de presse présidentielle, M. Havel a indiqué qu'il envisageait, « après consultations avec des juristes, de porter plainte contre certains députés républicains ». « L'inconvénient

de la démocratie, a-t-il commenté en citant une phrase d'un de ses héros de théâtre, est que les démocrates ont souvent les moins liés devant ceux qui prennent la démocratie à la légère, car ceux-ci peuvent faire presque tout ce qu'ils veulent. »

A Bratislava, où le vote s'est déroulé dans le calme, aucun des deux candidats au deuxième tour de scrutin n'a été élu mercredi matin. Prétendant du parti au pouvoir, M. Roman Kováč, n'a obtenu que 78 voix sur 147, alors qu'il lui en fallait 90.

Vice-premier ministre et ancien chef des syndicats tchécoslovaques, M. Kováč, cinquante-deux ans, était opposé au second tour au candidat de la Gauche démocratique (ex-communistes), M. Milan Fiksel, qui a obtenu 31 voix. Le Parlement devra donc décider d'une nouvelle élection avec de nouveaux candidats.

D'autre part, le premier tour avait mis en évidence l'existence d'une opposition en premier ministre, M. Vladimír Mečiar, au sein de son parti, puisque cinq de ses députés n'ont pas soutenu M. Kováč, suivant en cela les réserves émises à l'égard de cette candidature par le ministre des affaires étrangères, M. Milan Kňažko.

MARTIN PLICHTA

TURQUIE : après l'assassinat du journaliste Ugur Mumcu

Onze suspects originaires du Proche-Orient ont été arrêtés

Le ministre de l'Intérieur turc, M. Ismet Sezgin, a annoncé mardi 26 janvier que onze personnes « d'origine proche-orientale » avaient été placées en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur la mort d'Ugur Mumcu, l'éditorialiste tueur d'extrême gauche, tué dimanche dernier. « Il semble qu'il y ait des liens avec l'étranger dans cette affaire », a déclaré M. Sezgin. Selon l'Agence anatolienne (semi-officielle), quatre iraniens et un syrien figurent parmi les suspects. Le quotidien *Mithet* y ajoute un ressortissant libyen. L'attentat contre M. Mumcu, défenseur passionné de la laïcité de l'Etat, avait été revendiqué par plusieurs organisations islamiques.

Parallèlement, seize Turcs membres d'une organisation extrémiste islamique auraient été arrêtés à Istanbul lors d'une rafle, dans le cadre d'une opération, entamée avant l'assassinat de M. Mumcu, mais qui serait liée aux meurtres de plusieurs personnalités kémalistes en 1990, annonce la presse. Un porte-parole du gouvernement d'Istanbul a confirmé que des suspects avaient été arrêtés. Le ministre de l'Intérieur irienien, M. Abdollah Nouri, est à Ankara, dans le cadre des contacts réguliers entre les deux gouvernements, qui ont signé en 1992 des accords de « lutte antiterroriste ». (Corresp.)

ROUMANIE

L'ancien poète de Ceausescu fera partie de la délégation de son pays au Conseil de l'Europe

BUCAREST

de notre correspondant

M. Adrian Paunescu, ex-poète de Nicolae Ceausescu, organisateur de gigantesques son et lumière et autres masses populaires pour le défunt dictateur, a été désigné, mardi 26 janvier, pour être l'un des dix parlementaires chargés d'aller défendre la cause de la Roumanie au Conseil de l'Europe, où elle n'a pas encore qu'invitée spéciale.

Lors d'une séance extraordinaire et agitée des deux chambres réunies, l'auteur

d'*Omagiu* (Hommage), poème dédié au « Danube de la pensée », a reçu l'appui des députés et sénateurs majoritaires du Front démocratique de salut national (FDSN) du président Iliescu et des partis nationalistes et « nationaux communistes ». M. Paunescu avait été élu sénateur en septembre 1992 sur les listes du Parti socialiste du travail (3 % des voix), l'héritier du Parti communiste roumain, dirigé par un ex-premier ministre du Nicolae Ceausescu, M. Ilie Verde. J.-B. N.

ALLEMAGNE : cinq blessés dans l'incendie criminel d'un foyer de demandeurs d'asile. - Cinq demandeurs d'asile ont été blessés, lors d'un incendie criminel qui s'est déclaré dans leur foyer, dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 janvier, à Duisbourg. L'auteur de l'incendie a mis le feu aux ordures qui étaient stockées dans les caves du bâtiment. Mardi soir, les enquêteurs n'avaient aucune piste sérieuse, mais le parquet de Duisbourg a offert une récompense de 3000 deutschemarks (environ 10 000 francs), pour tout renseignement permettant d'élucider l'affaire. (AFP)

Démission d'un maire nuteur de propos antisémites. - M. Hans-Dieter Schlingkamp, maire de Sennheim, une petite ville allemande de la vallée de la Moselle, a démissionné, lundi 25 janvier, après s'être publiquement félicité de ne pas avoir de juifs dans sa commune, a annoncé un responsable administratif régional. « Je suis heureux, en tant que maire d'une petite commune de 700 habitants, de ne pas avoir d'administrés juifs qui viennent troubler la tranquillité du village en suscitant l'allergie », avait-il écrit dans une lettre à M. Ignatz Bubis, président du Conseil central des juifs en Allemagne. (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : confronté à la grogne de l'état-major

M. Clinton cherche un compromis lui permettant de tenir ses engagements envers les homosexuels

Le président Clinton a réaffirmé, mardi 26 janvier, qu'il « tiendrait ses engagements » de mettre fin à l'exclusion des homosexuels de l'armée (le Monde du 27 janvier). Confronté à la grogne de l'état-major, à l'opposition de plusieurs témoins du Congrès et à une opinion plutôt défavorable, le nouveau président, à qui l'on reproche déjà de ne pas tenir ses promesses, veut montrer sa détermination tout en s'efforçant de trouver un compromis acceptable.

LOS ANGELES

de notre correspondant

Les responsables militaires ont laissé de côté leur devoir de réserve pour exprimer leur grogne. Ils mettent en question l'opportunité d'intégrer des homosexuels au moment où l'armée connaît d'autres problèmes, tels que les coupes budgétaires. Plusieurs membres de l'état-major inter-

armes, dont le général Colin Powell, ont même craint que cette mesure « ne porte atteinte à l'ordre et à la discipline ». Les mécontentements n'en ont pas moins ajouté qu'ils obéiraient à leur nouveau commandant en chef Bill Clinton.

Mais plusieurs généraux ont prouvé le président que des militaires démissionneraient « par conviction religieuse » et que le recrutement serait plus difficile. D'autres ont évoqué les risques de propagation du sida. Les amiraux posent la question de la promiscuité des équipages.

Boycottage du Colorado

Du côté du Congrès, les sénateurs Bob Dole, leader de la minorité républicaine, et le démocrate Sam Nunn sont opposés à l'intégration des « gays ». M. Nunn avait lui-même renvoyé deux de ses collaborateurs en raison de leur homosexualité, décision qui lui a peut-être coûté le poste de secrétaire à la défense. Selon certains décomptes, 60 membres sur 100 du Sénat, appelé parfois le « club des vieux garçons », voient d'un mauvais œil l'obscuration du président. Afin de ne pas affronter d'embûches

le Congrès, M. Clinton a différé la signature de l'ordre exécutif historique. Il gardera pour plus tard ce symbole qui rappellera l'ordre exécutif du président Truman pour intégrer les Noirs dans l'armée en 1948. Il pourrait, dans un premier temps, demander à son secrétaire à la défense, M. Les Aspin, de mettre fin à la « chasse aux sorcières » couramment pratiquée dans l'armée depuis le début des années Reagan.

En janvier 1982, le département de la défense avait établi que l'homosexualité était incompatible avec le service militaire et que les soldats ou marins qui rendraient publique leur homosexualité seraient renvoyés. Actuellement, plus de mille homosexuels - hommes et femmes - sont chassés chaque année de l'armée. Toutefois, un juge de Los Angeles a récemment estimé que l'exclusion d'un marin n'était pas conforme à la Constitution et ordonné sa réintégration.

Les homosexuels, qui ont voté à plus de 70 % pour M. Clinton, pèsent de tout leur poids pour que le président agisse très vite. Ils se sentent d'autant plus puissants qu'ils viennent, unis, de remporter une bataille juridique contre l'Etat du Colorado, dont les habitants avaient voté le 3 novembre dernier une mesure interdisant aux collectivités locales d'accorder aux homosexuels des garanties spéciales contre les discriminations.

Un boycottage du Colorado, lancé par des artistes d'Hollywood, a fini par venir à bout des résistances politiques. La mesure a été provisoirement suspendue le 15 janvier. Par ailleurs, les journaux de la côte ouest accordent la plus grande importance à deux affaires de « gay bashing » (chasse aux homosexuels). En réaction, les groupes religieux conservateurs ont mis en garde contre les associations homosexuelles, qui menacent deux piliers de la société américaine : la famille, et maintenant l'armée.

RÉGIS NAVARRE

Exécution capitale au Missouri. - Un homme condamné à mort pour avoir poignardé un codétenu a été exécuté, mercredi 27 janvier, au centre correctionnel de Potosi, au Missouri, par injection d'une dose mortelle, ont annoncé les autorités de l'Etat. Marstey Bolder, âgé de trente-cinq ans, avait été condamné pour l'assassinat de Theron King en 1979. Son avocat estimait que King était décédé en raison des mauvais soins médicaux qui lui avaient été prodigués et non pas directement du coup du couteau porté par Bolder. La cour suprême avait refusé de se saisir de l'affaire mardi. (AFP)

CANADA : la mort de Jeanne Sauvé

La « vice-reine »

Gouverneur général du Canada de 1984 à 1990, Jeanne Sauvé est décédée, mardi 26 janvier, à Montréal, des suites d'un cancer. Agée de soixante-dix ans, cette ancienne journaliste était membre du parti libéral et avait été élue pour la première fois en 1972 à la Chambre des communes à Ottawa. Jeanne Sauvé avait détenu divers portefeuilles dans le gouvernement du premier ministre fédéral Pierre Elliott Trudeau.

En 1980, elle était devenue la première présidente des Communes avant d'être nommée, quatre ans plus tard, vingt-troisième gouverneur général du Canada. La « vice-reine » avait été la première représentante de la reine Elisabeth II « du Canada » à se rendre en visite officielle en France en 1985, en plein conflit de la pêche. A cette occasion, elle s'était exclamée : « Si on ne peut s'entendre sur des poissons, c'est à désespérer de la paix entre les nations ! » Et pourtant, elle

disparaît alors que le conflit rabondit.

Née Jeanne-Mathilde Benoit à Prud'Homme, dans la province du Saskatchewan, en 1922, elle avait fait ses études à l'université d'Ottawa et obtenu un diplôme de civilisation française à Paris. Bien qu'originnaire d'une province de l'Ouest, elle avait passé le plus grand partie de sa vie à Montréal : « Je ne suis pas québécoise, mais presque », disait-elle. C'est le combat de la minorité francophone, « qui se bat pour survivre », qui l'avait « convaincue d'entrer en politique ».

Toute sa vie, elle aura lutté pour un Canada, « nation double, francophone et anglophone, qui fait son originalité et peut seule empêcher de tomber dans le croulement américain ». En 1948, elle avait épousé Maurice Sauvé, décédé en avril dernier, dont elle avait eu un fils, Jean-François. « Son exemple et ses actions ont touché et inspiré des millions de Canadiens », a déclaré le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney.

CHUTE DES CHEVEUX. TRAITEMENT ANTICHUTE Klorane.

Une nouvelle formule Antichute. Premiers signes de chute ? Il faut agir. Car chez les hommes, le processus ne peut que s'accroître d'année en année. Il existe aujourd'hui un traitement performant, spécifique, mis au point par les Laboratoires

Dermatologiques Klorane. Formulé à base d'extraits végétaux actifs, de vitamines et d'oligo-éléments, le nouveau Traitement Antichute Klorane freine la chute et favorise la croissance des cheveux existants. Parlez-en à votre pharmacien*



naturellement actif.

* Demandez conseil à votre distributeur agréé. Pour recevoir le guide conseil Klorane, ou toute information : 1614 Klorane ou écrire à Caroline Thibault, Directeur en Pharmacie, Laboratoires Dermatologiques Klorane, 45 Place Abel-Lance, 92100 Nanterre-France.

DIPLOMATIE

Le voyage de M. Pierre Joxe en Lettonie

La France accentue sa coopération militaire avec les pays baltes

RIGA

de notre envoyé spécial

Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, a procédé, lundi 25 janvier, à Riga, à la remise officielle à la Lettonie, à la Lituanie et à l'Estonie d'une série de matériels militaires légers non offensifs destinés à équiper un bataillon (500 hommes) dans chacun des Etats baltes. Ces équipements devraient être mis à profit pour assurer un meilleur contrôle des frontières et lutter contre divers trafics en armes et drogue. Les attentes des Etats baltes ne se limitent toutefois pas à des apports en matériels. Parant de zéro en matière de défense nationale (leur indépendance n'a été acquise qu'en août 1991), ils souhaitent que certains pays leur fournissent une expertise et une assistance technique dans ce domaine.

Un colonel français de l'armée de terre devrait donc prochainement s'installer à Vilnius (Lituanie) en qualité de conseiller technique des trois Etats baltes. En outre, un séminaire de travail, intitulé « Défense-pays baltes », a réuni, lundi à Riga, le ministre français de la défense et ses homologues estonien, letton et lituanien, afin de permettre aux autorités baltes d'avancer dans leur réflexion sur leur propre système de défense. La délégation française qui accompagnait le ministre (militaires et diplomates) doit prolonger ce travail, durant toute la semaine, par une série de rencontres bilatérales dans les trois Etats baltes.

Ce séminaire, qui ne faisait que lancer le processus de consultations franco-baltes, a mis en évidence un certain décalage entre le discours de M. Joxe — rappelant que les choses ne pouvaient se faire en un jour en matière de coopération militaire (cette dernière avait demandé des décennies dans les pays de l'OTAN) — et les attentes des pays baltes, pressant et globales, notamment pour un rattachement à un système de sécurité qui pourrait les protéger de tout retour

funeste du passé. Bref, ce fut une réplique en réduction du débat sur l'entrée dans la CEE de certains pays d'Europe centrale : oui, nous sommes prêts à coopérer avec vous, ont semblé dire les Français, mais ne rêvez pas à des alliances « magiques » qui régleraient tout et, en attendant, créez entre vous des synergies en matière de défense.

Recourir une totale souveraineté

Au cours de cette rencontre, la délégation lettone a exprimé ses termes tranchés sa détermination à recourir totalement sa souveraineté. En clair, que les troupes russes qui se trouvent encore stationnées sur place partent au plus tôt. La Lettonie, qui comprend une forte minorité russe (35 % de la population), réclame, en outre, le lien que le gouvernement russe fait implicitement entre le maintien de ses troupes — 27 000 hommes — et la défense de la minorité russeophone qui s'y trouve : une minorité que Moscou estime menacée de

discriminations dans les projets du futur code de la nationalité lettone.

Le président Boris Eltsine a annoncé, le 15 janvier, qu'il se réserverait « la capacité de prendre toutes mesures en accord avec le droit international pour la défense » des droits des minorités russes. La Lettonie a dénoncé ce « viol du principe de non-ingérence ». Une situation tendue qui ne fait que renforcer dans l'idée de se constituer au plus vite une force armée (1), non pas tant pour sa capacité à s'opposer, même avec l'appui d'autres pays baltes, à une quelconque opération militaire, mais bien parce que cela constitue un des éléments essentiels de la souveraineté d'un Etat libre.

PIERRE SERVANT

(1) Ces forces devraient être d'un volume de 9 000 hommes en comptant l'armée proprement dite, la garde nationale et, en temps de guerre, les unités spéciales du ministère de l'Intérieur.

En visite officielle à Paris

Le président de l'Estonie s'inquiète d'un durcissement de l'attitude russe

Le président de la République d'Estonie, M. Lennart Meri, s'est déclaré inquiet, mardi 26 janvier, de l'insistance avec laquelle Moscou défend le « thème » de la minorité russe en Estonie, et de l'« obstination » des autorités russes dans la négociation sur le retrait des troupes ex-soviétiques (lire ci-dessus l'article de Pierre Servant).

Au cours d'une conférence de presse à Paris, où il a signé à l'Elysée un traité d'amitié et de coopération avec la France, M. Meri a relevé que « l'obstination de nos partenaires russes augmente » ; « il est difficile aujourd'hui de dire qu'il est en position de prendre des déci-

sions à Moscou, a-t-il poursuivi. Nous avons des relations correctes avec le ministère des Affaires étrangères, mais il semble que ce n'est plus là que se fait la politique étrangère russe ». Les dirigeants estoniens ont constaté sur ce plan « des changements assez dramatiques depuis le dernier Congrès » en décembre, et « les pourparlers sont devenus plus difficiles ».

Quelque 9 000 soldats russes se trouvent toujours en Estonie. Selon le chef de la diplomatie estonienne, « ils partent, mais très lentement, à un rythme qui n'est pas satisfaisant ».

PROCHE-ORIENT

Selon une revue américaine

Le Pentagone juge précipitée la décision concernant l'un des raids contre l'Irak

Huit missiles Tomahawk sur les quarante-cinq lancés, en deux vagues distinctes, par quatre bâtiments de guerre américains sur un site irakien, le 17 janvier, n'ont pas atteint leurs cibles. Un missile s'est abîmé dans l'océan peu après son lancement. Trois autres sont tombés dans un verger proche de la cible choisie au départ : l'usine Zafaranyah, à treize kilomètres au sud de Bagdad. Trois Tomahawk se sont écrasés à l'intérieur du périmètre de l'objectif, mais ils ont raté les bâtiments qui étaient visés. Enfin, un missile a atteint l'hôtel Rachid — vraisemblablement après avoir été touché par la défense irakienne — mais, depuis, il est apparu que sa charge militaire embarquée (environ 500 kilogrammes) n'a pas fonctionné et que les dégâts constatés sur place sont dus à l'impact et à l'explosion du carburant.

Ces précisions sont données, pour la première fois, par la revue spécialisée *Aviation Week and Space Technology* qui les tient de ses informateurs du Pentagone. Citant l'une de ces sources, l'hédo-maire américain constate, avec elle, que cette

attaque, qui a coûté entre 45 et 60 millions de dollars de munitions à la marine américaine, a permis de mettre hors service une installation estimée à 6 milliards de dollars.

La même revue, en revanche, fait état de critiques que le Pentagone a adressées aux responsables politiques du raid décliné, le 13 janvier, contre des radars, des batteries de missiles sol-air SA-3 et des centres de transmissions en Irak, au sud du 32° parallèle. Au total, trente-trois cibles avaient été désignées à la coalition alliée et seize ont été touchées : deux, sur les deux attribues aux avions Tornados britanniques, qui ont donc réalisé un « sans-faute » ; quatre sur les douze affectées aux avions F-18 et A-6 de la marine américaine, et dix sur les dix-neuf assignées aux avions F-15, F-117 et autres F-16 de l'armée de l'air américaine.

Au Pentagone, les critiques ont fustigé la précipitation de l'administration Bush et, notamment, celle du Central Command, le général Joseph P. Hoar, qui avait planifié le raid, à l'origine, pour le 11 janvier, et qui, ayant dû le retarder une fois déjà,

ont donné finalement l'ordre de l'exécuter en dépit de conditions atmosphériques défavorables persistantes. Le mauvais temps et la forte couche nuageuse ont déréglé les systèmes laser de guidage et perturbé la vision des pilotes sur l'objectif.

Selon la revue, cette précipitation des officiels et le mauvais temps se sont conjugués pour aboutir à un raid dont le résultat est à peine moyen.

□ IRAN : un Allemand condamné à mort. — Accusé d'espionnage au profit de l'Irak, un ressortissant allemand, détenu depuis 1991 en Iran, a été condamné à mort, a annoncé, mardi 26 janvier, le procureur général à Téhéran. Cet homme n'a été désigné que sous son pseudonyme. Le gouvernement allemand est au courant « depuis des mois » de cette condamnation, et a entamé des démarches diplomatiques pour obtenir l'annulation du verdict, a-t-on indiqué, à Bonn, de source gouvernementale. — (AFP)

EN BREF

□ Visite de M^{me} Tasca au Liban. — Dans le but de relancer la coopération franco-libanaise dans le domaine culturel, le secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles internationales devait se rendre au Liban, mercredi 27 janvier, pour une visite officielle de quatre jours. En augmentation de 10 %, l'enveloppe de la coopération doit atteindre cette année 85 millions de francs, ce qui place le Liban au premier rang des pays arabes partenaires de la France. M^{me} Tasca sera notamment reçue par le président de la République et le ministre des Affaires étrangères.

□ Le secrétaire général adjoint de l'ONU sur le départ. — Le secrétaire

général adjoint de l'ONU chargé de l'administration et des finances, l'Américain Dick Thornburgh, devrait bientôt quitter son poste, mais souhaiterait que celui-ci reste entre les mains d'un Américain afin de favoriser les réformes nécessaires, a rapporté mardi 26 janvier le *Washington Post*. Dans une lettre au nouveau secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, M. Thornburgh estime que « certains sont tentés de préserver les poches de corruption et de favoritisme, les pratiques négligentes et les programmes inutiles qui ont bénéficié à certains intérêts nationaux et certains individus ». — (AFP)

□ L'Allemagne renouvellerait à vendre des sous-marins à Taiwan. — L'Allemagne va renouer à vendre des sous-marins et des frégates à Taiwan, a-t-on appris, mardi 26 janvier, de sources bien informées à Bonn. Selon elles, le chancelier Kohl et son ministre des Affaires étrangères ont estimé que cette énorme commande — portant sur dix sous-marins et autant de frégates, pour un montant de 12,5 milliards de marks — venant juste après la broutille franco-chinoise à propos de la vente de Mirage 2000 à Taiwan, compromettrait gravement les fructueuses relations commerciales avec la Chine populaire. — (AFP)

Le dégel de la politique extérieure indienne

Suite de la première page

Peut-être était-ce faute d'avoir découvert une solution alternative à ce monde unipolaire hégémonique en germe tout affaiblissement de l'URSS. En particulier, le rapprochement avec les Etats-Unis, esquissé par Indira Gandhi dès son retour aux affaires en 1980 et qu'avait voulu relancer ce grand son fils et successeur Rajiv à partir de 1985, avait tourné court.

L'attitude de New-Delhi pouvait naître de craintes inspirées de la situation intérieure : si un empire d'apparence aussi inaltérable que l'URSS pouvait se dissoudre, qui était assuré de demeurer saut, et « l'Inde éternelle » elle-même était-elle si sûre de se perpétuer ? Sa myopie — ou son auto-aveuglement — n'avait-elle pas renoué son pacte avec Moscou le 6 août 1991, deux semaines avant le putsch des apparatchiks néo-communistes ? Le gouvernement Rao avait réagi confusément à un événement qu'il avait d'abord semblé approuver.

L'évolution la plus importante de la diplomatie indienne est la relance d'un dialogue avec les Etats-Unis. Ce n'est pas que l'on souhaite aboutir à une alliance, que l'époque ne justifie plus et dont Washington n'a pas besoin dans l'univers qui se profile. Pas plus aujourd'hui que naguère il y a d'atomes crochus entre deux sociétés que tout oppose et qui ont, depuis des décennies, multiplié les malentendus l'une envers l'autre, justifiant le cours, alternativement tiède et froid, de leurs relations. L'Inde n'entend pas se plier si aisément à un « nouvel ordre mondial » à la convenance de Washington. Mais le lui serait pas indifférent de neutraliser l'ancienne alliance entre les Etats-Unis et le Pakistan.

La fin des « théologies du passé »

La fin de la guerre froide a aidé aux reconversions, mettant fin aux divergences qui ont existé depuis les années 30 entre les deux pays : sur la Corée, le Vietnam, le Cambodge, l'Afghanistan, le Golfe... A New-Delhi, on semble en tout cas décidé à avancer autant qu'il est possible, de façon pragmatique, avec le seul souci de la « dignité nationale ». L'Inde s'affirme prête à traiter ses divergences avec les Etats-Unis non plus à la manière ancienne, c'est-à-dire comme des drames, mais comme des problèmes auxquels il convient de s'atteler de façon réaliste : « Nous sommes décidés à prendre le monde tel qu'il est. Les théologies du passé, c'est fini », déclare M. J. N. Dixit, directeur des Affaires étrangères et véritable architecte de la diplomatie indienne. On discute donc dans le calme des « sujets de friction ».

Cette nouvelle attitude, en rupture avec une époque marquée par un non-alignement en réalité sensible aux vus de l'URSS, a ouvert le champ à une coopération plus dense entre « la plus puissante démocratie du monde » et « la plus grande démocratie du monde », selon la formulation de la presse de New-Delhi. Elle a exclu en théorie aucun domaine. C'est ainsi que de « petits pas » ont déjà été faits dans le champ très sensible du militaire.

Des officiels des ministères de la défense et des officiers des deux pays — dont le chef d'état-major indien, le général Rodrigues — se sont rendus des visites de travail. Un accord sur l'entraînement de personnels spécialisés a été signé en 1992. Enfin, de petites manœuvres navales ont eu lieu en mai dernier au large du Kérala. Et on se promet mutuellement d'aller plus loin.

On bute cependant sur un obstacle : l'inquiétude très vive envers la prolifération nucléaire et balistique fait de l'Inde un « risque

majeur » aux yeux des Américains. New-Delhi a, en effet, les moyens de se constituer un arsenal atomique, et ce tout en refusant de signer le traité de non-prolifération (TNP). Elle le juge en effet « discriminatoire », arguant de la menace nucléaire chinoise mais aussi, désormais, pakistanaise. L'Inde poursuit également la mise au point d'un programme de missiles qui suscite des craintes, malgré la proclamation inlassable de son caractère « pacifique ».

De sérieuses perspectives avec les Etats-Unis

Trois séries de conversations ont eu lieu en 1992 sur ce thème. En dépit de la raideur de l'Inde — qui irrite tous les Occidentaux — les Américains ne désespèrent pas de l'amener à un modus vivendi. La marge de manœuvre est pourtant étroite : New-Delhi refuse en effet d'envoyer, comme l'en presse Washington, un accord limité à l'Asie du Sud, incluant donc, outre

GORBATCHEV ÉTAIT TRÈS BON AVEC NOUS...

JE POURRAIS VOUS L'OFFRI!



elle-même, le seul Pakistan. Selon l'Inde, en effet, la Chine — qui n'a accepté ni moratoire sur les essais ni démantèlement de ses engins à courte et moyenne portée — constitue aussi un grave danger.

Mais l'Inde apprécie vivement la préférence marquée par Washington pour une approche « bilatérale » — et non via l'ONU — du problème du Cachemire. Plus encore, la prise de distance, depuis 1990, des Américains envers leur allié pakistanais — soupçonné, lui aussi, d'être une puissance atomique virtuelle — est source de satisfaction pour New-Delhi.

Un autre vaste champ de rapprochement entre les deux pays s'est ouvert : l'économie. Des perspectives théoriques presque illimitées ont été créées par la décision de M. Rao de libéraliser l'essentiel des activités, industrielles et tertiaires. Des entreprises américaines ont été les premières — et, à ce jour, les plus nombreuses — à venir.

Les sujets de friction ne se sont certes pas évanouis. New-Delhi a ainsi été irritée par des sanctions prises en vertu de l'article 301 de la loi commerciale américaine à l'encontre d'industries indiennes, pharmaceutiques notamment, qui refusent de payer les droits de propriété intellectuelle internationalement agréés. M.J.N. Dixit qualifie de « déraisonnable » et « inacceptable » la décision de Washington d'interdire, pour deux années, tout transfert de technologie à l'Office spatial indien (ISRO) après que Moscou lui ait vendu des moteurs spatiaux pour ses missiles.

L'Inde, en tout cas, se sent mieux assurée d'être au moins aussi bien traitée par Washington que les deux pays sur lesquels son attention demeure braquée — le Pakistan et la Chine, — avec qui elle forme ce que l'on a pu dénom-

mer un « triangle vicieux ». Si les relations avec Islamabad ont à nouveau atteint l'étage après la destruction de la mosquée d'Ayodhya par des fanatiques hindous, une amélioration assez spectaculaire avec Pékin est en cours. Les deux capitales se sont ainsi accordées pour ne pas faire un préalable de la solution de leur conflit territorial (1). Elles ont admis que cette affaire devait être tenue pour « un legs de l'histoire », ce qui permet de se donner du temps.

New-Delhi doit encore réajuster ses relations avec des pays vulnérables en raison de son flanc-à-face exclusif avec l'URSS. Le plus notable de ces « oubliés » est le Japon, partenaire crucial dans la perspective d'un développement qui devra prendre en compte l'environnement asiatique. Une visite de M. Rao à Tokyo, en 1992, a montré qu'il faudra bien des efforts pour combler le fossé. La plupart des pays de la Communauté européenne font aussi partie de ce cercle où presque tout demeure à construire. Il est piquant de constater que l'Inde s'impatiente, à présent, d'une lenteur de nombre de ces partenaires virtuels !

Parmi les Douze, l'Allemagne et la France ont un rôle plus spécifique à jouer. M. Rao a fait une

Produits stratégiques

New-Delhi doit, enfin, tenter de ressaisir les brins que l'explosion de l'URSS a disjoint. La visite de M. Eltsine est d'évidence une étape cruciale et complexe du processus. L'Inde, qui a reconnu les Etats issus de l'URSS, espère ainsi maintenir autant que possible des débouchés commerciaux bien rodés. Elle souhaiterait aussi coopérer, au moins pendant la période de recomposition de son environnement économique, un accès à des fournitures familiaires — notamment, mais pas seulement, militaires (2).

Elle ne peut pas non plus se remettre si aisément d'une époque où Moscou lui livrait des produits stratégiques, tel le pétrole, sans débours de devises, puisqu'elle était payée par l'excédent traditionnel des exportations indiennes vers l'URSS. Ces beaux temps sont révolus. Mais la Russie ainsi que l'Ukraine et l'Asie centrale demeurent très courtisées.

Les résultats sont lents à venir. En particulier, l'armée se languit d'obtenir de Moscou (et de Kiev) les pièces détachées, les composants pour ses avions et ses chars et les munitions dont elle a grand besoin. La révision d'un accord de convertibilité rouble-roupie, naguère si avantageux pour l'Inde, a compliqué les choses. L'enjeu était de taille, il est vrai : un allègement de la dette indienne d'un montant variant de moins de 1 à plus de 11 milliards de dollars, selon le taux de conversion retenu pour le rouble.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Le différend porte sur 115 000 kilomètres carrés : l'Aksai-Chin occupé par la Chine, à l'ouest de l'Himalaya, et l'Arunachal-Pradesh, à l'extrémité orientale de la chaîne montagneuse, revendiqué par Pékin.

(2) 70 % du matériel en service dans les armées indiennes est d'origine soviétique, qu'il s'agisse d'importations ou de productions sous licence. Il avait pour principal avantage d'être payé en devises-comptes, ce qui le mettait à des prix très bas.

La Fnac offre 100 000 livres aux jeunes pour que vive le livre

Mesdames, Messieurs les futurs Députés,

Vous qui avez pour profession, sinon pour profession de foi, le bien public, dans quelques semaines vous serez élus. A moins que vous ne soyez battus.

Une chose est sûre. Le livre, lui, est d'ores et déjà en ballottage. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le ballottage n'est pas très favorable. Les lecteurs, en particulier les jeunes, lisent moins, alors que CD, films vidéo et jeux électroniques recueillent de plus en plus leurs suffrages.

Les éditeurs de création hésitent à publier des ouvrages réputés difficiles parmi lesquels se trouvent pourtant les classiques de demain. Si nous en sommes arrivés là, c'est parce que le livre est cher. Et il restera cher aussi longtemps que la loi exercera à son encontre ce qui n'est rien d'autre qu'une discrimination, nous empêchant de baisser le prix du livre.

A la Fnac, nous sommes bien placés pour constater le traitement spécial imposé au livre, et ses conséquences. Nous sommes le premier libraire de France, et de loin. Nous sommes également le premier distributeur de CD, vidéo et jeux électroniques de France. Nous traitons l'un et l'autre de ces domaines sur un strict pied d'égalité. La loi ne le fait pas. Nous voudrions savoir pourquoi la liberté d'action, de promotion et de dynamique commerciale dont bénéficient les autres produits culturels, le livre en est privé.

En l'occurrence, deux poids, une mesure. Une mesure qui visait le livre et l'a atteint en plein. Mais c'est la loi. Celle de 1981, dite "du prix unique du livre".

Elle était destinée à soutenir la création littéraire et à assurer une meilleure diffusion du livre. Mais qui donc était assez naïf pour croire qu'une réglementation imposant un livre cher pouvait se révéler favorable au livre. Certainement pas le lecteur. Pas la Fnac. Nous avons toujours été opposés à cette loi. Maintenant qu'il en est encore temps, nous, la Fnac, disons qu'elle doit être amendée. Les propositions que nous faisons sont réalistes et responsables.

Ce qu'est un livre, ce qu'est un lecteur, nous prétendons le savoir.

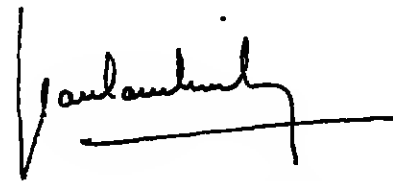
La Fnac est un salon permanent du livre qui présente à longueur d'année plus de 150 000 titres, publiés par tous les éditeurs jusqu'aux plus petits d'entre eux. Sur tous ces ouvrages nous appliquons le prix minimum autorisé par la loi actuelle, mais nous savons que cela n'est pas suffisant.

Mesdames et Messieurs les futurs Députés, vous aussi avez sans nul doute des idées et des propositions précises en matière de politique culturelle et particulièrement concernant le livre. Faites-les connaître aux lecteurs, qui savent aussi être des électeurs. Répondez à nos propositions, nos forums vous sont largement ouverts. Vos intentions y seront publiquement affichées.

Quand on ne l'en empêche pas, le livre vit.

Les jeunes continuent de lire quand les livres sont abordables. Abordables, ils vont l'être d'autant plus qu'ils seront gratuits pour eux pendant deux jours, à la Fnac. Le jeudi 28 et le vendredi 29 janvier 1993, de 17 h 00 à 19 h 00, les Fnac de France* offrent 100 000 livres, les meilleures ventes actuelles, aux jeunes de moins de 25 ans.

Pour que vive le livre.



Jean-Louis Pétriat
Président-directeur général
de la Fnac
Le 27 janvier 1993



AGITATEUR DEPUIS 1954.

* Excepté les Fnac Musique et Fnac Micro.

ENQUÊTE

Les nouvelles routes de la mafia

III. - Les termites de la finance

Après avoir découvert les richesses que l'Europe de l'Est offre aux « familles » du crime organisé et décrit le redéploiement de celles-ci à l'intérieur des pays qui constituent le marché unique (le Monde des 26 et 27 janvier), le troisième volet de notre enquête sur la mafia explique comment celle-ci s'y prend pour pénétrer les réseaux bancaires et financiers.

LUGANO (Tessin, Suisse)

de notre envoyée spéciale

Le rendez-vous suisse se répétait chaque trimestre. Dès l'atterrissage de leurs vols respectifs, deux Brésiliens retrouvaient deux Calabrais dans un restaurant de Lugano pour partager une pizza. Depuis des mois, des livraisons de cocaïne produite en Bolivie arrivaient du Brésil à Rotterdam par bateau et dans des bidons de fer, pour la Ndrangheta, la mafia calabraise. Juste avant ce repas pour solde de tout compte, dans leur chambre d'hôtel les acheteurs complaient les coupures et leurs compagnes faisaient les liasses. Les billets venaient de la banque voisine, grâce à un employé complice. Flagrant délit, fin 1992, « Les Calabrais ont pris la fuite », précise le procureur de Lugano, M^{re} Carlo Del Ponte. Collègue proche de Giovanni Falcone, elle était ébée lui à Palermo quand la villa du juge faillit sauter avec ses occupants, lors d'une attaque mafieuse déjouée de justesse en 1989.

Raffinée et souriante derrière ses dossiers, elle est depuis dix ans le passage judiciaire quasiment obligé des affaires transcontinentales. Car le Tessin a été en Europe le point de départ privilégié par la mafia pour le blanchiment de son argent sale. « Ce circuit est international », explique M^{re} Del Ponte. Il commence par le dépôt au guichet des petites coupures - produit de la vente aux consommateurs par exemple américains. En Suisse, cela ne se fait plus car la loi impose pour tout « placement » de

cash supérieur à un certain montant d'en préciser l'origine. « Mais par tous les canaux imaginables, c'est une montagne de liquide que l'on fait passer ici ! » Par des sociétés tierces, fiduciaires et financières, ou via établissements bancaires de l'Est, qui ensuite font un virement sur une banque suisse. A ce stade de « non-spécies », la banque n'a plus l'obligation de demander des explications à son client.

Cette première étape est « la plus délicate », confie M^{re} Del Ponte. Suit ensuite l'empilage, la succession d'écritures d'un établissement à l'autre pour noyer toute trace. C'est ainsi que commence l'infiltration du système bancaire et financier européen par un volume redoutable de capitaux flottants et volatiles. Dans le monde, le chiffre d'affaires de la drogue s'élève à 1 500 milliards de francs, son profit à 150 milliards, estime le GAFI, un groupe d'experts créé lors du sommet en 1989 à Paris du G7 (les sept pays les plus industrialisés). Il faut ajouter à ce chiffre d'affaires celui d'autres trafics : armes, racket, jeux, etc. Pour l'Europe même, M. Gérard Larcher, sénateur (RPR) des Yvelines, estime, dans un rapport de mission présenté à cette assemblée le 1^{er} décembre 1992, à 171,5 milliards de francs le commerce de la drogue et à 12 milliards ses bénéfices recyclés.

Troc plutôt que cash

C'est d'ailleurs sur le point de départ du blanchiment que se concentrent depuis peu les efforts répressifs collectifs de l'Europe des Douze : « Le gros problème, c'est que la coopération judiciaire internationale ne fonctionne pas, nonobstant tous les discours », soutient M^{re} Del Ponte.

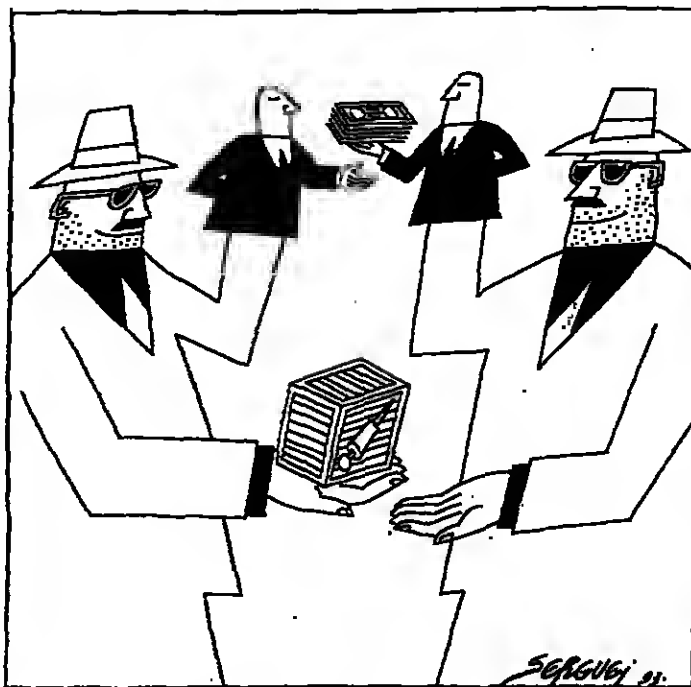
Chinatown-sur-Seine

A lui seul, un « trésorier » chinois se charge de blanchir 1 milliard de francs ces trois dernières années. De lui seul partent les intrusions de la violence ou de prêt bancaire, de Paris à Genève, puis pour Hong-kong, Bangkok, etc. Et retour sur des coupures ou pour des placements en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Cet homme appartenant à la communauté tchèque venue du sud de Canton, « tenait » un bureau de change dans le treizième arrondissement, le Chinatown parisien, et contrôlait la Société générale de change, rue de Richelieu. Ces deux modestes établissements lui permirent donc de transférer à partir de France un énorme volume d'espèces. Mais d'où provenait donc le pactole ? Des

recettes tirées du travail et de l'immigration clandestine, du racket, des jeux et d'un peu de drogue.

Le plus surprenant pour les policiers français qui mirent fin à cette hyperactivité, fut de découvrir l'extrême centralisation, dans les mains d'un seul expert, de ce blanchiment à l'échelle de la planète. Pour eux, la conclusion s'impose, inquiétante. Le trésorier gérait les « économies » de l'ensemble de Chinatown. En clair, pour la première fois on confirmait la mise en coupe réglée de toute la communauté asiatique. Un coup de main ? Pas de doute. Encore faut-il que l'enquête en cours fournisse des preuves...

D. R.



Pour contrer ce début d'offensive et surtout assurer une meilleure rentabilité à moindre risque, les trafiquants se sont restructurés. Le quasi-monopole de la distribution provoque des livraisons de drogue à la tonne, dans les ports d'Europe du Nord de préférence. Voulant renforcer la sécurité du transport, l'organisation achète des avions, crée ses compagnies maritimes et routières, via des prétextes.

Fin 1992, à Palermo, s'ouvre le procès de l'iron Tower. Dans cette affaire, un cartel colombien avait pu puiser dans Madonia 700 kilos de cocaïne en une seule livraison par bateau. L'opération est « significative de cette nouvelle stratégie », pour M^{re} Del Ponte. Le paiement de 12 milliards de francs était assuré par Giuseppe Lottisi, qui possédait à Milaa une société fiduciaire. A sa succursale ouverte à Chiosso (Tessin), il recevait les coupures par colis postaux, qu'il versait à la Banque de Genève, à la Trade Development Bank, etc. Ces dernières les transféraient à leur tour au crédit d'une société panaméenne, qui les « boiffait » près d'une banque de Floride, sur le compte de Colombiens prêts à investir le plus légalement du monde.

Cette concentration se généralise (le Monde du 1^{er} janvier). En octobre dernier, la police espagnole a saisi une tonne de cocaïne dans la banlieue de Madrid, fournie par le cartel de Cali et dissimulée dans une caravane immatriculée en Allemagne. Au premier semestre 1992, plus de 6 tonnes de drogue étaient interceptées au Pays basque.

Innovation spéculative : les trafiquants constituent des réserves, stockées par exemple dans un centre touristique, comme vient de le révéler un repêché (du clan des Galettoles). Ce serait le cas de récentes saisies de drogue à Monte-Carlo opérées grâce à la coopération des polices française et italienne.

Pour le paiement, le troc tend à supplanter le cash. « A peine découvre-t-on un canal, qu'un autre est

expliqué René Wack, chef de l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière. Ce commissaire divisionnaire, fort d'une expérience accumulée pendant quinze ans, constate l'importance de la France pour la première étape du blanchiment puis au moment d'investir solidement. « L'outil législatif est encore inadéquat, constate-t-il. Nous sommes à la croisée des chemins ».

Restent des établissements bancaires échappant à ce contrôle, désormais renforcé, parce qu'ils ont pignon sur rue dans un paradis fiscal, ou qu'ils sont carrement aux mains du crime organisé. La petite ville de Trapani, en Sicile, selon la commission parlementaire antimafia italienne, a ouvert de 1990 à 1991 à elle seule quatre-vingt-sept nouveaux guichets, alors que le reste de l'Italie n'en ouvrait que quatre-vingt-neuf. Sa spécialité, le transit initial des fonds mafieux vers d'autres banques, basé sur la confiance et l'omertà (la loi du silence) n'a rien à envier au chantage des organisations asiatiques, si l'on croit un rapport du Fopac (Interpol) datant de 1991 sur « l'activité bancaire souterraine ».

De longue date, on connaît le blanchiment via les casinos à Venise ou à Monte-Carlo ainsi que le trafic international d'œuvres d'art. Mais le génie « levain » a inventé bien d'autres ficelles... A Lugano, ces temps-ci, chaque vendredi un pompiste prétend changer à lui seul 3 milliards de francs à des frontaliers italiens rentrant à la maison pour le week-end. « Argent sale », selon M^{re} Del Ponte. Déjà, début 1989, l'américaine Drug Enforcement Administration (DEA), en avance de plusieurs longueurs sur ses homologues européens, démolissait une recette du cartel de Medellín ayant blanchi plus de 1 milliard de dollars. De fausses barres d'or en provenance d'Uruguay étaient livrées par le cartel à des marchands complices. Lingots remplis en fait des vrais billets perçus lors de la vente au détail de la cocaïne aux États-Unis. Puis ceux-ci étaient déposés à la banque, comme provenant de la tout aussi fautive vente d'or à des bijoutiers complaisants.

Face à l'offensive de la répression depuis trois ans, confirme le GAFI, l'évolution récente du blanchiment des capitaux fait apparaître un déplacement des banques vers les établissements non bancaires et d'autres professions géant des espèces. Des bureaux de change font l'affaire (lire notre encadré). Des fiduciaires (associant un trust à une société d'investissement) ou des établissements financiers prolifèrent comme des champignons, pour fermer boutique rapidement. Krachs suspects. A Milan, le président de la chambre de commerce, Piero Bassetti, lance « l'alerte à la déstabilisation ». A Paris, le sénateur Gérard Larcher fait de même dans son rapport de mission déjà cité. D'ailleurs, rappelle-t-il, « l'Europe de Schengen ne monnaie pas de paradis fiscaux (garantisant le secret bancaire) : Luxembourg, les îles anglo-normandes, Gibraltar, Ceuta, Monaco etc. ».

Des achats d'assurances sont un biais apprécié : Prudential, un géant américain, vient d'envoyer à

certain collaborateurs européens une circulaire les mettant en garde contre l'arrestation. L'achat de bons du Trésor boliviens avait les faveurs d'un citoyen allemand, représentant une fabrique d'hélicoptères, qui recyclait, de concert avec un Palermitain et pour le compte de trafiquants de cocaïne, des milliards de francs.

Experts en col blanc

Pour ces opérations écorées, les organisations du crime ont besoin d'experts en col blanc et de haut vol. Franklin Jurado Rodriguez, un Colombien de quarante-trois ans, costume trois-pièces et lunettes cerclées, diplômé d'Harvard et de Columbia University, était établi à Luxembourg, ainsi qu'à Paris depuis 1987, avec pour raison sociale : « Activité de conseil en rapport avec les marchés des capitaux européens ». Condamné pour « blanchiment », il attend ces jours-ci la décision d'appel, en suspens à Luxembourg. Une soixantaine de milliards de dollars blanchis pour le compte du cartel de Cali, aux États-Unis, en Europe et à Panama, sur 268 comptes dans 118 banques. C'est le premier procès international de ce délit introduit depuis peu dans les codes.

Selon le jugement de première instance, Franklin Jurado avait stocké toutes ses opérations sur sa disquette informatique : l'acquisition et la maintenance d'un cargo commercial, un portefeuille de litres conséquent, la gestion d'un beau patrimoine immobilier, via une banque bonoise, la City Bank, la BNP, etc. Dans ses notes, cet expert qualifié le premier phase de blanchiment de « Kennedification », la suivante de « Sencification ». Homme de salon, il avait été vice-président de la Bourse de Bogota, militant des droits de l'homme, informateur de la DEA américaine, et dépensait trop en frais de représentation, selon le chef financier du cartel, Cepe, alias José Saateacruz Londoño, qui le sermonna sur ce chapitre.

Pour sa part, le friagot Jody Fortuny, citoyen d'Andorre, qui recyclait à travers les continents l'argent des raptés de la Ndrangheta calabraise, n'a pas connu meilleure fortune. D'autres cerveaux restent au-dessus de tout soupçon, comme ces correspondants boarios des ambassades du Costa-Rica en Europe. Jusqu'où s'étendront les « conseils », leur champ de compétence ? Car il faut bien investir, une fois blanchi l'argent sale. M^{re} Liliana Ferraro, qui a remplacé Giovanni Falcone à la direction des affaires pénales du ministère de la justice à Rome, le dit sans fioriture : « D'abord arrivent les sous, puis la Mafia ».

DANIELLE ROUARD

Prochain article :

Casinos, immeubles et entreprises

AGENT DE CONTROLE DE L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS
UN MÉTIER AU CONTACT DES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES
L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS
RECRUTE PAR CONCOURS DES AGENTS DE CONTROLE

CONDITIONS

- Avoir plus de 21 ans et moins de 28 ans au 29/03/1993.
- Posséder des connaissances en gestion ou comptabilité ou droit sanctionnées par un diplôme obtenu après 3 ans d'études supérieures ou D.U.T. de gestion et administration des entreprises ou B.T.S. de comptabilité.
- ÊTRE : titulaire du permis de conduire ; libéré des obligations militaires ; de nationalité française.

CONCOURS D'ENTRÉE
Épreuves écrites : le 8 MARS 1993
FORMATION RÉMUNÉRÉE DANS LE CADRE D'UN CONTRAT D'ADAPTATION A DURÉE DÉTERMINÉE
RÉMUNÉRATION MENSUELLE BRUTE

- 6 770 F pendant 9 mois.
- 10 964 F à l'embauche, après réussite à l'examen.
- 11 532 F après l'obtention de l'agrément.

RENSEIGNEMENTS
M^{re} BRUNEL : 49-88-26-85
M. MONSIEUX : 48-51-22-11
Adresser candidatures avant le 5 FÉVRIER 1993 impérativement, accompagnées d'une fiche individuelle d'état civil et de la copie certifiée conforme des diplômes à :

U.R.S.S.A.F. DE PARIS
DIVISION RELATIONS DANS L'ENTREPRISE
3, rue Franklin - 93100 MONTREUIL
Visite médicale à prévoir pour l'aptitude à l'exercice de la profession titulaire.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-30-90
(de 8 heures à 17 h 30)

Mois	FRANCE	SUR-SEINE-IVRY	AUTRES PAYS
3	556 F	572 F	700 F
6	1 038 F	1 123 F	1 350 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 560 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse de clients ou de fournisseurs : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
301 MON 01 PP Paris RP

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

M. Fabius invite les responsables socialistes à le rejoindre « sur le pont »

M. Laurent Fabius déclare, dans un entretien publié mercredi 27 janvier par le Figaro : « Je sais bien qu'on évoque un raz-de-marée de droite, mais ce n'est pas une fatalité, et il faut absolument l'éviter. Sinon, presque tous les pouvoirs passeraient dans les mêmes mains, avec de graves risques de déséquilibre ».

Le premier secrétaire du PS explique que « la droite domine déjà le Sénat, la quasi-totalité des conseils régionaux, les conseils généraux aux trois quarts, la majorité des municipalités » et que « son influence est considérable sur le pouvoir économique et financier, sur les pouvoirs médiatiques ». « Si, en plus, ajoute-t-il, elle devait contrôler 80 % des députés, avec les conséquences sociales et les divisions qui en découleraient, non ! ».

M. Fabius affirme qu'il existe « un certain nombre de convergences » entre les écologistes et les socialistes, mais que ceux-ci récusent « tout ce qui peut déboucher sur un intégrisme écologiste ». « Nous nous intéressons

d'environnement parce qu'il s'agit d'un grand enjeu, auquel nous croyons, ajoute-t-il. La droite s'intéresse, en général, aux écologistes comme à une torpille antisocialiste ».

Le premier secrétaire du PS déclare, enfin, que « pour M. Michel Rocard comme pour tous les responsables socialistes, l'essentiel doit être, aujourd'hui, la bataille législative » et que « si l'on veut que l'échecance législative - et la suite - se présente bien, il faut, dès aujourd'hui, que tout le monde soit sur le pont ».

Le PS accuse M. Balladur de vouloir creuser le déficit budgétaire. - MM. Christian Prieret et Alain Richard, respectivement directeur et codirecteur de la campagne du PS pour les élections législatives, ont déclaré, mardi 26 janvier, que les projets économiques et fiscaux de l'opposition feraient grimper le déficit budgétaire de 2,6 %, aujourd'hui, « d plus de 5 % » du PIB, ce qui ferait de M. Edouard Balladur « le champion du déficit budgétaire ». Ils ont affirmé que ces projets coûteraient « entre 300 milliards et 432 milliards de francs » par an.

M. Le Pen perturbe une cérémonie à la Sorbonne

L'arrivée inopinée de M. Jean-Marie Le Pen dans la cour d'honneur de l'université Panthéon-Sorbonne, lors d'une cérémonie mardi 26 janvier, a déclenché une vive émotion parmi les personnalités présentes. Alors que personne n'avait été averti de sa venue, le président du Front national s'est, en effet, rendu à l'inauguration d'un monument rendant hommage aux « étudiants de toutes les disciplines morts pour la France ». Sa présence a provoqué la stupeur des participants. Des incidents ont alors éclaté entre des étudiants et la dizaine d'accompagnateurs de M. Le Pen.

présentes se sont éclipsées aussitôt la plaque dévoilée.

Une stèle, disposée dans la cour d'honneur de la Sorbonne depuis les années 30, rend hommage aux étudiants morts pour la France durant la première guerre mondiale. La cérémonie avait lieu à l'occasion de sa réfection. La Corp de droit et d'économie de Paris-II, organisatrice de la commémoration, « regrette amèrement cet incident préjudiciable à toute la communauté universitaire ». Le syndicat d'étudiants UNEF-ID (indépendant et démocratique) s'est insurgé contre la venue de M. Le Pen. « Sa présence dans l'enceinte de l'université française est une honte, a-t-il déclaré, et nous n'acceptons pas les prétextes qui permettent à l'extrême droite de pénétrer dans les établissements d'enseignement supérieur ».

M. Jean Tiberi, maire du 5^e arrondissement et premier adjoint au maire de Paris, M. Michaël Gendreau-Massoloux, recteur et chancelier des universités de Paris, ont décidé, avec le président de l'université d'Assas (Paris-II) et le représentant du président de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I) de continuer malgré tout la cérémonie, qui a été, selon un témoin, « considérablement abrégée ».

« Il s'agissait d'une cérémonie de souvenir, qui n'avait aucune connotation et ne devait pas être utilisée à des fins politiques », a indiqué M. Tiberi, qui n'a pas adressé un mot au président du Front national. Personne n'aurait pu imaginer que M. Le Pen se joindrait à cette manifestation. Les personnalités

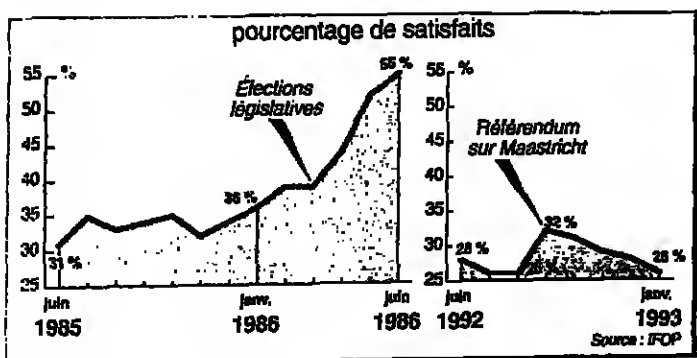
M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture a condamné, mardi soir, « l'agression sordide managée par M. Le Pen », qu'il considère comme « une insulte intolérable à la mémoire des jeunes Français tombés pour la libération de leur pays ». Par sa part, M. Le Pen a estimé « scandaleux et intolérable que la mémoire de ceux qui se sont sacrifiés pour la patrie et pour les libertés puisse être ainsi outragée par des éléments violents dont plusieurs étaient à l'origine étrangère ».

A la différence de 1986

La perspective de la cohabitation ne sert pas la popularité de M. Mitterrand

Janvier 1986. Alors que la gauche s'apprête, déjà, à perdre le pouvoir à l'occasion des élections législatives, M. François Mitterrand entame une remontée spectaculaire dans les sondages d'opinion, prélude à sa reconduction à l'Élysée en juin 1988. La courbe présidentielle, qui était au plus bas, s'infléchit pendant l'hiver, entre le mois de décembre et celui de janvier, au fur et à mesure que M. Mitterrand, chef de la majorité socialiste, s'efface derrière le « président-arbitre ».

impopularité qui l'atteint depuis 1991. Les baromètres des différents instituts, de l'IFOP à la SOFRES, en témoignent, la perspective d'une deuxième cohabitation n'a pas pour l'instant servi de tremplin au chef de l'Etat. Contrairement à 1986, une majorité (51 % contre 41 % qui sont d'un avis contraire) veut, selon la SOFRES, que le chef de l'Etat parte après les législatives si la droite est victorieuse (2). En avril 1986, 69 % des Français souhaitaient que le président aille au bout de son mandat... (1)



Le président de la République le plus impopulaire de la V^e République retrouve brusquement les faveurs des Français, qui lui savent gré d'accepter l'avance la victoire annoncée du RPR et de l'UDF. La cohabitation, inédite alors, est plébiscitée par trois Français sur quatre, même si elle apparaît moins comme un modèle de fonctionnement des institutions que comme la réponse appropriée à une situation donnée (1).

Selon M. Philippe Méchet, de Louis Harris, les Français ne sont pas moins légitimistes qu'en 1986, mais ils ont tiré les leçons de 1986. « Ils ont l'impression que, de 1986 à 1988, le président a tout de même pesé sur la gestion du pays et ils souhaitent à présent un président efficace », estime-t-il. « Ils ne soutiendraient pas un putsch institutionnel de la droite, ajoute M. Stéphane Rozas, de l'institut CSA, mais ils souhaitent que le président s'en aille de lui-même ».

GILLES PARIS

(1) L'Etat de l'opinion. Clés pour 1987. SOFRES, La Sorbonne, 1986.
(2) Sondage effectué du 7 au 9 janvier auprès de mille personnes pour un groupe de journaux de province.

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

Ille-et-Vilaine : M. Chirac dans l'imbroglio rennais

RENNES

de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac est venu apporter, mardi 26 janvier à Combourg puis à Rennes, son soutien à M. Yvon Jacob, candidat RPR, qui représentera l'opposition parlementaire aux élections législatives dans la deuxième circonscription de l'Ille-et-Vilaine. La désignation du président du directoire du groupe Legris Industries dans ce département dominé par les démocrates-sociaux de M. Pierre Méhaignerie provoque des piques et des grincements de dents à droite.

A l'intérieur même du parti néo-gaulliste, le secrétaire départemental, M. Yves Pottier, a manifesté sa mauvaise humeur et son dépit en se mettant « en congé » de son parti pour se présenter contre M. Jacob. Cet acte d'indiscipline, s'il venait à se réaliser, vaudrait une exclusion à son auteur, a prévenu M. Chirac.

L'entourage du président du RPR fait valoir que, sans investiture, le candidat d'une primaire «sauvage» risque de courir vers un score marginal. Les partisans de M. Pottier rétorquent que celui-ci bénéficie d'une notoriété

locale qui pourrait lui être bénéfique. MM. Jacob et Pottier sont tous deux conseillers régionaux de Bretagne et conseillers municipaux de Rennes. Cette rivalité a conduit M. Chirac à justifier, devant six cents personnes réunies à Combourg, une situation pour le moins cocasse. Alors qu'un responsable local regrette que les militants et les élus du cru n'aient pas été invités, l'ancien premier ministre a dû concéder que M. Jacob n'avait pas eu accès au fichier pour lancer ses invitations.

Il a été promis à celui qui avait sponsorisé le bateau *Ville-de-Paris* et la Coupe de l'America qu'il recevrait prochainement une copie de ce fichier du siège parisien du RPR.

Au cours d'un dîner de presse à Rennes, l'autre versant de la discorde est apparu avec l'absence remarquée de M. Méhaignerie, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine. « Quelles que soient les raisons qui l'amènent à ne pas être là ce soir, je les respecte », a dit avec diplomatie M. Chirac.

Au terme d'un accord entre le président du RPR et celui du CDS, les deux premières circonscriptions, déclinées par les socia-

listes, avaient été attribuées équitablement à l'UDF (première) et au RPR (deuxième). Mais, selon certains, l'UDF prétendait « choisir » le candidat RPR, en l'occurrence M. Claude Champaud.

Profitant d'une lenteur de M. Méhaignerie et de la menace de l'organisation d'une primaire dans les deux circonscriptions, le RPR a pris une mesure de rétorsion préventive en présentant une candidate contre le candidat centriste dans les Hautes-Alpes. Celle-ci a été maintenue malgré l'absence de primaires officielles dans l'Ille-et-Vilaine, ce qui explique le mécontentement de M. Méhaignerie.

De l'avcu même de certains responsables locaux du RPR, la conquête des deux premières circonscriptions - les deux seules qui échappent actuellement à l'opposition sur les sept que compte le département - ne sera pas aisée face aux deux sortants socialistes, MM. Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale, et Edmond Hervé, maire de Rennes.

OLIVIER BIFFAUD



BARCLAYS

Si vous n'avez pas envie de téléphoner après avoir lu cette annonce, c'est que vous n'avez pas envie de téléphoner.

10,28%

Mais ne désespérons pas, vous aurez peut-être envie d'adresser votre carte de visite à Barclays, 21 rue Laffitte 75009 Paris. Le taux auquel nous faisons référence dans cette annonce est celui de la progression de la valeur de la part de notre fonds Barclays Investissement Patrimonial, taux constaté entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 92 et rapporté à l'année. Là où ça devient très intéressant, c'est que Barclays Investissement Patrimonial est le fonds commun de placement

exclusivement réservé aux titulaires du Compte Chèque Dynamique, celui-là même que vous pouvez utiliser pour toutes vos opérations courantes et qui vous rapporte de l'argent. C'est sur ce fonds que sont automatiquement placées toutes vos liquidités au-dessus de 15 000 F. Les frais de tenue de compte, qui sont appliqués sur votre solde créditeur moyen, varient de 1 à 2 % selon le montant de ce solde. Pour plus de renseignements, vous pouvez aussi taper 36 14 BARCLAYS.

N° VERT 05.31.03.93

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Les écologistes protestent contre l'application de la loi sur le financement des partis

Les écologistes ont violemment protesté, mardi 26 janvier, contre la manière dont le premier ministre entend appliquer la législation sur le financement des partis politiques. A l'occasion des prochaines élections législatives s'appliquent, en effet, de nouvelles règles sur la contribution de l'Etat aux budgets des partis et des candidats. Cette modification de la réglementation ne manque pas d'avoir des conséquences sur la campagne elle-même.

Les trésoriers des partis n'ont pas forcément donné la consigne aux responsables des élections, mais ils auraient eu intérêt à le faire. « Multiplier les candidatures de nos amis », paradoxalement, en effet, une formation politique doit soumettre qu'à l'occasion des élections législatives le plus grand nombre possible de postulants se réclamant d'elle. Bien loin de lui coûter de l'argent, cela ne peut que lui en rapporter. C'est là un des effets, non prévus, de la nouvelle législation sur le financement des partis et des campagnes électorales, qui n'entre complètement en application qu'à l'occasion du prochain scrutin.

Contrairement à la plupart des autres grandes démocraties occidentales, la France ne dispose pas, jusqu'à présent, d'une réglementation contrôlant les finances des partis et des candidats aux élections mais leur accordant, en échange, des subventions de l'Etat. Il a fallu l'éclatement des « affaires » pour que ce

retard soit, petit à petit, comblé. La première loi date des dernières semaines de la première cohabitation : à l'hiver 1983, M. Jacques Chirac fit voter, à l'initiative de M. François Mitterrand, un premier texte sur « la transparence de la vie politique ». Cette législation fut améliorée par un texte de 1990, voté du temps où M. Michel Rocard était premier ministre, et encore durci, cette année, lors de l'adoption de la loi sur la corruption.

Le détournement des dispositions de 1988

Après avoir été rodée lors des élections régionales et cantonales de mars dernier, la stricte surveillance des dépenses des candidats par la Commission nationale des comptes de campagnes sera appliquée pour la première fois cette année à des élections législatives. Cela a déjà des conséquences sur la modicité des dépenses. Mais les nouvelles règles ont tout d'abord d'autres effets sur les budgets des partis.

En 1988 il avait été décidé que les partis recevraient tous les ans une contribution financière de l'Etat, celle-ci étant calculée en fonction du nombre de leurs parlementaires. Cette législation fut très vite détournée de son objet premier. Tous les ans, en effet, au cours de l'automne, chaque député et chaque sénateur indique à la présidence de son Assemblée le parti auquel il se rattache. C'est en fonction de ces déclarations qu'en février ou en mars un décret du premier ministre répartit entre les formations politiques le budget global inscrit dans la loi de finances de l'année. Toutefois certains, pour

profiter de cette manne (elle était de 313 423 F par parlementaire en 1992), ont décidé de créer leur propre parti. En 1989 il y avait seize partis, dont deux n'ayant qu'un élu. En 1992, il y en avait quarante et un dont vingt-deux ultra-personnels. La prime à la dissidence est incontestable, tout parlementaire ayant intérêt à quitter sa formation pour avoir la maîtrise personnelle de la dotation de l'Etat. Sans parler des négociations de « marchand de tapis » pour inciter les uns ou les autres à s'inscrire dans la bonne « maison », marchandages particulièrement aigus entre les diverses composantes de l'UDF.

La barre des cinquante candidats

La loi de 1990 n'a rien changé à cette disposition, mais elle a prévu que la moitié de la dotation de l'Etat serait répartie en fonction des résultats aux élections législatives ; en prévision, la somme globale a été doublée pour 1993. Mais ne seront impliqués dans le calcul de la répartition de cette deuxième partie des crédits de l'Etat que les partis ayant présenté au moins cinquante candidats (seuil fixé dans la loi sur la corruption). Pour éviter le détournement de l'esprit du texte de 1988, il a aussi été décidé, cet automne, que les partis qui ne pourraient bénéficier de la part de la dotation attribuée en fonction des résultats électoraux ne recevraient pas non plus celle qui est calculée en fonction du nombre d'élus.

La conséquence est nette : un parti qui n'aura pas présenté au moins cinquante candidats aux prochaines élections ne recevra aucune

aide de l'Etat ; cela explique, notamment, l'attitude du CDS et du MRG. C'est aussi la fin du particularisme de M. Raymond Barre, de M. Jean Royer, ou des sénateurs centristes. Au-delà, comme la dotation accordée selon les résultats électoraux sera calculée en fonction des suffrages obtenus par les candidats ayant déclaré, lors de leur inscription à la préfecture, adhérer à une formation, la loi de 1990 a prévu une incitation à ce que chaque formation ait le plus grand nombre possible de représentants dans la campagne, et donc aux « primaires » : rien n'interdit à un candidat, même désavoué officiellement par sa formation, de dire qu'en fait il s'y rattache.

Cet aspect a inévitablement pesé lorsque les Verts et Génération Ecologie ont négocié leur accord électoral. Mais aujourd'hui ils estiment avoir été trompés par le gouvernement. La loi de 1990 ayant prévu que la nouvelle législation ne s'appliquerait qu'après le « prochain renouvellement intégral de l'Assemblée nationale », le premier ministre a décidé que la répartition de la dotation de 1993 serait entièrement effectuée en fonction du nombre de parlementaires de chaque parti à l'automne 1992. Mardi 26 janvier, M. Brice Lalonde et Antoine Waechter ont affirmé qu'il s'agissait d'un « hold-up » au bénéfice du PS, qui va profiter un an de plus de l'acquis de son succès des législatives de 1988, alors que les deux partis écologistes seraient privés, on l'a estimé, de 30 millions de francs.

THIERRY BRÉHIER

Quand M. Balladur dîne avec M^{me} Voynet

En souvenir d'Edgar Faure, avec pour témoins MM. Galland, Bosson et Millon, M^{me} Dominique Voynet, porte-parole des Verts, avait rendez-vous, mardi soir, dans un grand hôtel parisien, avec un prétendant à Madragon. Pour la première fois, grâce à la diligence du « Nouveau Contrat social » animé par M. André Rosinat, M. Edouard Balladur rentrait au « dîner » des Verts aux fins de discuter, dans une ambiance des plus radicales, sur un problème sans fin : comment gouverner et pour quel faire ? Avec M. Millon en guise d'intermédiaire, l'une et l'autre se sont exprimées. C'est tout. M^{me} Voynet a bien tenté de provoquer le débat, mais l'ancien ministre d'Etat, devenu le jeune impératrice, est demeuré de marbre.

« Je ne suis pas venue négocier un mariage, ni pour moi, ni pour mes camarades », prévint, dès l'entrée, M^{me} Voynet, partie aussitôt dans une charge légère contre « la suffisance du monde politique », « le délabrement des contre-pouvoirs », « le spectacle désolant du Parlement » et particulièrement ce Sénat « constamment par sa sur-représentation d'hommes du troisième âge ». Les projets de gouvernement du RPR et de l'UDF ne firent guère l'objet de plus de concessions. Projets « vagues », « ambigus », « démagogiques », elle assure qu'il faudrait vraiment que ces amis cherchent beaucoup pour y trouver « les bases acceptables d'une participation d'écologistes

à un gouvernement ». Ce constat général et particulier n'eut pas l'heur d'émouvoir outre mesure son voisin d'un soir, de plus en plus premier ministre.

Sans se distraire de son texte, M. Balladur protesta quelques grands principes. Gouverner pour tous « en tenant compte des aspirations des minorités », « reconstruire les solidarités », « réformer la société », la France, assure-t-il, devra « parvenir à la conciliation de la liberté et de l'efficacité d'une part, de la solidarité et du progrès pour tous, d'autre part ».

Dans le petit jeu convenu des questions-réponses, il eut l'occasion de préciser encore qu'il était pour un premier train rapide de réformes constitutionnelles touchant la Haute Cour de Justice, l'extension du référendum, le fonctionnement du Parlement et le Conseil supérieur de la magistrature.

DANIEL CARTON

Un texte des avocats de M. Henri Emmanuelli sur l'affaire Urba

« Chronique d'un arrêt annoncé »

M^{me} Philippe Lemaire, Patrick Maisonneuve et Gérard Welzer, avocats de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale et ancien trésorier national du Parti socialiste, nous ont adressé, sous le titre « Chronique d'un arrêt annoncé », le texte qu'on lira ci-dessous. Ils réagissent ainsi à la publication, dans le Monde du 22 janvier, de l'enquête de Roland-Pierre Parigoux sur la fin de l'instruction par M. Renaud Van Ruymbeke de l'affaire Urba.

Il est pour nous assez inhabituel de plaider par voie de presse et nous réservons d'ordinaire la prière de nos arguments aux magistrats. Mais, lorsque la justice ne se rend plus devant les tribunaux et qu'elle se déplace, qui plus est sous une forme caricaturale, inexacte ou réductrice, dans les colonnes d'un journal, il faut bien que nous nous y transportions aussi, tout simplement pour rappeler quelques notions élémentaires de notre droit : la présomption d'innocence, ce que doit être un procès équitable. Si nous nous taisions, nous nous ferions complices de cette justice médiocrité spectaculaire qui s'éloigne chaque jour du code pénal, de sa rigueur et de ses exigences. Cela ne correspond pas à l'idée que nous nous faisons de notre métier.

Cette dérive qui propulse lentement le Droit loin des prémisses n'est malheureusement pas nouvelle. Conseils de M. Henri Emmanuelli, nous avons dû constater dès son début - et en réalité avant même son commencement judiciaire - que l'instruction du dossier Urba dans la Sarthe était faite par voie de presse.

Beaucoup de bruit pour rien

Il était et il reste manifeste que les épisodes médiatiques de cette affaire ne cessent de s'enchaîner alors que, dans le même temps, nous avons pu observer avec une certaine incrédulité l'absence de réelle instruction. Si l'on veut s'en persuader, sans même évoquer le vide vertigineux du dossier, qu'on veuille bien considérer le fait que l'ancien trésorier du Parti socialiste n'a pas été confronté avec le moindre témoin, ou inculpé, ou bien encore qu'on accepte de se souvenir que son audition ne lui a permis d'échanger, quatre heures durant, que des considérations générales et autres lieux communs avec ses interlocuteurs.

Malgré cette réalité, l'article paru dans le Monde du 22 janvier 1993

et intitulé « L'argent des partis vu par le juge Van Ruymbeke » participe de ce mouvement étrange en cherchant à son tour à faire beaucoup de bruit pour rien. Il vient confirmer cet inquiétant paradoxe - à moins qu'il ne relève d'un autre processus - qui veut que l'instruction soit davantage divulguée par la presse que menée par les juges, car, sous l'apparence objective de son titre, se dissimule un ensemble de contre-vérités, d'approximations et d'erreurs.

Pour l'essentiel, cet article s'appuie sur un récapitulatif établi dans l'affaire « Urba dans la Sarthe », récapitulatif qui n'est qu'un élément parmi d'autres, de la procédure. Or, tel qu'il est utilisé, il apparaît comme un document incontestable et unique : un jugement. De fait, cet article dans sa présentation initiale n'hésite pas à affirmer : « Jamais, depuis la révélation des « cahiers Deterio », et le procès des fausses factures du Sud-Est, du de la SORMAE, et la faillite d'Urba, le fonctionnement de telles officines financières n'avait été mieux exposé qu'à travers l'exemple sarthois. » Cette assertion est étonnante, puisque le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques a apporté tous les éclaircissements sur ce qui est présenté aujourd'hui comme des révélations sensationnelles. De surcroît, ce « scoop » devient singulièrement évanouissant dès lors que l'on veut bien se souvenir que le Parti socialiste avait diffusé à trois cent cinquante mille exemplaires, par deux fois, il y a deux ans, un budget dans lequel figurait noir sur blanc le rôle de la liquidation d'Urba. Les liens entre le PS et cette société étaient donc sans mystère. Du reste, en puisant dans les archives de votre journal, vous auriez dû trouver des descriptions tout aussi précises et beaucoup plus anciennes.

Vous croyez être en mesure d'écrire, en généralisant, que le dossier « Urba dans la Sarthe » peut être étendu à l'ensemble du territoire et à toute une catégorie d'élus se livrant tous au trafic d'influence et étant corrompus. Cette allégation, qui n'est même pas démontrée dans la Sarthe, département concerné par l'instruction, veut-elle dire que vous disposez d'informations inédites ? Sur quoi vous appuyez-vous pour procéder à une telle généralisation ? S'agit-il d'une pétition de principe ou bien d'un parti pris ?

Cette interrogation n'est pas la seule qui doit saisir le lecteur, car cet article prétend, en outre, que c'est vers le trésorier du PS, que les commerçants d'Urba font remonter les sommes collectées.

Pourquoi l'inverse n'est-il pas incontestablement établi : la société Urba ne versait aucun franc au PS se contentant de prendre en charge certaines de ses dépenses. Dans le même esprit, ne faisant aucun cas des déclarations répétées des principaux intéressés, certains entendus comme inculcés, vous croyez dire, dans la personne du trésorier du PS « le véritable responsable du système ». Mais le plus fort n'est pas encore là. Pour élayer son raisonnement personnel, le Monde va en effet jusqu'à prêter au conseiller chargé de l'affaire ce réalisme tenu par un inculpé : « Le trésorier national du PS exerçait une véritable tutelle sur les dirigeants d'Urba-Gracco, affirme le juge Van Ruymbeke. » Commentant cet amalgame ou cette confusion, de surcroît, vous ne craignez pas la peine de vérifier les chefs d'accusation des uns et des autres. Cette erreur est encore aggravée par l'affirmation que le trésorier du PS avait « la haute main » sur Urba, autre inexactitude choquée. Dans un article qui se veut informatif, comment peut-on analyser ce dérapage ? Est-ce le fait de l'unicité de la source ?

Il y a peut-être une autre explication. Dans l'affaire « Urba dans la Sarthe », chaque épisode judiciaire a été amplifié par une mise en scène médiatique avant même qu'il ne survienne. Ce dernier rebondissement participait-il de cette logique ? Tout serait-il écrit à l'avance ? Cet article annonce-t-il l'arrêt de la chambre d'accusation de Rennes ?

PHILIPPE LEMAIRE, PATRICK MAISONNEUVE et GÉRARD WELZER

[L'article n'a en cause par les avocats de M. Henri Emmanuelli présentait les conclusions auxquelles était arrivé M. Renaud Van Ruymbeke dans le cadre de l'instruction du dossier Urba, sur le financement du PS et du PCF dans la Sarthe par le recours aux bureaux d'études. Sur le détail des mécanismes comme sur les entreprises concernées, les procès-verbaux « récapitulatifs » établis fin 1992 par le magistrat rennaise ont bien au-delà du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques, dont le rapport final, en 1991, se plaçaient à juste titre, de la loi de finances élaborée par les députés, les entrepreneurs et les publicitaires auditionnés. De plus, la commission n'avait pu se saisir des affaires non encore jugées, ce qui excluait évidemment le dossier Urba et la question du financement occulte du PS - situation qui souleva de vives réserves du côté de l'opposition. Enfin, la commission relevait l'opacité - tous partis confondus - des trésoreries locales, régionales ou départementales.

Tout en soulignant, à propos des bureaux d'études Urba et SAGES, que le juge avait « d'autant moins de peine à déceler les liens avec le PS que les intéressés n'ont pas pu y échapper », les avocats prétendent vouloir montrer la diversité et

l'ampleur des pratiques dissimulées, réelles ou supposées, revêtues par l'enquête du juge Van Ruymbeke. Ce scoop d'information est celui du Monde depuis le début de l'affaire Urba. En 1989, comme le reconnaissent volontiers les avocats de M. Emmanuelli en renvoyant nos lecteurs aux archives de votre journal, il ne fut pas inutile à l'information des socialistes eux-mêmes, consacrant un chapitre de son récent ouvrage, *Temps de la justice* (Pion), à l'affaire Urba, l'ancien garde des sceaux Henri Nallet cite longuement et sans réserves les conclusions du Monde à trois reprises.]

□ SAGES : inculpation d'un adjoint au maire de Massy. - Un adjoint au maire de Massy (Essonne), M. Hubert Bourcier, a été inculpé, mardi 26 janvier, de trafic d'influence, par le juge rennaise Renaud Van Ruymbeke chargé d'instruire un dossier concernant les activités des « bureaux d'études » SAGES et ARAVIS, proches des socialistes (le Monde du 22 janvier). Le nom de M. Bourcier, ancien chargé de l'urbanisme à la mairie de Massy, était apparu il y a plusieurs mois dans ce dossier comme salarié de la société ARAVIS. Dans une requête envoyée en juillet 1992 au parquet, le juge rennaise laissait entendre que M. Bourcier avait accepté cet arrangement « à la demande » de M. Claude Geronzi, maire de Massy et député PS de l'Essonne. Outre M. Bourcier, plusieurs élus de Massy sont soupçonnés par le magistrat d'avoir bénéficié des services et des financements de la SAGES et d'ARAVIS à l'occasion de la passation de marchés.

Papa, c'est un travail, député ?

Si votre enfant vous pose des questions sur les législatives, le rôle d'un député, la politique, achetez-lui le nouveau numéro d'Astrapi ou d'Okapi chez votre marchand de journaux.

ASTRAPI pour les 7-11 ans OKAPI pour les 11-15 ans

Dans le deuxième tome de ses Mémoires

M. Servan-Schreiber affirme que M. Chirac lui a dit avoir favorisé la victoire de M. Mitterrand en 1981

Le couple Giscard-Chirac n'a décidément pas fini de faire jaser. Pour avoir connu, comme le dit son éditeur, « le meilleur et le pire de la politique française », dans le deuxième tome de ses Mémoires au titre évocateur *Les Fossoyeurs* (1), M. Jean-Jacques Servan-Schreiber apporte, à sa façon, sa contribution à la petite histoire des deux grands hommes, qu'il s'est efforcé de faire partager aux télespectateurs du 20 heures de TF1, mardi 26 janvier. S'appuyant sur les pages 219, 220 et 221 de son ouvrage, à paraître mercredi, il a fait état d'un dîner dans son appartement parisien, un jour de 1977, réclame le maître même par M. Chirac, dîner au cours duquel celui-ci se serait mis carrément à table en lui tenant ce discours : « Peut-être serez-vous étonné que je laisse, ou fasse, élire Mitterrand, mais c'est le seul moyen de se débarrasser de Giscard. Et nous ne pouvons pas continuer à le laisser enliser la France. »

En déplacement en Bretagne, M. Chirac n'a pas perdu une minute pour démentir, puisque, avant le bulletin de la météo, le présentateur a fait savoir que l'ancien premier ministre contestait « catégoriquement » cette histoire, affirmant que « s'il avait eu des confidences à faire à cette époque, il ne les aurait sûrement pas faites à M. Servan-Schreiber ». Mercredi matin, celui-ci nous a confirmé tout aussi catégoriquement la version de ce dîner, soulignant que « c'était trop important

pour dire des choses inexactes », tandis que sur Europe 1, M. Alain Juppé considérait que le comportement de M. Servan-Schreiber, dicté selon lui par la vengeance, « n'était pas très joli, joli ».

De toute façon, il est peu probable qu'on sache qui dit vrai, qui dit faux ou que M. Giscard d'Estaing s'aventure à les départager. C'est toutefois un secret de polichinelle que le RPR ne s'est pas ménagé avant 1981 pour en finir avec le giscardisme. Le propos prêt à M. Chirac n'est pas impossible. Mais ce n'est pas non plus un mystère que les relations entre M. Chirac et M. Servan-Schreiber n'ont jamais été empreintes d'une grande tendresse. « J'ESS, ce personnage folle de la vie politique française », Chirac, cet homme de bruit et de fureur, les échanges d'amabilités entre ces deux personnes de caractère ne manquent pas.

Dans le premier tome de ses mémoires, M. Servan-Schreiber a déjà montré qu'il pouvait prendre quelques libertés avec l'histoire. On connaît que M. Chirac éprouve quelques désagréments à voir ressusciter ces temps du soupçon à l'heure de l'union forcée. On devine que M. Servan-Schreiber a trouvé là le moyen d'une publicité gratuite à une heure de grande écoute.

D. C.

(1) *Les Fossoyeurs*, de Jean-Jacques Servan-Schreiber, 319 pages, 119 F. Editions Fayard.

□ M. d'Aubert (UDF) dénonce « le risque grandissant » de pénétration de la Mafia en France. - M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, président de la commission d'enquête parlementaire sur la Mafia, qui vient d'achever ses travaux, a souligné, mardi 26 janvier, « le risque grandissant » de pénétration de la Mafia en France en dénonçant « une présence surtout financière, mais qui risque d'être durable ». Parmi les « cas concrets » relevés par la commission, M. d'Aubert a cité le trafic de la drogue, les « secteurs de la promotion immobilière, des jeux, des golf, du marché de la viande, ainsi que le cas d'entreprises italiennes ou siciliennes présentes sur certains grands chantiers et liées à la Mafia » (lire page 8 notre enquête sur les nouvelles routes de la mafia).

هكذا من الناحية

POLITIQUE

Dans les conseils régionaux

Ile-de-France : le projet de schéma directeur est dans l'impasse

Le conseil régional d'Ile-de-France doit se prononcer, jeudi 28 janvier, sur le projet de schéma directeur présenté par le préfet de région. Un avis défavorable « sans nuances » conduirait sans doute le gouvernement à retirer ce document, après un débat marqué par les échéances électorales.

Avant le vote du conseil régional, sept des huit départements franciliens se sont prononcés sur le projet présenté par le préfet de région, M. Christian Sautter. Deux d'entre eux ont émis un avis défavorable sans même proposer d'amender le projet actuel. Ce projet, qui a été voté par une majorité RPR-UDF au conseil de Paris, et par une attitude identique du PC, du RPR, de l'UDF et du CNL dans le Val-de-Marne. Le conseil général de Seine-Saint-Denis devrait prendre la même position, vendredi 29 janvier, à l'appel de son président, M. Georges Valbois (PC).

Un seul département de petite couronne a émis un avis plus nuancé, en accompagnant sa réprobation d'une demande de modifications prenant en compte sa charte départementale. Il s'agit des Hauts-de-Seine, dont le président, M. Charles Pasqua (RPR), a pour-tant dressé un vigoureux réquisitoire contre le projet présenté par le gouvernement. Les Yvelines, le Val-d'Oise, l'Essonne et la Seine-et-Marne ont accompagné le refus du projet actuel d'amendements et de

propositions qui pourraient être pris en compte dans l'élaboration d'un nouveau document.

En proposant un rejet du texte sans amendements, le président du conseil régional, M. Michel Giraud (RPR) avait conduit M. Sautter à déclarer que « si les collectivités locales rendaient toutes un avis négatif et sans nuances », il recommanderait au gouvernement « d'en rester là » (Le Monde du 13 janvier). Seul un revirement de l'exécutif du conseil régional permettrait de « nuancer » le vote. Mais M. Giraud, en refusant tout amendement, veut éviter de voir la majorité, qu'il a habilement constituée avec les écologistes au cours du débat budgétaire de décembre, écarter au cours d'un débat sur les orientations de la région.

Un « climat de polémique »

L'Ile-de-France risque donc de se retrouver pendant longtemps encore sans ce nouveau schéma directeur que tous les milieux socioprofessionnels et no certain nombre de maires réclament. Le conseil économique et social régional, dont les avis servent en général de référence au conseil régional, la Fédération régionale des travaux publics, l'Union routière de France, la chambre de commerce et d'industrie de Paris ont, comme la plupart des milieux économiques, clairement souligné que le projet actuel soit rapidement adopté avec un certain nombre d'amendements. M. Jean-Pierre Foorcade, vice-président

(UDF) du conseil régional, a réuni de son côté, dès le 13 janvier, l'association des élus pour le développement de l'Ile-de-France (ADDIF) pour déplorer le « climat de polémique » et pour souhaiter qu'un schéma prenant en compte les propositions des uns et des autres soit publié rapidement.

En ne prenant pas part au vote du Conseil de Paris, dans l'Essonne et probablement au conseil régional puisqu'il n'y ont pas déposé d'amendements, les élus socialistes veulent dénoncer l'« attitude de M. Giraud », qu'ils considèrent comme dictée par l'Hôtel de Ville de Paris, et qui revient selon eux à « l'abandon d'une compétence d'aménagement du territoire par la région au profit des départements ». Ils montrent en même temps leur peu d'enthousiasme pour un « texte de compromis », dont certains regretteront qu'il soit débattu en pleine période électorale.

Avec la déclaration de M. Bérégovoy, lundi 25 janvier à Lille, sur « le projet de loi qui dirige Paris, le département des Hauts-de-Seine, le plus riche de France, et la région Ile-de-France, qui refuse ce schéma directeur comme il s'est opposé à la solidarité financière entre les collectivités riches et pauvres » (Le Monde du 27 janvier), le débat a, de toute façon, pris une tournure polémique. Celle-ci rend quasiment impossible la perspective de voir élus et pouvoirs publics se retrouver dans quelques jours pour tenter de sortir de l'impasse.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Nord-Pas-de-Calais : l'opposition hésite à bloquer le fonctionnement de la région

LILLE

de notre correspondant

Le conseil régional Nord-Pas-de-Calais débat, les 28 et 29 janvier à Arras, de son budget pour 1993, le premier présenté par l'exécutif Verts-PS. L'exercice sera difficile, sinon périlleux. La présidente, M^{me} Marie-Christine Blandin (Verts), et le vice-président aux finances, M. Michel Delebarre (PS), ne peuvent compter que sur le soutien des 8 Verts et des 27 socialistes, soit 35 élus sur les 113 membres de l'assemblée régionale. A supposer qu'ils rallient les suffrages des cinq conseillers de Génération Ecologie et des quinze communistes, cela ne ferait encore qu'un total de cinquante-cinq voix, peut-être cinquante-six en y ajoutant un écologiste non inscrit. En face, les vingt-sept élus RPR-UDF, les treize membres du groupe Borloo, les deux élus des « chasseurs » et les quinze Front national totalisent 57 voix.

Les Verts ont voulu préparer ce budget dans la transparence. Ils ont annoncé très tôt, qu'ils étaient ouverts à toute discussion pour obtenir l'assentiment du plus grand nombre. Ils n'ont évidemment pas révolutionné les choses. Le poids des contraintes est réel, et la marge de manœuvre étroite. Mais ils ont tenu néanmoins à quelques touches vertes. Ainsi ont-ils doublé le poste environnement, qui ne représentait toutefois que 2 % de l'ensemble.

Plus significatif est le coup de frein donné aux infrastructures routières : on se limite aux opérations déjà engagées pour faire porter l'effort sur le rail (renovation du transport express régional et petites gares). Symboliquement, la subvention accordée l'an dernier à l'Enduro du Touquet est supprimée. « La région ne va pas donner 25 millions de centimes pour abîmer les dunes du littoral », commente M^{me} Blandin. Les Verts veulent faire prévaloir une approche

différente dans toutes les politiques régionales : formation, énergie, transport, développement économique, agriculture... L'opposition, par la voix de M. Jacques Legendre, sénateur RPR, entend démontrer que M^{me} Blandin n'a pas de majorité de gouvernement.

Un « diktat parisien »

Mais, au début de ce mois, le secrétaire départemental du RPR, M. Jacques Vernier, maire de Douai, a jeté un pavé dans la mare en déclarant publiquement qu'il ne fallait pas bloquer le fonctionnement de la région, quitte à s'abstenir sur le budget, moyennant la prise en compte de certains points de vue de l'opposition. Un sentiment partagé par M. Marc-Philippe Daubresse, député départemental de l'UDF, député CDS, maire de Lamberville.

Cette double prise de position, émanant de personnalités extérieures au conseil régional, a fait bondir les élus de l'opposition.

JEAN-RENÉ LORE

« On n'a pas le droit d'accepter n'importe quoi pour éviter le blocage de l'institution », a déclaré M. Legendre. Ce qui importe, c'est de savoir si le budget est bon ou mauvais. » Quant aux élus du groupe Borloo, dont M. Vernier avait assuré qu'ils émettraient un vote favorable au budget, ils voient là un « diktat parisien polémique » destiné à compenser le soutien des Verts au budget régional en Ile-de-France. De toute façon, nul ne peut ignorer, quelques semaines avant les élections législatives, le poids du vote vert, qui pourrait faire la différence au second tour dans certaines circonscriptions.

Du côté de l'exécutif, on se dit prêt à examiner tous les amendements, y compris ceux émanant du groupe Chasse, Pêche, Nature, Traditions. En pensant que l'apport de l'une des deux voix de ce groupe, celle du pêcheur à défaut de celle du chasseur, pourrait être décisive.

Bretagne : quatre membres de Génération Ecologie apportent leur soutien à la droite

Le budget primitif 1993 (2,4 milliards de francs) du conseil régional de Bretagne a été adopté mardi 26 janvier par 46 voix contre 18 et 19 abstentions. M. Yvon Bourges (RPR), président de l'assemblée régionale, qui ne dispose pas de la majorité absolue (39 conseillers RPR, UDF et divers droite sur 83), a non seulement bénéficié de l'abstention des 19 socialistes, qui avaient voté les deux derniers budgets, mais également des suffrages de quatre membres de Génération Ecologie, de ceux de deux

divers droite n'appartenant pas à la majorité régionale (MM. Yves Rocher et Jérôme Aymé) et de celui de M. Gérard Gautier (sans étiquette), qui avait été élu en mars dernier en faisant campagne pour la reconnaissance du vote blanc.

Les six conseillers Verts, deux membres de Génération Ecologie, les trois représentants du parti communiste et les sept élus du Front national ont voté contre. (Corresp.)

divers droite n'appartenant pas à la majorité régionale (MM. Yves Rocher et Jérôme Aymé) et de celui de M. Gérard Gautier (sans étiquette), qui avait été élu en mars dernier en faisant campagne pour la reconnaissance du vote blanc.

Les six conseillers Verts, deux membres de Génération Ecologie, les trois représentants du parti communiste et les sept élus du Front national ont voté contre. (Corresp.)

POINT DE VUE

Contre le monopole des partis

par Joaquin Estefania

Après MM. Max Gallo, Yves Cochet, Bernard Stasi, M^{me} Janine Mossuz-Lavaur, MM. Laurent Cohen-Tanugi, Charles Fiterman, Georges Sarre et Guy Konopnicki (Le Monde des 16, 24, 27-28, 29 décembre, 1^{er}, 10-11, 12 et 21 janvier), Joaquin Estefania, directeur du quotidien espagnol El País, répond à notre enquête sur « La crise morale de la politique » publiée dans Le Monde du 12 décembre.

VERS la fin des années 70, à l'époque de la présidence de Jimmy Carter, la commission trilatérale publia son premier rapport, intitulé « La gouvernabilité des démocraties ». Dans ce rapport, qui analysait les conditions nécessaires à un plus large développement de la démocratie, il était également suggéré, de façon explicite, de limiter la participation des citoyens. Cette méthode paraissait la plus efficace pour enrayer la crise inhérente à la démocratie. En d'autres termes, il s'agissait de démolir pour sur-vivre.

Quinze ans plus tard, cette thèse a fini par s'imposer. Mais son succès a conduit, paradoxalement, à un effacement des sociétés démocratiques. L'entente, l'abstention, le scepticisme, le désertion, le je-m'en-foutisme, l'ennui, l'indifférence à l'égard de la chose publique, se sont accrues dans un système de plus en plus étranger aux préoccupations quotidiennes des citoyens, où l'on tend à vivre, replié chez soi, comme Robinson sur son île.

Comme l'affirmait Karl Popper, dans une réflexion empreinte de pessimisme, un seul espoir est désormais permis à l'électeur : renverser le gouvernement en place, quelle que soit la couleur politique de celui-ci. Aussi les citoyens se méfient-ils de plus en plus de leurs élus et, en tout premier lieu, des hommes politiques, mais aussi des intellectuels, qui, au nom du vieux concept d'engagement, s'expriment et agissent hors de leur tour d'ivoire, sans parler des médias et des professionnels de la communication, victimes, en raison de leur goût pour le spectacle, d'un manque de crédibilité alarmant.

Dans la République des satisfactions, un des derniers livres, l'économiste américain John K. Galbraith s'interroge sur la société sans classes. La participation, ou l'absence de participation,

apparaît comme une nouvelle ligne de démarcation entre les citoyens. Les plus fortunés, satisfaits de leur situation dans la société, sont ceux qui accourent aux urnes, tandis que les autres, tout occupés à survivre, ne participent pas. Les « satisfaits » forment une « culture du consentement » qui opère, écrit Galbraith, « sous l'égide instigatrice de la démocratie, même si ce n'est pas la démocratie de tous les citoyens, mais de ceux qui, pour défendre leurs privilèges économiques et sociaux, se rendent effectivement aux urnes ». « La résultat, poursuit Galbraith, c'est un État qui ne prend pas en compte la réalité des besoins de l'ensemble de la population, mais seulement les opinions des satisfaits, devenus la majorité des votants (1). »

Des formations sclérosées

Cette situation a pour conséquence le monopole démocratique des grands partis politiques. Un monopole propre, comme c'est toujours le cas, à toutes sortes d'excès : confiscation de la politique au profit de quelques individus, irrégularités dans les méthodes de travail, généralisation de la corruption par l'argent - qu'il s'agisse de la recherche de financements, en temps ordinaire ou en période électorale, ce qui exerce les militants de toute culpabilité, ou de l'enrichissement personnel de quelques hommes politiques, responsables et coupables à la fois de cette corruption, - intervention à tous les niveaux, y compris dans le domaine de la vie privée, abus de pouvoir, etc.

On assiste à la généralisation d'une sorte de « molletisme » se traduisant par un décalage entre les discours de campagne et l'action. Une politique de pure façade, qui ne fait qu'accroître la distance entre la classe politique et la société civile. Les citoyens ne tolèrent pas que les hommes politiques pour lesquels ils ont voté échouent là où ils attendaient qu'ils fassent la différence : ils ne pardonneront pas à la gauche de ne pas avoir réussi à vaincre le chômage ou à moraliser la vie publique, et reprocheront à la droite de ne pas en finir avec la bureaucratie des institutions ou avec l'insécurité urbaine.

Face à la complexité des temps présents, des formations politiques sclérosées sont prises de court. Les dirigeants européens ont beau régler les difficultés techniques au jour le jour, ils ont rarement traité en profondeur les véritables obstacles qui s'op-

posent à la consolidation de l'unité européenne, à savoir l'immigration de centaines de milliers de personnes venues du Sud ou de l'Est, et leur intégration dans une Communauté européenne qui devra gérer la diversité.

Les partis survivent en se fondant sur une conception conventionnelle de la politique, sur l'utilisation d'une langue de bois vide de sens, et sur des programmes qui ne parviennent pas à attirer de nouvelles générations de sympathisants.

C'est du côté des formations nouvelles que semble venir des réponses : des écologistes, d'une part, quoiqu'il convienne d'être vigilant, car on trouve dans ces partis des fondamentalistes prêts à faire passer les droits de la nature avant ceux des citoyens, ou bien d'une extrême droite rénovée, qui a abandonné les chemises brunes, sinon les crânes rasés, et qui revendique l'homogénéité, l'isolement, la pureté raciale, l'épuration ethnique. Mais aussi du côté des organisations non gouvernementales, en très forte croissance : formées de jeunes gens intéressés par la vie publique, elles se présentent comme de véritables espèces de participation éternelle.

Il n'y aura pas d'approfondissement de la démocratie - un concept oublié dans le discours dominant - tant que les partis ne s'ouvrent pas aux nouvelles réalités, tant qu'ils n'en finiront pas avec leurs sensibilités ministérielles, cela vaut également pour les partis conservateurs, - tant que leur activité ne correspondra pas à la volonté permanente des électeurs et que le choix de leurs dirigeants sera réglé par cooptation. En somme, tant qu'ils ne consentiront pas à « déprofessionnaliser » la fonction d'homme politique. Mais cela ne signifie-t-il pas le suicide des vieux appareils ?

Il est curieux de constater que tous les espoirs se tournent vers l'Amérique, où le nouveau président, Bill Clinton, a remporté les élections sur ces mêmes thèmes : le respect de la pluralité, la participation citoyenne, la « déprofessionnalisation ». Serait-ce donc la fin de la politique dans la vieille Europe ?

(1) La République des satisfactions. La culture du consentement aux États-Unis, par J.K. Galbraith, traduit de l'anglais (États-Unis) par Paul Chemin, Le Seuil, 1992, page 19.

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adán.)

LA REPUBLIQUE LIBANAISE
Régénération des Secteurs Adduction d'Eau et Assainissement
PREQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS

Dans le cadre de la régénération et de la reconstruction de son infrastructure, la République Libanaise a sollicité des prêts auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe, et d'autres sources y compris le Trésor Libanais pour couvrir les coûts des travaux nécessaires et la réhabilitation des secteurs adduction d'eau et assainissement.

L'attribution de ces emprunts permettra le règlement des entreprises retenues pour les contrats qui seront attribués selon la décomposition suivante :

A- Adduction :

- Lot no.1 Sources et forages
- Lot no.2 Stations de traitement
- Lot no.3 Stations de pompage
- Lot no.4 Réseaux d'adduction et de distribution
- Lot no.5 Réservoirs d'eau

B- Assainissement :

- Lot no.1 Réseaux de collecteurs
- Lot no.2 Stations de pompage

Ces travaux devront être exécutés sur l'ensemble du territoire Libanais. Le programme de la première année portera sur la réhabilitation de tous les équipements et installations, depuis le captage jusqu'au stockage de l'eau traitée. L'étendue des travaux de la deuxième et troisième année a été identifiée au niveau de la faisabilité et les études d'adduction seront préparées durant la première année.

Les services d'adduction et d'assainissement seront supervisés par le Ministère des Ressources Hydrauliques et Électriques (MRE) et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) selon les critères des donateurs.

Les entrepreneurs qui ont déjà exécuté des projets du même genre avec des calendriers d'exécution et des contrôles stricts, peuvent prétendre à la préqualification.

Les raisons de non préqualification d'une firme ou d'un consortium de firmes n'auront pas à être fournies et les coûts relatifs à la préqualification ne seront pas remboursés. Les invitations à soumissionner ne seront envoyées qu'aux firmes ou consortiums qui auront été préqualifiés.

La CDR invite les candidats intéressés à obtenir les documents de préqualification à partir du 27 Janvier 1993 au :

Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR)
Tallat El Sarak, Beyrouth - Liban

Les offres de préqualification dûment remplies avec tous documents justificatifs devront être remises au CDR avant le 18 Mars 1993 à midi.

LA REPUBLIQUE LIBANAISE
Régénération du Secteur Déchets Solides
PREQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS

Pour la régénération du secteur des déchets solides, la République Libanaise s'est assurée un financement du gouvernement Italien, de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et d'autres sources y compris le Trésor Libanais qui servira au règlement des entrepreneurs préqualifiés retenus pour les contrats qui vont être attribués selon la décomposition en lots suivante :

A- Fourniture de 80 camions compresseurs pour l'ensemble du pays, remise en état de 33 camions existants pour Beyrouth ;

B- Fourniture de 2800 conteneurs pour la collecte sur l'ensemble du pays ;

C- Fourniture d'équipements mobiles pour les décharges contrôlées du pays (compacteurs, pelles mécaniques, chargeurs, ...);

D- Réhabilitation de l'usine de compostage de la Quarantaine ;

E- Exploitation et maintenance des usines de traitement des déchets pour Beyrouth, Incinérateurs de Amrouyeh et compostage de la Quarantaine ;

F- Exploitation du service de collecte des ordures ménagères de Beyrouth.

Ces travaux seront exécutés sous la supervision de consultants désignés par le Ministère de l'Environnement (ME) et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) selon les recommandations des donateurs.

Les entrepreneurs qui ont déjà exécuté des projets du même genre avec des calendriers d'exécution et des contrôles stricts, peuvent prétendre à la préqualification.

Les raisons de non préqualification d'une firme ou d'un consortium de firmes n'auront pas à être fournies, et les coûts relatifs à la préqualification ne seront pas remboursés. Les invitations à soumissionner ne seront envoyées qu'aux firmes ou consortiums qui auront été préqualifiés.

La CDR invite les candidats intéressés à obtenir les documents de préqualification à partir du 27 Janvier 1993 au :

Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR)
Tallat El Sarak, Beyrouth - Liban

Les offres de préqualification dûment remplies avec tous documents justificatifs devront être remises au CDR avant le 18 Mars 1993 à midi.

POINT / L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Un rôle mondial à défendre

Le rôle, aujourd'hui considérable, des agences de presse, s'est accru au fil des décennies grâce, notamment, aux progrès techniques des transmissions. Ils sont à la source de la création de l'Agence de l'AFP, l'Agence Havas. Au début du XIX^e siècle, le négociant Charles Havas fut le premier à comprendre l'importance de la rapidité et de la précision des flux d'informations dans la vie des affaires, ainsi que l'apport formidable que représentaient les nouvelles techniques de communication comme le télégraphe ou le câble sous-marin.

L'agence Havas, créée en 1835, vient à point. Le capitalisme naissant a besoin de l'information en une matière première que chaque journal utilisera à son gré. Et le développement de la presse à grand tirage et à bon marché, grâce à une liberté proclamée par le régime, constitue une belle occasion.

Charles Havas rationalise son activité et étend son influence. Il crée d'abord un service de pigeons voyageurs, transportés à Londres et Bruxelles, avant d'être relâchés à destination de Paris, leurs bagues dûment lestées de fins papiers reproduisant les nouvelles des journaux britanniques et belges. Les traducteurs des journaux étrangers travaillent à plusieurs sur le même article, ensuite reproduit sur une pierre lithographique. Mais Charles Havas obtient aussi le patronage du gouvernement et du ministère de l'Intérieur, où il a ses entrées. Toutes les données brutes qu'il recueille grâce à un maillage étroit de correspondants – dont des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur – sont livrées dans ses publications, baptisées le *Petit Bulletin*, la *Correspondance politique* ou la *Petite Feuille*, plus particulièrement dévolue aux banquiers.

Payé par le gouvernement, Charles Havas l'est aussi par les journaux, pour ses traductions, et par

ses lecteurs avides de nouvelles exclusives (1). En 1845, grâce à une autorisation spéciale qui a toutes les allures d'une dérogation de faveur, il est le premier à pouvoir utiliser le télégraphe optique de Chappe. Ses concurrents ne pourront y avoir accès que cinq ans plus tard. Progrès techniques, dépendance politique et problèmes financiers : les atouts et les handicaps de la future AFP sont en germe.

Havas fait des émules

A la fin du siècle dernier, l'agence Havas est déjà au service du gouvernement, qui le lui rend bien. Toutefois, la technique de collecte et de transmission des nouvelles qu'il a mise au point fait des émules. Ainsi, en 1848, Charles Havas emploie deux réfugiés politiques allemands, Bernhard Wolff et Julius Reuter. Ils s'inspirent de son exemple pour fonder leurs propres agences télégraphiques. Reuter est fondée en 1851 à Londres, Wolff à Berlin. Et les trois agences signeront en 1859 un traité de partage du monde, un «*Yalta de l'information*». Mais ils ne sont pas les seuls à avoir copié Havas. Outre-Atlantique, Associated Press est fondée en 1848, United Press en 1907 et International News Service en 1909. Et Tass naît en 1918 à Moscou. Mais, depuis 1857, Havas a ajouté une corde à son arc en devenant également agence de publicité. Son allégeance au pouvoir politique et les moyens de pression qu'elle détiend sur la régie publicitaire des journaux, qu'elle peut alimenter ou étrangler à volonté, sera à la fois la source de sa puissance, dans la première moitié du XX^e siècle, et de sa condamnation.

L'«*immoral mariage*» de la publicité et de l'information subit les foudres du Front populaire, qui veut nationaliser Havas. Le patron

des quinze membres du conseil d'administration de l'Agence France-Presse (AFP) devaient élire, mercredi 27 janvier, un nouveau président-directeur général, en remplacement de M. Claude Moisy, dont le mandat de trois ans arrivait à échéance. Huit candidats étaient en lice : Michèle Cotta, ex-directrice de l'information à TF1, Lionel Flaury, directeur général adjoint de l'AFP, Bernard Montanier, conseiller d'Harvé Bourges à France-Télévision, Jean-Dominique Prêtat, directeur général de *Midi Libre*, Jean-Charles Bourdier, rédacteur en chef du *Républicain Lorrain*, Pierre-André Jouve, ancien journaliste de l'agence, auteur d'émissions de télévision et de livres politiques, Dominique Pettit, chef

du service magazine de l'AFP, et Bruno Rhomer, ancien président d'Oros Communication. L'AFP est la plus ancienne des agences mondiales d'information. Avec un chiffre d'affaires d'un peu plus de 1 milliard de francs en 1992 (et un déficit de 28 millions), elle emploie quelque 2 000 personnes dans 135 pays, dont 1 100 journalistes et photographes. Ses 12 500 clients directs sont des médias, des banques, des entreprises et des administrations. Grâce à sept satellites, l'AFP diffuse quotidiennement deux millions de mots en six langues (français, anglais, espagnol, portugais, allemand et arabe). Elle commercialise de nombreux services spécialisés (photo, infographie, télématique, banque de

données, chroniques radiophoniques...). Le nouveau président de l'AFP devra boucler le plan quadriennal lancé en 1991 et préparer la voie d'un nouveau contrat avec la presse et l'Etat, qui restent les deux principaux pourvoyeurs de recettes : 37 % du chiffre d'affaires pour la première, 49 % pour le second en 1991, le reste (14 %) étant fourni par des «*produits non médias*», comme le transport d'informations par satellites. Le nouveau PDG devra négocier avec les ouvriers du Livre CGT, qui l'informaticien et les satellites obligent à des reconversions, et naviguer entre les écueils de la cohabitation, tout en défendant la rôle mondial de l'agence face à la poussée anglo-saxonne.

La tentation de l'indépendance

d'Havas de l'époque, Léon Rénier, prend les devants en rétorquant que la presse française n'a guère les moyens de financer une agence de presse de rang international. L'agence sera pourtant scindée en deux branches : l'information et la publicité. Mais elle formeront une seule et même entreprise. Une entreprise dont la branche information est d'ailleurs de plus en plus déficitaire. Le «*trou*» est régulièrement comblé par une contribution du budget du ministère des affaires étrangères.

La guerre et l'Occupation sonneront le glas de cette indépendance. En 1940, l'agence Havas cède pour 25 millions de francs – soit à peine la moitié de la subvention gouvernementale annuelle – sa branche information à l'Etat français. Le régime de Vichy la rebaptise aussitôt Office français d'information (OFI) et en fait son agence officielle. Les journalistes de l'agence Havas réfugiés à Londres répliqueront par la création de l'Agence française indépendante (AFI) tandis que certains infiltreront l'OFI, afin de tenter d'essayer d'éliminer les dépêches de propagande pétainiste et pro-allemande.

Le 20 août 1944, huit jeunes journalistes pénètrent au siège de l'OFI vichyste, place de la Bourse. Paris est insurgé, ils ont des armes cachées dans leur sacoches. La première dépêche, qui signe l'acte de naissance de l'AFP, comprend 220 mots et commence par cette phrase : «*Les premiers journaux libres vont paraître, l'Agence française de presse leur adresse ses premiers saluts*» (2). Une ordonnance du 30 septembre 1944 donnera naissance à l'Agence France-Presse.

L'AFP est créée «*à titre provisoire*» et placée sous la tutelle du ministre de l'Information, son directeur général étant nommé par décret. Les subsides gouvernementaux sont larges, supérieurs aux recettes provenant des journaux et des radios. La longue marche vers son statut actuel, régi par la loi du 10 janvier 1957, commence.

Eo-temps, c'est la valse des directeurs généraux à l'AFP : sept directeurs de 1945 à 1954. Cette année-là, Jean Marin est nommé à la tête de l'agence. Cet ancien d'Havas, qui a participé à la Résistance, est à la fois une figure de l'histoire et du journalisme. Il est l'ami de Pierre Mendès-France et de François Mitterrand, ministre de l'Intérieur chargé de l'information, auquel il doit en partie ce poste. C'est pendant son «*regne*», qui durera jusqu'en 1975, qu'est enfin votée la loi sur le statut de l'AFP, après de nombreux rapports et études.

Quadrature du cercle

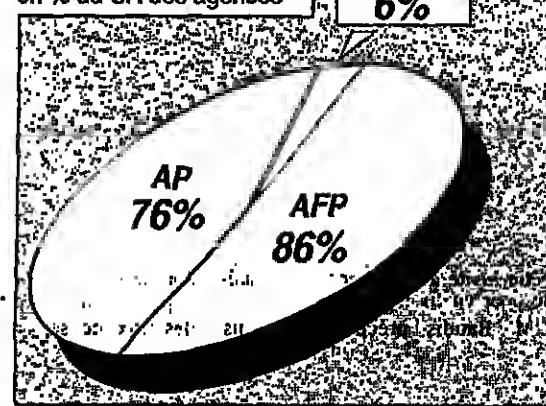
Il s'agit surtout de résoudre la quadrature du cercle : assurer à l'AFP son indépendance politique et financière, seule garantie qui lui permette d'entrer dans le concert des autres grandes agences de rang mondial. Or le statut de coopérative inspiré de celui des agences anglo-saxonnes, dont le financement est assuré par les journaux et les radios, est impossible. En 1950, le marché hexagonal est déjà trop exigü. L'AFP a 117 clients (journaux et radios) quand Associated Press en compte 2 900.

L'instabilité des gouvernements de la IV^e République va retarder jusqu'à 1957 la loi «*portant statut de l'AFP*». Elle se fonde sur le rapport d'une commission mise en place deux ans auparavant par le ministre de l'Information André Morice, et présidée par Frédéric Surcouf, conseiller d'Etat. Parmi les ministres signataires de la loi, figure M. Mitterrand, alors garde des sceaux. Cette loi fixe les missions de l'AFP, qui ne doit «*en aucune circonstance passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique*», mais est astreinte à «*donner une information exacte, impartiale et digne de confiance*» et à «*assurer l'existence d'un réseau d'établissements lui conférant le caractère d'un organisme d'information à*

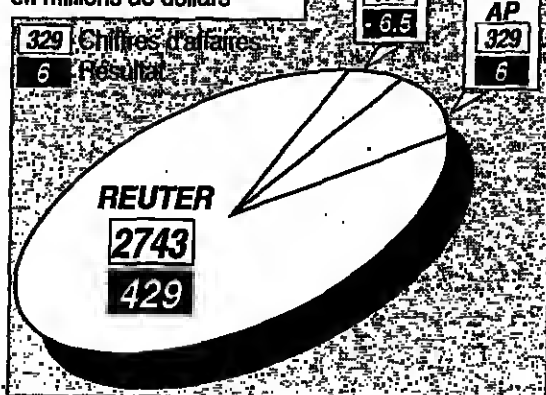
rayonnement mondial». Elle définit également le rôle des organismes de gestion et de contrôle (conseil d'administration, conseil supérieur, commission financière). L'AFP est théoriquement à l'abri des pressions gouvernementales, par la nature de son conseil d'administration qui octroie la majorité des sièges – huit sur quinze – à ses «*clients*» (presse et radio). Mais l'histoire récente prouve qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

En 1975, il s'agit de trouver un successeur à Jean Marin, qui vient d'atteindre ses soixante-six ans. Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, repousse la candidature de Claude Roussel, un normalien qui a créé l'agence de presse clandestine du Comité national de la Résistance,

Part des médias en % du CA des agences



Chiffres d'affaires en millions de dollars



et qui ne fait pas mystère de ses amitiés à gauche. Et, imparable candidat, Roger Bouzinac, ce qui provoque la démission d'Hubert Beau-Méry, directeur du *Monde* et administrateur de l'agence, qui dénonce «*le fait du prince*», tandis que Jean-Pierre Coudurier (le *Télégramme de Brest* et de l'Ouest) et Jean-François Lemoine (*Sud-Ouest*) protestent avec véhémence. Les relations entre le pouvoir, l'agence et son conseil garderont les séquelles de ce coup de force durant tout le septennat.

Enfin, en 1986, après la démission du PDG de l'AFP, Henri Figeat, à la suite de la plus longue grève qu'ait connue l'agence, Jacques Chirac, premier ministre, confirme le nom de son candidat et ami, Jean-Louis Guillaud, comme futur PDG. En dépit de cette manière désinvolte de préjuger de leur vote, les représentants de la presse, alarmés par le déficit cumulé de l'agence – 206 millions de francs – obéissent. Des relations orageuses cohabitent entre l'agence et M. Chirac.

Tentés d'intervenir, les gouvernements ont donc longtemps entretenu des liaisons dangereuses avec l'agence. Et la part encore importante que constitue les abonnements de l'Etat à l'AFP – 49,7 % des recettes en 1991 – n'est pas faite pour lever l'hypothèque. Même si l'Elysée semble faire preuve, aujourd'hui, de prudence, voire de distance.

(1) Havas, les arcanes du pouvoir, d'André Lefebvre, Ed. Grasset, 1992.
(2) AFP, une histoire de l'Agence France-Presse 1944-1990, de Jean Huteau et Bernard Ullmann, Ed. Robert Laffont, 1992.

Concurrence sans merci sur les marchés étrangers

En 1859, tout était simple pour les trois agences de presse mondiales. La française Havas, la britannique Reuter et l'allemande Wolff régnaient chacune sur une partie du monde. Havas avait les coudées franches sur l'Hexagone et ses colonies, ainsi qu'en Europe du Sud et l'Amérique latine. Reuter faisait de l'Empire britannique son vivier naturel tandis que la Continental, nouveau nom de Wolff, s'adjugeait l'Allemagne, la Russie et les pays scandinaves. L'Américain Associated Press (AP) apparaît elle aussi au cartel, et ne se hasarda pas au-delà du Rio Grande ou de l'Atlantique. Elle tenta toutefois, timidement, de briser le «*monopole européen*» en

détournant des clients traditionnels des agences, les médias, pour s'intéresser aux acteurs économiques et financiers – Bourses, agents de change, banques, services financiers, etc. – auprès desquels elle réalise 94 % de son chiffre d'affaires. Reuter utilise l'informaticien depuis 1964 : avec ses deux services spécifiques, Globex et Dealing 2000-2, elle s'est construite une forte clientèle de cambistes.

Comme des chiffonniers

Mais elle ne sera pas seule à profiter de l'expansion du marché des devises. L'information économique et financière est devenue un terrain de rivalité permanente pour les trois agences. Si l'hégémonie de Reuter n'est pas menacée, AP et l'AFP montent les dents. «*Reuter est loin d'avoir gagné la bataille de l'information boursière*», pronostique David Pearson, responsable de AP-Dow Jones à Paris. Deuxième agence mondiale par la taille, AP est une coopérative de journaux, de radios et de télévisions présidée par Frank Daniels Jr., qui dirige le *News and Observer* de Raleigh (Caroline du Nord). L'agence, qui joint d'un quasi-monopole aux Etats-Unis, a pour abonnés 1 794 quotidiens (497-500 journaux américains) et 6 000 radios ou stations de télévision. Mais elle a aussi quelque 8 500 clients à l'étranger, grâce à ses 229 bureaux qui diffusent vingt millions de mots par jour en cinq langues. Associée depuis 1967 à Dow Jones (*The Wall Street Journal*), l'agence américaine a créé par ailleurs AP-Dow Jones, qui propose des informations sur les marchés boursiers et des nouvelles sur les sociétés. Cette filiale a absorbé, il y a trois ans, Telerate, auparavant contrôlée par la banque Citicorp, et prévoit de grossir d'un tiers ses effectifs actuels – une centaine de journalistes – afin d'ouvrir cette année des bureaux à Moscou, Copenhague, Buenos Aires et Sao Paulo, «*là où sont les places financières*».

Avec des moyens plus modestes, l'AFP a laocé à Londres, il y a trois ans, avec le groupe Eutel, un service économique et financier en anglais, APX. Son «*fil*» économique en langue anglaise, en Asie, rivalise avec celui d'AP. Sur ce continent, «*les deux agences se battent comme des chiffonniers*», note Lionel Fleury, directeur général adjoint de l'AFP. Elles sont aussi concurrentes dans le domaine de la photo, le service «*téléphoto*» de l'AFP étant de plus en plus prisé par des quotidiens comme le *New York Times*. Enfin, plusieurs journaux comme *The Star* Eastern Economic Review ou le *Daily Telegraph* ont renoncé au «*fil*» de Reuter pour s'abonner à celui de l'agence française.

Désireuse de conserver son statut de grande agence française de stature mondiale, l'AFP a été incitée par l'exigence de son marché médias à trouver de nouveaux services et en créant par exemple AFP-Pro (accessible par Minitel ou micro-ordinateur), AFP-Audio, Logipresse (ingénierie informatique). Elle a aussi achevé l'installation de son réseau satellite, Polycorn, la filiale fondée en partenariat avec France Télécom. «*Transporte*» aussi des agences étrangères comme Deutsche Presse Agentur (DPA). Mais, en dépit de ses 150 bureaux dans le monde qui diffusent des informations auprès de 650 journaux, 400 radios et télévisions, 90 agences (et environ 2 000 administrations, ambassades, etc.), l'AFP a fort à faire avec la concurrence des bas tarifs de Reuter, avec l'appétit manifesté par AP en Amérique latine et avec la montée en puissance des agences européennes (la DPA ou l'EFE espagnole).

Dossier réalisé par YVES-MARIE LABÉ

Les organismes de gestion et de contrôle

■ Le conseil d'administration de l'AFP est composé de quinze membres : huit représentants de la presse écrite, deux représentants du service public national de la radiodiffusion et de la télévision française, trois représentants des pouvoirs publics, tous usagers de l'AFP, et enfin deux représentants du personnel de l'agence. Ces administrateurs sont nommés pour trois ans.

Deux des représentants de la presse sont désignés par le Syndicat de la presse parisienne (SPP), Jean Miot, directeur délégué du *Figaro*, et Hugues-Vivien Barba, du *L'Aggr-Desfossés*. François Prêtat, PDG du *Courier de Saône-et-Loire* (Chalon-sur-Saône), est administrateur au titre du Syndicat des quotidiens départementaux (SQD). Enfin, cinq patrons de presse siègent au conseil d'administration de l'AFP au titre du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) : Jean-Louis Prévost, président du directeur de la *Voix du Nord* (Lille) ; Alain Howiller, directeur des *Dernières Nouvelles d'Alsace* (Strasbourg) ; François-Régis Hutin, PDG du *Ouest-France* (Nantes) ; Louis-Guy Gayan, PDG de la *Charente libre* (Angoulême), l'un des quotidiens du groupe acquiescent *Sud-Ouest*, et Gilbert Klein, ancien président du directeur de l'Alsace (Mulhouse).

Les deux représentants de la radio et de la télévision, nommés par le secrétaire d'Etat à la communication, sont Georges Filiford, PDG de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), et François Gicquel, PDG de Radio et télévision française d'outre-mer (RFOM). Les représentants de l'Etat sont Michel Mey, conseiller-maître à la

Cour des comptes (nommé par le premier ministre) ; Daniel Bernard, directeur de l'information au ministère des affaires étrangères, et Gérard Horda, sous-directeur à la direction du budget, pour le ministère du budget, tous deux nommés par leur ministre respectif. Les deux représentants du personnel sont Philippe Thebaud (journalistes) et Claude Cottin (administration et techniques).

■ Le conseil supérieur de l'AFP est composé de huit membres, nommés pour trois ans. En vertu de la loi de 1957, le président est toujours un conseiller d'Etat élu par l'assemblée générale de Daniel Vidéau. Outre le contrôle de l'indépendance de l'agence et de son rayonnement mondial, le conseil supérieur est chargé, dans l'hypothèse où le conseil d'administration n'a accordé pas sur le nom d'un candidat à la présidence, de lui proposer, dans les huit jours suivant le scrutin, deux noms. Celui des candidats qui obtient la plus grande nombre de voix est élu PDG.

■ La commission financière de l'agence est habilitée à examiner les comptes de l'agence. Si elle estime que le conseil d'administration n'a pas pris les mesures nécessaires à son équilibre financier, elle peut demander, après avoir pris l'avis du conseil supérieur, la nomination d'un administrateur provisoire, en attendant la renouvellement anticipé des administrateurs délégués.

هكزامن الامم

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Sous le coup de deux mandats d'arrêt

Le mercenaire Bob Denard souhaiterait rentrer en France

Bob Denard a annoncé, mardi 26 janvier à Pretoria, qu'il avait l'intention de regagner la France dimanche prochain pour « clarifier sa situation judiciaire ». L'ancien mercenaire français, qui est âgé de soixante-trois ans, est sous le coup de deux mandats d'arrêt délivrés par la justice française.

Dès son arrivée sur le sol français, conformément à la loi, il devrait donc être arrêté et incarcéré en attendant d'être présenté aux autorités judiciaires compétentes. Le premier mandat est consécutif à sa condamnation par défaut, par le tribunal de Paris, à cinq ans de prison pour tentative de coup d'Etat au Bénin en 1977. Le second a été délivré à la suite de l'assassinat du chef de l'Etat comorien, le président Ahmed Abdallah, en novembre 1989. Bob Denard, qui était devenu l'« homme fort » des Comores, a toujours nié être responsable du meurtre de M. Abdallah, dont il assurait la sécurité avec ses mercenaires. Il s'était réfugié peu après en Afrique du Sud.

« Tourner la page »

« Je retire de ma propre volonté pour régler un contentieux judiciaire », a indiqué mardi Bob Denard dans un communiqué. L'ancien mercenaire précise que lorsqu'il avait quitté les Comores « sous la pression conjointe des autorités françaises et sud-africaines, des négociations tripartites sont intervenues (...) et des engagements ont été pris qui n'ont pas été respectés ».

Bob Denard, qui souhaite « tourner la page » et retrouver son village du Médoc, avait fait paraître l'an dernier un livre consacré à sa vie de mercenaire mêlé à toutes sortes d'opérations clandestines en Afrique depuis le conflit de l'ex-Congo belge.

Polémique à Toulouse sur les unions de complaisance

M. Dominique Baudis est assigné en référé pour avoir refusé de célébrer un mariage

M. Dominique Baudis, député (UDF-CDS) de Haute-Garonne et maire de Toulouse, devait comparaître, mercredi 27 janvier, devant le juge des référés pour avoir refusé de célébrer un mariage entre une Française et un étranger en situation irrégulière. Il met en cause la rôle de la justice dans la lutte contre les unions de complaisance.

Une coiffeuse française de vingt-deux ans, M^{me} Najet Halifa, et un Marocain de vingt-neuf ans sans travail, M. Mohamed Séri, ont déposé, en juin 1992, à la mairie de Toulouse un dossier en vue de leur mariage. M. Dominique Baudis, maire de la ville, a alors demandé un avis au procureur de la République, car le futur époux se trouvait en situation irrégulière.

Le temps passait et le couple ne parvenait pas à faire publier les bans par la mairie. Jeudi 21 janvier, il s'est fait assigner en justice M. Baudis. L'avocat des jeunes gens, M^{re} Christian Etelin, demandait au juge des référés de qualifier de « voie de fait » le refus de célébrer le mariage, et d'en ordonner la célébration. La réponse du magistrat a été celle du maire, dès lors, n'ont plus tardé. Le même jour, soit six mois après avoir été sollicité, le procureur donnait un feu vert pour le mariage. Il précisait que M. Séri est retourné au Maroc afin de régulariser sa situation, et que sa compagne est enceinte. « Rien ne me permet de penser à un mariage de complaisance », concluait le procureur de la République adjoint.

En révélant, mardi 26 janvier, la teneur du courrier du parquet, M. Baudis, qui assurait lui-même sa défense devant le tribunal, a expliqué qu'il attendait la réponse du procureur pour décider de célébrer ou non le mariage. Le couple franco-marocain vient d'ailleurs, a-t-il assuré, d'être invité à se présenter à la mairie pour en fixer la date.

M. Baudis précise que, dans 44,5 % des mariages « mixtes » (entre un ressortissant français et un étranger) célébrés à Toulouse depuis jan-

vier 1991, le conjoint étranger se trouvait en situation irrégulière. « Je me réjouis de l'augmentation des mariages mixtes, qui sont une preuve d'intégration », a déclaré M. Baudis. Mais la « recrudescence » de mariages mixtes dont l'un des conjoints est en situation irrégulière oblige, depuis 1991, à saisir systématiquement le procureur en pareil cas. Je ne veux pas que le guichet de l'état civil soit un guichet d'acquisition automatique de la nationalité française.

Les contradictions de la législation

M. Baudis n'est pas le premier maire à être assigné en pareilles circonstances, affrontant ainsi la contradiction entre la législation sur le mariage et celle sur les étrangers. La première impose au maire, officier d'état civil, de célébrer toute union pour peu que les futurs époux soient libres et consentants. Cependant, le maire se doit aussi de saisir le parquet s'il constate une infraction, en l'occurrence l'irrégularité du séjour. Des poursuites judiciaires ou un arrêté de reconduite à la frontière peuvent alors intervenir. « Faut-il attendre la réponse du procureur pour célébrer le mariage ? », interroge le maire de Toulouse, estimant que « la pratique de la loi doit être clarifiée ».

La multiplication des mariages de complaisance conduit de plus en plus de maires à saisir les parquets des cas qui leur paraissent suspects. Mais ces derniers n'ont guère les moyens de procéder rapidement aux vérifications qui s'imposent. D'où l'impatience des véritables couples, et la multiplication des actions en référé. Quant aux conjoints en situation irrégulière, il est humanitairement impossible de les reconduire à la frontière lorsque la grossesse de l'un ou l'autre ne peut être mise en cause, en particulier lorsqu'ils vont être père ou mère d'un enfant de nationalité française.

Jusqu'en octobre 1981, un étranger désireux de se marier en France devait présenter un titre de séjour et une autorisation préfectorale. L'application de la convention européenne

des droits de l'homme a conduit la France à supprimer l'exigence d'une autorisation administrative préalable. Depuis 1984, le mariage d'une personne étrangère avec une ou un Français donne automatiquement droit au séjour. Un récent arrêt du Conseil d'Etat permet cependant au préfet de refuser, après le mariage, la délivrance d'un titre de résident, ou de le retirer, si le mariage s'avère être « de pure complaisance » (Le Monde du 12 octobre 1992). Entre 1986 et 1989, sous le régime de la loi Pasqua, la personne étrangère unie à une ou un Français devait patienter pendant un an après le mariage pour obtenir ses papiers, et prouver une « communauté de vie effective ». Cette disposition, aujourd'hui abrogée, avait placé de véritables couples mixtes dans des situations inextricables, et son efficacité dans la lutte contre les mariages « blancs » n'a pas été démontrée.

PHILIPPE BERNARD

Les époux Saint-Aubin ont rencontré M. François Mitterrand. Les époux Saint-Aubin, dont le fils est mort lors d'un accident de voiture dans le Var en 1964, ont été reçus, mardi 26 janvier, à l'Élysée, où ils ont pu rencontrer le président de la République. M. et M^{me} Saint-Aubin, qui tentent de faire la lumière sur ce drame depuis près de trente ans, ont toujours été convaincus que leur fils et sa fiancée avaient été victimes d'un attentat visant quelqu'un d'autre dans le cadre de la lutte que se livraient, à l'époque, les services secrets français et l'OAS. Cette affaire avait été relancée à l'automne dernier après la diffusion par France 3 Bourgogne des déclarations d'un magistrat qui faisait état du témoignage d'un officier supérieur accrédité la thèse de l'attentat volontaire. Le ministère de la Défense avait alors estimé qu'il n'y avait « rien de nouveau au dossier » (Le Monde du 13 et du 14 novembre 1992).

Un forum franco-allemand à Paris

La « planète » au secours du ministère de l'environnement

Le centre des conférences internationales de Paris accueillera, les 27 et 28 janvier, une rencontre franco-allemande intitulée « Forum de la planète ». Ce colloque, censé prolonger le « Sommet de la Terre » de Rio-de-Janeiro, est surtout l'occasion pour le ministre français de l'environnement, M^{me} Ségolène Royal, de renforcer la crédibilité d'un ministère en difficulté.

Depuis sa création en 1971, le ministère de l'environnement a un souci constant : rappeler son existence et associer son pouvoir vis-à-vis des autres administrations mieux installées. A ce jeu, M. Brice Lalonde avait remarquablement réussi : parti simple secrétaire d'Etat en 1988, il était devenu ministre délégué en 1990 et enfin ministre de plein exercice en 1991 (dernier de la liste, cependant), en jouant habilement du soutien du président de la République et du premier ministre, M. Michel Rocard. Fart de ces appuis, il avait réussi dès 1989 à impliquer ses collègues ministres lors d'un colloque intitulé « Ecologie et pouvoirs », où une douzaine d'entre eux avaient dû jouer, souvent contraints et forcés, le grand air de la fée Écologie.

Vieilles habitudes

Mais, au quotidien, l'administration de l'environnement se heurte constamment au mur des vieilles habitudes, qui fait de ce domaine le cadet des soviets des autres ministères. Et M. Lalonde, déjà, avait la tentation de contourner cet obstacle en appelant la planète à l'aide : les Allemands, pour convaincre les constructeurs français de mettre des pots catalytiques à leurs voitures ; les Américains, pour la lutte contre l'effet de serre et la protection de la couche d'ozone ; et l'Europe en général pour tous les obstacles dressés au sein du gouvernement français.

Offensive sur les mares noires

La conférence de Rio lui a permis de confirmer cette position qu'elle a confortée grâce à une suite de « coups » au creux de l'été, notamment concernant les déchets hospitaliers mêlés aux ordures ménagères venues d'Allemagne, puis le pyralisme en provenance d'Australie. La première affaire lui a permis de se lier avec son homologue allemand Klaus Töpler, qu'elle invite maintenant à toute occasion pour faire pression sur ses collègues... du gouvernement français. Le second lui a permis de connaître son homologue australien - une femme, qui plus est - mais aussi de se bröiiller avec le ministre de l'Industrie.

Les mares noires de La Corogne et des Shetland l'ont vu s'engager dans la défense du littoral, avec cette fois l'appui de son homologue italien, M. Carlo Ripa Di Meana, au grand agacement du secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin. Au point que ce dernier n'a pas hésité à s'associer à M. Brice Lalonde, aujourd'hui à la coupe des mers avec M^{me} Ségolène Royal, pour reprendre l'offensive sur les mares noires ! Comme son prédécesseur, le ministre de l'environnement doit prendre appui sur ses collègues étrangers pour faire accepter sa politique... par les membres du gouvernement.

ROGER CANS

Le rejet d'une demande d'exemption du service national

Homme de troupe ou chef d'entreprise

Le tribunal administratif de Montpellier devait examiner, jeudi 28 janvier, le cas de M. Thierry Boisseau. Ce Périgourdin de vingt-cinq ans demandait que soit annulée la décision de la commission régionale de dispense qui, le 29 octobre dernier, a rejeté sa demande d'exemption de service militaire. Thierry Boisseau dépend, de par son lieu de naissance, du bureau des affaires militaires de Périgord, et il est le gérant de la société Aubert, une PME de 16 salariés, installée dans la banlieue de Périgueux et qui construit des machines destinées à l'industrie agro-alimentaire.

PERIGUEUX

de notre correspondant

Pour éviter de marcher au pas, Thierry Boisseau aurait pu se faire passer pour un peu fou ou un peu faible physiquement, accumuler des certificats médicaux de complaisance ou solliciter l'intervention d'un personnage bien placé, à l'image des dizaines de milliers de ses compatriotes qui se débrouillent chaque année pour ne pas chausser les rangs et porter le treillis. Il a cru qu'en jouant cartes sur table il parviendrait à convaincre les autorités militaires et administratives qu'il était plus utile à la tête de son entreprise que dans une caserne.

Titulaire d'une maîtrise en technologie délivrée par l'université de Toulouse, il est aujourd'hui la pierre angulaire de la société Aubert. De par ses connaissances, il accompagne la création et le processus de mise au point des lignes de cuisson, des lavasses de champignons, des machines à peler les marrons ou à ébouter les

haricots verts. Il joue encore un rôle décisif lorsqu'il s'agit de décrocher des contrats à l'exportation.

Une intervention de M. Dumas

« En prévision de son service national, deux jeunes ayant des diplômes équivalents ont été recrutés successivement, mais ils se sont montrés incapables de faire face à la complexité et à la spécificité des produits à fabriquer », relève M. Jacques Canton, le président de l'Union patronale du Périgord, dans une lettre adressée au préfet des Pyrénées-Orientales, au mois de juin dernier. « Le tissu économique de notre région est déjà très touché par la mauvaise conjoncture. Chaque semaine, nous devons aider des entreprises qui souffrent. Il serait incompréhensible qu'une société dynamique, en croissance, qui exporte et crée des emplois, soit mise en difficulté par l'appel de son dirigeant sous les drapeaux. »

La demande de Jacques Canton n'a pas été entendue, pas plus que les interventions du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et du député de la circonscription. Au mois d'octobre, le préfet des Pyrénées-Orientales a motivé son refus en prétextant que Thierry Boisseau avait moins de deux ans de gérance à la tête de la SARL. Les seize salariés de cette petite unité s'interrogent aujourd'hui sur leur avenir. Le principal intéressé, qui a déjà effectué quatre demandes de dispense au pure perte, ne se fera pourtant pas porter déserteur : « L'armée, je ne suis ni pour ni contre. Je ne vais pas devenir un hors-la-loi ni faire du chantage à l'emploi. Je suis simplement un peu dépité. »

DOMINIQUE RICHARD

Au tribunal correctionnel de Nancy

L'urologue Jacques L'Hermite condamné pour extorsion de fonds

Le professeur d'urologie Jacques L'Hermite, reconnu coupable d'extorsion de fonds à l'égard de onze de ses patients, a été condamné à une amende de 100 000 francs, mardi 26 janvier, par le tribunal correctionnel de Nancy (Meurthe-et-Moselle). La peine ne sera pas inscrite sur son casier judiciaire de M. L'Hermite, âgé de cinquante ans, et considéré comme un spécialiste de la greffe du rein. Il devra, en outre, verser près de 60 000 francs de dommages et intérêts et supporter 4 391 francs de frais de justice. Dans son réquisitoire, le procureur de la République, M^{re} Claude Vallet, avait demandé de le condamner à acquiescer deux ans de prison avec sursis, sans inscription au casier judiciaire, et 150 000 francs d'amende (Le Monde du 22 décembre).

EN BREF

Deux ans de prison pour transmission de sida. - Un tribunal suisse a condamné à deux ans de prison ferme, mardi 26 janvier, un homme séropositif de trente-sept ans, reconnu coupable d'avoir transmis en connaissance de cause le virus du sida à au moins une femme, lors de rapports sexuels non protégés. L'accusé se savait porteur du virus depuis 1984, année de la mort de sa compagne de l'époque, atteinte du sida. Il s'est admis devant le tribunal de district de Muri avoir eu ensuite des relations sexuelles sans préservatif avec des porteuses, dont l'une est décédée de la maladie en 1991.

Vol de pyralisme à Marseille. - Lors d'un visite iccboique dans une papeterie désaffectée de Marseille, mardi 26 janvier, des agents EDF ont découvert qu'un transformateur avait été vidé de son pyralisme, le liquide de refroidissement aujourd'hui interdit d'utilisation dans les nouveaux transformateurs. Une enquête a été ouverte pour cooalitr le déstignation des 350 kilos de ce produit.

Un « coogres » musulmao fia mars à Lyon. - M. Dalit Boubaeur, recteur de la Mosquée de

Paris, s'est lancé un appel à l'organisation d'un congrès de l'islam de France. Celui-ci se tiendra à Lyon en mars prochain, au lendemain des élections législatives des 21 et 28. Son objectif est de lancer une campagne d'information et de discussion sur les moyens d'organiser l'islam en France et d'établir des rapports « plus clairs » avec les pouvoirs publics.

L'Autriche choisit le missile sol-air Mistral de Matra. - Le Conseil national de défense autrichien a choisi, mardi 26 janvier, le missile Mistral de Matra pour la défense sol-air à très courte portée. Il s'agit d'un premier contrat équivalent à 650 millions de francs et obtenu grâce à des compensations offertes par le groupe Matra-Hachette dans les domaines de l'espace, de l'automobile et d'autres types d'activités. Le Mistral était en concurrence avec le missile suédois RBS-70 et le missile américain Stinger. Les Autrichiens ont retenu la version portable du Mistral (pour l'infanterie). A ce jour, l'Autriche est le quinzième pays client du Mistral, dont les commandes totales ont dépassé les dix mille exemplaires.

Une journée nationale

Les chemins de la solidarité

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. René Teulede, a placé la journée du jeudi 28 janvier sous le signe de la solidarité. Un comité national de parrainage, présidé par M. Jean Bastide, président du conseil national de la vie associative et réunissant les représentants des administrations de protection sociale ainsi qu'une soixantaine d'associations, a été chargé d'organiser avec des comités locaux départementaux, des rencontres, expositions, spectacles, etc., illustrant les multiples modes d'expression de la solidarité en France.

Cette journée est présentée comme le prolongement des « Nuits de la solidarité » de décembre 1989 et décembre 1990. Mais si les nuits, très « éducatives », valorisaient des initiatives associatives, la journée entend mettre en avant autant les actions publiques (et en priorité les efforts de l'Etat), que les actions privées, en montrant leur richesse et leur complémentarité, « au-delà de la seule approche caritative ».

Une enquête réalisée par le SOFRES pour cette journée de la solidarité (1) montre que les Français placent eux-mêmes aujourd'hui la solidarité sous le double signe de l'individu et du collectif. L'abbé Pierre incarne, pour 89 % des personnes interrogées, l'engagement personnel (Bernard Kouchner vient en seconde position avec 38 %). La création de la sécurité sociale arrive quant à elle largement en tête (95 %) des événements qui représentent une grande avancée dans le domaine de la solidarité. Sont ensuite cités : la déclaration internationale des droits de l'homme de 1948 (85 %), l'instauration du SMIC (84 %), Le Téléthon (80 %) et la création des compagnons d'Emmues (80 %) se placent avant le RMI qui n'arrive qu'en sixième position. La lanterne rouge appartient à la communauté euro-

péenne dont très peu de personnes interrogées lui voient une mission de solidarité.

Pour les Français qui ont participé à l'enquête, la solidarité est d'abord une valeur morale (71 %) ensuite une valeur sociale (20 %), rarement religieuse ou politique, jamais égalitaire ! Ni la droite ni la gauche n'en ont le monopole, et elle relève du domaine de l'acquis (éducation, expérience) et non de l'inné. Ils estiment que la solidarité consiste à s'entraider (91 %), à aider ceux qui ont des problèmes (99 %) et à lutter contre l'indifférence (95 %) eurent que l'injustice quelle qu'elle soit (85 %).

Toutes les causes n'exercent pas la même séduction. Les enfants arrivent en tête (97 %) devant les gens qui vivent dans la misère en France, les handicapés, les malades et les personnes âgées isolées qui sont tout de même cités plus de 90 fois sur cent. Immigrés (52 %) et toxicomanes (48 %) ne mobilisent guère.

Le ministère des affaires sociales et de l'intégration, emboitant le pas au président de la République, profite de la journée pour redorer le blason de l'Etat solidaire, rappelle la longue marche qui a mené de la charité à la solidarité et recense les grandes conquêtes : protection sociale, retraite, congés payés, RMI, etc. Que les personnes interrogées considèrent que la solidarité est, en premier lieu, « l'affaire de tous » n'est pas surprenant. En revanche, elles placent en deuxième position l'action individuelle. L'Etat n'arrive qu'en troisième. Les collectivités locales se situent bonnes quatrièmes bien que, depuis la décentralisation, elles portent à bout de bras une jolie part des actions de solidarité...

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française, de 1 004 personnes (âgées de 15 ans et plus), les 17 et 18 décembre 1992.

SOCIÉTÉ

EDUCATION

Au conseil régional de Rhône-Alpes

Protestations contre la désignation d'élus FN dans les lycées et les universités

Un rassemblement de protestation devait être organisé, mercredi 27 janvier, lors de l'ouverture de la session budgétaire, devant le siège du conseil régional de Rhône-Alpes, par plusieurs syndicats d'enseignants et mouvements antiracistes. Ces derniers demandent à M. Charles Millon, président (UDF-PR), de revenir sur la désignation de représentants du Front national dans des conseils d'administration de lycées et d'universités.

LYON

de notre bureau régional

Après les élections de mars 1992, le conseil régional de Rhône-Alpes a désigné ses nouveaux représentants dans les conseils d'administration des lycées et de certaines instances universitaires. Selon la règle instituée précédemment, ces délégations, au nombre de 303 dans le secteur public et 148 pour le privé, ont été réparties à la proportionnelle du nombre d'élus par départements.

C'est ainsi que les 29 élus du Front national (FN) — le second groupe politique à la région — se partagent 95 postes, en majorité dans les établissements techniques ou professionnels et dans le secteur privé. Même si elle est aujourd'hui remise en cause par MM. Gérard Lindenberg (PS) et Marc Bruyère (PC), « cette décision a fait l'objet d'un accord unanime », précise M. Charles Millon, président (UDF-PR), dans la mesure où « la persistance ne représente pas son parti, mais l'instance régionale tout entière ».

Depuis la rentrée, cette « légitimité » est contestée par un certain

nombre de syndicats d'enseignants, parmi lesquels le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) et les exclus de la FEN, les personnels CGT, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), le syndicat étudiant UNEF-ID (Indépendante et démocratique), auxquels se sont joints SOS-Racisme, la Ligue des droits de l'homme et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). Dans trente et un établissements des deux académies de Lyon et Grenoble, leurs représentants, suivis généralement par les élèves, ont refusé de siéger face à un élu du FN, et faute de quorum les séances ont dû être reportées.

« Nous ne contestons pas leur élection ou suffrage universel. Mais nous ne pouvons admettre que le conseil régional choisisse, pour le représenter, des élus qui se mettent hors jeu par leurs positions racistes et xénophobes. » Pour M. Mario Perez, secrétaire académique du SNES dans l'académie de Lyon, il ne serait pas acceptable que « des élus exploitent des situations extrêmes, alors que la communauté éducative, surtout dans les banlieues, tente de surmonter les tensions ». Faisant référence aux actes de violence commis dans certains lycées, il s'appuie sur certaines déclarations prononcées à la tribune du conseil régional.

Des échanges vifs

Ainsi, M. Hugues Petit (FN-Istère), le 19 avril 1991 à l'occasion d'un débat sur le schéma des formations, indiquait-il : « L'augmentation du nombre des lycéens est la conséquence directe de la politique laxiste à l'égard de l'immigration (...). De cet afflux, résultent toutes

sortes de conséquences fâcheuses : insécurité, drague, disparité et baisse générale des niveaux, disparition du sentiment national ».

Jugeant cette campagne « sordide et politicienne », M. Petit, qui est maître de conférences en droit à l'université de Grenoble-II et qui a été désigné comme représentant de la région au conseil des études et de la vie étudiante (CEVE) de l'université Grenoble-I, a pourtant été réélu par des chercheurs de la Maison Rhône-Alpes des sciences de l'homme (MRASH) manifestant contre les thèses négationnistes. Il l'a été aussi par les représentants de l'UNEF-ID, qui ont appelé les membres du CEVEU à boycotter toutes les réunions de ce conseil auxquelles participerait M. Petit.

Les responsables de l'éducation nationale se refusent à entrer dans cette polémique. Selon M. Maurice Buchard, directeur de cabinet du recteur de l'académie de Lyon, elle concerne avant tout le conseil régional : « Nous devons nous en tenir à une application stricte de la réglementation. Nous avons simplement recommandé aux chefs d'établissement d'être vigilants et de signaler tout dépassement dans le rôle des élus ».

Après les incidents constatés lors des premiers conseils d'administration, ponctués, comme à Tarare (Rhône), d'échanges verbaux assez vifs, « l'air est rentré dans l'ordre, selon un modus vivendi en liberté surveillée », signale M. Lotès, au lycée technique du bâtiment de Sassenage (Isère). Là, comme dans un autre lycée professionnel de Bourg-en-Bresse, les représentants du Front national ont, semble-t-il, choisi d'adopter un « profil bas ».

MICHEL DELBERGHE

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Rallye Monte-Carlo

Didier Auriol vainqueur sur le fil

Pour la troisième fois (1980, 1992 et 1993) en quatre ans, Didier Auriol (Toyota Celica) a remporté, mercredi 27 janvier, la Rallye Monte-Carlo. Très étiré après la première étape de classement, le pilote français a dû attendre l'avant-dernière épreuve spéciale chronométrée pour prendre la tête et devancer finalement, de 15 secondes, François Delecour (Ford Escort Cosworth), qui avait déjà perdu le Rallye Monte-Carlo dans la dernière spéciale en 1991.

MONACO

de notre envoyé spécial

François Delecour a longtemps aimé la nuit. C'est uniquement de nuit qu'il effectuait toutes ses reconnaissances précédant le rallye. Par commodité, car les routes sont moins fréquentées, mais aussi pour fuir les rapports hypocrites entre pilotes. « Je préférais agir seul dans mon coin, raconte-t-il. Je descendais dans les hôtels les moins fréquentés. Quand les autres pilotes rentraient, je prenais la route et je roulais plein pot jusqu'à 4 ou 5 heures du matin. » Aborder la dernière nuit du Rallye Monte-Carlo avec 1 min 3 s d'avance sur son coéquipier Miki Biasion et 1 min 11 s sur Didier Auriol aurait dû le rassurer, voire le stimuler.

Sa surexcitation dans les heures précédant le départ trahissait pourtant une profonde angoisse. Lundi 25, dans la deuxième partie de l'étape connue qui ramenait les concurrents à Monaco, le pilote nordiste avait perdu l'assurance et le brio qui lui avaient permis de prendre la tête de l'épreuve dès la deuxième spéciale chronométrée. « J'ai conduit ébriqué, au milieu de la route, avec des coups de volant hachés », reconnaissait-il. Sa crispation ne lui avait même pas permis

de déceler à temps un dysfonctionnement entre le moteur et le turbo, entraînant une perte progressive de puissance. En cinq spéciales, Didier Auriol, de plus en plus confiant au volant de sa nouvelle Toyota, lui avait repris 1 min 15 s.

Pendant les vingt-neuf heures qui séparaient l'arrivée de l'étape comme du départ de l'étape finale, François Delecour avait eu tout le temps de penser à l'impact d'une victoire. Pour Ford qui n'avait plus triomphé en Principauté depuis 1953. Pour lui aussi qui, à trente ans, était toujours en quête d'un premier succès national ou international. Sans doute n'a-t-il pu s'empêcher de se remémorer la malchance qui l'avait accablé en 1991. Inscrit, pour son premier Monte-Carlo au volant d'une quatre-voies matricule, la Ford Sierra Cosworth, la victoire lui avait échappé dans la descente du Turini, la dernière épreuve spéciale chronométrée, pour une rupture d'un bras de suspension (Le Monde du 26 janvier).

« Ça passe ou ça casse »

« Sauf ennui mécanique, crevaisson ou sortie de route, Didier Auriol aura du mal à revenir sur moi », affirmait encore le pilote nordiste avant de s'élancer dans la dernière nuit. Il profitait des bonnes conditions atmosphériques (-3°C mais pas de trace de neige ou de verglas sur la chaussée) pour attaquer sans retenue dès la première spéciale, dans l'ascension et la descente du Turini. En 13 min 37 s pour les 22,21 km, il battait de 5 s le record de cette spéciale légendaire du rallye. Didier Auriol perdait 5 secondes et se retrouvait dos au mur.

« Il va falloir que ça passe ou que ça casse », annonçait le double vainqueur du rallye (1990 et 1992). Transcendé par l'enjeu, Didier Auriol retrouvait alors ces trajec-

toires qui font l'admiration de ses adversaires. « Biasion au Kankku-nen freine avant de braquer, puis de laisser dériver leur voiture, explique-t-il. Je freine plus tard, car j'anticipe en choisissant très tôt mon point de corde. J'ouvre tout de suite mes quatre roues et je laisse dériver la voiture en appui jusqu'aux limites de la route. Souvent, les pilotes s'étonnent que je n'arrache pas de roues, mais j'effectue toujours des reconnaissances lentes en m'arrêtant pour contrôler jusqu'où je peux aller dans l'herbe, à 5 centimètres près. Je m'appuie souvent sur les rebords pour jouer avec toute la largeur de la route. »

Comme l'an dernier, où il a remporté six rallyes — une performance jamais réussie par un autre pilote en une seule saison — avant d'échouer pour le titre mondial à cause d'accidents mécaniques dans les trois dernières épreuves, Didier Auriol est alors irrésistible. Tout en rivalisant avec son coéquipier Massimo Biasion, double champion du monde et double vainqueur du Monte-Carlo, le Nordiste François Delecour ne pouvait empêcher le pilote de la Toyota de lui reprendre 25 secondes dans la deuxième spéciale, 31 secondes dans la troisième et 22 secondes dans la quatrième pour aborder la dernière avec 2 secondes d'avance. Pour la deuxième fois au Monte-Carlo, François Delecour n'avait pu prolonger son règne jusqu'au bout de la nuit.

GÉRARD ALBOUY

Classement final : 1. Auriol-Ocelli (Fra., Toyota Celica), 6 h 13 min 43 s ; 2. Delecour-Grataloup (Fra., Ford Escort), à 15 s ; 3. Biasion-Siviero (Ita., Ford Escort), à 3 min 16 s ; 4. Eriksson-Parmander (Sue., Mitsubishi Lancer), à 17 min 47 s ; 5. Kankkunen-Piironen (Fin., Toyota Celica), à 19 min.

REPÈRES

TENNIS :

les Internationaux d'Australie

Guy Forget éliminé par Michael Stich

Aucun Français, joueur ou joueuse, n'est parvenu à se qualifier pour les demi-finales des Internationaux de tennis d'Australie, à Melbourne. Chez les hommes, Guy Forget, tête de série numéro 11, qui n'avait pas concédé un set depuis le début du tournoi, a été éliminé nettement, mercredi 27 janvier, par l'Allemand Michael Stich (nr 14), 6-4, 6-4, 6-4. Le Suédois Stefan Edberg (nr 2) a également battu son compatriote Christian Bergström en trois manches, 6-4, 6-4, 6-1. Il rencontrera en demi-finales l'Américain Pete Sampras, vainqueur tout aussi expéditif du Néo-Zélandais Brett Steven, 6-3, 6-2, 6-3.

Dans les quarts de finale féminins, mardi 26 janvier, Mary Pierce (nr 12) est passée très près de la qualification face à l'Argentine Gabriela Sabatini (nr 3). La Française, âgée de dix-huit ans, a obtenu trois balles de match dans le jeu décisif du second set, qu'elle a perdu 14-12, avant de s'incliner 6-4, 7-6, 6-0. Julie Halard a également réussi à arracher un set à la numéro un mondiale, la Yougoslave Monica Seles, qui s'est finalement imposée 6-2, 6-7 (5-7), 6-0. Jeudi 28 janvier, les demi-finales devaient opposer Seles à Sabatini, et l'Espagnole Arantxa Sanchez (nr 4) à l'Allemande Steffi Graf (nr 2). — (AFP)

o L'UER retransmettra les Jeux d'Atlanta pour 250 millions de dollars. — L'Union européenne de radiodiffusion (UER), qui a officiellement, lundi 25 janvier, son engagement dans les Jeux d'Atlanta de 1996 auprès du Comité international olympique (CIO), versera 250 millions de dollars (environ 1,3 milliard de francs) pour obtenir les droits de retransmission de l'événement en Europe. La part revenant au Comité organisateur d'Atlanta s'élèvera à 160 millions, plus 5 millions supplémentaires de services techniques, le reste étant destiné au CIO. Pour les Jeux de Barcelone en 1992, l'UER avait acquis les droits de retransmission pour 90 millions de dollars.

ESPACE

Les Etats-Unis diffèrent de six mois le lancement d'un réacteur spatial russe

Le Pentagone, qui a récemment fait l'acquisition d'un réacteur nucléaire russe Topaz-2 destiné à la production d'électricité dans l'espace, vient de décider de différer de six mois le lancement de cet engin. Le raison en est que la fonctionnalité de ce réacteur pourrait, par les émissions parasites qu'il génère, perturber sérieusement les instruments de mesure de plusieurs satellites d'observation astronomique, notamment dans la domaine des rayons gamma. Déjà dans la phase des essais, les astronautes de tous les pays avaient tiré la sonnette d'alarme et indiqué que les satellites soviétiques équipés de réacteurs semblables gênaient leurs mesures. Un compromis pourrait cependant être trouvé, le Pentagone se proposant de placer ce réacteur sur une orbite plus haute que les 1 800 kilomètres du projet initial. — (AFP)

DÉFENSE

M. Pasqua souhaite la création d'une « garde nationale »

M. Charles Pasqua, sénateur RPR des Hauts-de-Seine et ancien ministre de l'Intérieur, souhaite la création d'une « garde nationale », avec des appelés pour assurer la protection des citoyens en banlieue ou dans les transports en commun le soir, au nom de ce qu'il appelle « la sécurité de proximité ».

Dans un entretien, mercredi 27 janvier, avec le Quotidien de Paris, le président du groupe RPR au Sénat explique que « l'ensemble des forces de police et de gendarmerie, compte tenu des nouveaux redéploiements effectués récemment, n'est plus à même d'assurer une protection effective des citoyens ». Cette situation favorise « l'édification de zones de non-droit où la sûreté personnelle n'est plus formellement assurée ». D'autre part, « il faudra, pour de nombreuses raisons, professionnaliser nos armées », poursuit M. Pasqua.

Il existe donc « un gisement d'hommes relativement disponibles issus du contingent, et dont la mission peut être rénovée ». Ces appelés pourraient être « utilisés à des tâches civiles, qu'elles soient de coopération, d'assistance, mais aussi de sécurité ».

Ainsi, selon l'ancien ministre de l'Intérieur, « chaque année, environ 250 000 jeunes Français seraient appelés pour un service de six mois qui débiterait par une période d'instruction civique et militaire de deux mois. Ensuite, ils seraient affectés dans leur département ou leur ville afin de servir durant quatre mois dans la garde nationale ».

A l'heure actuelle, 10 900 appelés servent dans la gendarmerie et de l'ordre de 4 300 dans la police nationale.

POLLUTION

EDF va nettoyer ses centrales thermiques

Le ministre délégué à l'énergie, M. André Bérard, et le président d'EDF, M. Gilles Ménage, ont signé mardi 26 janvier un programme d'actions à mener sur les centrales thermiques classiques (fioul et charbon) afin de réduire leurs émissions polluantes. Ce programme, qui devrait coûter quelque 10 milliards de francs entre 1993 et 2000, prévoit une série de mesures : utilisation de fioul à très basse teneur en soufre ; lavage des fumées pour les centrales de Corderons (Loire-Atlantique) et du Havre ; expérimentation de procédés de désulfuration et réduction des émissions d'oxyde d'azote sur les trois centrales à charbon en fonctionnement en France ; limitation des durées d'utilisation des quatre centrales à fioul de 1 600 à 1 200 heures par an.

Les centrales thermiques, qui produisent 10 % de l'électricité EDF (75 % nucléaire et 15 % hydraulique), ont déjà beaucoup réduit leurs émissions polluantes. Les rejets de soufre sont passés de 980 000 tonnes en 1980 à 280 000 tonnes aujourd'hui, et les émissions d'oxyde d'azote de 220 000 tonnes à moins de 100 000. « Nous entendons réduire encore ces rejets de plus d'un tiers », a précisé M. Ménage.

APPEL AU PRÉSIDENT DE LA RATP

Avant l'arrivée du nouveau président de la RATP, celle-ci avait choisi, pour creuser la station « Châtelet » de sa ligne Métro, un site qui comporte de graves inconvénients. 29 immeubles d'habitation se trouvent menacés. Ils sont, pour la plupart, historiques et fragiles.

De plus, ce site comprend un théâtre, un lycée de 340 élèves et le siège d'Emmaüs incluant un centre de réinsertion sociale.

Cette situation est alarmante, non seulement pour les habitants du quartier et ceux qui y travaillent, mais aussi pour la collectivité parisienne.

D'autres emplacements sont possibles. Ils sont équivalents du point de vue du service public de transports, et comportent de bien moindres inconvénients. Mais comptons sur le sens de l'équité du président de la RATP.

Association de défense des riverains,
27, rue de la Ferronnerie, 75001 Paris.

هكذا من الناحية

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Les étudiants en mal de lecture

Le livre n'a pas perdu droit de cité à l'université, mais les comportements face à l'écrit sont très diversifiés selon les filières, révèle un sondage réalisé par SCP Communication pour « Le Monde » et le ministère de l'éducation nationale

La rumeur n'est pas nouvelle. Mais elle s'est amplifiée depuis quelques années au point de devenir lancinante. Au fur et à mesure que les effectifs universitaires se gonflaient, bon an mal an, de plusieurs dizaines de milliers d'étudiants, et que les portes de l'enseignement supérieur s'ouvraient à des publics de plus en plus diversifiés, de moins en moins classiques, c'est devenu une évidence pour certains : les étudiants lisent mal. Bref, les étudiants ne savent plus lire. Et d'innover pêle-mêle la dictature de l'image et la décadence de Gutenberg, l'homme perdu du livre face aux jeux électroniques, la baisse du niveau des élèves ou la démission des parents.

Plusieurs constats sont venus nourrir le chœur des pleureurs. La dernière enquête menée par le ministère de la culture sur les pratiques culturelles des Français a ainsi montré que si la proportion de la population française qui n'achète pas de livre avait baissé entre 1981 et 1988, passant de 44 % à 38 %, elle avait au contraire augmenté parmi les jeunes scolarisés de plus de quinze ans, progressant de 21 % à 26 %.

La crise de l'édition et de la librairie comme l'effritement du lectorat étudiant de la presse quotidienne vont, semble-t-il, dans le même sens. De façon d'autant moins encourageante que la croissance rapide des effectifs d'étudiants a entraîné, au contraire, gonfler les rangs des gros lecteurs traditionnels, de ceux qui ont été formés à jongler avec romans et rapports scientifiques, journaux et encyclopédies. Enfin, la création, il y a un an, d'une mission pour la lecture étudiante au ministère de l'éducation nationale, comme la

réunion, après de nombreux forums régionaux, des premières Rencontres nationales de la lecture et de l'écriture, à Paris, du 29 au 31 janvier, démontrent que la question a dépassé le cercle de quelques spécialistes et préoccupe désormais les pouvoirs publics.

Pourtant, au-delà des fantasmes et de ces premiers indices, peu d'enquêtes, ou fragmentaires, sont venues, jusqu'à présent, étayer les inquiétudes des uns ou les dégoûtins des autres. Le sondage réalisé par SCP Communication pour « Le Monde » et le ministère de l'éducation nationale et de la culture tente, aujourd'hui, de combler ce trou en s'efforçant de mesurer et de comprendre les comportements et les représentations des étudiants face à la lecture, depuis les grandes écoles jusqu'aux sections de techniciens supérieurs, depuis les classes préparatoires jusqu'aux différentes filières universitaires.

De grandes disparités

Le premier constat est plutôt rassurant. La lecture jouit auprès des étudiants d'une image globalement positive. Plus des trois quarts d'entre eux l'associent à une passion (13 %) ou un plaisir (65 %) quand 7 % seulement y voient plutôt une « contrainte » et 16 % un « devoir ». La passion de lire est encore plus nette chez les filles (16 %, soit cinq points de plus que les garçons) et chez les littéraires (19 %) à l'université, et jusqu'à 37 % pour les élèves des classes préparatoires littéraires. Le même pourcentage global d'étudiants (78 %) considère également que le livre n'est pas un objet dépassé. On retrouve enfin le même bloc d'étudiants (78 %) qui considèrent que la lecture est utile pour réussir les examens : 45 % estiment



qu'elle est « tout à fait » utile, ou tiers qu'elle l'est « un peu ».

Cette première impression est cependant mitigée, tant elle peut être loe ex creux et faire alors apparaître des zones d'ombre dans le paysage universitaire. Ainsi, un étudiant sur dix en sciences de la nature et de la vie ou en BTS tertiaire, et un étudiant sur cinq dans la filière AES (administration économique et sociale) ou dans les départements industriels d'institut universitaire de technologie considèrent que la lecture est une contrainte. Plus étonnant encore, voire alarmant, 13 % seulement des élèves de classes préparatoires scientifiques et 22 % seulement des élèves de grandes écoles d'ingénieurs estiment que la lecture est utile pour préparer et réussir les

examens. Et l'on passe du sombre au noir quand on demande aux étudiants s'ils ont « du mal à lire ». Il est déjà surprenant que, dans l'ensemble, 4 % répondent « oui, tout à fait » et 18 % « oui, un peu », contre 31 % « non, pas vraiment » et 46 % « non, pas du tout ».

Mais il est véritablement inquiétant que 34 % des élèves de prépas scientifiques, 42 % des étudiants de la filière AES, ou encore 28 % en sciences de la nature et de la vie et 35 % des étudiants d'IUT avouent avoir des difficultés « fortes ou légères » de lecture. Il y a là, à l'évidence, une interrogation majeure pour l'enseignement secondaire et supérieur, d'autant plus troublante qu'elle porte indifféremment sur la situation de

filiales moins catées et d'autres beaucoup plus huppées, comme les prépas scientifiques. On le voit, l'analyse des pratiques de lecture des étudiants ne rentre pas dans des grilles homogènes ou uniformes. Comportements et représentations peuvent varier très fortement d'une filière à l'autre, ou en fonction du sexe, voire des disparités géographiques ou sociales, interdisant les généralisations hâtives. C'est le cas, par exemple, quand on observe les volumes et les temps de lecture. En moyenne, les étudiants déclarent lire pendant quarante minutes par jour, mais 3 % ne lisent jamais ou presque et un tiers moins d'une demi-heure, cette catégorie des petits lecteurs étant plus forte chez les garçons (38 %), les prépas scientifiques (41 %), les prépas littéraires (41 %) et surtout de la filière AES (22 %), qui affiche décidément des comportements tout à fait singuliers.

La nature des textes lus est également instructive. Elle permet de mesurer la diversité des goûts des étudiants, mais surtout de leurs motivations. Au cours des sept derniers jours, les étudiants interrogés déclarent, en effet, avoir lu en priorité des notes de cours (61 %), des livres liés à leurs études (46 %) et des polycopiés (35 %), mais jusqu'à 52 % chez les étudiants en médecine. Le roman ne se défend pas mal (46 %), mais 53 % chez les filles et 71 % chez les littéraires. Les magazines (44 %) et les journaux quotidiens (37 %) ne sont pas délaissés, et la bande dessinée est particulièrement appréciée par les garçons (28 %, contre 16 % chez les filles).

Filles, littéraires et parisiennes

En outre, sur cet indicateur, comme sur bien d'autres, l'écart est sensible entre étudiants d'Ile-de-France et de province : 37 % des provinciaux sont des lecteurs modestes (moins d'une demi-heure quotidienne) contre 28 % des Parisiens. En revanche, 45 % des étudiants de la capitale sont de gros lecteurs (plus d'une heure par jour), contre 27 % seulement des provinciaux.

Le nombre de livres lus chaque mois, y compris les lectures de loisirs et de vacances, confirme ces disparités. Les plus gros appétits de lecture (plus de quatre livres par mois) se retrouvent naturellement parmi les littéraires, soit en prépa (41 %), soit à l'université (60 %), mais aussi chez les élèves de prépa ou d'écoles de commerce (48 % et 45 % respectivement). À l'inverse,

GÉRARD COURTOIS
Lire la suite page 16

Guerre du livre dans la Ville rose

La création d'une librairie sur le campus du Mirail, à Toulouse, divise le petit monde des libraires. Les étudiants, eux, en redemandent

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

L'UNIVERSITÉ française entretient des polémiques qui feraient sans doute sourire sur les campus anglais, américains ou danois. Après quatre années d'existence et malgré son succès, la présence d'une librairie, baptisée Etudes, dans l'enceinte d'une des plus grosses universités littéraires de France, le Mirail à Toulouse, reste un sujet d'agitation et continue à diviser le petit monde très fermé de la librairie toulousaine.

L'entreprise est pourtant modeste – 100 mètres carrés de rétrocafé et de rayonnages, même si l'université, pourvoyeuse des locaux et du mobilier, a fait un effort visible. Il y a de la moquette au sol, un éclairage adéquat, une plante verte près de la caisse et deux vraies librairies pour accueillir les étudiants. Rien de bien extraordinaire, mais dans le no man's land du campus du Mirail, qui aligne à ciel ouvert ses blocs de béton sur une surface gigantesque, un tel souci de convivialité confine presque au miracle. Il a fallu l'opiniâtreté de deux universitaires, M. Marc Vise, directeur des Presses universitaires du Mirail (PUM), et M. Georges Bertrand, alors président de Toulouse-II, pour qu'Etudes voie le jour dans des locaux jouxtant la bibliothèque universitaire. Car, malgré les discours sur l'animation culturelle des campus et sur la nécessité de rapprocher les étudiants et le livre, l'initiative n'allait pas de soi. Les universitaires eux-mêmes – au moins une minorité d'entre eux, selon M. Bertrand – n'ont pas été les derniers à exprimer leur hostilité à l'idée qu'une entreprise privée, inutile pourvoyeuse de culture, s'installe dans l'espace public du campus. Mais ce sont surtout les libraires de centre-ville qui sont montés au créneau.

Les quelque 80 000 étudiants de l'agglomération toulousaine constituent, en effet, une population très convoitée et qui plus est captive, puisque censée acheter chaque

année les livres prescrits par leurs enseignants. Jusqu'à la création d'Etudes, la vente de ces livres « à forte rotation », sur lesquels les libraires réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires, était soigneusement répartie sur l'ensemble de la quinzaine de librairies de la ville, gros et petits, spécialistes ou non. La petite nouvelle est venue balyser ce fragile équilibre, acquis au fil des ans.

Selon une enquête réalisée par l'université de sciences sociales de Toulouse, les quelque 25 000 étudiants des filières lettres et sciences humaines du Mirail sont les meilleurs clients des libraires. Mais, ironie du sort, ils sont aussi les plus éloignés du centre-ville, et donc des librairies. Six kilomètres et une bonne demi-heure de bus les séparent en effet de la place du Capitole, avant l'arrivée, l'été prochain, du métro sur le campus. « Nous sommes partis d'un constat simple », explique M. Vise, directeur des PUM, professeur d'espagnol et initiateur du projet. *Le Mirail est un ghetto universitaire, et nos étudiants ne fréquentent pas le centre-ville. Ils viennent des quatre coins de l'académie pour consommer leurs cours et repartir aussitôt. Alors, plutôt que de s'en tenir à la lamentable répétition du même constat – ils ne lisent pas – il fallait les mettre de façon concrète en contact avec le livre. »*

Limiter les risques

L'université poursuivait aussi un autre objectif : mieux faire connaître, et surtout améliorer, la diffusion des publications des Presses universitaires du Mirail, qui venaient d'être restructurées et avec lesquelles, depuis octobre 1989, la librairie Etudes partage ses locaux. Jusqu'à l'ouverture de la librairie, en effet, les ouvrages des PUM étaient dans la situation paradoxale de n'être pas vendus sur le lieu de leur production, le campus du Mirail, et une douzaine de revues spécialisées, des livres et des polycopiés, elles venaient en deuxième position des

éditeurs fournisseurs de la librairie du campus.

Avec un investissement d'environ 300 000 francs, soutenu par une subvention de 150 000 francs de la direction des bibliothèques du ministère de l'éducation nationale, et 70 000 francs apportés par la région, l'université élaborait son projet tout au long de l'année 1988. Reste à trouver des libraires. La ville de Toulouse n'en manque pas, mais pour limiter les risques, l'université se tourne délibérément vers les quatre plus gros : la FNAC et la librairie Castella, qui détiennent l'offre, Privat et la belle librairie Ombre blanche, symbole de la vie intellectuelle toulousaine, qui se décideront, après hésitation, à tenter ensemble l'aventure.

Car c'est une des conditions posées d'entrée de jeu par l'université et par la direction des bibliothèques du ministère, qui soutient le projet : pour ne pas créer un monopole sur la clientèle captive des étudiants du Mirail, deux libraires de la ville doivent s'associer et fonder une SARL pour exploiter le nouveau point de vente. L'idée est sympathique mais heurte quelque peu les habitudes et le sacro-saint principe de tout commerce : la concurrence.

Une pétition regroupant douze libraires toulousains dénonce, en avril 1990, « les avantages exorbitants » accordés aux deux élus, notamment la faiblesse du loyer, qui est indexé sur le chiffre d'affaires. Deux d'entre eux, The Bookshop et la Librairie étrangère, iront jusqu'à attaquer l'université pour concurrence déloyale auprès du tribunal de commerce d'abord puis auprès du tribunal administratif, procès dont ils viennent d'être déboutés.

Quatre ans après le lancement d'Etudes, M. Jean Louis Puch, gérant de la librairie The Bookshop ne décolère pas. « Nous avons passé cinq ans à faire de la pub sur le campus pour attirer les étudiants en centre-ville. Et ils restent dans leur ghetto ? Depuis l'ouverture de la librairie sur le campus, nous perdons à chaque rentrée les ventes de deux à trois cents exemplaires de certains titres aux programmes du DEUG. »

Une autre condition à effective- ment été négociée entre l'université et les deux libraires associés : Etudes s'en tiendra strictement à la vente d'ouvrages universitaires. Pas question, autrement dit, d'en faire une librairie générale : la littérature, les nouveautés, les polars ou la BD resteront en centre-ville. Une façon pour Privat et Ombre blanche de donner un gage de bonne volonté à leurs confrères, tout en limitant les risques de transfert de leur propre clientèle étudiante des maisons mères vers la nouvelle venue. Mais ce choix, par contrepoint, limite singulièrement les ambitions et la vocation culturelle d'Etudes.

A chacun sa pile

Resituée dans le contexte plus large du lectorat étudiant, c'est pourtant la question centrale posée par l'initiative toulousaine : une librairie universitaire, ultra spécialisée, est-elle le meilleur outil pour susciter la curiosité, stimuler le goût de feuilleter les livres, de les palper et de lire au hasard ? A chacun sa pile, à chacun son rayon où les disciplines sont minutieusement signalées par des pancartes : Etudes est le strict reflet d'une université atomisée en seize UFR où le brassage des étudiants est réduit au minimum. « Ici, ce n'est pas une librairie ordinaire comme on voit, c'est la librairie de la fac », dit, dans le rayon d'anglais, une étudiante en licence qui avoue n'être jamais entrée pour acheter un livre « hors programme ». Elle n'en demande pas plus d'ailleurs : « Cette librairie, c'est un service et c'est pratique. Ça évite de prendre le bus pour aller en centre-ville. » Les deux libraires, Anne Dupuis et Sylvie Legarrec, affirment que la majorité de leurs clients – pour la plupart des étudiants de premier cycle – n'attendent pas autre chose. « Cette clientèle est jeune, son budget est maigre. Nous avons essayé d'avoir un petit fonds de livres de poche en littérature française et étrangère, mais ça n'a pas marché. »

Il arrive pourtant que des étudiants plus exigeants, aux goûts plus eclectiques, poussent la porte.

Comme cette étudiante de linguistique qui vient « une ou deux fois par semaine », entre deux cours, pour tuer le temps et tout simplement parce qu'elle aime les livres. Mais elle s'avoue déçue : « Les tables sont rarement remplies et il n'y a pas grand-chose en littérature en dehors des classiques. Pourtant, j'aimerais bien me frotter ici pour mes lectures parallèles. Mais c'est très frustrant, il n'y a rien. »

Une chose est sûre : en élargissant sa palette, Etudes attirerait davantage d'enseignants de l'université qui, pour l'instant, ne se bousculent pas entre les rayons. Il y a, bien sûr, ceux qui viennent régulièrement s'inquiéter de la mise en place de leurs propres ouvrages... Mais, sur quelque cinq cents profs, les deux libraires n'ont qu'une dizaine d'habitués qui viennent commander des livres ou vérifier si tel bouquin conseillé aux étudiants est bien disponible.

L'intérêt pédagogique de la librairie paraît échapper à la plupart des enseignants. « Mieux valait cela, que le désert », dit un directeur d'UFR qui a poussé la porte d'Etudes une seule fois, « au début, pour voir ». « Mais, ajoute-t-il, le choix de livres, très limité, n'est guère dynamisant. »

Va-t-il porter lui-même les diverses bibliographies des enseignants de l'UFR aux deux libraires ? Non, une secrétaire s'en charge.

Beaucoup d'enseignants déplorent « le rapport au livre très fugace des nouveaux étudiants », leur vision « utilitariste » de la lecture – « le programme et rien d'autre », voire la mode, récente à les croire « du livre-Kleenex qu'on jette après usage ». « A chaque rentrée, raconte un enseignant de lettres modernes outré et un peu las, on voit fleurir des papillons : « A vendre les Mémoires d'outre-tombe ou A la recherche du temps perdu. » Pour les étudiants, le livre est un bien de consommation comme un autre. Et certains de ceux qui vont chez Proust et Chateaubriand vont devenir professeurs. »

Le fait qu'Etudes, depuis quatre ans, ne démontre pas, que ses clients, selon les deux libraires, ont beaucoup progressé, savent désormais naviguer entre les rayons, commencent à jongler avec tables des matières et index n'a pas fondamentalement changé, dans la tête des professeurs, l'image de l'étudiant moyen du Mirail. Pour surmonter ce divorce, il faudrait, visiblement, aller beaucoup plus loin.

CHRISTINE GARIN

ISCM ET CESTI

Ingenieurs, Diplômés d'Ecoles de Commerce et de Gestion, Maîtrises d'Université

VALORISEZ VOTRE DIPLOME : MASTERE

MANAGEMENT DES ENTREPRISES PAR LA QUALITE

Créé par des Grandes Entreprises du monde Industriel et du tertiaire, Formation de managers opérationnels et de managers-qualificateurs, qui prend en compte la Qualité des Services et les Techniques de pointe en Management. Sont assurés : une formation alternée, des projets en entreprise résumés.

CARRIERES OUVERTES POUR CANDIDATS ENTREPRENEURS

Prochain cycle, début des cours : Lundi 22 Février 1993.

Réunion d'information : 11 février 1993.

Renseignements : ISCM-CESTI (Mme. Edou. Nat.)

3 Rue Fernand Halimi 93407 SAINT-OUEN

Contact : Céline GUCKERT 49 45 29 92 et 49 45 29 02

LE LIVRE
A L'UNIVERSITE

EDUCATION • CAMPUS

Un sondage réalisé par SCP Communication pour « le Monde » et le ministère de l'éducation nationale

● Combien de temps consacrez-vous à la lecture en moyenne chaque jour ? (en %)

	Moins d'1 h	Entre 1 h et 1 h 30	Entre 1 h 30 et 2 h	Plus de 2 h	Jamais ou presque	NSP	Temps moyen (en mn)
Ensemble	10	24	30	33	3	—	40
Filles	8	22	32	35	3	—	42
Garçons	13	25	27	31	3	1	38
Classes préparatoires							
• scientifiques	25	36	18	16	5	—	30
• commerciales	2	14	28	52	4	—	47
• littéraires	12	14	33	38	—	3	44
Grandes écoles							
• de commerce	7	19	26	46	—	2	45
• d'ingénieurs	11	32	28	28	1	—	38
Université							
• lettres et sciences humaines	5	17	32	44	2	—	45
• droit et économie	5	25	39	26	3	1	40
• sciences	10	23	28	34	4	1	40
BTS							
• secondaire	34	28	17	17	4	—	29
• tertiaire	17	32	26	21	4	—	34
IUT							
• secondaire	18	48	10	18	6	—	29
• tertiaire	21	39	20	17	3	—	31

● Combien de livres lisez-vous en moyenne chaque mois, en tenant compte de vos lectures de vacances et de loisirs ? (en %)

	1	2	3	4	5	6 et plus	Aucun
Ensemble	27	26	16	10	6	10	5
Filles	23	27	19	11	7	10	4
Garçons	32	24	14	8	6	9	7
Classes préparatoires							
• scientifiques	45	21	16	8	4	6	1
• commerciales	14	12	26	15	13	19	1
• littéraires	16	24	19	11	19	11	—
Grandes écoles							
• de commerce	18	13	24	17	11	15	2
• d'ingénieurs	30	26	14	4	10	9	7
Université							
• lettres et sc. humaines	15	26	19	13	9	17	1
• droit et économie	24	29	21	9	3	8	6
• sciences	34	25	15	6	7	6	7
BTS							
• secondaire	37	29	10	8	3	4	9
• tertiaire	49	21	10	1	4	2	13

● Pour vous, la lecture c'est plutôt : (en %)

	Un plaisir	Un devoir	Une passion	Une contrainte	Une nécessité	Une habitude	Sans intérêt
Ensemble	65	16	13	7	41	14	2
Filles	69	13	16	6	41	14	1
Garçons	60	20	11	9	40	14	2
Classes préparatoires							
• scientifiques	54	47	10	6	26	21	2
• commerciales	59	23	11	4	49	14	—
• littéraires	68	12	37	3	30	25	3
Grandes écoles							
• de commerce	69	9	9	4	44	15	—
• d'ingénieurs	69	9	9	4	44	15	—
Université							
• lettres et sciences humaines	67	14	16	5	39	15	1
• droit et économie	62	19	13	7	30	15	1
• sciences	66	19	13	7	30	15	1
BTS							
• secondaire	64	15	15	9	43	13	4
• tertiaire	63	15	7	13	37	15	5

● Pour réussir aux examens, pensez-vous qu'il soit utile de lire beaucoup ? (en %)

	oui, tout à fait	oui, un peu	non, pas vraiment	non, pas du tout	NSP
Ensemble	45	33	16	5	1
Filles	54	30	12	3	1
Garçons	36	36	21	7	—
Classes préparatoires					
• scientifiques	13	34	30	23	—
• commerciales	57	30	—	10	3
• littéraires	43	26	10	15	6
Grandes écoles					
• de commerce	46	24	23	7	—
• d'ingénieurs	22	49	17	12	—
Université					
• lettres et sciences humaines	64	25	10	1	—
• droit et économie	47	32	17	3	1
• sciences	35	33	23	8	1
BTS					
• secondaire	34	43	17	4	2
• tertiaire	31	51	11	7	—

Réalisé par SCP Communication, pour le Monde et la mission lecture de la direction de la programmation et du développement du ministère de l'éducation nationale, cette étude a été effectuée auprès d'un échantillon de 1 552 personnes représentatives par catégories de sexe, de filière et par région de l'ensemble des étudiants de l'enseignement supérieur, hormis les étudiants de troisième cycle. Les interviews ont eu lieu au face-à-face dans l'ensemble de la France du 30 octobre au 13 novembre 1992.

Cet échantillon a été établi d'après les statistiques de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale.

● En général, qui vous aide à choisir vos lectures ?

	Ensemble	Filles	Garçons
• Vos parents	12	14	9
• Vos frères ou sœurs	9	8	10
• Vos amis	41	43	41
• Vos professeurs	35	39	35
• Les journaux ou revues	21	22	21
• Votre libraire	5	5	5
• Un bibliothécaire de l'université	4	4	4
• Un bibliothécaire de la bibliothèque municipale	2	2	2
• La radio-TV	10	11	8
• La publicité	7	8	6
• Autre	3	3	3
• Personne	21	18	23

Etudiants en mal de lecture

Suite de la page 15

Il est enfin intéressant de noter que, pour la majorité des étudiants, si le livre n'est pas un « objet dépassé », il n'est pas pour autant un objet social fort. Durant l'année écoulée, 46 % seulement ont offert un livre (65 % chez les littéraires) et 45 % ont reçu un livre en cadeau. De la même manière, 26 % des étudiants parlent souvent de leurs lectures avec leurs amis, mais 65 % ne le font que rarement et 9 % jamais. Enfin, ils ne sont qu'une petite minorité (18 %) à lire souvent plusieurs livres à la fois, à papillonner et bûcher au fil de leurs lectures.

● Pour réussir, lisez utile

Autrement dit, et c'est l'un des enseignements les plus clairs de ce sondage, les lectures de loisirs et de détente (romans, BD, poèmes, théâtre, livres d'art ou de photographie) ne résistent pas à la pression des études, des enseignants et des examens. Comme si les étudiants avaient parfaitement reçu le message que la Documentation française leur lance depuis quelques mois pour vanter ses publications : « Pour réussir, lisez utile ».

Ainsi, si 78 % des étudiants déclarent que la lecture est, pour eux, un plaisir ou une passion, ils ne sont plus que 32 % à dire qu'ils lisent plutôt pour leur plaisir, contre 44 % lisant plutôt pour leurs études. Le décalage entre ce qu'ils pensent de la lecture et ce qu'ils en font, entre leur attitude et leur pratique est manifeste.

Leurs stratégies de lecture sont, à cet égard, éloquentes. Pour réussir aux examens, ils répondent passivement (les deux tiers) qu'il vaut mieux utiliser les notes de cours et les manuels conseillés par les professeurs plutôt que de s'aventurer dans des livres portant sur les cours mais en dehors des manuels. De la même façon, si les amis restent la principale source de conseils en matière de lecture (41 %), les enseignants ont une influence presque équivalente (35 %, et jusqu'à 55 %

dans les filières littéraires et 63 % pour les étudiants en sciences sociales).

Mais il est clair que cette influence des enseignants est de nature essentiellement scolaire : si les étudiants suivent leurs recommandations, ils ne sont qu'un quart à parler souvent (6 %) ou parfois (31 %) de leurs lectures avec leurs profs. Bien des enseignants reconnaissent d'ailleurs qu'ils ignorent ce que leurs étudiants pensent de leurs lectures. Faute de lieux ou de moments de rencontre sans doute, mais faute, aussi, d'une pédagogie plus souple. Et ils risquent de n'être guère encouragés dans cette voie en constatant que les formations de méthodologie (analyse de texte, synthèse, recherche documentaire), n'ont qu'un faible effet sur les pratiques affectives de lecture des étudiants. Ceux qui ont suivi ces cours de méthodologie n'apparaissent pas comme des lecteurs plus gourmands ou plus curieux. Au passage, on notera que des intermédiaires tradi-

tionnels comme les libraires (5 %), les bibliothèques universitaires (4 %) et les bibliothèques municipales (2 %) — pourtant très fréquentées par les étudiants — n'apparaissent quasiment pas, à leurs yeux, comme des prescripteurs de lecture.

Il est manifeste, enfin, que la forme et les exigences des examens et concours pèsent directement sur les habitudes de lecture des étudiants, renforçant sensiblement leur tonalité utilitaire. Lorsque les systèmes d'évaluation reposent, comme c'est le cas notamment dans les disciplines de santé, sur des QCM (questionnaire à choix multiples), la familiarité avec l'écrit et la lecture s'affaiblit rapidement.

Au bout du compte, au milieu de ce kaléidoscope complexe d'attitudes, de pratiques et de prescriptions qui caractérisent les comportements de lecture dans l'enseignement supérieur, les étudiants apparaissent un peu comme des lecteurs malheureux et frustrés. Coincés entre leur désir de lecture, l'anxiété de la réussite aux examens et les règles très codifiées des études supérieures.

GÉRARD COURTOIS

● Qu'avez-vous lu entièrement ou partiellement ces sept derniers jours ?

	Ensemble	Filles	Garçons
• Un roman	46	53	38
• Des poèmes	9	10	8
• Du théâtre	8	10	5
• Un essai	11	11	11
• Un ouvrage technique ou scientifique	15	9	22
• Un livre lié à vos études	46	50	42
• Une bande dessinée	22	16	28
• Un livre d'art ou de photo.	8	10	6
• Des journaux quotidiens	37	35	38
• Des magazines	44	46	43
• Des dictionnaires ou encyclopédies	16	19	12
• Une revue spécialisée	18	15	22
• Des notes de cours	61	64	57
• Des photocopies	35	33	37
• Un guide pratique	3	2	5
• Une banque de données	7	5	9

Les arcanes de la BU

A quoi sert une bibliothèque universitaire ?

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale

ENCERCLÉE par les sommets enneigés des Alpes, la bibliothèque universitaire de Grenoble (Grenoble-II) et Stendhal (Grenoble-III), la bibliothèque de droit et de lettres de Grenoble a presque des allures sportives. La présence de paires de skis dans le tramway qui relie le campus de Saint-Martin-d'Hères au centre de Grenoble renforce l'illusion. Et l'on en viendrait presque à imaginer une espèce mutante de rats de bibliothèque ayant troqué leurs binocles de myope pour des lunettes de glacier. Tant il est vrai que les BU, à Grenoble comme ailleurs, sont le miroir fidèle de la vie des campus, des particularismes locaux ou des pesanteurs universitaires. Refuges les jours de grands froids, moins courues aux beaux jours, bondées les veilles de partiels ou desertes en été.

Ouverte aux étudiants des universités Pierre-Mendes-France (Grenoble-II) et Stendhal (Grenoble-III), la bibliothèque de droit et de lettres est à l'image de la diversité des disciplines. Comme si elle avait une salle de travail avait son ambiance propre, calquée sur les habitudes et les méthodes de chacune des filières. La salle de sciences économiques est la plus bruyante, car on y travaille en groupe; celle de droit est plus studieuse mais c'est dans la « section spécialisée » que l'on entend une mouche voler, précise un étudiant assidu qui utilise la première pendant ses périodes de célibat, la seconde pour consulter des documents et la troisième à la veille des examens.

Le fait que l'inscription à la bibliothèque universitaire — devenue, après mille tentatives, un « service interétablissements de coopération documentaire » — ne soit pas automatique mais relève d'une démarche volontaire permet de connaître avec précision le nombre d'usagers. Au mois de janvier, près de quinze mille étudiants étaient inscrits, soit 63 % des vingt-quatre mille étudiants de lettres, sciences humaines, économie et droit. « Le nombre d'usagers de la bibliothèque augmente de façon équivalente à celui des inscrits à l'université », note M^{me} Marie-Noëlle Leard. Venue du monde des bibliothèques municipales, la nouvelle directrice de la BU entend

bien renforcer les liens, déjà étroits, avec le réseau des bibliothèques municipales de l'agglomération.

La principale bibliothèque du centre-ville, enfermée dans un bâtiment de béton digne des années 60, fut, en effet, avant l'aménagement du campus, celle de l'université. Le cinquième étage est d'ailleurs resté la propriété des établissements d'enseignement supérieur, mais les étudiants se répartissent sans discrimination sur l'ensemble des niveaux. « Nous jouons la complémentarité, indique M^{me} Catherine Pouyet, directrice des bibliothèques à la ville de Grenoble. Ainsi, l'ouverture de nos établissements le week-end permet de contrebalancer la fermeture des BU en fin de semaine. »

Il est de même pour les fonds. Très riche en littérature, beaux-arts, religion et histoire locale, le réseau municipal complète largement les ressources de l'université. « Il est inutile que nous essayions de concurrencer l'université en droit ou en sciences », poursuit M^{me} Pouyet. Au contraire, nous souhaitons attirer les étudiants vers la lecture-plaisir. Même si nos espaces sont, pour l'instant, quant à un lieu de travail qu'un endroit où l'on s'approvisionne. » Un quart des quarante-sept mille inscrits dans les bibliothèques municipales grenobloises sont des étudiants.

L'indifférence des professeurs

Mais cette notion de lecture-plaisir est d'autant plus difficile à introduire que, dans les bibliothèques municipales comme dans les bibliothèques universitaires, le rôle de conseil des bibliothécaires est réduit à la portion congrue. « Nous manquons de personnel face à l'accroissement du nombre d'étudiants », admet M^{me} Leard, qui dirige cinquante-quatre personnes dont vingt-quatre bibliothécaires. Mais il faut reconnaître que, pour les étudiants, les prescripteurs sont les enseignants et eux seuls. Ils arrivent avec la bibliographie du professeur mais ne savent pas comment s'en servir : faut-il tout lire ? Piocher dans les différents ouvrages ? Cela, on ne le leur apprend pas.

La bibliothèque de droit et de lettres tente bien, chaque année au mois de juin, d'obtenir les listes des livres conseillés par les enseignants, afin de les intégrer dans sa politique d'achat. Cet effort est pourtant

bien décevant. « Les enseignants ont souvent fait leurs études à une époque où les BU étaient très mal équipées, souligne un professeur. Ils ont appris à s'en passer, se sont constitués leur propre fonds et n'ont pas aujourd'hui le réflexe de vérifier si les ouvrages qu'ils recommandent sont bien présents. Ils ne s'interrogent pas pour savoir, par exemple, si, parmi les manuels concernant leur discipline, il ne vaut pas mieux conseiller celui qui se trouve en plusieurs exemplaires et en accès direct plutôt que leur préféré, mais non disponible. »

« Un prof nous avait indiqué un livre qui n'existait qu'en un seul exemplaire à la BU », rapporte une étudiante de deuxième année de sciences économiques. Nous avons dû l'acheter. » Réunie avec cinq de ses camarades pour réviser un cours avant un partiel, elle reconnaît avoir eu du mal, en première année, à se repérer dans les arcanes des fichiers, manuels pour les ouvrages plus anciens et microfilmés pour les plus récents. Certes, des visites de la BU sont organisées en début d'année, mais il est matériellement impossible d'accueillir les vingt-quatre mille étudiants. Et, si un enseignement optionnel de recherche documentaire est organisé, en 1993, il ne formera que quarante-cinq étudiants de premier cycle.

Ces difficultés à s'orienter dans la bibliothèque universitaire, Rémy Chaugny les connaît bien. Pour la deuxième année consécutive, cet étudiant en licence d'histoire est moniteur à la bibliothèque universitaire. Pour 1 200 francs par mois, il assure l'ouverture de la bibliothèque de 18 heures à 19 heures, cinq jours par semaine. Les problèmes des premiers cycles sont les plus visibles, estime-t-il. Mais la connaissance de la BU s'améliore avec le temps : « Les demandes de la section spécialisée lettres sont très précises. Ce sont des étudiants de troisième cycle pour la plupart qui maîtrisent parfaitement leur environnement. Les autres, en revanche, se contentent le plus souvent d'une consultation des usuels. » Et de sourire des pratiques de lecture des uns et des autres : « Les juristes sont les plus organisés. Ils sont même capables de remplacer les ouvrages au bon endroit. En lettres, en revanche, nous préférons nous en charger nous-mêmes. »

MICHÈLE AULAGNON

Les rencontres
nationales
de la lecture
et de l'écriture

EDUCATION • CAMPUS

LE LIVRE A L'UNIVERSITÉ

« Quand ils lisaient Barthes et Genette... »

Pour M. Francis Marcoin, responsable du département de lettres modernes de l'université nouvelle du Littoral, il faut nuancer le regard porté sur le rapport entre les étudiants et la lecture

« Il est de bon ton de s'inquiéter, aujourd'hui, du fait que les étudiants lisent moins qu'autrefois et qu'ils entendent moins avec l'écrit, le livre et la lecture un rapport moins étroit, moins familier. Cette crainte vous paraît-elle justifiée ? »

— Le statut d'étudiant a changé. Et avec lui le rapport au livre. En lettres modernes, à Dunkerque (Nord) par exemple, nous avons environ 90 % de filles et une bonne moitié d'entre elles veulent devenir institutrices. Il y a quelques années, elles n'auraient pas fait d'études universitaires et leur projet est professionnellement d'être institutrice. C'est un changement de fond. Pour bon nombre d'étudiants d'origine modeste, le fait de faire des études supérieures ne répond plus à l'ambition d'accéder à un statut d'intellectuel et de rompre avec les valeurs de leur milieu d'origine. Ils se retrouvent dans une situation intermédiaire, un peu floue : ils auront, certes, fait des études, mais sans que cela entraîne, comme auparavant, une rupture avec leur milieu, sans éprouver le besoin d'exprimer — par l'accès et la maîtrise du livre — leur différence ou leur révolte.

La dépolitisation des universités accentue cet effacement d'une identité d'étudiant et d'intellectuel. Or le livre et le groupe étaient les supports de cette identité. Dans les années 70, quand les étudiants lisaient Barthes, Genette ou Foucault, ils le faisaient au moins autant pour se démarquer des profs et s'inscrire dans les débats du moment. Ce mode de reconnaissance par la lecture s'est, lui aussi, essouffé. Non pas du fait des enseignants ou des étudiants, mais simplement parce qu'il ne correspond plus à la situation intellectuelle — qui — prévalait — en France actuellement. Nous sommes dans une phase de consolidation, où les innovations d'hier sont les inspecteurs généraux d'aujourd'hui et où le discours officiel a intégré critiques et remises en cause. Du coup, le travail universitaire a peu ou prou quitté le terrain de la spéculation pour renouer avec une pratique plus traditionnelle.

Quand, en outre, vous êtes dans une ville sans tradition universitaire, vous mesurez effectivement que les nouveaux étudiants —

ceux qui n'auraient pas été à l'université il y a encore cinq ans — n'ont plus le même comportement avec le livre. Sans tomber dans le misérabilisme, il suffit de constater le nombre d'étudiants boursiers à Dunkerque pour comprendre que l'échec de livres reste, pour certains, un acte difficile. J'ai d'ailleurs réduit un peu l'étendue du programme cette année, de crainte que cela ne fasse trop de bouquins à secheter. Mais il y a là, pour l'université, l'occasion d'un pari : faire naître de nouvelles aspirations et instituer un autre rapport à la culture.

Cette distance plus grande avec le livre et la lecture peut-elle expliquer les difficultés ou les échecs de bon nombre d'étudiants ?

— A mon sens, il n'y a pas de rapport systématique entre la réussite d'un étudiant et son accès à la lecture, sa capacité à lire beaucoup. Et il y a quelque chose d'un peu agaçant dans le discours actuel qui tend à magnifier la lecture, à en faire un acte profondément exigeant et replié sur lui-même, au détriment de la parole ou du dialogue qui sont, malgré tout, au cœur de la relation enseignant-élève.

Il me semble au contraire qu'il faut résister à la lecture dans des comportements culturels plus larges, fondés sur une capacité d'écoute, d'entendement. La question décisive n'est pas de savoir si les étudiants lisent beaucoup mais s'ils sont capables de mobiliser ce qu'ils ont lu ou entendu et d'effectuer ce travail de décentration qui permet de donner un sens à des lectures diverses, complètes ou fragmentaires, directes ou indirectes. Pour cela, la méthodologie (la capacité à se mouvoir dans les textes, dans la documentation, ou à prendre des notes) n'est évidemment pas inutile. Mais elle est beaucoup plus le fruit de la lecture que le chemin qui y conduit.

En outre, on ne peut pas analyser les pratiques des étudiants sans comprendre celles des universitaires et des chercheurs. Leur lecture « experte » ne se réduit pas à un rapport direct entre le lecteur et l'écrit. Elle passe par de multiples traductions et médiations qui dispensent en partie de lire ou qui préparent la lecture. Il y a là tout un art de l'économie de lecture. Il en est de même pour les étu-

dians : on peut être bon étudiant et lire peu, voire très peu, même si cela est regrettable.

Cela signifie-t-il que les étudiants ont, aujourd'hui, une pratique plus utilitaire de la lecture ?

— Nous avons, bien sûr, des étudiants qui aiment lire, qui aiment le livre et la lecture. Mais cela ne conduit pas forcément à la maîtrise des exercices requis à l'université. En effet, la pédagogie de la lecture et de la littérature, en France, est marquée par une tradition de la lecture intensive, une sorte de rumination du texte, qui passe par deux exercices très codifiés : l'explicitation de texte et le dissertatif. Or il est manifeste, par exemple, que la dissertation est d'abord un exercice de rhétorique, démontrant la capacité à poser une problématique et à conduire un raisonnement, mobilisant un savoir-faire plus qu'elle n'incite à la lecture extensive des œuvres.

Associer tous les modes d'expression

Au poids de cette tradition française — qui a ses vertus — s'ajoute désormais la pression sociale qui pèse sur l'université, la bantise de l'échec, la nécessité de préparer les étudiants à un avenir professionnel. Comme ailleurs, c'est le cas en lettres, dès le premier cycle. Plus l'université prend conscience de sa responsabilité sociale, plus elle est amenée à jouer le rôle d'une petite hypokhagme, même si elle n'en a ni les horaires ni les élèves. On est pris dans ce cercle qui conduit à renforcer les exercices classiques, pour consolider des bases et préparer à des diplômes considérés comme des passeports indispensables pour l'emploi. Le même constat peut être fait au terme du cursus, au niveau du CAPES ou de l'agrégation qui sont le débouché traditionnel des études de lettres. La forme de ces concours de recrutement, avec leurs règles et leurs exigences, devient plus prégnante qu'avant. Cela conduit à un renforcement de l'académisme, qu'on affecte ou non le mot d'une valeur péjorative.

En dehors des programmes, des concours et des exigences professionnelles, reste-t-il quel-

que place, à l'université, pour le plaisir de la lecture ?

— La question est à l'ordre du jour pour un certain nombre de collègues. Mais elle est délicate. Cela suppose, tout d'abord, que l'on invente de nouveaux types d'exercices, moins fondés sur des formes abstraites de raisonnement que sur le goût de l'écriture et de la création. Et capables de révaloriser le rapport oral aux textes, très largement occulté dans la pédagogie actuelle. Ce n'est pas une mince affaire !

En outre, peut-on prendre la responsabilité d'introduire cette nouvelle approche dans le cœur même des études ou doit-on la maintenir prudemment à la marge ?

Il reste que la seule façon d'améliorer le rapport à la lecture consiste à l'associer à toutes les autres formes d'expression. C'est le sens du module facultatif que nous avons créé cette année à Dunkerque, en association avec le théâtre du Bateau feu, avec qui nous avons signé une convention. A l'occasion des spectacles en préparation, l'idée est de faire circuler les textes parmi les étudiants (cette année Marguerite Duras, Henry James ou le Grand Meauland), d'organiser des rencontres avec les metteurs en scène et les comédiens, de faire découvrir aux étudiants des choses inattendues et de leur permettre de mesurer le travail qui peut être fait sur un texte, travail de la voix, du corps, des lumières... Bref, de leur ouvrir des entrées indirectes sur d'autres pratiques de la lecture. Cela marche bien, même si ce n'est qu'une petite minorité.

Ce type d'activités pose enfin la question de son évaluation. S'il s'agit d'activités gratuites et ludiques, il serait rapidement en contradiction avec les autres exigences de l'institution. Il est donc indispensable d'intégrer aux cursus académiques. Bon nombre d'universités accordent aux étudiants qui font de l'éducation physique un capital de points supplémentaires pour leurs examens. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour des activités culturelles ou de lecture ?

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS

Les enseignants entre deux rives

Les professeurs de français tentent de réconcilier leurs élèves avec la lecture. Au prix de révisions souvent déçivantes

DÉSADÉQUATION de la lecture des « classiques » de la littérature, rejet des gros livres et refus des contraintes : derrière les murs du collège ou du lycée, les jeunes lecteurs méritent la vie dure aux professeurs qui, tant bien que mal, s'évertuent à les faire passer « du savoir lire à l'amour de la lecture ». C'est ce que dévoilent avec brutalité les quelques « conversations autour du livre » entre élèves, étudiants et professeurs que François de Singly, sociologue et professeur à Paris-V, a consignées minutieusement dans son enquête sur les jeunes et la lecture publiée, dans sa version définitive, à l'occasion du Forum de La Villette (1).

Un tiers des lectures des collégiens sont des lectures contraintes, prescrites par les professeurs. Et pourtant, plus que jamais aujourd'hui, le livre-loisir, la pour le plaisir et choisi en toute liberté, a un rôle prépondérant dans la formation de l'image de la lecture, souligne François de Singly. A tel point que les jeunes, comme les adultes, oublient spontanément leurs lectures « pour le travail » quand on les interroge sur leur consommation de livres. Les enseignants — particulièrement les professeurs de français — sont donc au cœur d'une contradiction bien difficile à résoudre : comment promouvoir une pratique associée à la liberté et au plaisir dans une institution scolaire qui ne symbolise, aux regards des jeunes, « aucune de ces deux qualités » ?

Aux seuls mots de « classiques de la littérature », les 15-28 ans se détournent : 8 % des étudiants (4 % des scolaires) les adoptent comme leur genre de livres préférés. Mais au moment de l'enquête, 20 % des jeunes scolaires (lycéens et étudiants) étaient néanmoins en train de lire un « classique ». La place de la littérature dans l'enseignement du français est source de multiples tensions, analyse M. de Singly. On assigne par exemple à l'enseignement du français un double objectif : préparer aux épreuves du baccalauréat et aux exigences de la vie sociale. Mais les liens entre les différents « niveaux » du français ne sont jamais explicités et les écrits que « consomment » les jeunes n'ont pas droit de cité. Enfin certaines épreuves proposées au baccalauréat (comme le résumé-discussion) — qui sont plébiscitées par les élèves — constituent autant de « propositions d'évitement, en partie inadéquates, de la littérature ». D'où sans doute, le grand désarroi des professeurs.

« Bouffon, grosse tête... »

La désaffection des élèves à l'égard des grands manuels littéraires est réelle, note François de Singly. Le nombre de jeunes qui peuvent citer le nom de la Comtesse de Ségur est plus important que celui des élèves qui mettent George Sand en face de la Mare au diable ; Alejo-Fournier n'est pas plus connu que Régine Deforges, et les deux seuls auteurs qui s'en tirent avec les honneurs, Marcel Pagnol et Emile Zola, n'ont jamais été reconnus comme appartenant au premier cercle des écrivains.

Pour les adolescents, la lecture est une pratique isolée, donc on parle peu entre élèves, surtout chez les garçons, plus fermés à la lecture que les filles. « Il suffit d'écouter le portier de l'école qui lit beaucoup dessinée par une classe de BEP-comptabilité pour comprendre que, si un tel jeune existe, il se cache », écrit François de Singly : « Bouffon, grosse tête, des lunettes, il joue les philosophes, etc. » Dans une classe de BEP-hôtellerie, le grand lecteur est « intelligent, emmerdant, coincé, solitaire, avec des lunettes et toujours en avance aux cours ».

Pour d'autres élèves, en section électrotechnique, le grand lecteur « s'isole, il est malade, mal dans sa peau, toujours à l'écart ». Et, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce portrait ne varie guère quand on passe dans un collège de centre-ville où les élèves lisent davantage, où le niveau social et culturel des parents est supérieur. « Cercle vicieux où le lecteur qui n'ose pas parler de ses lectures en groupe est perçu comme en retrait, où le livre qui fait rêver — c'est sa qualité — enferme celui qui accepte de voyager dans l'imaginaire ».

Le livre n'est pas rejeté, mais il n'appartient pas à l'espace de sociabilité des jeunes. D'où les efforts notables de certains professeurs pour « rompre la solitude du lecteur » et faire parler autour des livres.

La marge de manœuvre des adultes, parents ou professeurs, est néanmoins étroite parce que la lecture est perçue par les jeunes comme « un engagement personnel », « incompatible avec une surveillance extérieure ». Dans la sphère scolaire comme dans la famille, le conseil trop visible, souligne François de Singly, peut égarer du livre. Et la lecture personnelle, dans laquelle on s'implique davantage, plus féminine, ne se couple pas aisément dans les moules scolaires. Même Muriel, élève d'hypokhagme, avoue s'effrayer de temps en temps, pour faire « une pause de lecture », d'un « best-seller infâme » que « je n'aurais jamais voulu lire à quoi que ce soit dans ma classe ».

Trois minutes ou trois mois

Le « temps du livre » est le deuxième obstacle à l'initiation à la lecture : les jeunes — estiment qu'ils n'ont pas le temps de lire, que de temps en temps « rentable », comparé à d'autres temps libres. « Ça prend trois minutes une chanson, dit par exemple un élève de BEP-comptabilité. Et il dit tout de suite : Tu prends un bouquin, il y a trois cents pages et t'en es pour trois mois ». Par rapport au cinéma ou à la télévision, le rapport qualité-prix du livre est faible. Le gros livre est dévalorisé, la lecture idéale, c'est celle d'un livre qui se lit d'une traite. Un élève de terminale dans un lycée d'enseignement général refuse ainsi de découvrir Balzac : « Je ne m'aventurerai pas à lire du Balzac, dit-il. Il paraît que c'est long, Balzac ».

Dans ces conditions, la position des professeurs est difficile. Dans les lycées techniques ou professionnels, ils tentent de réconcilier les jeunes avec la lecture et avec l'écrit, élaborent patiemment « un compromis entre leurs attentes et une certaine maîtrise du français », essaient d'être un pont entre la culture des élèves « et celle plus littéraire qui se trouve sur le rive en face ».

« On essaie de se réconcilier », explique un professeur de lycée professionnel. Mais, de mon côté, en présentant des livres, évidemment toujours à caractère littéraire, mais en présentant aussi les lectures qu'ils me sautent. » Les barrières entre genres légitimes et illégitimes peuvent être dépliées, elles existent toujours, conclut François de Singly. Le Marché commun de la lecture n'existe pas.

Ch. G.

(1) Les jeunes et la lecture, par François de Singly. Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) : direction du livre et de la lecture ; ministère de l'éducation nationale et de la culture. Décembre 1992. Le Monde a rendu compte de l'essentiel des conclusions de cette étude, à partir du rapport d'étape, dans son édition du 15 octobre 1992.

arcanes de la BU

Les rencontres nationales de la lecture et de l'écriture

Organisée par l'université de Toulouse-Le Mirail et le ministère de l'éducation nationale et de la culture, les premières rencontres nationales de la lecture et de l'écriture se tiendront à la Grande Halle de La Villette les 29, 30 et 31 janvier. Sous prétexte de quatre colloques scientifiques sur l'histoire et la sociologie de la lecture, l'anthropologie de l'écriture, l'apprentissage de la lecture-écriture et la littérature contemporaine ainsi que dix-sept tables rondes auxquelles participeront de nombreux chercheurs français et étrangers. Au programme des tables rondes : la politique du ministère, la presse pour les jeunes, les nouvelles technologies au service de la lecture, le livre de jeunesse, l'édition scolaire, les ateliers d'écriture, etc.

Une exposition présentera les actions et les initiatives des établissements scolaires, universitaires et culturels, ainsi que les résultats de la recherche.

L'exposition est ouverte gratuitement au public de 10 heures à 19 heures. Les tables rondes sont accessibles sur invitation. Les colloques, accessibles sur invitation, sont prioritairement ouverts aux chercheurs et aux formateurs.

Pour tous renseignements, composer le 3614 code EDUTEL, puis tapez FORUM.

POINT DE VUE

Mauvaise conscience

par Delphine Mayrargue

A force d'entendre seriner qu'ils lisent moins, les étudiants auraient-ils fini par le croire et par interioriser cette image dévalorisée ? Tout le laisse penser. Ils sont ainsi 42 % à faire partie de la catégorie des « gros lecteurs », de ceux qui lisent au moins trois livres par mois. Mais 19 % seulement le revendiquent et se rangent spontanément dans cette catégorie. A cette étrange sous-estimation de leur pratique de lecture, s'ajoute comme une mauvaise conscience, presque un sentiment de culpabilité : les étudiants d'aujourd'hui sont convaincus que leurs prédécesseurs, il y a dix ans, lisaient davantage.

Bref, ils entretiennent eux-mêmes cette idée toute faite et trop facile d'un déficit de lecture dans l'enseignement supérieur. La progression du nombre d'étudiants implique pourtant que, globalement, l'université de 1993 lit plus que celle d'il y a dix ou vingt ans. Pourquoi cette impression de carence et d'insatisfaction ? Sans doute parce que, dans ce domaine, comme dans bien d'autres, le défi de la démocratisation n'a pas été relevé. La question de la lecture étudiante rejoint le débat récurrent sur le prétendu déclin du niveau, présentée comme une explication de l'aggravation du chômage des jeunes.

Comme si le fait que les étudiants des années 90 ne lisaient plus, ou pire, ne savaient pas lire, justifiait en quelque sorte leur

échec, notamment en premier cycle universitaire. Cette absurde proposition s'appuie sur une conception méritocratique de notre système de formation : la maîtrise d'un outil seque par avance, récompensée par la réussite scolaire ou universitaire. Il faut savoir lire (posséder et dominer une technique, être écouté d'une pratique) et aimer lire à l'entrée dans l'enseignement supérieur.

A se constater s'en ajoute un second, guère plus optimiste : l'absence d'encouragement à la lecture. Les résultats bénéfiques d'une pratique régulière de lecture ne se font sentir qu'une fois franchie la barre fatidique des quatre livres mensuels. Qu'un étudiant ne lise aucun livre, qu'il en lise un, deux ou trois n'influe pas sur sa progression et ses résultats universitaires.

Il est intéressant — et édifiant — de constater que, d'entendre ceux qui spéculent sur le déclin du niveau et sur la diminution de la lecture être les plus enclins à se méfier des innovations pédagogiques (lecture, tutorat, méthodologie), par crainte d'une déqualification de l'enseignement supérieur. Ils sont aussi les premiers à rallier les propositions d'ouverture des bibliothèques universitaires à la vie, aux romans, aux magazines et aux disques. C'est là une conception floue et malheureuse de la formation et de la lecture. Mais plus encore, c'est oublier que l'appropriation du livre

est la condition de l'autonomie dans l'apprentissage. A travers la lecture, c'est la liberté d'accès au savoir qui se joue.

Refuser les nécessaires innovations pédagogiques en la matière, c'est ériger la course comme élément exclusif du savoir et comme chef unique de la réussite. Il n'est plus temps d'insister sur l'essouffement, de réclamer une hausse du volume horaire ou d'encourager au bachotage. Il faut au contraire promouvoir le travail personnel et mettre en valeur l'indépendance de l'étudiant. Ces deux éléments impliquent une maîtrise des outils universitaires, au premier rang desquels la lecture.

Que les difficultés de lecture diminuent au cours des années d'enseignement supérieur n'est-elle pas une maîtrise progressive du livre, mais confirme le réel d'un système de réussite pyramidal. Ceux qui, à l'université, franchissent le cap du troisième cycle sont en priorité issus des catégories sociales supérieures, titulaires de bacs généraux, ont moins redoublés, fréquentent les bibliothèques universitaires, lisent plus ou mieux, ont du plaisir à étudier et à lire... Rejeter ces pistes de réflexion, ne pas admettre que lire dans l'enseignement supérieur cela s'apprend — que cela peut et doit s'apprendre — c'est accepter le caractère injustement sélectif du livre.

Delphine Mayrargue est étudiante en histoire à Paris-I et vice-présidente de l'UNEP-ID.

ISTH.ES

Plus qu'un Institut, une Institution

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

Admissions directes

- HEC - ESCP - ESC 1^{re} et 2nd années
- SCIENCES PO PARIS 2nd année

Sessions semestrielles et intensives

- Choix élargi d'options et prépa orale complète
- Prépas modulaires et adaptables aux objectifs de chacun

Taux de succès à + de 60 %

6, avenue Léon Heux 75016 PARIS - Tél. : 42.24.10.72 - 45.27.10.15

هكزان الأصيل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			15^e ARRONDISSEMENT			BOULOGNE		
2^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 87 m², 5 ^e étage 2 parkings	189, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	10 707 + 738 8 190	3 PIÈCES 80 m², 4 ^e étage parking	48, rue de Meudon SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	5 100 + 1 049 3 672
2 PIÈCES 62 m², 5 ^e étage droite	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	8 822 + 1 215,55 328,68	16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 69 m², 3 ^e étage	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur GERER - 40-67-06-89	7 300 + 1 035
7^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 89 m², 4 ^e étage balcon, parking	3, place Violot SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	8 560 + 1 675 6 156	2 PIÈCES neuf, 50 m², 2 ^e étage balcon, parking	BOULOGNE 28, rue de Solferino SAGGEL-VENDÔME - 46-08-80-38 Frais de commission	5 500 + 490 3 960
2 PIÈCES 43 m², 2 ^e étage parking	50, rue de Bourgogne GERER - 40-67-06-99	8 850 + 890	3 PIÈCES 89 m², 4 ^e étage balcon, parking	4, rue du Bocage LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	7 746 + 587 6 886	3 PIÈCES 90 m², 1 ^e étage terrasse	COURBOVOIE 178, rue J.-B. Charcot CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 525 + 1 340 4 968
3 PIÈCES 68 m², 1 ^e étage parking	80/82, rue St-Dominique SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	8 180 + 1 208 5 875	3 PIÈCES 88 m², 1 ^e étage parking	82, rue de la Fédération AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 880 + 1 130 5 586	4 PIÈCES 96 m², rez-de-ch. parking	ISSY-LES-MOULINEAUX 14, rue Diderot AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 970 + 1 550 4 248
8^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			8 PIÈCES 142 m² 85 m² terr./jardin T.B. stand., 3 park.	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL-VENDÔME - 48-08-80-38 Frais de commission	16 500 + 1 672 11 880
2 PIÈCES 57 m², 1 ^e étage	122, rue St-Henri AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 300 + 814 4 483	4 PIÈCES 80 m², 5 ^e étage balcon, parking	10, rue A.-Vauquart LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	9 820 + 880 7 388	2 PIÈCES 58 m², 2 ^e étage parking	NEUILLY-SUR-SEINE 22, bd du Gal-Leclerc GCI - 40-16-28-68 Frais d'actes	6 490 + 785 357
4 PIÈCES 127 m², 1 ^e étage	26/28, av. Hoche AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	14 839 + 1 450 10 588	4 PIÈCES 81 m², 4 ^e étage	60, rue Michel-Ange AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 997 + 774 8 500	3 PIÈCES 80 m², 3 ^e étage parking	NEUILLY-SUR-SEINE 22 ter, bd du Gal-Leclerc GCI - 40-16-28-68 Frais d'actes	8 976 + 1 045 416
10^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			3/4 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage poss. parking	NEUILLY-SUR-SEINE 5, rue du Gal-Lamrezac CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 910 + 593 6 685
4 PIÈCES 100 m², 6/7 ^e étages duplex	21, rue d'Hautville GFC - 42-46-90-70	8 450 + 870	2 PIÈCES 51 m², rez-de-ch.	175, bd Pereire AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 100 + 710 3 629	5 PIÈCES 157 m², 6 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 5, bd R.-Wallace AGIFRANCE - 49-03-43-78 Frais de commission	18 884 + 2 000 13 509
4 PIÈCES duplex 118 m², asc. 3 ^e étage, terrasse 72 m²	8, rue de l'Hôpital-St-Louis LOCARE - 40-81-66-00 Frais de commission	11 600 + 1 131 11 300	78 YVELINES			6 PIÈCES 186 m², 2 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 14, rue Chouveau AGIFRANCE - 49-03-43-78 Frais de commission	17 570 + 1 404 12 503
12^e ARRONDISSEMENT			STUDIO 35 m², 7 ^e étage poss. parking	84, rue de Crimée CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 325 + 330 2 864	2 PIÈCES 70 m², 3 ^e étage	SAINT-CLOUD 9, rue des Gate-Caps AGIFRANCE - 45-02-48-68 Frais de commission	6 035 + 1 109 4 294
2 PIÈCES 63 m², 3 ^e étage	28, av. Ledru-Rollin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 500 + 1 150 3 914	3 PIÈCES 68 m², rez-de-ch. parking	128, rue Compans GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	7 000 + 680 4 275	6 PIÈCES 126 m², 5 ^e étage parking	SAINT-CLOUD 11, square de l'Hippodrome AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 020 + 1 358 9 263
2 PIÈCES 56 m², 3 ^e étage	32, rue de Capucins GERER - 40-67-06-99	5 300 + 784	92 HAUTS-DE-SEINE			3 PIÈCES 80 m², 5 ^e étage	SÈVRES 37, Grande-Rue GERER - 40-67-06-99	8 970 + 800
4 PIÈCES 79 m², 3 ^e étage asc., balcon	76, rue de Bercy LOCARE - 40-81-66-00 Frais de commission	7 200 + 663 8 148	PAVILLON 109 m² parking	VERNEUIL-SUR-SEINE 25, allée G.-Sand AGIFRANCE - 49-03-43-83 Frais de commission	4 043	94 VAL-DE-MARNE		
13^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 55 m², 2 ^e étage	VERSAILLES 36 bis, rue du Mal-Gallien CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 400 + 620 3 438	3 PIÈCES 78 m², 2 ^e étage parking	CACHAN 34, avenue Carnot AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 200 + 980 3 700
3/4 PIÈCES 98 m², 3 ^e étage dr. parking	27-29, av. Stephen-Pichon GCI - 40-16-28-70 Frais d'actes	7 200 + 1 840 348	95 VAL-D'OISE			4 PIÈCES 67 m², 1 ^e étage	NOGENT 68, rue F.-Rolland GERER - 40-67-06-99	6 700 + 1 570
4 PIÈCES 90 m², 1 ^e étage terrasse 15 m² parking	14, rue Ch.-Fourier GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	8 900 + 800 5 073	5 PIÈCES 104 m², 3 ^e étage parking	ASNIÈRES 25, av. d'Argenteuil SAGGEL-VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	7 756 + 620 5 984	2 PIÈCES 63 m², 4 ^e étage parking	VINCENNES 6, allée N.-Napce AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 382 + 596 3 830
4 PIÈCES 81 m², 3 ^e étage parking	2, ville Tolbiac GERER - 40-67-06-99	7 705 + 820	4 PIÈCES 82,59 m², rez-de-ch. terrasse 20 m², parking	BOULOGNE 82, rue de Bellevue GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	8 100 + 820 4 617	4 PIÈCES 84 m², 2 ^e étage balcon 2 parkings	VINCENNES 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	8 377 + 940 6 318
14^e ARRONDISSEMENT			99 VAL-DE-MARNE			5 PIÈCES 95,43 m², 1 ^e étage parking	ENGHEN-LES-BAINS 101, rue du Gal-de-Gaulle SAGGEL-VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	7 815 + 968 6 628,80
2 PIÈCES 45 m², 3 ^e étage parking	47, rue Froidevaux AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 810 + 780 3 423	99 VAL-DE-MARNE					

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION

AGF

CIGIMO
GROUPE GTF

gerer
La Société Immobilière

LOCARE
CONSEIL EN IMMOBILIER

GENERALI

GFC

LOC INTER
Transactions Tel. 1^{er} 45 19 97

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-90 - Particuliers : 46-62-72-02

CONSULTATION
DE PROMOTEURS

ÉCONOMIE

BILLET

Partage des rôles
au patronat

Dissonances? Partage des rôles? L'assemblée générale de l'Institut de l'entreprise, mardi 26 janvier, a donné lieu à des discours patronaux d'une tonalité très différente. M. Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe Schneider, succédant à la présidence de cet Institut à M. Yves Carrière, a invité les employeurs à ne pas perdre leurs nerfs dans un pessimisme outré: «Au moment où tout le monde a l'air de se décourager, nous devons faire preuve d'optimisme.» Sans nier la réalité d'une crise unique en son genre depuis la guerre — ralentissement d'activité et chômage, taux d'intérêt élevés et stabilité des prix, — M. Pineau-Valencienne a mis en garde contre une démotivation propre à gripper les moteurs de la croissance: «L'opinion prend peur quand les chefs d'entreprise broient du noir.»

Plus prompt d'ordinaire à combattre la morosité, M. François Perigot, président du CNPF, a illustré un certain durcissement patronal à l'approche de l'échéance électorale. Son diagnostic s'est révélé plus que sombre: «déclatement de la cohésion de notre système économique et social», taux d'intérêt désastreux, déficits publics ravageurs, «déclatement de nos comptes sociaux», «cote d'alerte du chômage» et même «mise en cause» de l'image d'entreprises aux finances dégradées. M. Perigot a même assuré que «la France refuse toujours le capitalisme, même après l'effondrement du communisme».

Peu suspect d'être politiquement proche de la majorité sortante, même s'il a eu comme collaborateur M. Edith Cresson, M. Pineau-Valencienne a souligné que les entreprises avaient été rappelées «à la raison» à la fin des années 80, caractérisées comme celles «de la facilité de la finance triomphante». Mais il a tenté d'établir les responsabilités des pouvoirs publics — à l'origine, par leurs déficits, des taux d'intérêt élevés — sans exonérer les entreprises. En période préélectorale, les investisseurs ne restent-ils pas trop l'arme au pied? Face à la crise, les employeurs n'ont-ils pas à démontrer qu'il y a d'autres voies qu'une réduction inéluctable des effectifs?

M. Perigot et M. Pineau-Valencienne se répartissent les rôles. Le président du CNPF veille aux libertés économiques et sociales conquises par les entreprises ces dernières années, soucieux de ne pas voir les politiques leur faire porter la chapeau de la crise. Le président de l'Institut de l'entreprise s'appuie sur les atouts de l'économie française pour inviter les entreprises non à se désemparer du mistigri, mais à prendre des initiatives dans le sens «de l'innovation et de l'innovation» et au service de l'emploi. Comme pour rappeler que la crise ne s'envole pas, d'un coup de baguette magique, au soir du 28 mars...

MICHEL NOBLECOURT

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• Masse monétaire: + 8,8 % en décembre. — La Bundesbank a annoncé, lundi 25 janvier, que la masse monétaire calculée selon l'agrégat M3 (liquidités et dépôts à moins de quatre ans) a cru de 8,8 % en décembre 1992 par rapport au mois précédent, après des augmentations mensuelles de 10,3 % en octobre et de 9,3 % en novembre. En moyenne trimestrielle, la hausse de la masse monétaire par rapport à la même période de 1991 a été de 9,4 %, bien au-dessus de la fourchette de 3,5 % à 5,5 % que s'était fixée la banque centrale. En volume, la progression est de 142 milliards de marks (476 milliards de francs), soit le double de l'année précédente.

ÉTATS-UNIS

• Déficit budgétaire: 38,9 milliards de dollars en décembre. — Les États-Unis ont accusé un déficit budgétaire record de 38,9 milliards de dollars (210 milliards de francs) au mois de décembre, contre seulement 2,5 milliards de dollars en décembre 1991, a annoncé, mardi 26 janvier, le département américain du Trésor. Les dépenses se sont élevées le mois dernier à 113,8 milliards de dollars et les recettes à 152,7 milliards de dollars. Le Bureau du budget du Congrès (CBO) a récemment prévu un déficit record de 310 milliards de dollars (1 674 milliards de francs) pour l'exercice 1993, qui s'achèvera le 30 septembre prochain.

Les réactions après la décision de Hoover de quitter la France

Le «dumping social» à la mode européenne

L'annonce par le groupe américain Hoover (aspirateurs) de la fermeture prochaine (le Monde du 27 janvier) de son usine de Longvic (Côte-d'Or) et du regroupement de ses activités à Cambuslang (Ecosse) a provoqué mardi de vives réactions. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a demandé que l'on «prépare une plainte contre l'attribution d'aides communautaires», alors que M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture et président du conseil régional de Bourgogne, s'est élevé contre une «méthode d'apaches» qui

se traduit par la suppression de six cents emplois. Parallèlement, Rockwell Graphic System (notatives), un autre groupe américain installé à Nantes, s'apprête à supprimer cent dix emplois en recentrant ses activités d'usinage sur Preston (Grande-Bretagne). De même, Grundig envisage de se séparer de neuf cents salariés de son établissement de Creutzwald (Moselle) afin de transférer ses activités en Allemagne et en Autriche. (Lire ci-dessous.)

Les menaces de «dumping social» ne viennent pas seulement du Sud-Est asiatique. Alors que le ralentissement économique exacerbe la concurrence, l'Europe découvre que de telles pratiques peuvent apparaître dans ses propres rangs. Dans le cas de Hoover, c'est bien de dumping social qu'il s'agit. Selon M. William Foust, président d'Hoover-Europe, les pertes enregistrées par le groupe américain sur le Vieux Continent exigent de «rendre les produits plus concurrentiels», en transférant leur production dans une région d'Ecosse où près d'un actif sur cinq est au chômage et où les coûts salariaux seraient inférieurs de 37 %. En outre, les syndicats écossais auraient renoncé à tout arrêt de travail sous peine de licenciement sans préavis et accepté de modifier leurs revendications salariales. Pourtant, les propos indignés de M. Soisson ou de M. Jean Attoux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale — qui a suggéré un boycottage des produits Hoover — comme la menace d'un recours juridique devant les instances communautaires évoquée par M. Bérégovoy semblent quelque peu

vains. Selon M. Bruce Millan, commissaire européen chargé des régions, Hoover n'a reçu aucune aide communautaire dans le cadre de cette opération. La région de Cambuslang est éligible au titre des fonds structurels pour les programmes de reconversion industrielle, mais ces derniers s'adressent essentiellement aux petites et moyennes entreprises, ce qui n'est pas le cas du groupe américain, ont précisé mardi les autorités communautaires. Dans ces conditions, l'affaire Hoover ne se résume pas à un problème de subventions, mais trouve son origine dans l'absence de réglementation sociale au plan européen.

A cet égard, il est symptomatique de constater que, dans le cas de Hoover ou de Rockwell, les transferts d'activité s'opèrent au profit de la Grande-Bretagne, un pays qui s'est délibérément exclu du champ pour-tant du volet social de la construction européenne. Il s'agit là d'une nouvelle illustration de la stratégie menée par les gouvernements conservateurs de M. Margaret Thatcher ou de M. John Major, qui sont

Un «GATT»
social

Néanmoins, malgré les appels répétés des syndicats, les représentants des entreprises n'ont pas accepté d'entamer de telles négociations, qui pourraient permettre de définir des règles communes, y compris au niveau des branches professionnelles, afin de se prémunir contre les excès du dumping social. Les Douze auraient tout à gagner d'un «GATT social»: les plus riches craindraient moins la concurrence alors que les salariés, notamment de l'Europe du sud, pourraient espérer un nivellement par le haut.

On pourra au moins se rassurer en constatant que cette dérive inquiétante résulte pour l'essentiel de choix opérés par des groupes non communautaires. La décision de Grundig de rapatrier ses activités en Autriche et en Allemagne ne semble pas — sous réserve d'inventaire — inspirée par une stratégie liée aux coûts salariaux et sociaux. Ceux-ci, en effet, ne sont pas particulièrement attractifs de l'autre côté du Rhin.

JEAN-MICHEL NORMAND

o Rectificatif. — Député socialiste de Côte-d'Or, M. Roland Carraz est maire de Chenôve et non de Dijon, contrairement à ce que nous avons écrit, par erreur, dans notre édition datée du 27 janvier. Le maire de Dijon est M. Robert Poujade, député RPR de Côte-d'Or.

918 emplois menacés en Lorraine

Grundig envisage de fermer son usine de Creutzwald

METZ
de notre correspondant

Grundig (dix-sept mille salariés) devrait annoncer cette semaine la fermeture de l'une de ses trois usines de fabrication de téléviseurs en Europe pour faire face à la dégradation de sa situation financière dans une conjonc-

ture difficile, marquée par une baisse de 10 % de son chiffre d'affaires (3,8 milliards de deutschemarks, soit 13 milliards de francs). Le groupe allemand, filiale de Philips, prévoit de solder son exercice 1992-1993, qui sera clos fin mars, avec une perte de 200 millions de deutschemarks (680 millions de francs) contre un déficit de 19 millions (65 millions de francs) l'année dernière.

Paradoxalement, l'unité la plus compétitive, celle de Creutzwald, en Moselle (neuf cent dix-huit salariés), est la plus menacée. Cette situation s'explique par des raisons politico-économiques. Grundig, qui n'a pas apprécié le soutien apporté à son concurrent coréen Daewoo pour s'installer sur le pôle européen de Longwy, souhaite transférer sa production en Autriche et développer son usine de Vienne. Ce pays n'étant pas membre de la CEE, les investissements peuvent y être plus largement subventionnés. Le gouvernement autrichien est prêt à apporter à ce projet 350 millions de schillings (175 millions de francs). Il accorde, en outre, une exonération des droits de douane sur les tubes cathodiques importés du Sud-Est asiatique induisant, selon les organisations syndicales, un gain de 8 % sur le prix de revient d'un téléviseur.

«C'est en Europe!», s'insurgent les représentants du personnel pour qui les menaces qui pèsent sur l'avenir de l'unité de Creutzwald échappent à toute logique, remettant en

cause les règles du jeu économique. Tout en évoquant un accord entre la direction du groupe et l'IG-Metall pour protéger l'emploi en Allemagne, ils observent que les coûts de fabrication d'un téléviseur sont de 30 à 40 marks (de 100 à 140 francs) inférieurs à Creutzwald par rapport à l'usine de Nuremberg. De même, affirment-ils, les indices de qualité sont supérieurs pour la production lorraine en dépit des contraintes techniques imposées par le groupe telles que la fabrication en petites séries. Pour les organisations syndicales, le choix de ce début d'année pour annoncer le plan de restructuration n'est pas dû au hasard. «Philips sait que le gouvernement français fait ses valises», tranche l'un de ses représentants. Le combat des représentants du personnel et des élus est d'autant plus difficile que le raisonnement de Grundig fait fi des atouts de l'unité lorraine où un plan d'investissement de 250 millions de francs a été lancé en 1991 pour porter la capacité de production à près de un million de téléviseurs par an avec le soutien des pouvoirs publics (20 millions de francs). Le projet de fermeture de cette usine, qui constitue un coup dur pour la ville de Creutzwald (quinze mille habitants) handicapée, en outre, la reconversion du bassin houiller lorrain à laquelle Grundig a participé en s'y installant il y a vingt-deux ans.

JEAN-LOUIS THIS

Afin de faire remonter les cours du pétrole

L'OPEP est prête à diminuer
sa production de brut

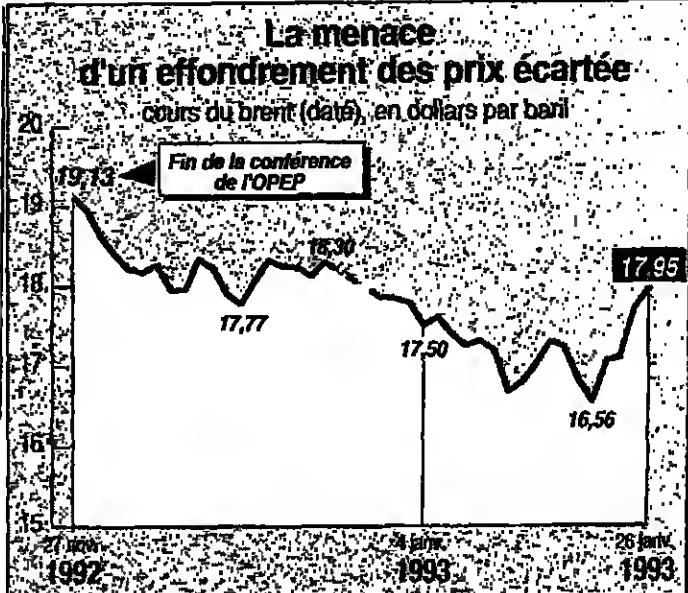
Les prix du pétrole brut ont enregistré depuis le début de semaine une hausse de 85 cents par baril pour le Brent (1) à la Bourse de Londres, et de 80 cents à New-York. Cette hausse, qui permet aux cours de retrouver leur niveau de début décembre, intervient alors qu'un consensus se dessine au sein de l'OPEP en faveur d'une réduction importante de la production de brut.

Le marché pétrolier vient d'être de basculer. La semaine dernière, rien ne semblait devoir stopper la chute des cours du brut. Arrêt partiel de l'exploitation pétrolière en Angola, où la guerre civile a repris de plus belle, réduction de la production norvégienne victime du mauvais temps en mer du Nord, bruits de bottes au Proche-Orient; aussi alarmiste

notamment, l'Arabie saoudite et l'Iran.

«Il faut fixer de stricts quotas de production et que chaque pays les respecte», observe un «trader». Selon un scénario élaboré par le Cambridge Energy Research Associates (CERA), un cabinet de consultants américain, l'essentiel de la baisse devra être supportée par les Saoudiens dont la production serait ramenée de 8,4 millions à 8 millions de barils par jour. L'Iran devrait réduire de 200 000 barils par jour son niveau d'extraction, le solde étant réparti entre les autres pays membres.

Le succès de l'opération repose pour beaucoup sur le Koweït à qui on demandera sans doute de geler sa production. La tâche est plus rude qu'il n'y paraît: au nord du Koweït, le manque à gagner subi pendant l'occupation irakienne et des milliards de dollars dépensés à réhabiliter les gisements, l'émirat a toujours refusé de se voir attribuer un



soit-elle, aucune nouvelle ne parvenait à faire décoller les prix dans un marché gorgé de pétrole. Mais que les statistiques hebdomadaires de l'American Petroleum Institute (API) fassent apparaître une hausse des stocks pétroliers outre-Atlantique et les cours perdent inévitablement quelques cents.

Illustration du pessimisme ambiant, le baril de Brent, qui faisait 20,80 dollars le 15 octobre 1992, ne valait plus que 17,28 dollars à la mi-janvier. En trois mois, la chute a atteint 17 %. C'est suffisant pour que le scénario d'un choc pétrolier à l'image de cette année 1986, où les cours s'effondrèrent brièvement à moins de 10 dollars, soit à nouveau évoqué. Or, surprise, la tendance s'est retournée en début de semaine. Au cours des deux premiers jours de la semaine, à Londres, le baril de Brent a regagné 87 cents tandis que le brut de référence outre-Atlantique, le West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, s'élevait en hausse de 80 cents à la Bourse de New-York.

Derrière ce revirement, une position saoudienne doit transparaître au cours du week-end au président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le ministre vénézuélien du pétrole, M. Ali-Rio Parra (le Monde du 26 janvier). Pour faire remonter les cours, le premier producteur et exportateur mondial de pétrole suggère de réduire d'un million de barils par jour le plafond officiel de production de l'Organisation (24,38 millions de barils par jour). Comme les douze dépassent allégrement ce dernier, c'est en pratique 1,5 million de barils par jour qui devraient être retirés du marché.

Souplesse
du Koweït

Emis par le ministre saoudien, M. Hisabam Nazer — un homme dont les «petites phrases» à l'OPEP alimentent la spéculation sur les cours du brut, — l'idée ne pouvait qu'être prise au sérieux. Elle l'a été. Mais il reste à la mettre en musique. L'échéance est connue: le 13 février, date de la prochaine réunion, à Vienne, des douze ministres de l'OPEP. Même si M. Parra affirme que «les grandes lignes d'un consensus» sont d'ores et déjà arrêtées, ce ne sera pas chose facile tant sont grandes les préventions entre,

quotas. Au contraire, il n'a eu de cesse d'augmenter sa production, passée de 400 000 barils par jour en décembre 1991 à 1,7 million de barils un an plus tard. Avec cette politique du cavalier seul, le Koweït a retrouvé son niveau de production d'avant la guerre du Golfe.

L'émirat a-t-il atteint son objectif? Ou craint-il de mettre en danger ses gisements en les pressurant? Toujours est-il que le président de l'OPEP, en tournée dans le Golfe en début de semaine, a trouvé des interlocuteurs très conciliants. Des baisses de production sont nécessaires de la part de «tous les États (...), sans exception», a reconnu le ministre koweïtien du pétrole, M. Ahmad El Baghli. Le message est on ne peut plus clair.

Quelle que soit l'issue de la réunion de Vienne, une question demeure: comment expliquer le changement d'attitude et l'esprit d'ouverture de Ryad? Pourquoi l'Arabie saoudite abandonne-t-elle une politique de conquête des parts de marché au profit d'une défense des prix? A priori, le changement de cap ne se justifie pas. En 1992, l'Arabie saoudite — à l'image des autres pays du Golfe — a réussi à accroître ses revenus pétroliers de près de 5 %, selon les estimations de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, en dépit de la baisse des cours.

S'agit-il, par ce coup d'arrêt à l'effritement des cours, d'adresser un avertissement à l'équipe Clinton soupçonnée de vouloir imposer de nouvelles taxes sur les carburants? Faut-il y voir une réponse à ceux qui, à l'intérieur du royaume, accusent les dirigeants saoudiens d'être trop proches des Américains? Ou Ryad a-t-elle voulu donner une bouffée d'air aux pays arabes amis — Algérie, Égypte... — que la chute des cours asphyxie? Autant de tentatives d'explications partielles et finalement assez peu convaincantes. Peut-être la véritable raison est-elle plus simple: l'Arabie saoudite jette tout son poids dans la bataille des prix car, à la différence des précédentes crises, le royaume sait que cette fois le fardeau sera partagé entre tous les pays de l'OPEP.

JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) Le Brent (brut de référence en mer du Nord) est «daté» correspond à des ventes de cargaisons chargées sous quinze jours au plus tard.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements: 46-62-72-67

ÉCONOMIE

En abaissant de nouveau les taux d'intérêt britanniques

Le gouvernement de M. John Major cherche à favoriser la reprise

En prenant la décision, mardi 26 janvier, de baisser d'un point (de 7 % à 6 %) les taux d'intérêt, le gouvernement britannique manifeste sa volonté de favoriser une reprise de l'économie. A contrario, cette mesure signifie que les efforts entrepris jusqu'à présent ont été largement insuffisants.

LONDRES

de notre correspondant

La décision de M. Norman Lamont, le chancelier de l'échiquier, prise après consultation avec le premier ministre, M. John Major, actuellement en visite officielle en Inde, a pris de court la City, la plupart des économistes et... M. Michael Heseltine, ministre de l'Industrie et du Commerce, qui a eu connaissance de cette baisse des taux d'intérêt trois heures après son annonce officielle. L'annonce a été largement rapportée par la presse, de nombreux commentateurs y voyant le signe d'un manque de cohérence de la stratégie gouvernementale face à une récession persistante, et l'illustration de divergences dans les rangs du gouvernement.

En ramenant les taux du loyer de l'argent à son niveau le plus bas depuis quinze ans (1977), les pouvoirs publics adressent un signal aux agents économiques : la stratégie de croissance, définie par le premier ministre en novembre 1992, à la suite de la sortie de la livre sterling du système monétaire européen (le 16 septembre 1992), sera poursuivie : tout faire pour relancer la machine économique, quitte à prendre quelques risques avec les pressions inflationnistes.

Les consommateurs et l'industrie, deux puissants « moteurs » de la croissance, sont invités à profiter de cette nouvelle occasion pour acheter et investir. Les principaux organismes de prêts immobiliers ont d'ailleurs immédiatement répercuté ce mouvement sur les taux d'intérêt en baissant - de 0,55 point - les taux hypothécaires qu'ils appliquent à leurs clients : ceux-ci sont dorénavant fixés à 7,99 %, soit leur niveau le plus bas depuis vingt-quatre ans.

Effets pervers

Les réactions à court terme ne peuvent qu'être favorables : les particuliers réalisent des économies - le gouvernement espère qu'elles seront dirigées vers la consommation et non vers l'épargne - et l'industrie peut emprunter à meilleur marché, ce qui représente un ballon d'oxygène à un moment critique : alors que les carnets de commandes enregistrent une timide hausse, le passif de cette longue récession oblige à poursuivre les efforts de réduction de la masse salariale. Sur le plan politique, d'autre part, l'opposition ne peut qu'approuver une telle mesure, qu'elle réclame.

Mais les effets pervers de cette action sur le loyer de l'argent ne sont pas négligeables. Au-delà des réactions en chaîne classiques (hausse de la Bourse et baisse de la livre), un certain nombre d'agents économiques voient dans la décision du gouvernement une réaction de « panique » provoquée par la publication récente d'une série d'indicateurs économiques défavorables. L'objectif du gouvernement est de restaurer par tous les moyens un climat de confiance, sans lequel tout espoir de reprise est vain. Or, dans un environnement économique marqué par un chômage grandissant (le cap des 3 millions de

chômeurs sera vraisemblablement franchi à la fin du mois prochain), les Britanniques qui ont bien peu de raisons de cesser de se couvrir en épargnants prudents.

Cette politique du coup par coup va pourtant se poursuivre, éventuellement par une nouvelle action sur les taux d'intérêt, jusqu'à l'annonce du budget (le 16 mars), et au-delà, tant que la reprise de la croissance ne sera pas au rendez-vous. Pour le moment, la pression inflationniste reste négligeable (de 3,6 % à 3,7 %), c'est-à-dire à l'intérieur du cadre (de 1 % à 4 %) fixé par le gouvernement. Mais, ainsi que l'a montré le dernier rapport de la Confédération of British Industry, le patronat britannique, les effets bénéfiques de la dévaluation de la livre sur la croissance des exportations se font toujours attendre, alors que la facture des importations ne cesse de croître. La hausse des prix est encore limitée, mais les effets mécaniques d'une telle spirale, la rend quasi inéluctable.

Il y a plus préoccupant : la courbe des besoins de financement du déficit public (FSRB) ne cesse de croître et il est probable que le niveau de 50 milliards de livres sterling sera atteint au cours de l'exercice 1993-1994. Une action est donc urgente pour contenir celui-ci, et M. Lamont ne pourra éviter d'imposer des solutions douloureuses lors du budget. Là encore, les solutions ne sont pas nombreuses : augmentation significative des impôts directs et (ou) indirects (TVA), et baisse des dépenses, probablement dans des budgets aussi « sensibles » que l'éducation et la santé. Quelle que soit la solution choisie, une grande partie des effets bénéfiques de cette nouvelle baisse des taux d'intérêt sera annihilée, en mars, par les décisions budgétaires.

LAURENT ZECCHINI

Avec un déficit budgétaire qui s'alourdit

M. Clinton prépare son plan de relance

Alors que le président américain, M. Bill Clinton, doit présenter le 17 février devant le Congrès les grandes lignes de son programme économique, le secrétaire d'Etat au travail, M. Robert Reich, l'une des principales personnalités de l'équipe économique du président, a déclaré, mardi 26 janvier, que l'administration Clinton envisage de proposer prochainement un plan de relance de l'économie américaine.

S'il doit y avoir un plan de relance, ce que je crois, a-t-il déclaré, il se situera dans une fourchette entre 15 et 20 milliards de dollars (de 81 à 108 milliards de francs).

Reconnaissant que ce montant reste faible au regard de l'économie américaine, M. Reich a précisé que cette mesure « envoie très clairement le message que nous devons retrouver la croissance et que nous devons remettre l'économie sur ses pieds ».

La décision finale sur ce plan sera prise au dernier moment afin que l'administration puisse évaluer les derniers chiffres de l'économie, a indiqué M. Reich, soulignant que le projet « doit être directement relié à une réduction à long terme du déficit budgétaire ».

Rectificatif. - Dans l'article consacré au rapport Brunhes sur l'emploi (le Monde du 22 janvier), deux erreurs se sont glissées. M. Charpin, l'auteur du premier rapport du XI^e Plan, se prénomme Jean-Michel et non Gérard. M. Brunhes met en cause « les abus de la flexibilité externe » et non ceux de la flexibilité interne, dont il est un ardent défenseur.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT DES LIVRES

La crise du transport aérien mondial

Les constructeurs américains réduisent leurs effectifs

Alors que sévit la crise dans le transport aérien mondial, les grands constructeurs américains annoncent des plans d'économie prévoyant de spectaculaires suppressions d'emplois : si Boeing se contente d'évoquer, sans les chiffrer, un « important » impact de son plan d'austérité sur les effectifs, Pratt and Whitney (moteurs) va supprimer d'ici 1994 10 664 emplois (sur un total de 40 000, soit une chute d'un quart) et McDonnell Douglas réduira cette année les siens de 8 700 personnes, soit une baisse de 10 %.

Pratt and Whitney a affiché une perte de 500 millions de dollars (2,7 milliards de francs) pour 1992, pesant sur les comptes de sa maison-mère, United Technologies (333 millions de pertes au quatrième trimestre, soit 1,8 milliard de francs). McDonnell Douglas, pour sa part, a affiché une perte nette de 781 millions de dollars (4,2 milliards de francs) pour le quatrième trimestre, due en grande partie à une provision exceptionnelle liée à un changement de méthode comptable. Selon le porte-parole de l'avionneur, « le pire est passé » et 1993 sera une

année « pivot » dans le rétablissement de la société. Celle-ci envisage de décaler 1 milliard de dollars de cette année (5,4 milliards de francs) de liquidité, provenant pour moitié de la cession de certains actifs.

Enfin, dans une communication, mardi 26 janvier, Boeing annonce un recul de 6,5 % de son bénéfice trimestriel, qui demeure néanmoins à 377 millions de dollars (2 milliards de francs). A méthode comparable, le bénéfice net de 1992 reste quasiment inchangé par rapport à celui de l'année précédente (à 1,635 milliard de dollars). Le groupe a donc décidé de réduire sa cadence de production fortement : le rythme passera pour les 737 de 14 à 12 appareils par mois en octobre 1993, et pour les 747 de 5 à 3 à partir du deuxième trimestre de 1994. Pour le 757, la baisse du rythme de production sera encore accélérée (de 8,4 à 5 dès septembre) et celle de 767 accentuée (de 5 à 3 et oct 4 en octobre). Selon les analystes, ces mesures pourraient concerner de 10 000 à 20 000 emplois au cours des deux prochaines années.

La réforme des procédures civiles d'exécution modifie le système des saisies

La réforme des procédures civiles d'exécution, mise en place le 1^{er} janvier, modifie notamment le système des saisies. Elle devrait permettre d'accélérer les procédures de recouvrement pour le créancier tout en protégeant davantage le débiteur, estime l'Association française des banques (AFB).

Grâce à un nouveau dispositif baptisé « saisie-attribution », qui se substitue à la saisie-arrest, le débiteur devrait être protégé. La somme saisie sur son compte bancaire sera désormais proportionnelle au montant de la créance. Il n'est plus question comme auparavant de bloquer un compte de dépôt de 70 000 francs pour une

dette impayée de 50 francs. Du côté du créancier, la somme due sera récupérée beaucoup plus rapidement avec la suppression de certaines formalités. La nouvelle réglementation oblige, par ailleurs, la banque à déclarer tous les avoirs (compte à vue, d'épargne, titres) appartenant au « mauvais » payeur. Mais les banquiers se sont engagés à avertir immédiatement leur client dès qu'ils auraient connaissance d'un avis de saisie le concernant. Enfin, le secret bancaire devrait être préservé, la banque n'étant pas autorisée à divulguer des renseignements autres que bancaires sur son client.

COMMUNICATION

Sur fond de crise du paysage radiophonique

Le CSA refuse toute modification du capital de RFM

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a refusé, mardi 26 janvier, au groupe britannique Crown Communications le droit de céder sa participation dans le capital du réseau RFM. Dans un communiqué lacconique, le CSA explique que Crown Communications « a pris en fait, et sans même avoir le Conseil, le contrôle de 70 % du capital de la société et n'a toujours pas à ce jour distribué au personnel de l'entreprise les 21 % du capital qu'il s'était engagé à lui céder ».

En raison de cette infraction à la législation, ajoute le communiqué, « le Conseil ne peut donner son accord à la modification du capital envisagée par le groupe Crown Communications qui aurait pour effet d'entériner une modification substantielle des données de l'autorisation ».

Ce refus de vente aboutit également à écarter la candidature de NRJ à la reprise du réseau RFM. Dans une moindre mesure, il

sonne aussi comme un signal du blocage d'un processus largement en cours, celui de la recomposition du paysage radiophonique. Les grandes manœuvres autour de Radio Monte Carlo, ou de Fun Radio (groupe l'Espresso) cachent en fait l'essentiel : à savoir qu'un tiers des radios de la bande FM sont en voie de déposer leur bilan et que 43 % sont en état de déséquilibre financier profond.

Ces chiffres, issus d'un rapport du service juridique et technique de l'information (S.T.I.), ont été rendus publics par M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, le 19 décembre 1992, lors du deuxième colloque « Vive la radio ». L'avenir de la bande FM dépend donc aujourd'hui largement d'une modification législative des textes sur la concentration. La balle est dans le camp du gouvernement qui sera issu des prochaines élections législatives.

Y. M.

Les AGF cèdent plus de 4 milliards de francs de créances immobilières au Comptoir des entrepreneurs

Les AGF (Assurances générales de France) ont confirmé mardi 26 janvier l'existence d'« un projet d'accord portant sur le rachat par le Comptoir des entrepreneurs (CDE) de 4,1 milliards de francs de créances immobilières de la Banque du Phénix », filiale à 100 % du groupe d'assurances. L'opération est en cours d'examen par les autorités de tutelle.

Selon le quotidien économique les Echos, elle permettrait à l'assureur de se débarrasser d'une partie importante de ses créances immobilières et ferait ressortir une décote de plus de 1 milliard de francs sur ces créances.

La Banque du Phénix est engagée dans l'immobilier à hauteur de 5,5 milliards de francs. Enfin, les AGF possèdent une participation de 20,47 % dans le CDE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANCIS PIERRE

La Sicav des Bâisseurs

Actif net au 31.12.1992 : F. 89 millions

Valeur liquidative au 31.12.1992 : F. 98,42

Performance 1992 : - 2,97 %

Évolution de l'indice AGEFI des valeurs immobilières et foncières en 1992 : - 19,7 %

Capitalisation des revenus.

Le Président Claude LAMOTTE a déclaré :

Le prix des locaux d'habitation devrait se stabiliser en 1993. Par contre, l'équilibre n'est pas atteint concernant l'immobilier de bureaux beaucoup plus affecté par la crise. Dans ce contexte, la politique de gestion continuera d'être prudente en privilégiant les sociétés immobilières de première qualité sensiblement décotées par rapport à la valeur de leurs actifs et offrant de hauts rendements et une bonne visibilité.

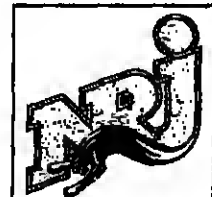
A.G.O. du 19.01.1993



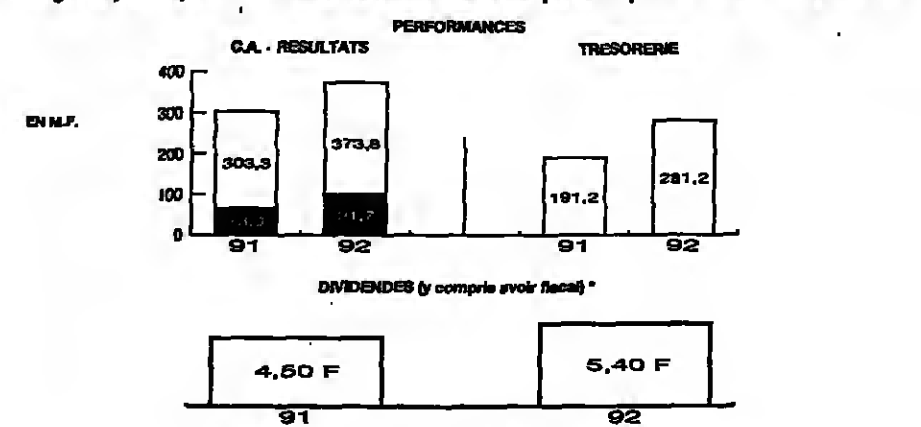
Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC

EN 1 AN UNE PROGRESSION DU BÉNÉFICE DE 25%

UN COMMUNIQUÉ DU GROUPE



Le Conseil d'Administration de NRJ s'est réuni le 20 janvier sous la présidence de Jean-Paul BAUDECROUX et a publié le communiqué suivant : Dans un contexte économique très difficile, l'exercice social est marqué par une forte progression du chiffre d'affaires et du résultat. En effet, alors que la progression globale de l'activité du secteur de la radio a été de 8,8 %, le chiffre d'affaires du groupe NRJ a progressé de 23 %, s'établissant à 374 millions de francs contre 303 millions de francs pour l'exercice précédent (hors échanges). En conséquence, le bénéfice net a fait un bond de 25 %, s'établissant à 91,7 millions de francs. Il est à noter que pour la première fois ce résultat intègre la participation des salariés aux fruits de l'expansion pour 4,2 millions de francs.



* Proposition faite à l'Assemblée Générale du 24 mars 1993. Le montant comprend l'avoir fiscal

		GROUPE NRJ - COMPTES CONSOLIDÉS		COMPTES DE RÉSULTAT	
(en millions de francs)		91	92	91	92
ACTIF					
Immobilisations incorporelles	14	14			
Encaissements	15,7	12,7			
Immobilisations corporelles	62,4	42,5			
Immobilisations financières	1,1	11,8			
Totaux actifs immobilisés	89,6	69,0			
Stocks et avances	1,0	1,0			
Créances d'exploitation	257,5	257,1			
Créances diverses	107,4	117,4			
Trésorerie	251,2	191,2			
Comptes de régulation	3,5	4,2			
Total Général	774,4	690,0			
PASSIF					
Capitaux propres	257,1	256,9			
Immobilisations financières	6,7	6,5			
Provisions pour R et C	24,8	24,0			
Dettes financières	5,8	5,3			
Dettes d'exploitation	380,0	380,0			
Dettes diverses	7,0	7,0			
Provisions constatées d'impôts	6,0	7,0			
Total Général	774,4	690,0			
COMPTES DE RÉSULTAT					
Produits et autres produits	374,0	303,0			
Charges publicitaires	50,0	41,0			
Autres produits	10,0	10,0			
Total produits	434,0	354,0			
Autres charges	10,0	10,0			
Charges de l'exercice	44,0	31,0			
Autres charges	20,0	20,0			
Dotations aux amortissements et prov.	20,0	20,0			
Total charges	114,0	81,0			
Bénéfice d'exploitation	320,0	273,0			
Bénéfice financier	10,0	10,0			
Bénéfice exceptionnel	1,7	1,7			
Stipule sur les bénéfices	0,0	0,0			
Produits des ventes de participations	11,0	11,0			
Stipule des ventes de participations	0,0	0,0			
Stipule des ventes de participations	0,0	0,0			
Part de la société mère	0,0	0,0			

VIE DES ENTREPRISES

En s'attaquant à « tous les segments de marché »

Mercedes veut devenir un constructeur « généraliste »

FRANCFORT

de notre correspondant

Tous les présidents des groupes automobiles allemands ont changé le 1^{er} janvier, à l'exception de BMW et d'Opel. Tous opèrent des révolutions stratégiques. Volkswagen abandonne sa politique d'expansion pour la consolidation et la réduction de coûts. Et Mercedes veut devenir un constructeur « généraliste ». L'industrie automobile allemande souffre de deux maux : des coûts beaucoup trop élevés et une « culture de la perfection » qui risque, en ces temps de vaches maigres, de faire monter les prix à des niveaux qui dépassent les moyens des clients, même aisés. Mercedes, filiale du groupe Daimler-Benz, en est le symbole condensé. La « réorientation » du groupe, expliquée mardi 26 janvier par le PDG, M. Helmut Werner, constitue une véritable révolution.

Mercedes veut abandonner son statut de fabricant de voitures de haut de gamme pour lesquelles la perfection technique compte plus que le prix. Le recul des ventes l'an

passé, de 30 000 voitures à 530 000 unités, a contribué au virage, mais aussi et surtout le changement de la mentalité des consommateurs et marqués par les problèmes éternels d'embouteillage. Mercedes veut désormais en finir avec la « philosophie Mercedes ».

Concrètement, le groupe entend devenir un constructeur présent « sur tous les segments de marché ». Trois nouveaux modèles devraient faire leur apparition dans les années qui viennent. Une automobile « de temps libre », du type de l'Espace Renault. Environ 60 000 exemplaires par an seraient fabriqués en Espagne et lancés fin 1994 ou début 1995. Une voiture tout terrain fabriquée à Stuttgart. Des conversations ont été menées pour ce modèle avec Peugeot et Mitsubishi, mais elles n'ont pas abouti. Enfin, et surtout, une petite voiture de ville. C'est la nouveauté la plus importante puisqu'elle fera de Mercedes un concurrent des constructeurs « généralistes » comme General Motors, Ford, Toyota, Renault, Peugeot ou Fiat.

Cette « petite Mercedes », dont la presse automobile allemande a publié des dessins (plus ou moins imaginés) ces dernières semaines, serait de la taille d'une Renault 19 ou d'une Golf.

Deuxième traduction de la « réorientation » : une recherche de diminution des coûts drastiques. Le « projet » est de les baisser de 30 %, selon M. Werner. Mercedes n'hésitera pas à coopérer avec d'autres entreprises pour le lancement de nouveaux modèles comme pour les composants. Il s'agit d'une rupture avec la sacro-sainte politique précédente qui faisait que chaque poignée de porte des Mercedes était faite maison. Constructeur déjà choisi pour coopérer : BMW. Par ailleurs, le groupe va supprimer 7 200 emplois cette année et réduire l'échelle hiérarchique de six à quatre niveaux. 1993 risque d'être difficile pour l'industrie automobile allemande. La production devrait revenir de 4,8 millions de véhicules à 4,4 et les effectifs de 880 000 à 855 000.

ERIC LE BOUCHER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

□ Perte pour Porsche. — Porsche, le constructeur de voitures de sport, souffre, comme les autres fabricants allemands, de coûts trop élevés. Il y ajoute un manque certain de créativité, les ventes reposant encore trop sur la fameuse, renommée, mais antédiluvienne 911. L'entreprise a annoncé, mardi 26 janvier, qu'elle s'attend à des pertes de 120 millions de marks (410 millions de francs) pour le premier semestre de son année fiscale se terminant au 31 janvier. Pour l'année entière, les pertes seront supérieures à celles de 65 millions de marks de l'an dernier. Les ventes, notamment à cause d'un effondrement aux États-Unis, vont revenir de 23 000 voitures à 13 000 ou 17 000. Pour occuper ses 8 000 salariés, Porsche monte des Mercedes, mais les effectifs reviendront à 6 000 cette année. La famille propriétaire, dont l'un des membres est M. Ferdinand Piech, le nouveau PDG de Volkswagen, n'envisage pas de vendre. — (Correspondant).

□ Compaq affiche un bénéfice record en 1992. — Compaq Computer Corp., quatrième fabricant

mondial d'ordinateurs, a enregistré, en 1992, un bénéfice net de 213 millions de dollars (1,17 milliard de francs), en hausse de 62 % par rapport aux 131 millions de dollars (715 millions de francs) dégagés en 1991. Le chiffre d'affaires a progressé de 23 %, à 4,1 milliards de dollars (22,5 milliards de francs).

□ Bouygues : hausse annoncée du résultat. — Le groupe Bouygues, numéro un mondial du BTP, a annoncé, mardi 26 janvier, un bénéfice net (part du groupe) en hausse de 7 % à 680 millions de francs (635 en 1991), pour un chiffre d'affaires en baisse de 4,4 % à 61,5 milliards de francs. Toutefois, le résultat est « hors provision éventuelle sur le tunnel sous la Manche », précise le groupe dans un communiqué : il suppose que le groupement d'intérêt économique (GIE) Transmanche Construction, dont Bouygues est membre, « n'enregistre pas fin 1992 de perte complémentaire à celle constatée fin 1991 ». Les comptes définitifs seront arrêtés le 21 avril. Pour 1993, le groupe s'attend à un nouveau recul de son chiffre d'affaires à 58,2 milliards de francs

(-5,36 %) dû à un tassement sur toutes les branches, notamment l'immobilier (-28 %).

□ Caterpillar multiplie ses pertes par six en 1992. — Caterpillar, producteur américain d'engins de terrassement, a multiplié ses pertes annuelles par six l'an passé, à 2,44 milliards de dollars (13 milliards de francs) contre 404 millions en 1991 (2,2 milliards de francs), a annoncé le groupe, mardi 26 janvier. Caterpillar a expliqué ces mauvais résultats par les pertes enregistrées au Brésil, où la société va fermer une usine, et par la morosité de l'économie mondiale. Au quatrième trimestre 1992, le groupe a pourtant nettement réduit ses pertes à 2 millions de dollars contre 318 millions un an auparavant. Il s'agit de la septième perte trimestrielle du groupe en deux ans. Caterpillar espère un retour aux bénéfices en 1993.

ACCORD

□ Puces de 256 mégabits : Hitachi et Texas Instruments confirment leur alliance. — La firme japonaise Hitachi Ltd. et la firme américaine Texas Instruments Inc. ont confirmé, mercredi 27 janvier, une déclaration conjointe à Tokyo, qu'elles envisagent de développer en commun des mémoires dynamiques (DRAM) de 256 mégabits. La mise au point de ces « puces » de la vingtème année a déjà fait l'objet de projets de coopération en juillet 1992 entre IBM, Siemens et Toshiba d'une part, ATT et NEC d'autre part.

PROJET

□ Bull remporte un important contrat auprès de l'armée anglaise. — Bull va informatiser l'infrastructure administrative de l'armée britannique dans le monde. C'est Bull U.K., la filiale britannique du groupe public français, qui a, en effet, emporté ce contrat dont le montant total devrait atteindre environ 100 millions de livres sterling (830 millions de francs). Quelque 70 millions de livres devraient revenir directement à Bull, qui assurera la maîtrise d'œuvre. La firme française doit fournir des serveurs et stations de travail sous système d'exploitation Unix, et assurer toute l'intégration du système informatique de 550 sites. Les 30 millions de livres restants seront partagés entre le canadien Northern Telecom, en charge de la partie télécommunications, et l'anglais Logica, pour l'intégration des logiciels.

PERSPECTIVE

□ Elf Aquitaine : baisse de 15 % des investissements en 1993. — En prévision d'une année 1993 « très dure », M. Loïc Le Floch-Prigent, le PDG d'Elf-Aquitaine, a annoncé, mardi 26 janvier, une baisse de 15 % des investissements du groupe pétrolier cette année. Mais celle-ci n'affectera pas les grands axes stratégiques du groupe, a précisé M. Loïc Le Floch-Prigent, qui souhaite que « le résultat [d'Elf] se redresse en 1992 malgré les difficultés ». « Nous devons faire mieux qu'en 1992, j'ai pris des mesures pour cela », a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse consacrée aux résultats de l'exercice 1992 (le Monde du 27 janvier).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 janvier ↓

Re chute

La Bourse de Paris qui, la veille, avait regagné un peu de terrain, rechute mercredi 27 janvier dans un marché très calme. En recul de 0,85 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 effleure une heure plus tard une perte de 0,74 %. Aux alentours de 13 heures, les valeurs françaises s'inscrivent en recul de 0,98 % à 1 765,62 points.

Sur le front des taux d'intérêt, la situation semble bloquée. En effet, en Allemagne la prise en pension a été réalisée mercredi matin à un taux inchangé de 8,50-8,50 %. A Paris, le loyer de l'argent reste au-dessus du niveau des 12 %. Quant au Mark il enregistre une baisse de l'ordre de 0,20 %.

Les premiers résultats des entreprises pour 1992 n'ont rien d'engageant. La baisse des résultats du groupe Elf Aquitaine dans le raffinage laisse penser que Total, fortement engagé dans cette branche, présentera également des résultats en nette baisse pour 1992. Le titre est en repli de plus de 1,5 %.

Les ventes de ces dernières jours dégageant d'importantes liquidités qui vont se réinvestir dans les secteurs monétaires, de l'événement, des gestionnaires. Selon un professionnel, les agents seraient tentés d'écarter si le CAC 40 revenait à 1 700-1 710 points.

Parmi les titres en repli, on relevait Remy Coinreau qui abandonnait 2,3 % après l'annonce d'une baisse de 7,5 % du chiffre d'affaires de la société sur 8 mois (avr.-déc. 1992). GTM Entreprises baissait de 4,7 % et Sodexco de 5,1 %. Du côté des hausses, on notait celles de Fives-Lille, Dassault Aviation et Matra-Hélicoptère.

NEW-YORK, 26 janvier ↑

La reprise s'essouffie

Après avoir dépassé les 3 200 points durant l'essentiel de la séance, Wall Street a terminé sur une petite hausse mardi, les prises de bénéfices érodant les gains enregistrés grâce à une bonne statistique économique et la décision d'IBM de réduire son dividende et de changer de PDG. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a clôturé à 3 298,95 points, en hausse de 6,75 points, soit une progression de 0,20 %. Le marché a été très actif avec 313 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 1 088 contre 817. 529 titres ont été échangés.

Les revenus de logements ont progressé de 5 % en décembre, leur meilleure performance depuis trois ans, et de 0,7 % l'augmentation de 1992 par rapport à 1991. Les ventes de voitures ont baissé de 0,20 %, le marché a été très actif avec 313 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 1 088 contre 817. 529 titres ont été échangés.

Les revenus de logements ont progressé de 5 % en décembre, leur meilleure performance depuis trois ans, et de 0,7 % l'augmentation de 1992 par rapport à 1991. Les ventes de voitures ont baissé de 0,20 %, le marché a été très actif avec 313 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 1 088 contre 817. 529 titres ont été échangés.

VALEURS	Cours de 26 jan.	Cours de 27 jan.
Alcatel	71 1/8	71 1/8
ATT	52 1/4	52 1/4
Bell	28 1/2	28 1/2
Chrysler	28 1/2	28 1/2
Deutsche Bank	48 1/4	48 1/4
Enron	80 1/8	80 1/8
Exxon	48	48
General Electric	37 5/8	37 5/8
General Motors	37 5/8	37 5/8
IBM	124 1/4	124 1/4
ITT	73 1/4	73 1/4
Motorola	62 1/8	62 1/8
Philips	82 1/8	82 1/8
Schneider	59 1/4	59 1/4
Siemens	124 1/4	124 1/4
Union Carbide	18 3/4	18 3/4
Wendel	13 1/2	13 1/2
Xerox Corp.	82 1/8	82 1/8

LONDRES, 26 janvier ↑

Vive progression

Les valeurs se sont envolées mardi 26 janvier au Stock Exchange, après la baisse d'un point des taux d'intérêt britanniques, pour les ramener à 6 %, soit leur plus bas niveau depuis quatre ans. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse à 2 835,7 points, la hausse initiale de Wall Street lui ayant donné un petit coup de pouce supplémentaire en fin de séance. Les transactions s'élevaient à 657,3 millions de titres contre 485,9 millions la veille.

Les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt, très vifs la semaine dernière, avaient diminué lundi après la publication d'une enquête du patronat ayant montré une forte hausse de la confiance des entreprises dans les perspectives économiques.

TOKYO, 27 janvier ↑

Petite avance

La Bourse de Tokyo a débuté prudemment sur une hausse de la veille, mercredi 27 janvier, après une séance en dents de scie. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a finalement gagné 17,05 points à 16 802,88 points, soit une progression relative de 0,1 %. Le volume des échanges était estimé à 200 millions de titres.

Une certaine confiance persistait, les investisseurs espérant que la Banque du Japon réduira bientôt son taux d'escompte. Mais la prudence a prévalu. Selon un courtier, « des achats significatifs de valeurs de la médiation ou des chertés n'ont été observés que dans des fonds d'assurance ».

VALEURS	Cours de 26 jan.	Cours de 27 jan.
Alcatel	1 180	1 180
Bouygues	1 120	1 140
Compaq	1 710	1 710
Elf	1 800	1 720
Elf Aquitaine	1 070	1 080
Elf Energy	500	500
Elf Indus	4 100	4 070
Elf Motus	1 340	1 350

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citels	450	450	Immo. Habitat	1000	1000
B.A.C.	23 70	23 70	Inter. Comput.	139	139
Borcia (Ly)	480	480	IPBM	37 40	38 50
Bolant Lyon	238	238	Meln	136	130
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	725	725	N.S.C. Schenker	760	759
Calsonic	235	235	Publi-France	525	525
Cardi	945	945	Revue Abn (Ly)	317	317
C.E.G.E.P.	185	185	Solact Invest (Ly)	94 40	94 40
C.F.P.I.	215 90	220	Sinco	145	148 50
C.N.I.M.	595	595	Sipa	320	320
Codisur	280	280	TFI	411 10	410 70
Credito	91 50	91 50	Thermor H. (Ly)	305	296 10
Dauphin	201	200	Unilog	218	215
Danachy Worms Co.	438	438	Vel et Co.	111 20	116
Devalley	1150	1170	Y. St-Laurent Group	767	762
Devila	70	70			
Dofas	119 70	119 70			
Edisons Belford	158	158			
Europ. Propriétés	165 50	167			
Finacor	125	125			
G.F.F. (group. Ly)	48	48			
G.L.M.	430	429			
Gowogroup	130	128			
Guinet	845	845			
I.C.C.	150	150			
Idemont	44 50	45 30			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 janvier 1993

Nombre de contrats estimés : 130 039

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 93	Juin 93	Sept. 93
Dernier	112,92	114,18	114,30
Précédent	112,86	114,02	114,30

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 93	Juin 93	Mars 93	Juin 93
113	0,10	0,50	0,11	0,60

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 34 502

COURS	Jan. 93	Fév. 93	Mars 93
Dernier	1 790	1 813	1 833
Précédent	1 781	1 799	1 804

CHANGES

Dollar : 5,3480 F ↑

Le dollar gagnait du terrain, mercredi 27 janvier à Paris, s'échangeant à 5,3480 francs contre 5,3435 francs à la clôture des échanges interbancaires de mardi. Il était aussi orienté à la hausse à Francfort, à 1,5835 DM, contre 1,5735 DM la veille.

FRANCFORT	26 janv.	27 janv.
Dollar (en DM) ...	1,5785	1,5825
TOKYO	26 janv.	27 janv.
Dollar (en yens)...	121,90	124

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (27 jan.) : 11 15/16 - 12 3/16 %
New-York (26 jan.) : 2 13/16 %

BOURSES

PARIS (SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 40 : 481,25
SBF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 : 1 779,30 1 792,55

NEW-YORK (indice Dow Jones)

25 jan. 26 jan.
Industrielles : 3 292,20 3 298,95

LONDRES (indice Financial Times)

25 jan. 26 jan.
100 valeurs : 2 711,98 2 835,70
30 valeurs : 2 145 2 199,30
Mines d'or : 63,20 64,30
Fonds d'Etat : 93,78 94,46

FRANCFORT

25 jan. 26 jan.
Dax : 1 569,24 1 576,16

TOKYO

26 jan. 27 jan.
Nikkei Dow Jones : 16 802,88 16 802,88
Indice général : 1 255,91 1 266,10

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Devise	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,3480	5,3480	5,3480	5,3480
Yen (100)	121,90	124	121,90	124
Yen (100)	121,90	124	121,90	124
Yen (100)	121,90	124	121,90	124
Yen (100)	121,90	124	121,90	124
Yen (100)	121,90	124	121,90	124
Yen (100)	121,90	124	121,90	124
Yen (100)	121,90	124	121,90	124
Yen (100)	121,90	124	121,90	124

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

Devise	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8
Yen (100)	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8
Yen (100)	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8
Yen (100)	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8
Yen (100)	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8
Yen (100)	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8
Yen (100)	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8
Yen (100)	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8
Yen (100)	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

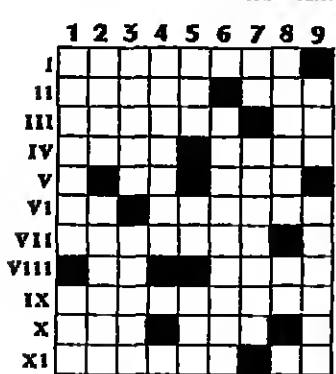
L'Allemagne devrait se doter en 1994 d'une autorité de marché

Avec un retard non négligeable sur les autres marchés européens et mondiaux, l'Allemagne devrait enfin se doter d'une autorité de marché dès 1994. Au terme du projet de loi, que le gouvernement allemand prévoit de soumettre au Parlement cette année, le délit d'initié, par exemple, sera passible d'emprisonnement. Selon M. Horst Köhler, secrétaire d'Etat au ministère des finances, les propositions seront efficaces et les peines de prison dissuasives. Des amendes

sont aussi prévues pour les courtiers qui réalisent des opérations futures en procédant à des transactions pour leur propre compte avant d'écouter des ordres de clients susceptibles de faire bouger le marché. Cet organisme de surveillance, qui chapeautera ceux qui fonctionnent déjà au niveau des sept Länder ou existant des Bourses de valeurs, élaborera de nouvelles règles de conduite pour les transactions mobilières et sera le partenaire de ses homologues étrangers.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5964



VERTICALEMENT

1. Quand on veut y jouer, il ne faut pas hésiter à faire signe. Ça moussonne quand il est royal.
2. Un homme vraiment dans le nage. Peut être lié au temps.
3. Lieu de travail. Mauvaise humeur.
4. Comme la science quand on ne perd pas de temps.
5. D'un verbe... actif. N'est parfois qu'un fillet.
6. Une vraie demoiselle quand elle est bronzée.
7. Symbole. Ceux qui sont de trop.
8. Utile pour se remettre à la page. Alla rumer.
9. Ménages sans doute la chèvre et le chou. Un assemblage.

Solution du problème n° 5963

Horizontalement

1. Guérriers. — II. Assourdis. — III. Méts. — IV. Béa. Sucés. — V. Routs. — VI. Uds. — VII. Zeppelins. — VIII. Echo. Iota. — IX. Lia. — X. Evrasy. — XI. Sés. Fée.

Verticalement

1. Gamba. Zédis. — 2. Usés. Réclé. — 3. Ester. Phare. — 4. Roi. Pô. — 5. Russule. Uva. — 6. Ir. — 7. Education. — 8. Rire. Entité. — 9. Séisme. Adré.

GUY BROUTY

Avec Le Monde sur Minitel

G

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 JANVIER

Cours relevés à 13 h 30

Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6150	CINE 3%	5200	5200	5200	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6160	B.N.T.P.	835	835	835	-1.23	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6170	C.I.T.P.	835	840	840	-1.44	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6180	Union T.P.	835	840	840	-1.08	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6190	Shore Pulp T.P.	1670	1670	1670	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6200	Sale Graham T.P.	1060	1060	1060	-0.93	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6210	Shore T.P.	840	840	840	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6220	ACORR	685	685	685	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6230	Arg Lignite	763	763	762	-1.76	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6240	Almond-Almond	640	637	636	-2.28	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6250	Almond-Almond	1330	1330	1330	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6260	A.S.P.I.	280	286	284	+1.54	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6270	AFS St. Corral	613	608	616	+0.33	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6280	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6290	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6300	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6310	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6320	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6330	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6340	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6350	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6360	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6370	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6380	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6390	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6400	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6410	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6420	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6430	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6440	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6450	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6460	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6470	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6480	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6490	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6500	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6510	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6520	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6530	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6540	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6550	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6560	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6570	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6580	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6590	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6600	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6610	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6620	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6630	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6640	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6650	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6660	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6670	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6680	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6690	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6700	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6710	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6720	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6730	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6740	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6750	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6760	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6770	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6780	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6790	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6800	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6810	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6820	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6830	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6840	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6850	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-	Compan- ies	VALUES	Cross priced.	Premier cours	Demurr cours	% +/-
6860	AFS St. Corral	78	78	78	---	Compan- ies	VALUES	Cross priced.</									

COMPTANT

(sélection)

SICAV

(sə'lection)

26/1

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frans incl.	Rachet net																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
Obligations										Etrangères																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																														
Emp.Ét. 8,9% 78L	100 31	4 28	C.I.T.A.M. (R)	1000	903	a	Promoteur (R)	388	387	30305 34	30305 34	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 25% sans 88L	9 02	100 07	1 36	Accilon	1991 19	193 88	Franc-Région	1094 63	1062 75	Pw/Associations	31342 11	31342 11	Emp.Ét. 13,5% 83	100 07	1 36	10 2

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - = : marché connu

Le sculpteur danois était devenu un classique grâce à une œuvre dense et dure

Confrontée à la plus grave crise de son histoire

IBM cherche un nouveau PDG pour remplacer M. John Akers

Le conseil de direction d'IBM a décidé le 26 janvier de trouver, si possible à l'extérieur de l'entreprise, un successeur à l'actuel président, M. John Akers, lequel participera à la sélection des candidats. Dans le même temps, la société a annoncé la réduction de son dividende annuel pour la première fois dans l'histoire de l'entreprise. A Wall Street, l'action IBM qui a été la valeur la plus active de la séance, a gagné un huitième de point, à 49 dollars.

NEW-YORK

de notre correspondant

La valse des grands patrons américains continue. Au lendemain de la transition en douceur intervenue chez American Express où le PDG, M. James Robinson sera bientôt remplacé par son adjoint direct (le Monde du 27 janvier), un autre géant américain, International Business Machines (IBM), en proie à la plus grave crise depuis sa création en 1914, s'est également mis en quête d'un nouveau patron susceptible de remplacer l'actuel président-directeur général, M. John Akers, et de redonner à «Big Blue» son état d'antan.

Pour autant, M. Akers, âgé de cinquante-huit ans et qui, selon la règle interne d'IBM, aurait dû abandonner la présidence en 1994, à l'occasion de son sixième anniversaire, n'est pas évincé brutalement du pouvoir. A l'instar de M. Robinson qui a en partie sauvé son poste (il conserve d'importantes fonctions au sein d'Amer), il participera à la désignation de son successeur au sein d'un comité ad hoc constitué autour de M. James Burke, l'ancien patron de la firme pharmaceutique Johnson & Johnson.

Ce comité dispose d'un délai de quatre-vingt-dix jours pour mener à terme une mission que tous les observateurs jugent très délicate au regard de la taille de l'entreprise, de

l'ampleur de ses problèmes et de la conjoncture difficile que connaît le secteur mondial de l'informatique. Pendant cette période de prospection, M. Akers continuera à exercer la totalité de ses fonctions de PDG à la tête d'IBM.

En prenant cette décision lors d'une réunion qui s'est tenue le 26 janvier à New-York, le comité de direction a sans doute cherché à désamorcer les attaques contre la gestion de M. Akers qui auraient certainement été lancées le 26 avril prochain à l'occasion de l'assemblée annuelle de la société. La United Shareholders Association, l'un des plus importants groupements d'actionnaires aux États-Unis, avait déjà fait savoir qu'elle exigeait la démission de celui qui préside IBM depuis 1986.

Devancé par Microsoft

Dans le même temps, le comité a été contraint de tirer les enseignements d'une année 1992 catastrophique pour le géant de l'informatique. Celui-ci avait récemment annoncé une perte de près de 5 milliards de dollars (environ 27 milliards de francs) pour les douze derniers mois, la plus importante de toute l'histoire de l'industrie américaine. L'année précédente, en dépit d'une perte qui atteignait déjà 2,8 milliards de dollars (soit 19,1 milliards de francs), IBM avait évité de diminuer le dividende annuel versé à ses actionnaires. Cette fois, le comité de direction a préféré le réduire pour la première fois depuis la création de la société - de façon drastique pour le ramener à 54 cents par action contre 1,21 dollar pour l'exercice précédent.

Cette décision n'a pas eu d'effet négatif sur Wall Street où le titre IBM a, au contraire, gagné quelques cents. Pour la communauté boursière, l'espoir de voir bientôt un nouveau président mettre un terme à la glissade que connaît «Big Blue» depuis quelques années justifie quelques sacrifices financiers immédiats. «Ce n'est pas tant l'avance technologique ou la définition d'une stratégie qui handicape IBM, mais plutôt la lenteur du groupe à se mouvoir.

Quand la société se présente sur des secteurs bien identifiés et prometteurs, elle trouve sur place tous ses grands concurrents, à commencer par Microsoft et Intel», constate un analyste new-yorkais, estimant qu'il faudra à IBM beaucoup de temps avant que ses nouveaux centres de profits compensent la chute d'activité de son métier d'origine : les gros et les mini-ordinateurs.

En l'espace de six ans, le groupe de M. Akers a perdu onze points en termes de part de marché sur la scène internationale, où il ne représentait plus que 19 % du total en 1991 contre 30 % en 1985, relève le cabinet McKinsey. Depuis cette date, la crise économique et la concurrence ont certainement conduit IBM à perdre encore un peu de terrain et la firme s'est enfoncée dans le «rouge» pour la deuxième année consécutive. Depuis 1985, elle a supprimé environ 100 000 emplois et l'état-major d'Armonk (Etat de New-York) a déjà programmé 25 000 autres suppressions de postes pour 1993.

Ces déboires ont conduit la firme américaine Standard and Poor, spécialisée dans l'évaluation du risque financier des entreprises, à ne plus lui accorder la note maximale, le prestigieux AAA pour les 19 milliards d'obligations émises à ce jour. Quelques jours plus tard, le 21 janvier dernier, IBM subissait une humiliation supplémentaire en se voyant déclassée par la firme Micro-Soft, dont le siège est à Seattle, sur la côte Ouest des États-Unis, pour le titre de numéro un de l'industrie informatique mondiale en termes de capitalisation boursière.

Ce jour-là, grâce à une nouvelle hausse de son cours de Bourse, la firme de M. Bill Gates, l'ennemi juré de Wall Street, affichait une capitalisation boursière de 27,12 milliards de dollars contre 26,48 milliards pour «Big Blue». Un résultat spectaculaire pour Microsoft, devenu en dix ans le numéro un mondial du logiciel et que IBM a mis longtemps à considérer comme un véritable concurrent.

SERGE MARTI

EN BREF

La justice allemande veut à nouveau juger M. Erich Honecker. La justice allemande a décidé de reprendre le procès de M. Erich Honecker, actuellement au Chili, pour sa responsabilité dans les tirs au mur de Berlin et va lui demander de revenir en Allemagne, a-t-on indiqué, mercredi 27 janvier, de source judiciaire. Le tribunal berlinois qui avait libéré le 13 janvier l'ex-umière d'un de la RDA communiste, quatre-vingts ans, en raison de son cancer du foie, a fait valoir que les poursuites contre M. Honecker s'étaient pas été formellement abandonnées et qu'une reprise du procès s'avérerait donc «nécessaire». (AFP)

TURQUIE : treize personnes tuées dans le Sud-Est anatolien. Cinq civils et huit rebelles kurdes ont été tués en deux jours dans le Sud-Est anatolien turc à majorité kurde, dans des accrochages entre maquisards et forces de sécurité ou dans des attentats armés, selon des informations de bonnes sources recueillies mardi 26 janvier à Ankara. (AFP)

Un voleur condamné à vingt ans de réclusion à Metz. Salvatore Anzani a été condamné, mardi 26 janvier à Metz, par la cour d'assises de la Moselle, à vingt ans de réclusion criminelle pour vol sous la menace d'une arme et tentative d'assassinat sur la personne d'une jeune femme. Le tribunal n'a pas suivi le ministère public, qui avait requis la réclusion criminelle à perpétuité, et a reconnu des circonstances atténuantes à l'accusé, âgé de vingt ans, qui, le 14 septembre 1991, avait violé, puis tenté d'assommer une jeune femme avant de l'abandonner dans un puits, dont elle était parvenue à s'échapper.

Services

Abonnements 9
Annonces classées 18-19
Automobile 24
Carnet 24
Marchés financiers 22-23
Météorologie 25
Mots croisés 22
Radio-Télévision 25
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Arts-Spectacles» folio 27 à 38

Le numéro du «Monde» daté 27 janvier 1993 a été tiré à 483 705 exemplaires.

Demain dans «Le Monde»

«Le Monde des livres» : les vingt ans du Salon de la bande dessinée d'Angoulême

Auteurs, éditeurs, lecteurs... Sur les traces de Tintin... Un entretien avec Morris, l'inventeur de Lucky Luke, qui reçoit le Grand Prix spécial vingtenaire anniversaire ; Hector Bianciotti s'entretient avec Pierre Laplace à l'occasion de l'essai de Michael Screech sur Rabelais ; Nicole Zand présente les écrivains sud-africains invités à Paris pour les «Belles Étrangères».

La réforme de la manutention portuaire

Un million de francs pour chaque départ de docker

L'Etat va contribuer pour 540 millions de francs au financement du plan social des dockers marseillais, soit environ la moitié du coût, s'annonçait, mardi 26 janvier, M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer. Cet apport va lever l'hypothèque qui pesait sur l'application de la réforme dans le premier port de France (le Monde du 22 janvier). Le plan marseillais coûtera toutefois plus cher que prévu (800 millions au lieu de 500). Mais les pouvoirs publics ont refusé d'antérioriser les demandes de financement de préretraites à partir de quarante-six ans, acceptant au ravanchage que les dockers concernés puissent rester en activité et attendre cinquante ans pour bénéficier des mesures d'âge. Des formations professionnelles seront en outre mises en place pour les dockers au chômage. Ces deux mesures concernent deux cents dockers à Marseille et trois cents au Havre.

Au total, la réforme de la manutention portuaire s'élèvera à près de 1 million de francs par départ de la profession, soit une addition deux fois plus lourde que prévu, et un total de 4 milliards de francs pour la réforme de 4 000 dockers sur 8 300.

Selon le Comité des usagers des banques

Succès de la loi sur les chèques sans provision

Les dernières statistiques du fichier central des chèques de la Banque de France confirment l'évolution positive, amorcée depuis le début de l'application de la nouvelle loi sur les chèques sans provision, estime M. Maurice Gousseau, président du Comité des usagers des banques.

Depuis la mise en application de la loi, le 1^{er} juin 1992, les déclarations d'interdiction de chèques se sont réduites de 9 100 par jour en moyenne, à la fin août, et à 7 400, fin décembre. L'accroissement des régularisations est aussi un bon signe, selon le comité. Elles atteignent en moyenne 5 600 par jour contre 4 500 il y a cinq mois. La nouvelle loi accorde les conditions de régularisation des émetteurs de chèques en «bois» mais supprime, en revanche, le délai de trente jours avant les déclarations d'incidents à la Banque de France.

(Publicité) LE FRANÇAIS EN RETARD D'UNE... FENÊTRE

Sens du confort et de l'économie, en RFA on change trois fois plus de fenêtres que chez nous. Pourtant, la France-Fenêtres pose en une journée, sans aucune dégradation, une fenêtre en bois, alu ou PVC. Herméticité totale et gain de lumière grâce à leur procédé exclusif. Garantie décennale. Egalement portes blindées. Agnès Vélux, 111, rue La Fayette (10^e). M. Gare-du-Nord et 20, av. Quilhou, à St-Mandé. M. St-Mandé-Tourville. 48.97.18.18. Granobles, 76.41.17.47. Lyon, 06.05.18.15. Rouen, 05.04.18.18.

TAPIS points noués, soldés à 30% ET 50% FAITS MAIN

CHIRAZ laine 150 x108... 1.250 F (2.500 F)
BALOUTCH laine 204 x112... 3.000 F (6.000 F)
NABAI laine et soie 181 x117... 7.200 F (14.400 F)
TABBAZ laine 273 x148... 5.000 F (10.000 F)
GHOM soie 207 x130... 36.800 F (73.600 F)

MAISON DE L'IRAN
63, Champs-Élysées (8^e)

Au conseil des ministres

La France inquiète des «risques d'explosion» au Togo

Lors des délibérations du conseil des ministres réuni mercredi 27 janvier au palais de l'Élysée, M. Roland Dumas, à l'occasion de son tour d'horizon diplomatique, a évoqué la situation au Togo. Il a souligné, d'après M. Louis Mermaz, ministre chargé des relations avec le parlement et porte-parole du gouvernement, les «risques d'explosion» et affirmé que la France ne saurait «s'immiscer dans les affaires intérieures du Togo, comme dans celles de n'importe quel autre pays africain» bien qu'elle soit «très vigilante quant à la sécurité des quatre mille Français qui vivent sur place».

Hommage aux militaires tués en Croatie

Rendant compte de la formation du nouveau gouvernement du Danemark, le ministre des affaires étrangères a affirmé que la majorité parlementaire élargie qui soutient le nouveau premier ministre social-démocrate devrait faciliter le

succès du deuxième référendum sur l'Europe.

Lorsque fut évoquée la situation dans l'ex-Yugoslavie, le ministre de la défense a rendu hommage aux deux sous-officiers qui ont été tués en Croatie et à ceux qui ont été blessés.

D'autre part, le conseil des ministres a entendu une communication de M^{me} Martine Aubry dressant le bilan et les perspectives des missions locales et des permanences d'accueil pour l'insertion des jeunes.

M. Bruno Durieux, quant à lui, a expliqué, pour s'en féliciter, les raisons du solide excédentaire du commerce extérieur français.

M. Alain Cordier, nouveau directeur général de l'Assistance publique de Paris. - M. Alain Cordier a été nommé, mercredi 27 janvier, au conseil des ministres, directeur général de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris. Directeur des finances de l'Assistance publique, M. Cordier succède à M. François Stasse, qui avait récemment présenté sa démission (le Monde du 20 janvier).

Le sort des Palestiniens expulsés au Liban

L'OLP demande contre Israël des sanctions «limitées et spécifiques»

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Encouragé par le rapport de M. Boutros-Ghali recommandant au Conseil de sécurité de prendre «toutes les mesures requises» pour amener Israël à appliquer la résolution 799 - exigeant le rapatriement des quelque 400 Palestiniens expulsés au Liban - la délégation palestinienne à l'ONU a déposé, mardi 26 janvier, un projet de résolution demandant des sanctions «limitées et spécifiques» contre Israël. S'il devait être adopté, ce serait la première fois qu'un texte invoquerait le chapitre 7 de la Charte de l'ONU (sur les mesures de répression) à propos de l'Etat juif.

L'OLP demande aux pays membres de l'ONU d'empêcher sur leur territoire toute activité commerciale ou financière avec les entreprises israéliennes présentes dans les territoires occupés, y compris Jérusalem. Israël se verrait également interdire toute participation à des conférences internationales relatives aux droits de l'homme.

Un délai, expirant le 9 février, serait accordé à l'Etat juif pour rapatrier les expulsés. Passée cette date, «d'autres mesures» seraient envisagées. Le représentant de l'OLP à l'ONU a réaffirmé que les Palestiniens ne participeraient pas aux pourparlers de paix si ce problème n'était pas réglé.

S'abstenant de commenter le

Selon le secrétaire général de la Ligue arabe

M. Rabin est «dans une situation très difficile»

Pour les pays arabes, il n'y a pas de compromis possible sur l'affaire des quelque quatre cents Palestiniens expulsés par Israël. La seule solution est de les rapatrier dans les territoires occupés, affirme le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Imat Abdel Méguid. Et, s'il ne s'estime pas autorisé à parler au nom des pays arabes et des Palestiniens qui occupent la paix avec Israël, M. Abdel Méguid exclut la garantie décennale. Egalement portes blindées. Agnès Vélux, 111, rue La Fayette (10^e). M. Gare-du-Nord et 20, av. Quilhou, à St-Mandé. M. St-Mandé-Tourville. 48.97.18.18. Granobles, 76.41.17.47. Lyon, 06.05.18.15. Rouen, 05.04.18.18.

Ce sont «les Israéliens qui ont provoqué l'épreuve de force» et c'est tout à fait regrettable pour le processus de paix, «qui est dans l'intérêt des pays arabes et d'Israël», a affirmé le secrétaire général de la Ligue arabe lors d'un déjeuner de presse, mardi 26 janvier, à Paris. Selon lui, le premier ministre israélien «a fait un faux calcul» et «se retrouve aujourd'hui dans une situation très difficile». Le processus de paix aussi.

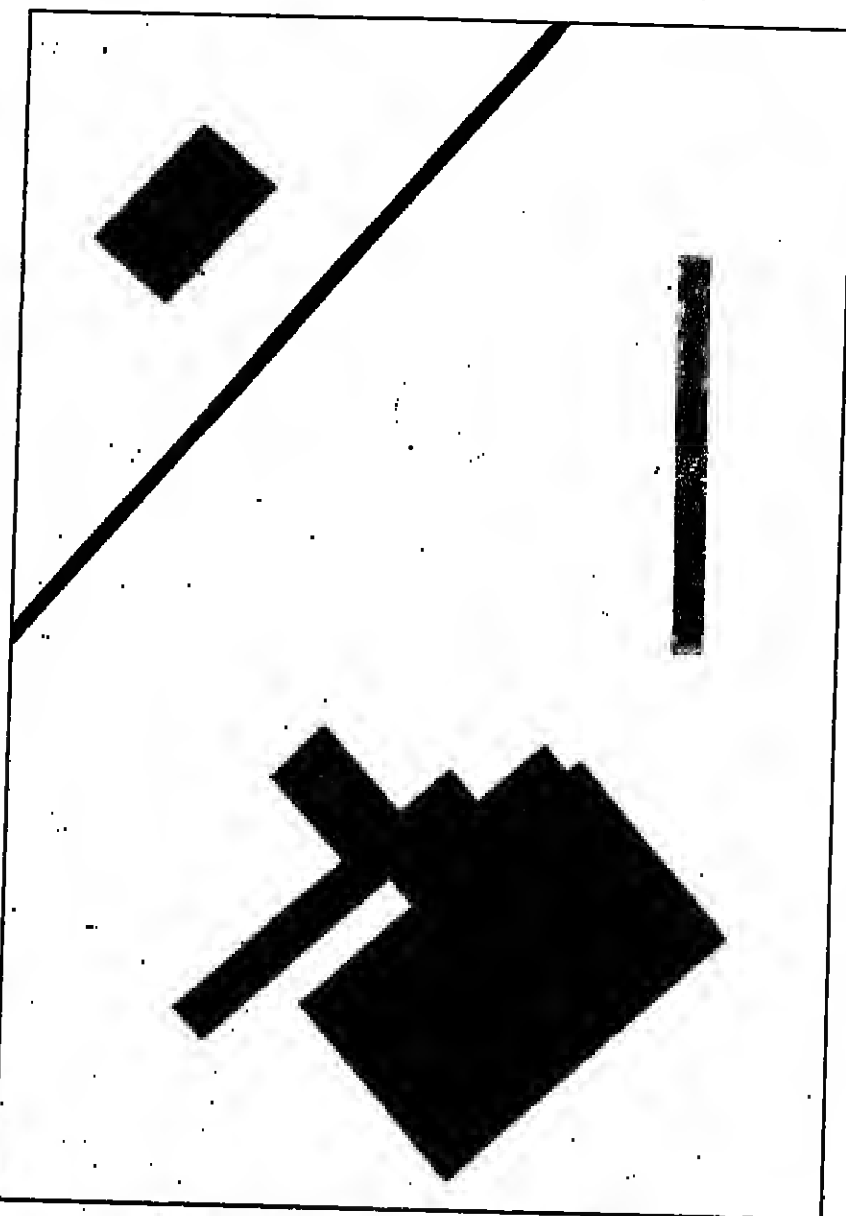
Et si Israël continue de refuser de rapatrier les expulsés? La réponse de M. Abdel Méguid est nette. Les Arabes réclament des «sanctions» contre Israël, insiste M. Abdel Méguid, même s'il souhaite qu'on n'en arrive pas à cette extrémité et s'il préfère une «solu-

tion respectable». «Il est grand temps que le Conseil de sécurité comprenne que la politique des deux poids deux mesures ne peut plus être appliquée». Faute de quoi, les Arabes pourraient, à l'avenir, refuser d'appuyer des décisions qu'ils ne jugent pas équitables, fait valoir le secrétaire général de la Ligue arabe. Ce n'est pas une menace, ni même un avertissement, affirme-t-il, mais «les Arabes ont des droits qui doivent être respectés».

En tant que juriste, M. Abdel Méguid estime que les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, ont «contreposé le texte de la résolution 688» de l'ONU en se livrant la semaine dernière à des raids contre l'Irak. Plus encore, il estime que l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak en août dernier obéissait peut-être à des considérations «électorales américaines», à croire que (le président sortant américain) Bush avait pris une position presque personnelle sur le sujet. Et s'il met en garde contre les risques de division de l'Irak, il n'en souligne pas moins que Bagdad doit, sans discuter, appliquer toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

MOUNA NAM

L'OLP demande contre Israël des sanctions générales et spécifiques



Malevitch : « La Moissonneuse », 1912

Malevitch : « Composition suprématisiste », 1920

L'EST FRÈRE

La carte génétique de l'honnête homme français est marquée de nombre d'émotions, de souvenirs, d'enthousiasmes cyrilliques qui culminent certainement avec la lecture de Dostoevski puis la découverte des Ballets russes. Mais c'était avant la déflagration de la première guerre mondiale, avant la révolution d'Octobre et le grand éteignoir sanglant du stalinisme. La Russie exhume aujourd'hui de ses réserves obscures, de ses enfers tabous, des trésors qu'elle a su, malgré tout, préserver. Il y a d'abord les œuvres plastiques magistrales de son avant-garde, comme en témoignent l'exposition de Nantes (*lire l'article de Philippe Degen ci-contre*) et l'enquête de notre correspondant à Moscou page 28). Il y a aussi les écrits de l'un des plus beaux auteurs de ce siècle, Evgueni Zamiatine, célébré de longue date ici et réhabilité là-bas en 1988. L'une de ses nouvelles, *l'Inondation*, est aujourd'hui portée à l'écran par Igor Minaev ; il tourne son film en français autour d'Isabelle Huppert (*lire le reportage de Danièle Heymann page 38*).

Plus près de nous, le public va pouvoir prendre connaissance de deux ouvrages très différents. Le premier est la traduction en français du *Scritine* écrit par Friedrich Gorenstein, Russe émigré en Allemagne, passionnante biographie romancée du musicien ou mysticisme flamboyant. Elle paraît en plein cœur d'une saison musicale parisiennement fortement rythmée par la Russie (*lire l'article d'Anne Rey page 30*). Le second est la mise en scène par Bernard Sobel au Théâtre de Gannavilliers de la première pièce traduite en français de Mikhaïl Volokhov, jeune auteur - il a trente-huit ans - qui a été installé à Paris en 1987. L'affrontement de deux brutes dans les couloirs d'un hôpital réservé aux membres du KGB, sous la plume d'un écrivain faisant (*lire l'article d'Olivier Schmitt page 30*).

Ce numéro du supplément « Arts-Spectacles » est traversé de part en part par ce qu'on a appelé l'âme slave; elle niche dans toutes les formes de l'art, mystérieuse alchimie de vitalité et de doute, d'énergie et d'abattement, de naïveté et de malice, de noirceur et d'éclat.

Le Musée des Beaux-Arts de Nantes consacre une formidable exposition-exploration aux avant-gardes russes entre 1905 et 1924, au temps de Kandinsky et de Malavitch. A l'originalité de la recherche historique répond la qualité et l'exceptionnelle rareté des œuvres qui sont ici révélées. La plupart d'entre elles n'avaient jamais été exposées hors de Russie, si ce n'est en Russie elle-même, où elles reposaient dans les réserves des musées de province, à l'abri des regards autant que des censeurs.

NANTES

da notre envoyé spécial

DE temps en temps, cela arrive : une exposition parfaite, captivante, inattendue, une très belle exposition. A Nantes, cela arrive plus souvent qu'ailleurs, grâce à l'efficacité et à l'esprit aventureux du conservateur, Henry-Claude Cousseau. Mais ce qui se passe cette fois dans le grand patio blanc aux larges arcades italiennes du Musée des Beaux-Arts ne tient plus de la réussite, mais du chef-d'œuvre. Tout y concourt, de l'élégance et de la légèreté de la présentation à la splendeur des tableaux, des tableaux jamais vus, des tableaux inconnus et troublants.

De quoi s'agit-il ? D'un peu plus de quatre-vingts toiles exécutées en Russie entre 1905 et 1924, entre la première révolution, celle du *Potemkine*, et la mort de Lénine. Pendant ces deux décennies, avec une ferveur et une violence stupéfiantes, une révolte

artistique frénétique se déchaine à Moscou et à Saint-Petersbourg. Elle a ses factinns et ses doctrines appnssées et confuses et ses mnts-slogans - rayonnisme, lco-optimivisme, suprématisme. Elle a ses héros - Lariovov, Bonrlonk, Rodtchenko - et ses béraines - Natalia Gontcharova, Lioubav Papova, Alexandra Exter. Elle a ses exaltés - Malevitch, - ses philosophes ermites - Filinn - et ses professeurs - Kandinsky. Elle a ses météores - Mikhaïl Le Dentu, mort à la guerre en 1917 à vingt-huit ans, Olga Rozanova, morte à trente-deux ans de la diphtérie, Popova disparue à trente-cinq ans. Elle aura bientôt ses émigrés - Kandinsky, Lariovov, Bourinuk, Gontcharova, - ses exilés de l'intérieur - Malevitch, Chapochnikov - et ces renégats - tous ceux qui s'efforcèrent de vivre en paix avec le réalisme socialiste et ses institutions. Depuis 1924, elle a eu aussi ses méconnus et ses nubiés, quelques-uns de ceux qui ont été cités jusqu'ici et d'autres encore, David Chertberg, Vladislav Strjenskiny, Nadejda Oudaltsova.

S'ils ressuscitent, c'est après soixante-dix ans de clandestinité et grâce à un événement dont le souvenir s'était lui aussi perdu : la campagne d'achats dans les ateliers organisée par le département des Beaux-Arts à partir de 1918, achats massifs suivis d'une diffusion non moins systématique ou direction des musées de province. Sur ce point, nombre d'erreurs ayant été écrites, il faut être précis. Les toiles présentées à Nantes proviennent des collections de Saint-Petersbourg et de dix villes des provinces russes, Tula, Samara, Astrakhan, Nijni-Novgorod ou Nijni-Taguil. Comment étaient-elles parvenues là-bas, dans des cités où le suprématisme et la Proletkult – culture prolétarienne, selon la terminologie d'alors – passionnaient assez peu les foutes ?

On a longtemps prétendu que cette politique de dispersion avait été complétée par les tenants du réalisme révolutionnaire stalinien afin d'en finir, après 1925, avec des avant-gardes devenues encombrantes. En vérité, les choses se sont passées à l'inverse : entre 1918 et les débuts de la glaciation, le département des Beaux-Arts - nommé IZO, - fondé en 1918, a constitué des collections abondantes exclusivement consacrées aux courants modernes. Entre septembre 1918 et décembre 1920 furent achetées en tout 1 926 œuvres de toutes espèces auprès de 416 artistes. De cet ensemble, plus de la moitié - exactement 1 211 - fut réparti immédiatement entre une trentaine de musées afin de favoriser la diffusion des mouvements nouveaux, d'éclairer les citoyens des cités éligantes et de servir d'exemples pour l'enseignement. La révolution d'Octobre reprenait ainsi à son compte, délibérément, la politique française des « envois de l'Etat » aux collections provinciales.

Quand, dès 1923, la création de l'Académie nationale des arts annonça la fin de l'âge d'or des modernes, le mal - c'est-à-dire le bien - était déjà fait et largement répandu. Les œuvres reçues de Moscou et de Petrograd quittèrent évidemment les cimaises des accrochages permanents pour les réserves, où elles furent souvent abritées dans des conditions passablement rustiques. Elles survécurent ainsi à Staline, à Hitler et à Brejnev, roulées dans des caves, démenagées pendant l'invasion nazie, qui tantôt placent plusieurs de ces cités de la vallée de la Volga. Par paresse, par indifférence, par habitude de fonctionnaire, par esprit de résistance peut-être, des conservateurs les conservèrent, sans pitié sans doute, sans haine non plus.

PHILIPPE DAGEN
Lire la suite page 28

RUSSIE/AVANT-GARDE

LES MUSÉES VICTIMES DE LA PÉNURIE

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« **B** IEN sûr, ce n'est pas très satisfaisant pour les échanges culturels internationaux, mais nous n'avons pas d'autres moyens de survie. » C'est avec un rien de gêne que la conservatrice en chef de la galerie Tretiakov de Moscou, M^{me} Lydia Ioliteva, avoue que les principaux musées russes acceptent désormais de prêter leurs œuvres pour des expositions à l'étranger en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes. Et c'est avec humour qu'elle explique que « ni elle ni ses interlocuteurs étrangers n'ont envie de dévoiler le prix des transactions ». Une fourchette toutefois : entre 50 000 et 500 000 dollars par exposition. « Les discussions sont ardues, il faut convaincre que tel tableau est un chef-d'œuvre et tel autre... un super-chef-d'œuvre ! Sans compter les problèmes d'assurance. » M^{me} Evgueni Petrova, directrice adjointe du Musée russe de Saint-Petersbourg, elle, ne voudra donner aucun chiffre sur le prix de location des toiles de son musée. « C'est un secret. »

Bref, dans ce domaine comme dans tant d'autres, la Russie d'aujourd'hui vit dans la recherche éfrénée de devises étrangères. Les subventions du ministère de la culture ayant drastiquement baissé, les musées doivent se débrouiller eux-mêmes s'ils ne veulent pas être totalement mis à l'écart des mouvements internationaux. « Pour payer les salaires ou conserver les œuvres, nos roubles nous suffisent. Mais, dès qu'il s'agit d'acheter à l'étranger ou de se lancer dans de grands travaux, nous avons besoin de dollars », reconnaissent la plupart des responsables. Certes, la galerie Tretiakov, le Musée russe, au même titre que le Bolchoï ou le Kremlin, ont été mis sur la « liste du président », qui comprend les vingt « objets de valeur » que l'Etat continuera, coûte que coûte, à entretenir. Mais la galerie Tretiakov attend toujours 10 des 15 millions de dollars promis par Boris Eltsine pour son agrandissement.

En plus de dollars, c'est essentiellement de place qu'ont besoin la plupart des musées de Russie. Et principalement ceux qui possèdent une collection importante d'œuvres de l'avant-garde ou d'artistes plus contemporains. Ainsi le Musée russe souhaite acquérir de nouveaux bâtiments à Saint-Petersbourg, et la galerie Tretiakov envisage de se séparer en deux : les œuvres classiques resteraient dans le site actuel et celles de l'avant-garde émigreraient dans un bâtiment plus moderne. Aujourd'hui - l'exposition de Nantes en fournit une preuve supplémentaire -, ces dernières œuvres ne sont pas souvent présentées en Russie, tant est forte la demande à l'étranger.

Une des expositions les plus importantes de tableaux de l'avant-garde sillonne ainsi le monde, de Francfort à New-York. « Pour le moment, ces œuvres

ÉCHANGES EN DEVISES FORTES

Longtemps interdite, la peinture de l'avant-garde russe a souffert du zèle des conservateurs soviétiques. Certains tableaux ont disparu, d'autres ont été vendus, et l'essentiel a été remis dans des réserves pendant plusieurs décennies. Heureusement, quelques « résistants » protégèrent les chefs-d'œuvre par les moyens les plus divers. Aujourd'hui, la nouvelle Russie a besoin de devises. Elle a très vite compris que la présentation de ces chefs-d'œuvre dans les musées étrangers était le plus sûr moyen de s'enrichir rapidement. Les tableaux de l'avant-garde sont aujourd'hui visibles en Occident contre dollars - les termes de ces échanges sont plus ou moins secrets. Les Russes n'y ont donc pas encore vraiment accès. D'autant qu'à leur retour on n'est pas sûr de pouvoir les présenter dans de bonnes conditions, faute de place et de moyens.

gagnent de l'argent pour nous », ironise Mikhaïl Guerman, un des grands spécialistes de cette période. Mais il faudra bien, un jour ou l'autre, leur trouver une place définitive en Russie. Le paradoxe reste donc entier : hier interdite, aujourd'hui « en représentation » à l'étranger, l'avant-garde est toujours aussi peu accessible aux Russes eux-mêmes.

L'exil, le bannissement, la destruction des œuvres d'art commencent dès 1932. Une grande partie des chefs-d'œuvre de l'avant-garde est remise dans les caves des musées de Moscou et de Saint-Petersbourg. Une autre, envoyée en province quelques années auparavant au titre de la décentralisation artistique, doit aussi être cachée aux yeux du public. Commence aussi, ici comme ailleurs, le temps de la collaboration ou de la résistance. La collaboration, ce sont ces responsables de musée, surtout en province, qui suivent avec zèle les consignes de Moscou. « Les pires ont été les militaires ou... les pédagogues », affirme aujourd'hui la critique Olga Chikhaïeva. Des œuvres sont purement et simplement détruites. D'autres sont enfermées à double tour, et seuls des fonctionnaires envoyés de Moscou peuvent les voir lors de « visites de contrôle ». Même les conservateurs d'autres musées de Russie ne peuvent y accéder. Des fonctionnaires plus indélicats vendent certaines œuvres.

La résistance est menée par des hommes comme le directeur du Musée russe qui foot tout pour sauvegarder leurs collections de l'avant-garde. Une chance pour eux : à cette époque, le mouvement n'a pas encore de renommée internationale. Et si les musées de Russie vendent des Titico, des Rembrandt, des Bonicelli pour financer la construction d'usines, de tracteurs ou de kolchozes, peu de tableaux de l'avant-garde quittent les caves où ils sont entassés.

Quelquefois, les dirigeants, voulant honorer un hôte étranger, décident de lui offrir un Malevitch ou un Kandinsky. Il s'agit alors pour les conservateurs de tenter de s'opposer par tous les moyens à ce don. Toutes les excuses sont bonnes. « Le tableau n'est pas en bon état », « vous feriez mieux de vous adresser à un autre musée... » Le milliardaire américain Armand Hammer, ami de Lénine, obtient toutefois deux toiles de Malevitch contre un manuscrit de Vladimir Oulianov.

Le dégel des années 60 permet à certains amateurs courageux, éclairés et astucieux de constituer des collections privées impressionnantes. Comme le milliardaire grec Georgi Kostaki, dont le tiers seulement de la collection a été, par la suite, donné à la galerie Tretiakov. Un ancien vice-ministre russe des affaires étrangères, M. Vladimir Semionov, profite d'un double passeport et de son poste d'ambassadeur en Allemagne pour faire passer sa collection privée à Cologne. Ne dit-on pas qu'il a obtenu certains

tableaux de Peter Falk contre la promesse d'un appartement pour la veuve du peintre ? Il faudra en fait attendre 1981 et l'exposition Paris-Moscou au Centre Georges-Pompidou pour que prenne fin le purgatoire de l'avant-garde. Si, en 1975, le ministère russe de la culture achète, pour la première fois, cinq toiles non figuratives, en 1978, un étudiant se voit interdire la soutenance d'une thèse sur ce mouvement. La grande traque de toutes les œuvres de la période commence et, aujourd'hui, les spécialistes estiment qu'elles ont été en grande partie retrouvées mais qu'il est souvent difficile de les regrouper. « Si quelqu'un possède un Chagall, il ne voudra pas le vendre en Russie contre des roubles, mais bien évidemment à l'étranger. Or, il est interdit de vendre des œuvres d'art à l'étranger. Conséquence : il y a peu de chances pour que ce Chagall figure un jour sur le catalogue d'un musée russe », explique Mikhaïl Guerman.

L'éclatement de l'URSS a, un temps, rendu le problème plus ardu. Fallait-il procéder à un partage des œuvres disséminées dans les différentes Républiques ? L'Ukraine devait-elle rendre, comme le souhaitaient certains responsables de Moscou, les milliers de tableaux ou de dessins envoyés par le « centre » ? Ervan devait-elle restituer tel ou tel Kandinsky ? Apparemment, les œuvres d'art sont moins sensibles que les armes nucléaires, et les discussions se sont vite coagulées par un compromis logique : chacun gardait ce qu'il avait chez lui. Compromis accepté, avec une pointe de nostalgie par les Russes qui estiment qu'une bonne partie de leur patrimoine, notamment les toiles de l'avant-garde, se trouve désormais « à l'étranger ».

Nul, et ici moins qu'ailleurs, n'est prophète en son pays. Si l'avant-garde russe a eu une influence prépondérante sur l'art occidental, la filiation est plus difficile à établir avec les artistes russes contemporains. D'abord parce que ceux-ci n'ont été que très peu en contact avec elle. Ensuite en histoire de l'art en 1952, Mikhaïl Guerman se souvient : « Si, très rarement, on nous montrait certaines œuvres de ce mouvement, c'était uniquement pour les ridiculiser. » Il y a plus : de nombreux intellectuels russes d'aujourd'hui estiment que les protagonistes de l'avant-garde, même s'ils ont souvent payé très cher par la suite leur engagement, ont contribué à l'instauration du communisme. « C'étaient des génies, mais aussi des bolcheviques et ils étaient prêts à fusiller ceux qui n'étaient pas d'accord avec eux. Ils ont contribué à l'instauration du totalitarisme soviétique. Ils voulaient un art officiel », explique un critique. « De toute manière, ironise Andréï Erofeev, conservateur en chef du Musée d'art contemporain de Moscou, même si les communistes sont partis, les Russes acceptent toujours aussi mal l'art contemporain. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

Suite de la page 27

Il n'a de la sorte redécouvert des toiles dont aucun historien ni aucun critique ne soupçonnait l'abondance et la qualité. Ainsi de Malevitch, dont la *Moissonneuse* dormait à Astrakhan et le *Faucheux* à Nijni-Novgorod. Ainsi de Kandinsky, dont un paysage expressionniste de premier ordre était hébergé à Astrakhan. Ainsi de Larionov, bien représenté au Musée régional d'art d'Oulianovsk, et du passionnant Strjensky, dont la cité balnéaire de Samara possédait le *Compteur*, peinture-assemblage qui préfigure le pop art quarante ans auparavant.

Ces résurrections pourraient n'être que des curiosités. En vérité, elles incitent à corriger quelques schématismes historiques, à réévaluer l'influence occidentale et à rendre son importance au courant

NANTES A L'HEURE DE MOSCOU

qui se qualifiait lui-même de néo-primitiviste. Si l'on sait depuis longtemps que Matisse et Derain n'ont pas été sans effet sur Kandinsky et que nombre de peintres russes ont séjourné à Paris avant 1914, il est désormais possible de mesurer les influences simultanées et distinctes du cubisme et du futurisme sur la formation de l'avant-garde russe.

Au premier mouvement, ces disciples venus de l'Est empruntent la fragmentation géométrique des volumes, le chromatisme étouffé, les mots en majuscules sur la toile, les papiers collés et les peintures alourdies de sable et de plâtre. Du second, ils retiennent le dynamisme, les dissonances de tons aigres, la construction selon l'oblique. Les uns pastichent adroitement, telle Popova, dont le *Portrait futuriste* tient du manifeste, de l'hommage et de la synthèse énergique des influences. Le mystérieux Le Dentu veut combiner Boccioni, Braque et le rayonnisme de Larionov. Mikhaïl Menkov et Vera Pestel ne sont pas de moins bons élèves, qui s'appliquent à acclimater aux objets et aux paysages de Saint-Petersbourg les inventions en vogue à Paris et à Milan.

Sur ce point, l'exposition autorise des vérifications décisives. De même que « Figures du moderne » au Musée d'art moderne de la Ville de Paris rappelle la densité des rapports entre Allemagne et France avant 1914, elle affirme la densité des rapports entre Russie et France, sans que l'Alle-

magne des expressionnistes joue un quelconque rôle d'intermédiaire. La communication est directe et étonnamment rapide : à Moscou, on réagit avec quelques mois de retard à ce qui s'invente au Bateau-Lavoir.

La réaction précède de fort peu la négation. En mars 1912, Larionov et Goncharova fondent le groupe La Queue de l'âne, dont les manifestations contestent celles du Valet de carreau, largement ouvertes au fauvisme, au cubisme et au futurisme. Contre l'avant-gardisme occidental, les peintres à l'enseigne de La Queue de l'âne se réclament de la spécificité russe, de ses traditions et de son passé. Eo Niko Pirosmachvili, peintre naïf, ils trouvent leur Douanier Rousseau, et dans le néo-primitivisme, dont Chevchenko écrit la théorie en 1913, ils découvrent une doctrine nouvelle et rebelle.

De la vigueur de ce mouvement, auquel participèrent Malevitch et Tatline, témoignent à Nantes des tableaux déconcertants, mixtes d'adresse et de simplicité calculée, icônes peintes largement. La *Venus katsop* de Larionov est une *Olympia* d'isba vieillie par un chat d'Épinal. Les couleurs hurlent, les touches s'entrechoient, Koutchalovski et Rozanova rivalisent d'audace. Souvenirs de Byzance ? Réminiscences de la vieille Russie ? Sans doute. Mais le japonisme et les fauves, Gauguin et Van Gogh ont leur part dans ces explosions de pourpre et de vert pré.

Leur intensité suffit à forcer le regard à étudier ces harmonies rutilantes. Elles ont cependant un autre intérêt, que l'accrochage s'ingénie à rendre sensible : elles préparent la seconde révolte de la couleur, celle de Malevitch, de Rodtcheoko, de Klioune et du singulier Chapochnikov, celle du suprématisme et du constructivisme. Est-ce la rareté de ces compositions, que l'œil croyait perdues et détruites ? Est-ce de les voir au milieu de toiles contemporaines qui les expliquent et les épaulent ? Est-ce - détail sentimentale - de les voir dans leur état initial, avec leurs pauvres baguettes en guise de cadres et leurs étiquettes manuscrites collées sur la toile ? Ces abstractions rayonnent de grâce. Sur un blanc ni uniforme ni plat, les carrés et les rectangles jaunes, verts et roses de Malevitch se disposent en constellations - cosmogonie géométrique admirablement abriconnée. Peinture bidimension-

nelle ? Moins qu'on ne l'a dit. Les plans flottent, dansent, glissent les uns sous les autres comme des ailes ou des poissons.

En 1915, Chapochnikov construit avec des gris, des blancs et quelques verts sa *Composition cubiste « le Jugement dernier »*, qui est une des plus belles peintures de son temps, inexpliquable, alusive, suavement mélancolique. En 1918, Alexandre Rodtchenko peint sa *Composition sans objet n° 61*. Sans objet ? Sans objet avoué. Une planète rouge et orange illumine le ciel noir-blanc. Un cercle rouge feu avance dans l'espace qui semble grandir et se creuser. Un art poétique, abstrait si l'on y tient, mais plutôt « sur-réaliste », au sens qu'Apollinaire donne alors à son néologisme - réaliste autrement par transposition et métaphore, - une esthétique sans exemple, ni en France ni dans les Pays-Bas de Mondrian, oût en silence, dans la guerre et la révolution. L'une et l'autre ont eu raison d'elle, tuant les peintres, asservissant ou expulsant les survivants. Il ne reste que ces toiles miraculeusement épargnées, symboles d'une aube aussitôt éclipée.

PHILIPPE DAGEN

Agenda

« L'avant-garde russe, 1905-1925. Chefs-d'œuvre des musées de Russie », Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : (01) 40-41-65-66. Du 30 janvier au 18 avril. L'exposition sera accompagnée d'un catalogue publié avec le concours de la Réunion des musées nationaux, comprenant des textes d'Henry-Claude Cousseau, Svetlana Djafarova, Elena Basner et John Milner (288 pages, 295 francs).

Une exposition consacrée aux avant-gardes russes d'aujourd'hui, « La collection Rineco », se tient à Paris, galerie de la Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob, 75006 Paris. Tél. : 40-49-94-63. Jusqu'au 24 avril.

Le Loup et les sept Blanche Neige
deux spectacles de
Jean JOURDHEUIL et Jean-François PEYRET
Décor Gilles ALLAUD
du 5 janvier au 28 février
Cabaret Karl Valentin
Musique Stéphane LEACH
du 26 janvier au 28 février
Fantaisies Kafka
Musique Philippe HERSANT
avec François CHATTOT - Anne DURAND
Michet KULLMANN
et Stéphane LEACH (Cabaret Valentin)
Alvaro MORELL - Toméo VERGES (Fantaisies Kafka)
48 31 11 45

ENTRETIEN AVEC HENRY-CLAUDE COUSSEAU

Un conservateur sort de ses réserves

Il n'est pas facile de négocier avec les musées russes. Préparant son exposition, Henry-Claude Cousseau en a fait plus d'une fois l'expérience. De Saint-Petersbourg à Nantes, récit des tribulations d'un conservateur acharné.

QUAND il raconte ses voyages dans les réserves des musées russes, Henry-Claude Cousseau ne dissimule pas que, si fructueuse soit-elle, l'aventure n'a pas été de tout repos. En 1990, envoyé en mission à Saint-Petersbourg, qui était encore alors Leningrad, il visite le Musée russe et son atelier de restauration. Surprise : parmi les œuvres en cours de rajustement, il reconnaît le provocant et rutilant *Venus katsap* de Larionov, venue de Nijni-Novgorod. Ces interlocuteurs lui révèlent alors que les réserves des musées de province sont riches en œuvres de l'avant-garde et qu'il n'est désormais plus interdit de les voir. L'idée d'une exposition à Nantes naît alors.

Pour qu'elle s'accomplisse, il faudra d'autres voyages et de longues, très longues négociations, d'autant plus longues qu'un principe irréversible est posé dès le début par la partie française : aucun « arrangement » financier ne sera consenti aux musées en échange des prêts. Or c'est là désormais la ressource principale des conservateurs russes qui excellent à « louer » leurs tableaux et pratiquent habilement le surachète. « Nous avons essayé de substituer à ce genre de rapports le principe d'une coopération scientifique », explique Henry-Claude Cousseau. L'idée a mis quelque temps à s'imposer, mais nous y sommes parvenus. Nos collègues russes ont été sensibles à notre désir de présenter des artistes et des œuvres absolument inconnus. Ils ont été intéressés, flattés aussi, par notre démarche. Ils ont même été à ce point intéressés, pour finir, qu'ils ont publié très rapidement un livre à partir de notre propre choix, à peine aménagé. »

Il n'empêche : les négociations ont été serrées. « Sur certains noms, il existe une concurrence entre musées occidentaux. Pour obtenir les *Malevitch*, les *Larionov*, les *Gontcharov*, les *Kandinsky* aux conditions que nous avions fixées, il a fallu beaucoup d'obstination. Certains prêts nous ont été accordés très tard. Mais ils l'ont été, alors... » Les conditions exigées par

les musées russes ont été multiples — et très simples à la fois : que le Musée de Nantes prenne à sa charge tout, absolument tout.

La restauration des œuvres, le réencadrement de nombre d'entre elles, leur collecte en Russie et leur regroupement à Saint-Petersbourg, le transport par camion blindé de Saint-Petersbourg à Nantes, la venue des conservateurs russes, la campagne photographique, l'assurance des œuvres, tout a été organisé et payé depuis la France. Sans l'aide d'un mécène, la Fondation Elf, et le soutien de la Ville de Nantes, l'opération aurait été impossible.

Le choix des toiles a été établi sur place, dans les réserves de Samara et d'Astrakhan : « Dans l'ombre d'une réserve, on sortait les tableaux pour les examiner, les comparer, choisir. Une partie des œuvres avaient été déjà restaurées, les autres étaient remises dans des conditions parfois surprenantes. Nous avons déroulé des toiles qui ne l'avaient plus été depuis des décennies... »

La sélection établie, le plus périlleux restait cependant à faire : assurer l'organisation matérielle de l'exposition. « Pour nous, qui avons l'habitude de nous appuyer sur des structures administratives, l'expérience a été déconcertante. La plupart du temps, il n'existait pas d'organisme pour répondre à nos demandes. Il nous a fallu tout générer nous-mêmes, jusqu'au transport, sur des routes effrayantes et interminables. Ce travail d'organisation matérielle dépassait de loin nos compétences et nos possibilités. Nous avons eu recours à un producteur privé, spécialisé dans les contacts avec la Russie. C'est lui qui a pris en charge les difficultés administratives et pratiques. Sans son aide, l'exposition n'aurait pas eu lieu. »

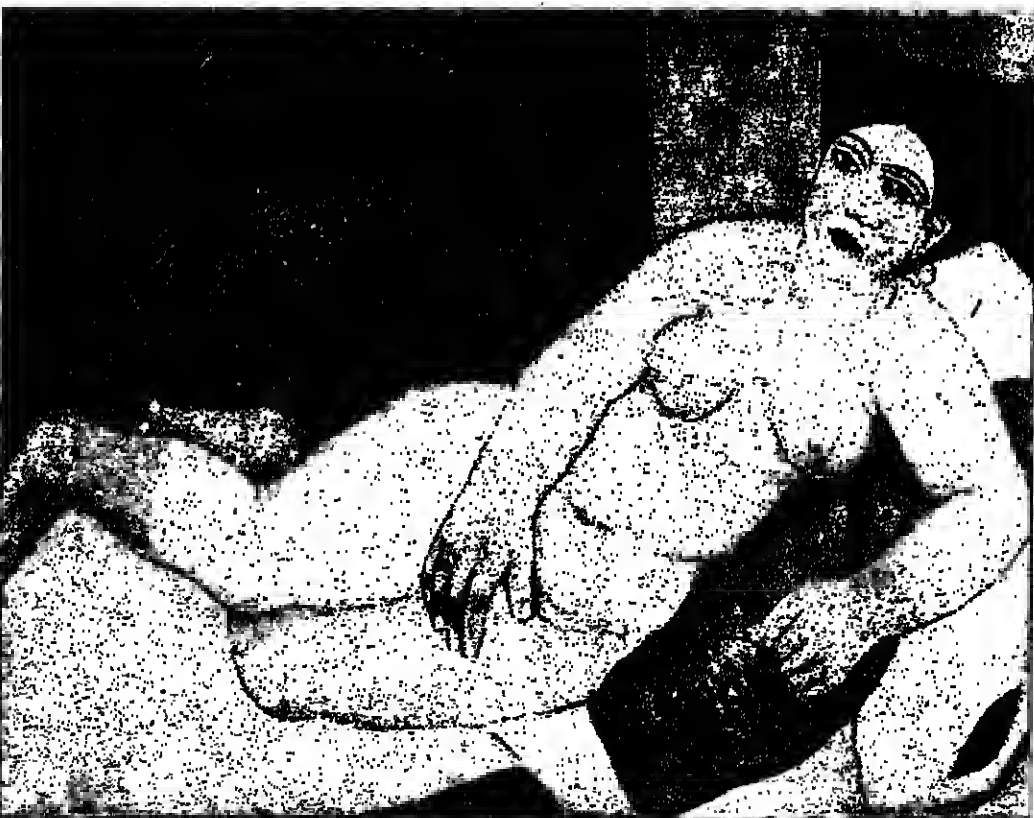
Au nombre de ses déboires, Henry-Claude Cousseau énumère la vétusté tragique des hôtels, une attaque dans un train de nuit et, plus grave encore, la volte-face imprévisible d'une conservatrice de Saint-Petersbourg, très évide de devises fortes. « En dehors de ces incidents, nous avons été accueillis très chaleureusement. Sans doute dit-il vrai puisque, l'exposition des avant-gardes achevée, il veut se lancer dans une entreprise non moins périlleuse : faire découvrir en Occident une étrange et de l'art russe du XIX^e siècle, les peintres éboulés.

Ph. D.

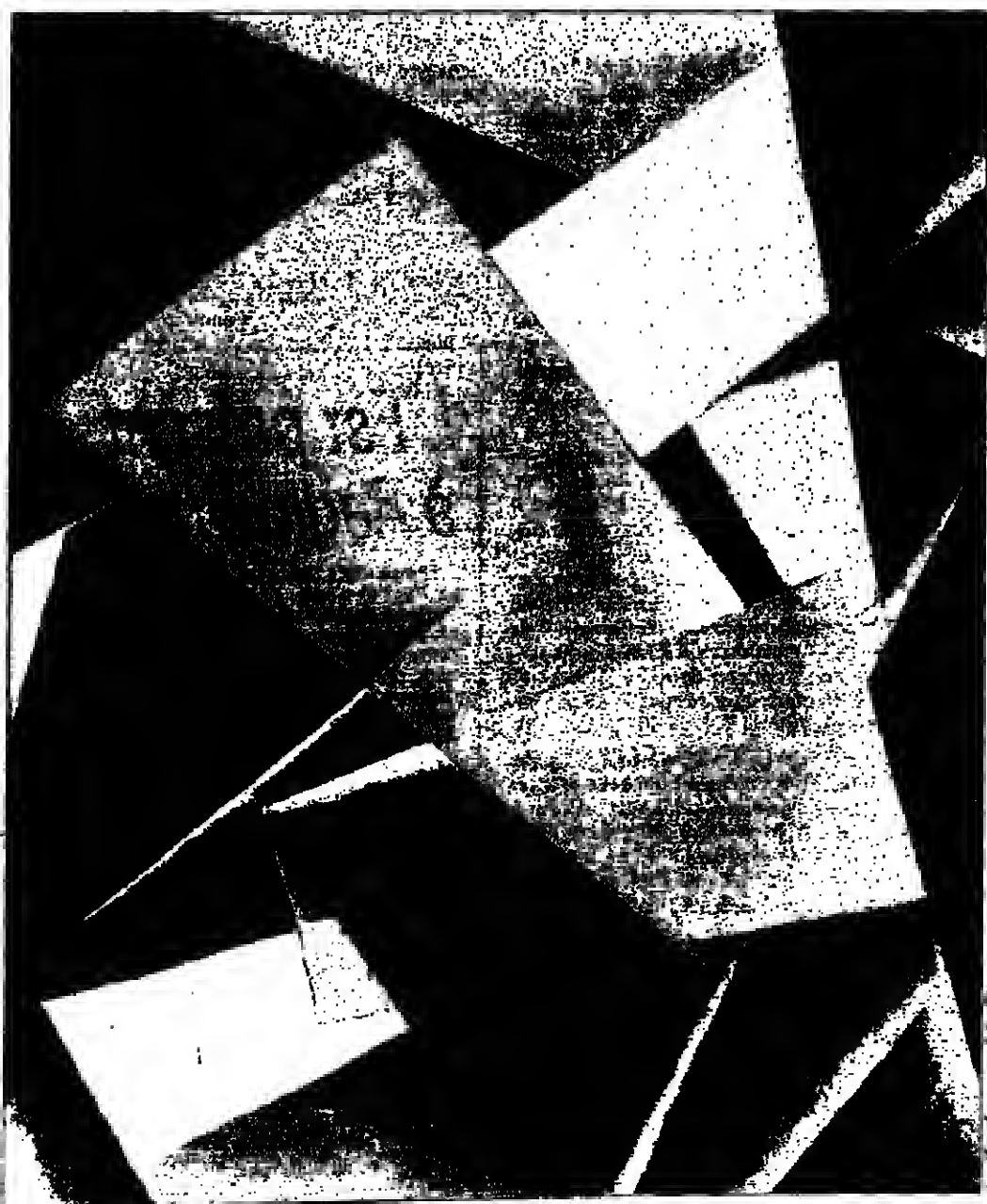
Ci-contre en haut : Chapochnikov, *Composition cubiste*, 1915.
Au milieu : Larionov, *Venus katsap*, 1912.
En bas : Kandinsky, *Coupoles* (Destin, le mur rouge), 1909.
Ci-dessous : Popova, *Peinture architectonique*, 1918.



MUSÉE RÉGIONAL D'ART IVANOVO



MUSÉE NATIONAL D'ART NIJNI-NOVGOROD



MUSÉE RÉGIONAL DE SLOVAKIE



GA. B.M. KOLSTOEK/ASTRAKHAN

RUSSIE/THÉÂTRE

RENCONTRE AVEC MIKHAIL VOLOKHOV

Il traverse vivement la place du Châtelet et rejoint la brasserie à l'heure convenue : petit, brun, costaud, Mikhaïl Volokhov confie d'emblée qu'en bon marathonaire recyclé à la littérature il aime courir, chaque jour, dans les rues de Paris, au moins une heure, c'est essentiel à sa forme. A peine assis, alors qu'on lui demande pourquoi il s'est installé ici à l'automne de 1987, il joint le geste à la parole et sort de sa sacoche une photo, celle de sa femme, jeune, brune elle aussi et française; Mikhaïl Volokhov l'a donc suivie en France où, ironie du sort, il vit seul aujourd'hui car son épouse travaille... à l'ambassade de France à Moscou.

Premiers contacts en forme de scénario. Quelques secondes passées ensemble et, déjà, les contours d'une vie surprenante dont on apprendra bientôt qu'elle a commencé entre Kazakhstan et Russie, en 1955, du temps où ces deux Républiques appartenaient à l'Union soviétique. « Mère russe, père juif », dit-il dans un français teinté d'un fort accent slave. Pas vraiment juif lui-même, alors ? « Pour mes amis, je suis juif, pour d'autres gens, je suis russe. Mais, dans ma vie quotidienne et pendant mes études à l'Institut scientifique de Moscou, le MTVU Bauman, on s'est chargé de me rappeler que j'étais juif, en refusant par exemple de me faire du matériel à la disposition de mes recherches. »

Des recherches qui lui vaudront des difficultés pour obtenir son visa de sortie du territoire. « J'ai travaillé sur des matières sensibles, des histoires de techniques militaires; je connaissais quelques secrets d'Etat... » Ce souvenir le fait sourire. A ce moment de la conversation, comme à d'autres qui viendront plus tard, on ne sait pas s'il dit la vérité ou non. Il laisse libre cours à ses pensées sans plus d'arrière-pensées, sans ménagement ni avertissement. Mais toujours avec chaleur et drôlerie.

A la lecture de la pièce que met en scène Bernard Sobel à Gennevilliers, une seule certitude, Mikhaïl Volokhov est apparemment de la famille des brouillons, des toubous, de cette sorte d'écrivains de la profusion, de l'accumulation, qui lâche la bride de son imagination sans complexe ni censure. Un auteur qui écrit ce que beaucoup pensent, parfois, mais qu'ils ne formulent jamais. Une sorte de Lars Noren slave.

Il a écrit *Cache-cache avec la mort* deux mois après son arrivée en France. « J'avais vu pour la première fois l'océan Atlantique, du côté de La Teste, sur le bassin d'Arcachon; j'avais rencontré les immigrés russes d'ici. J'avais toujours voulu savoir ce que pouvaient être les Occidentaux, les Français, j'avais lu Sartre, Camus,

UN ÉMIGRÉ
A BRIDE
ABATTUE

Né, en 1955, en URSS, Mikhaïl Volokhov vit en France depuis 1987. Gardien d'une société de Bourse, il est surtout écrivain, romancier et dramaturge. Sa troisième pièce, *Cache-cache avec la mort*, la première traduite en français, est présentée en février à Gennevilliers. Elle est mise en scène par Bernard Sobel et interprétée par Denis Lavant et Hugues Quester. Un mois après sa reprise à Moscou, dans une mise en scène d'André Jitinkin pour le Théâtre Mossoviet, où elle connaît un succès important.

Ionesco. Beckett, je me demandais ce que pouvaient être leur vie, leur vie quotidienne, leurs rêves. Cette période fut pour moi comme la découverte de la face cachée de la Lune. »

Là-bas, Mikhaïl Volokhov a connu tous les aspects de la vie soviétique, côté cour, côté rue. Côté cour, la nomenklatura. « Alors que j'étais encore adolescent, nous avons eu un grave accident de voiture lors duquel ma mère a été sérieusement blessée au cou. Il se trouve qu'à Tchikmken, dans le Kazakhstan, vivait ma tante qui était un médecin très célèbre – et très riche à l'époque socialiste. Son mari était un grand communiste, correspondant de la Pravda et donc disposant d'un réel pouvoir. Tous les notables de la région fréquentaient la maison. Là, j'ai pu observer de très près le fonctionnement de la nomenklatura et même les rouages de la mafia. »

« Cet épisode nous a beaucoup choqués, mes parents et moi. Choqués par cet étalage de richesse, par le climat d'antisémitisme beaucoup plus violent qu'en Russie. Ce fut pour moi une première « émigration », qui fut douloureuse et pendant laquelle j'ai vécu dans la nostalgie de la Russie. » Dans sa pièce, il nous fait ainsi pénétrer dans la coulisse d'un hôpital réservé aux membres du KGB avec une abondance de détails hyperréalistes puisés à la meilleure source. Un hôpital qui ressemble comme un frère à celui dans lequel il a travaillé et où l'on soignait les victimes d'irradiations nucléaires et de la guerre en Afghanistan. « Les maladies secrètes de l'URSS... »

Côté rue, Mikhaïl Volokhov confesse y avoir fait l'essentiel de son éducation. « Enfant, dans la banlieue de Novo-Moskovsk, village près de Moscou, nous habitons à côté d'une usine chimique où travaillaient de nombreux prisonniers; à Alma-Ata, où j'ai rencontré par hasard un grand boxeur qui était devenu bandit. On le savait mais personne n'a jamais pu l'arrêter et le mettre en prison, il était trop fort... J'avais quatorze ans, lui trente. Il avait l'âme un peu cosaque, un peu turque aussi. Il n'a cessé de se venger de ses parents parce qu'ils l'avaient empêché de se marier avec une Russe. Une vengeance qui confinait à la folie. »

Ces expériences et d'autres encore lui ont permis de maîtriser le mat, argot né de la marginalité et parlé aujourd'hui par la jeunesse russe. Mikhaïl Volokhov s'en sert en permanence dans ses écrits. « C'est la langue des prisons, que beaucoup de gens comprennent, par la force des choses. » Le mat est aussi une arme, pour contrebattre ce que Mikhaïl Volokhov appelle « les bonnes intentions du communisme ». « Le communisme, bien sûr, c'était une bonne idée, une forme de morale; mais quand on sait tout ce qui est advenu, cette tentative de tuer l'âme russe, son rêve de justice, cette vengeance contre le tsarisme, une vengeance mortelle... Bien sûr, le tsarisme était indéfendable, mais la vengeance communiste, ses cinquante millions de morts, peut-être plus, l'est aussi. On ne peut pas faire le paradis avec le sang du peuple même si je crois qu'il faut pardonner, qu'il faut pardonner le pire assassin du monde et comprendre pourquoi il a agi comme ça. En France, vous avez supprimé la peine de mort, il fallait le faire, malgré tout. »

Si on lui demande s'il n'est pas étonné que le dernier metteur en scène communiste français ait choisi de monter sa pièce, Mikhaïl Volokhov répond sans hésiter : « En France, le Parti communiste fut à l'origine



d'avancées sociales importantes. Bernard Sobel est d'abord un homme; pour moi, le plus important est d'être un homme. Un homme qui rêve. Le rêve, c'est quelque chose de « gauche », quelque chose qui peut changer le monde. Je rêve que les artistes créent leur propre parti, ni de droite ni communiste, le parti de l'art face aux idées duquel réagiraient les partis politiques traditionnels. A première vue, l'art est inutile mais, dans la durée, à mesure que le temps passe, on s'aperçoit que c'est l'instrument de la compréhension, de l'intelligence. »

OLIVIER SCHMITT

* Du 2 au 21 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30, 90 F et 110 F. La production russe de la pièce pourrait être invitée le mois prochain en France et permettre de confronter les deux versions. A suivre.

RUSSIE/MUSIQUE

« SCRIBINE » UN LIVRE DE FRIEDRICH GORENSTEIN

LE PRÊTRE
DE L'ART
TOTAL

visionnaire toujours, toujours insatisfait. Chef de file des écrivains symbolistes en France, Mallarmé avait entamé le Livre, concentré pluridimensionnel de tous les livres existants. Scriabine, lui, avait dans l'esprit un « Mystère » qu'il ne réalisa jamais, mais que décrit ainsi sa fille, Marina Scriabine : « Une œuvre d'art total où s'entrelaceraient, dans une trame serrée, contrapuntique, musique, paroles, lumières, gestes, parfums, et même goûts et contacts (caresses). » Des désirs démiurgiques du musicien. Étaient déjà nés le « non finito » cagien (« vos œuvres n'ont ni début ni fin », lui reprochait son maître Taneïev), la mélodie de timbres, la dissonance généralisée par superpositions thématiques, l'utilisation coloriste et impressionniste du clavier à l'exclusion du rythme et de la forme, et surtout un système de dépendance systématique de tous les paramètres sensitifs, celle des sons et des lumières passant en particulier par l'invention d'un clavier lumineux pour Prométhée.

Jeune, Scriabine s'endormait avec une partition de Chopin sous l'oreiller. En Suisse, on lui tendit un enfant mourant pour qu'il lui imposât les mains; il s'enfuit, effrayé. Et lui qui croyait ferme que le ciel, la terre et toutes les créatures vivantes cesseraient d'exister dès qu'il les effacerait de sa pensée, mourut d'une piqûre de manche charbonneuse à la lyèvre. « Le seul mal absolu, c'est la nullité », lança-t-il de son lit de mort. Comme disait Rimski-Korsakov – partageant en cela l'opinion de toute la musique officielle russe, Rachmaninov excepté, – « il se pourrait bien qu'il fut fou. »

Friedrich Gorenstein a aimé cet artiste déraisonnable, cet amoureux de l'humanité qui avait lu Marx avec intérêt, lui avait concédé « un aspect novateur », mais « dans les limites du matérialisme, bien entendu... » Gorenstein s'est exilé d'Union soviétique sans avoir été officiellement opposant : anticonformiste jusqu'à la non-dissidence, ce n'est pas fr-

quent. L'auteur et son héros ont cette singularité en commun. D'où leurs rapports livresques, d'une exemplaire cordialité. Gorenstein a puisé ses dialogues dans le travail des musicologues (3), distribué les citations à la diable, ponctué sa biographie romancée de vrais extraits des *Carnets* du musicien, de poèmes (ceux de Konstantin Balmon, autre extravagant inspiré), de textes sortis de leur contexte, coupés, montés, décorés. Scriabine croyait à la réincarnation : il avait raison. Gorenstein allait s'en charger.

ANNE REY

* Scriabine, de Friedrich Gorenstein, traduction Anne Coldefy-Faucard. Éditions Calmann-Lévy, 180 pages, 98 F.

L'Est présent
à Radio-France

« Présences », c'est ce festival bouillonnant de créations tous azimuts auquel notre société de radio consacre depuis l'an dernier, conformément à sa mission de service public, toutes ses forces imaginatives et logistiques : une dégelée de concerts gratuits, une grande opération « portes ouvertes » démocratique. « Présences 93 » n'accueille cette année pas moins de cinquante-deux compositeurs, dont pour un bon tiers d'entre eux personne n'a à peu près jamais entendu parler. Soixante-cinq œuvres seront ainsi jouées, entre le 6 et le 27 février, au cours de dix-huit concerts, dont dix-sept procéderont de commandes spécifiques. Détail à ne pas négliger : les compositeurs invités seront russes pour trente d'entre eux, aux côtés de vingt-deux Français. Parmi les œuvres exécutées, quarante et une auront été composées dans l'ex-Union soviétique.

Ces grandes manœuvres musicales franco-russes ont eu un ambassadeur du côté de l'Oural, le compositeur Edison Denisov, et un consul français en la personne de Jean-Pierre Armangaud, pianiste branché de longue date sur ce vaste univers musical en grande partie inexploré, interprète privilégié de Denisov. A noter encore une heureuse coïncidence bibliographique. Les *Conversations* de Jean-Pierre Armangaud avec Edison Denisov vont paraître, aux Éditions Plume, pendant la durée du Festival.

A. R.

* Festival « Présences 93 », du 6 au 27 février, Maison de Radio-France, tél. : 42-30-15-16.



UN jour, Alexandre Nikolaïevitch se promenait. Il enjamba un parapet et dit : « Je sens que la seule puissance de mon esprit va m'empêcher de tomber. »

— Eh bien, snute ! », lui répondit un ami bien intentionné.

Scriabine n'a pas sauté. Et l'histoire de sa vie, telle que la retrace en une suite de brefs tableaux caractéristiques Friedrich Gorenstein, n'a cessé d'osciller entre l'ambition surhumaine et la triviale réalité, entre les rêves solaires et les soucis terre à terre, entre bobo et infini.

L'auteur de *Prométhée* était petit, jaune de peau, fébrile, enclin à parler énormément de lui en des termes dithyrambiques, ça agaçait. Mais la fossette qui creusait son menton désarmait les femmes, la vélocité serpentine de son jeu pianistique (1) électrisait les foules : il entama dès le conservatoire une carrière pianistique et sentimentale de tombeur professionnel. Et vinrent les premières fausses notes : le mariage avec une femme qu'il n'aimait pas; la paralysie chronique de trois doigts de sa main droite pour avoir travaillé treize heures par jour *Ismaïel* de Balakirev, partition trop athlétique pour sa faible constitution.

« Les faibles doivent mourir », prétendait pourtant ce fils de diplomate. Il s'engagea dans la carrière militaire. Chez les cadets de Moscou, il réalisa que la force n'était pas dans le maniement des armes mais dans la capacité de créer. « Moins vite est celle d'un génie, déclarait-il en toute simplicité à sa pre-

mière petite amie, le génie est ou-dessus de Dieu. » Scriabine allait lire Nietzsche, se prendre pour Zarathoustra, sanctifier le rire et la joie, prêcher à des villageois suisses la doctrine socialiste, faire des enfants à une femme, Tatiana de Schloezer, qu'il n'épouserait jamais (la première ayant toujours refusé de divorcer), jeter définitivement aux orties sa jaquette de petit-bourgeois, et vivre librement, superbement – bien que sordidement parfois – la vie extravagante des artistes symbolistes de l'époque : théosophe, cosmopolite, dispendieux avec l'argent des autres, impitoyable avec son mécène privilégié (le chef d'orchestre Sergueï Koussevitski (2), créateur du *Poème de l'extase*), effroyablement idéaliste,

mière petite amie, le génie est ou-dessus de Dieu. » Scriabine allait lire Nietzsche, se prendre pour Zarathoustra, sanctifier le rire et la joie, prêcher à des villageois suisses la doctrine socialiste, faire des enfants à une femme, Tatiana de Schloezer, qu'il n'épouserait jamais (la première ayant toujours refusé de divorcer), jeter définitivement aux orties sa jaquette de petit-bourgeois, et vivre librement, superbement – bien que sordidement parfois – la vie extravagante des artistes symbolistes de l'époque : théosophe, cosmopolite, dispendieux avec l'argent des autres, impitoyable avec son mécène privilégié (le chef d'orchestre Sergueï Koussevitski (2), créateur du *Poème de l'extase*), effroyablement idéaliste,

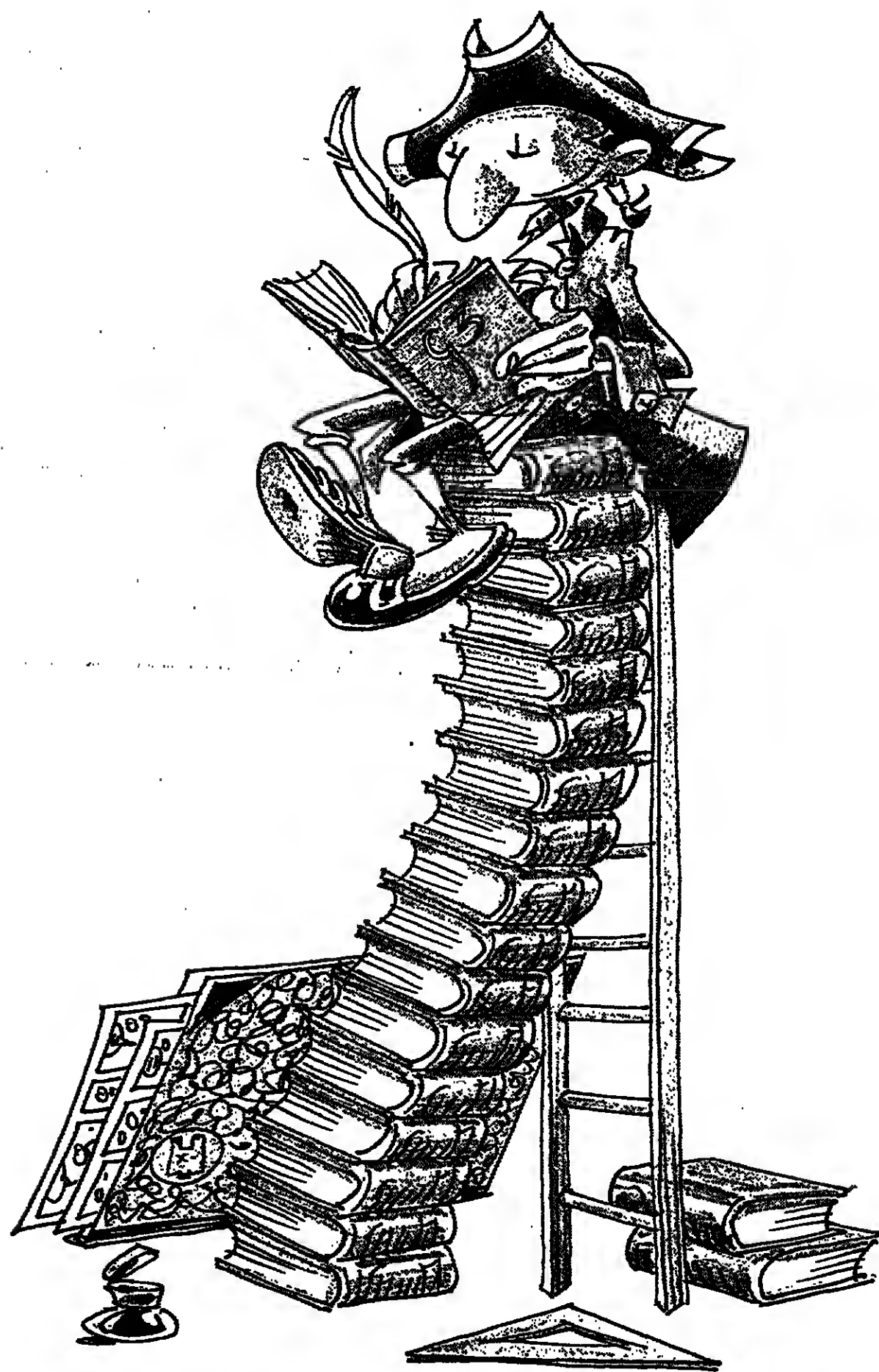
(1) Un disque récemment paru dans la collection « Saison russe » (distribution Harmonia Mundi) permet d'entendre plusieurs préludes, études et mazurkas de Scriabine interprétés par les grands pianistes de l'époque et par le compositeur lui-même sur piano mécanique (le Monde du 20 février 1992).

(2) Plus connu en Occident sous son nom de Serge Koussevitsky. Il fut le patron de l'Orchestre symphonique de Boston.

(3) Le seul ouvrage à la fois biographique et musicologique en français est la remarquable étude de Manfred Kellner, reprise d'une thèse de doctorat, éditée en 1978 par Honoré Champion.

Les 28, 29, 30 et 31 janvier 1993.

Du haut de cette pyramide,
20 années de Salon de la BD d'Angoulême vous contemplent.
(D'après une célèbre blague égyptienne)



CARTIER

20ème anniversaire du Salon International de la Bande Dessinée d'Angoulême.

Eric Cartier est né le 10 septembre 1957 à Nice. Grand bourlingueur devant l'éternel, il a d'abord vécu quelques années à New York, histoire de pouvoir dire "j'y étais" et de travailler pour quelques magazines. De cette expérience américaine, il garde le sens du travail sous pression et une efficacité quasi redoutable. Back in France, avec son compère Joan, il devient vite le roi du dessin "coin de nappe" qui permet d'obtenir des cafetiers pleins de boissons dont l'abus est dangereux pour la santé. Ou parfois - plus rarement - d'être viré manu militari. Bref, vous retrouverez tous ces dessins dans des petits recueils qui fleurissent bon le bistrot d'en face.

E.LECLERC  Partenaire du Salon International de la Bande Dessinée d'Angoulême.

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

La seconde mort de Marlene



neuf cents pages n'e pas été écrit dans l'urgence et la précipitation. On le sent longuement médité, préparé en vue de devenir le livre de référence. Marie Riva - elle tient au moins cela de sa mère - est une femme intelligente, peut-être aussi bien entourée et bien conseillée.

Née le 13 décembre 1924, fille unique d'un couple qui vécut séparé mais ne divorça jamais, Marie Riva a reconstitué fort habilement, comme dans *Autant en emporte le vent* (qui devint d'ailleurs pour elle, lorsqu'elle la découvrit, « une sorte d'étoile polaire »), tout un monde d'autrefois : l'Allemagne de Guillaume II où naquit sa mère, le Berlin des années 20, l'Hollywood des années 30, la deuxième guerre mondiale, etc. Mais tous les personnages sont vrais dans ce roman dont elle est la narratrice - inspirée, au point de citer dans les moindres détails des conversations tenues il y a cinquante ou soixante ans, la décoration des maisons et des places traversées, les menus de restaurants chics fréquentés au cours de voyages en 1933 et 1938...

Marie Riva les a placés et déplacés comme des pions sur l'échiquier de ses souvenirs... authentifiés de temps à autre par des extraits du journal intime de sa mère adolescente, des lettres, des télégrammes, des documents de famille. A la longue, le procédé se révèle fastidieux, mais certaines scènes, comme le départ en catastrophe de France au moment de la déclaration de guerre, ont quelque chose d'émouvant.

Quant au portrait sans fard et sans légende de Marlene Dietrich qui est la raison d'être de tout ce travail, il est aussi peu flatté que celui de Scarlett O'Hara par Margaret Mitchell. En fait, c'est pas : arrivée, sans cœur, prête à coucher avec n'importe qui, homme ou femme (mais avec une préférence pour les femmes), Dietrich, reine et star, manipule son mari, sa fille, son entourage, ses amants, ses maîtresses, ses metteurs en scène (à commencer par son créateur Josef von Sternberg). Elle est toujours en situation. Chacun de ses gestes, chacune de ses paroles sont calculés.

Présente sur les plateaux des films tournés par Sternberg (elle fut même Catherine II enfant dans *L'impératrice rouge*), Marie Riva ne décrit l'acharnement professionnel de sa mère que pour la rendre plus antipathique. Elle n'y parvient pas parce que, de révélations en révélations distillées avec une suave perversité, elle en fait trop. On est bientôt écœuré par les détails qui rabaisent Marlene, dans le privé, à une femme obsédée par le besoin de nettoyer les toilettes à l'alcool chirurgical avant de les utiliser, trébuchant sa poitrine à injection vaginale. Encore n'est-ce qu'un début. On touche au sortilège avec la description de la déchéance physique de la vieille dame recluse, qui a sombré dans l'alcoolisme et s'empoisonne.

Etre la fille de Marlene Dietrich n'était pas forcément un sort enviable. On peut admettre les blessures affectives de l'enfance et de l'adolescence, le complexe d'infériorité devant une mère trop belle, trop célèbre, et trop entichée. Mais cette revanche sur le tard, par une fausse et froide objectivité, ces ragots recueillis au feu du purisme anglo-saxon, ce saccage bien ordonné d'une vie, d'une carrière, d'une réputation, d'une personne humaine, c'est comme une seconde mort infligée à Marlene.

Ce livre, on aurait préféré ne jamais avoir à le lire. Il faut le traiter par le mépris.

JACQUES SICLIER

- (1) Editions La Différence, 150 p., ill., 79 F.
- (2) Editions Michel Lafon, 260 p., ill., 119 F.
- (3) Flammarion, 866 p., ill., 160 F.

Court à Clermont-Ferrand

Souvent limité, jamais égalé, le Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand affiche, pour sa quinzième édition, un programme toujours aussi générique : cent trente-cinq titres en compétition nationale ou internationale (plus de quarante pays représentés), deux rétrospectives (« Le court américain des cinq dernières années » et « Les petits plats dans l'écran »), un programme africain francophone et le traditionnel marché du court (1300 titres en 92).

Du 29 janvier au 6 février. Tél. : 73-91-69-73.

Rotterdam

Cultivant son éclectisme, la vingt-deuxième édition du festival de Rotterdam accueille des rétrospectives d'Abel Ferras et de Michel Hazeux, une section « grand écran » consacrée aux identités culturelles, un programme sur la liberté d'expression des cinéastes et ses limites, ainsi

qu'une étonnante sélection de comédies du monde islamique.

Du 28 janvier au 7 février. Tél. : 19-31-104-119-080.

Séance spéciale

Hommage à Nouriev

La Cinémathèque de la danse rend hommage à l'un des plus grands danseurs du siècle, au cours de trois séances à l'Opéra Garnier. Au programme : la biographie filmée, *Nouriev*, de Patrice Foy, la version intégrale de *Jeune femme et la mort*, film réalisé et chorégraphié par Roland Petit, et *Nouriev, mémoire d'une Bayadère*, de Catherine Dupuis.

Le 31 janvier à 12 h, 18 h 30 et 20 h. Entrée : 40 F, locations aux caisses de l'Opéra de 11 h à 18 h.

La sélection « Cinéma » a été établie par : Jean-Michel Frodon

Les entrées à Paris

Les dents solidement plantées dans le box-office, *Dracula* domine toujours la situation avec 180 000 spectateurs en deuxième semaine, soit le quart du public parisien, dans une « méditerranéenne » de 50 salles. Malgré une hémorragie de 37 % de ses entrées, il parvient ainsi à plus de 415 000 en quinze jours. Les deux réussites de ce début d'année n'en souffrent guère : *Arizona Dream* poursuit son vol de rêve avec encore 35 000 entrées dans seulement 14 salles, soit un total de 150 000 en trois semaines, tandis que, sur le même durcissement, les Experts dépassent les 180 000 grâce à plus de 40 000 curieux dans 36 salles.

Parmi les neuf nouveaux films de la semaine, deux seulement atteignent des résultats significatifs. En tête, *Et au milieu coule une rivière* draine 48 000 fans de Redford et de la pêche à la mouche dans un modeste circuit de 13 salles, alors

que *Candyman* fait frissonner près de 40 000 amateurs devant 27 écrans. Et *Crying Game* n'a pas à fureter en larmes, avec son horaire 12 000 en 8 salles. Pas beaucoup d'avenir, en revanche, pour *About Love Tokyo*, l'absence, *Fitzgerald*, *Freud quitte la maison*, l'« El qui ment ou Vent d'est », tous à moins de 3 500.

La semaine du 20 au 26 janvier aura également vu tous les champions de la période des fêtes 1992 atteindre un nouveau palier. Par ordre chronologique, *Sister Act* en neuf semaines arrive à plus de 500 000, *Le Ciel* - seul français de la bande - en huit semaines à plus de 500 000, *Bodyguard* en sept semaines à plus de 600 000, *Maman, j'ai encore raté l'avion* en six semaines à plus de 400 000 et *La mort vous va si bien* en cinq semaines à plus de 300 000.

(Source des chiffres : La Film français)

MARIE TUDOR 8 janvier 10 février
Tél : 49 80 18 88

MUSIQUE

Classique

Jeudi 28 janvier

Brahms
Zigeunerlieder
Fauré
Mélodies
Wolf
Mahler
Lieder
Balthus Faschender (mezzo-soprano), Wolfgang Rieger (piano).
Le Musée d'Orsay s'est assuré la collaboration des missions diplomatiques et des instituts culturels à Paris pour une série intitulée « Concert des nations », contrepoint de l'exposition « 1933 : l'Europe des peintres » qui arrive sous le même toit le 25 février. Soixante programmes dédiés aux douze pays de la Communauté. Règle du jeu : de l'interprète autrichien mêlé à chaque fois à une œuvre française des partitions de leur nationalité. C'est ainsi que, dans la voix d'une mezzo allemande, se retrouvent en bon voisinage Wolf, Mahler, Brahms et Fauré.
Musée d'Orsay, 20 h 30. Tél. : 40-49-48-27, 120 F.

Rossini
Le Siège de Corinthe, ouverture
Mélodies

Gounod

Faust, extraits

Massenet

Verdi

Mélodies

Tchaïkovski

Mélodies

Ensemble Orchestre, extraits

Puccini

Altra d'opéra

Raina Kralivanska (soprano),

Chœur et orchestre Paris-Sorbonne,

Jacques Grémont (direction).

Une soprano italienne d'origine bulgare

pour laquelle les humeurs se multi-

plient : un double album chez RCA ; et

ce récital au grand amphithéâtre de la Sor-

bonne ; plus un disque de « hits » chez

Media 7. Cette voix avait l'intensité

expressive, l'accomplissement techni-

que. La technique est restée, le vibrato

l'est. Incroyablement intensité.

Amphithéâtre de la Sorbonne, 20 h 30.

Tél. : 42-62-71-71. De 150 F à 390 F.

Bach

Concertos brandebourgeois, intégrale

The Amsterdam Baroque Orchestra,

Tom Koopman (direction).

Non, ces fameux concertos n'ont pas

tout dit d'eux-mêmes : Koopman est

lourdement en tête des « baroqueux » pour

les dynamiques.

Opéra-Comique, salle Favart, 20 heures.

Entrée : 42-66-86-63. De 40 F à 150 F.

Samedi 30

Berg

Suite lyrique

Mahler

Le Chant de la Terre

Della Schachtner (mezzo-soprano),

Thomas Moser (ténor).

Orchestre national de France,

Jeffrey Tate (direction).

(Œuvre d'opéra dont la création,

dans la version pour quatuor à

cordes, connaît un éclatant succès en

1977 à Vienne, la Suite lyrique fut trans-

critée ultérieurement pour orchestre de

chambre par Berg lui-même et fut

applaudie tout autant. C'est que s'y

concentrent la passion, l'angoisse, le cyc-

lisme de Mahler, où brillaient vaine-
ment le grand Thomas Moser (la

mezzo nous est inconnue), voici une

suite où l'on attendait l'Orchestre natio-

nal en grande forme. Tate et Berg y

poursuivent à tout va bien une histoire

d'amour passée par Lulu au Châtelet.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.

De 50 F à 175 F.

Bartok

Portraits

Concerto pour piano et orchestre n° 3

Prokofiev

Suite symphonique op. 33

Suite symphonique op. 33

Jacques Prat (violin),

Zoltan Kocsis (piano),

Orchestre philharmonique

de Radio-France

Marek Janowski (direction).

Ultime ouvrage de Bartok, laissé in-

achevé pour les quatorze dernières



Tonton David.

mesures, le *Troisième Concerto pour piano* marque apparemment le retour du compositeur bongois à une sérénité néo-classique. Kocsis, arrière-petit-fils spirituel de Bartok, a comme lui le sang trop bouillant pour réaliser sans tensions ce genre de « retour ». Alors, suspense... Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 200 F.

Mozart

Concerto pour piano et orchestre n° 17

Tchaïkovski

Symphonie n° 1 « Hiver d'hiver »

Pierre-Laurent Aimard (piano),

Orchestre national d'Ile-de-France,

Urs Schneider (direction).

Encore du piano, encore du Mozart,

encore un concerto de Mozart ? Pas du

tout, Pierre-Laurent Aimard joue ces

œuvres rabâchées comme personne,

peut-être parce qu'il joue Weber mieux

que personne, sans doute parce que sa

culture musicale est supérieure à celle de

ses contemporains. Il remplace Franck

Brizley, prend le risque de la déconstruc-

tion en l'absence banalisée en compa-

gnie de l'ONF : coup de dé.

Ris-Orangis, Centre Robert-Desnos,

20 h 45. Tél. : 69-06-72-72. De 110 F à

150 F.

Lundi 1^{er} février

Schubert

Wanderers-Fantaisie

Impromptus

Liszt

Année de Pétersbourg,

troisième des deux années

Liabovitch

Michel Dalcroze (piano).

Schubert/Liszt : voici un programme où

soufflent le chaud et le froid, que n'ont

guère affronté par le passé qu'un Sof-

ronitski, un Lazar Berman. De tels

ancêtres, une concurrence de cette veine

ne font pas craindre pour Michel Dal-

croze, dont on aura remarqué les appar-

itions chaque soir sur France 3 du 23 au

29 janvier (notre supplément radio-télé-

visuel daté 24 et 25 janvier). Avec ses

affaires de play-boy de soap opera, le

Français joue du piano avec une réelle

force intérieure, aucun narcissisme, une

constante exigence. Beaucoup d'entre les

critiques ont parié gros sur Michel Dal-

croze.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.

Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Mardi 2

Bach

Partita pour clavier BWV 828

Beethoven

Traverse pour deux violons, alto

et deux violoncelles D 956

Schumann

Krölleriana

Copland

Si Salon Mexico

Pedro Burmester (piano).

Un niveau vau, né au Portugal, sur le

marché trop encombré des jeunes pia-

nistes doués. Avec cette spécificité :

Burmester a fait de Bach sa spécialité et

a déjà publié trois disques d'œuvres de

ce compositeur dans son pays.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-

05-07. De 60 F à 180 F.

Schubert

Quatuor à cordes D 887

Quintette pour deux violons, alto

et deux violoncelles D 956

Heinrich Schiff (violin),

Quatuor Alban Berg.

On ne fera à personne l'insulte de glos-

sur ce programme et ses interprètes.

C'est ontologique, biblique. Ce sont les Berg, avec leur partenaire violoncelliste, habituel. Une production Jeanne Kozz. L'équivalent à l'échelle de la musique de chambre de la Philharmonie de Berlin, attendue salle Pleyel ce même mois.

Daugherty

Eurythmic Tocata

Halffter

Adieu

Xenakis

Néon

Solal

Improvisations pour cordes pincées

Andriessen

Ouverture pour Orphée

Miereanu

Limping Rock

Ferrari

Programme commun pour chœurs et bande

Ligeti

Continuum

Elisabeth Chojnacka (clavessin).

Bien que toute petite, fluente, souple

comme une belle, Elisabeth Chojnacka

constitue à elle seule un continent de

musique de ce siècle. Si l'on parle évi-

demment non de sa corpulement mais du

nombre de partitions qui lui ont dédiées

des compositeurs de notre époque. Ce

programme, conçu pour le Festival Sons

d'hiver en Val-de-Marne, n'en repré-

sente qu'un choix restreint.

Ivry-sur-Seine, Théâtre, 20 h 30. Tél. :

46-70-21-55. De 70 F à 110 F.

Régions

Bordeaux

Beethoven

Carlota, ouverture

Tournées

Noir Désir

Portés par le succès de *Tastaky*, leur dernier album, les quatre hommes sombres de Bordeaux s'approchent de la capitale dans un grand fracas métallique.

Le 28 janvier, Tours, palais des sports. Le 29, Fontenay-le-Comte, salle des fêtes. Le 30, Angoulême, salle consulaire. Les 1^{er}, 2 et 3 février, Paris, l'Olympia.

Paul Personne

Du blues de qualité, porté par un groupe très cohérent. L'inspiration est peut-être parfois un peu courte, mais la chaleur et la sincérité sont là pour masquer cette légère carence.

Le 28 janvier, Bordeaux, Théâtre Femina. Le 29, Pau, le Zénith. Le 30, Toulouse, salle du Portet. Le 1^{er} février, Montpellier, le Rockstore. Le 2, Nice, théâtre de verdure. Le 3, Aix, le Bois de l'Aune.

Red Hot Texas Blues Revue

Accompagnées par le groupe maison (*house band*) d'Antone's, le club d'Austin, Cashah de la Mecca du rock blues texan, Sue Finley (guitariste, chanteuse) et Lou Ann Barton (chanteuse), devraient transformer les clubs visités en lieux de perdition très fréquentables.

Le 28 janvier, Rennes, l'Ubu. Le 29, Paris, New Morning.

Arrested Development

Ceux qui savent font voir Arrested Development. Les autres, ceux et celles qui n'aiment pas le rap, pourraient saisir l'occasion d'une conversion, tant la tribu géorgienne fait preuve d'une énergie, d'une joie communicative à laquelle il est difficile de résister.

Le 28 janvier, Montpellier, salle Victoire 2. Le 29, Paris, la Cigale.

The Frank and Walters

Nos amis d'outre-Manche font grand cas de ce groupe. Leur pop anodine ou méritée sans doute pas tant d'honneurs, mais peut-être un dénouement, provoqué par une curiosité amusée.

Le 2 février, Rouen, l'Exo 7. Le 3, Paris, passage du Nord-Ouest.

Chanson

Marcel Azzola, Lina Bossati

Le roi du piano à bretelles passe en revue finesses et styles de l'instrument. De la musique cajon aux compositions de Tony Murena et Emile Yacher, Lina Bossati est à l'orgue, au piano et au violon. A noter, un autre vedéan de l'accordéon français : Jo Privat, le 29, à la Maison populaire de Montreuil-sous-Bois (20 h 30, 70 F. Tél. : 42-87-08-68).

Le 28 à 21 heures, Le Cercle, 77, avenue du Maine. 43-22-50-48.

Arthur H

Un vrai spectacle de music-hall, original et coloré, donné dans un lieu splendide, un chapiteau itinérant construit au début du siècle, par Arthur H et son Bachibouzouk Band. Ondes Martenot, Cristal Bachet, références à la chanson française et voix rocailleuse pour ce jeune chanteur inventif entouré de musiciens de premier ordre.

Jusqu'au 14 février, 20 h 30, Magie Mirrors, Parc de La Vallée, Tél. : 42-40-76-10. FNAC, Virgin, De 120 à 150 F.

Pierre Perret

Retour du chanteur au cœur tendre, fidèle à son incomparable faculté à inventer des mots sous prétexte d'argot, muni de sa guitare et de son sourire moqueur.

Jusqu'au 1^{er} février, 20 h 30, Casino de Paris, 18, rue de Clichy, Tél. : 48-74-15-80. De 140 à 230 F.

Richard Gotainer

L'ex-publicitaire en mal d'humour dans une entreprise de redressement de son image après un album un peu irritant.

Jusqu'au 1^{er} février, Olympia, 20 h 30, Tél. : 47-42-25-49. De 180 à 180 F.

Juliette

Avec orchestre symphonique et piano, une chanteuse dans la tradition française et qui a du tempérament, de l'humour, de la voix et de l'imagination. On attend la révolution.

Les 27, 28 et 29 février, à 20 h 30, Théâtre d'Ivry-sur-Seine. Tél. : 46-70-21-55. 110 F.

Paname Tropical

Entre chansons, rythmes croisés, ces banlieusards de la musique tropicale savent distraire leur public, analyser en riant les tendances de la France multiraciale. Entre jazz improvisé et bal du samedi soir en passant par Brésil, Haiti ou Zaïre.

Séjour des Halles, jusqu'au 12 février, 22 heures. Tél. : 42-36-57-27.

Allain Leprest, Romain Didier

Allain Leprest est un chanteur un peu à part qui aime les mots joliment collés, les atmosphères un peu troubles, genre broutilard et quai d'Ivry. Romain Didier est un chanteur, pianiste, auteur-compositeur, qui ne dévie en aucun cas des sources de la chanson française. A eux deux, ils tracent les sentiers d'un classicisme décalé.

Le 31 janvier, 20 h 30, Théâtre Silvia Montfort. Tél. : 45-33-66-70.

Zaniboni

Entre rock et chanson, belle voix et présence incontestable en scène. Dommage que Zaniboni se soit laissé coïncider dans un personnage un peu trop « cuir ». Mais il est réjouissant d'entendre un talent s'exprimer en dehors des sentiers battus.

Jusqu'au 6 février, 20 h 30, Théâtre de Trévise. Tél. : 48-45-27-77.

Musiques du monde

Raul Barboza

Merveilleux accordéoniste, inspiré, qui a su reprendre à son compte l'Argentin de la tradition du *chamame*, rythmes croisés, paysans et métis. Raul, en toute liberté maîtrisée par la virtuosité, en décrit les aspects les plus contemporains.

Le 28 à 20 h 30, Maison de l'Amérique latine, 217, Bd Saint-Germain. Tél. : 43-54-75-00.

Parveen Sultana

Une des plus grandes chanteuses de l'Inde pour un concert unique au Théâtre de la Ville, une semaine après la superbe Sulochana Brahapaty. Des voix incomparables, une qualité musicale rare.

Le 28 janvier à 20 h 30, Théâtre de la Ville. Tél. : 42-74-22-77.

Pedro Bacan

Guitariste flamenco né à Lebrija, en basse Andalousie, chef de famille et rénovateur de la « vraie tradition » qui ne tombe ni dans le piège du flamenco rude ni dans celui des fioritures grand public, Pedro Bacan se produit avec l'écume de la chanson.

Les 28 et 30 janvier à 19 heures, Auditorium des Halles-Châtelet. Tél. : 40-28-28-28.

Opéra du Sichuan

La Légende du serpent blanc. Superbe opéra joué, dansé, chanté par la troupe n° 3 de la ville de Chengdu, capitale de l'état du Sichuan. La Chine, ses masques, ses couleurs, ses sentiments profonds, ses acrobaties et ses légendes amoureuses.

Le 28 janvier, Bellini, Le Grand. Les 29 et 30, Strasbourg, La Maillo. Les 2 et 3 février, Colmar, La Manufacture.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey. « Jazz » : Francis Marzanda. « Rock » : Thomas Sotinel. « Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Montaigne.



« Les Carabiniers », mise en scène de François Wastiaux à la Cité internationale.

THEATRE

le dimanche à 17 heures. Tél. : 60-48-46-18. 50 F et 30 F.

Cache-cache avec la mort

de Mikhail Volokhov, mise en scène de Bernard Sobel, avec Denis Lavant et Hugues Quester.

Texte forcé d'un Russe qui vit à Paris, où il est question de KGB, de menaces et de mort.

Théâtre 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 2 février. Ou mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. De 25 F à 110 F.

Desir sous les ormes

d'Eugène O'Neill, mise en scène de Matthias Langhoff, avec Evelynne Didi, Clovis Cornille, Jean-Marc Stéphan, Pierre Menier, Gilles Privat, Emilian Tessler, Andrew More et Alain Cuny (voix off).

La grande fable biblico-rurale, réaliste et fantasmagique à la fois. L'un des plus beaux spectacles de Matthias Langhoff. Et les comédiens sont splendides.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 28 janvier. Ou mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

Les Fausses Confidences

de Marivaux, mise en scène de Christian Riet assisté de Denis Podalydès, avec Michel Lambert, Simon Bakhouche, Nathalie Bays, Jean-Yves Bortolotti, Didier Bezace, Cécile Bruna, Alain Mottet, Denis Podalydès, Emmanuel Quatre et Andréa Retz-Royet.

Marivaux serait-il notre contemporain, notamment par sa façon de décrire les tyrannies de la tromperie. Après avoir tourné *Métempsékos* dit-on, Nathalie Bays s'est laissée séduire.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro. 18^e. A partir du 2 février. Ou mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-61-15. 100 F et 140 F.

Les Filles du 5-10-15 c

d'Albi Fakhoud, mise en scène de Gabriel Caran, avec Tania de Costa, Anna von Uratow, Louise Boinvill, Charles Mayer, en alternance Pauline Gauthier, Camille Poulletier et Elsa Ferra.

La « tragédie de quat'sous » de jeunes

filles libanaises, émigrées à Montréal, qui vivent dans la nostalgie du soleil et l'attente d'un ne sait quoi.

Parc de La Villette (pavillon du Charolais), 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. A partir du 27 janvier. Ou mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-03-93-90. 70 F et 100 F.

Le fils naturel ou les Epreuves de la vertu

de Denis Diderot, mise en scène d'Annette Barbault, avec Thomas-Cousseau, Ludovic Vao Dorm, Maril, Sandy Ouvrier, Nathalie Goupil, Eric Chailier et Lukas Mika.

Premier spectacle des élèves de troisième année.

Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 2 bis, rue du Conservatoire, 9^e. A partir du 30 janvier. Les lundi, mardi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 42-46-12-91. Durée : 1 h 30.

Dernière représentation le 2 février.

L'Homme, la Bête et la Vertu

de Luigi Pirandello, mise en scène de Christian Schiaretti, avec Laurent Poltreux, Lolo Brabant, Catherine Pietri, Arnaud Oucastin, Jean-Philippe Vidal, Cécile Pilot, Eric Bergemann, Jean-Michel Guérin, Clotilde Rajon, Hélène Hailin, Didier Galas et Gisèle Totoro.

L'homme : un instituteur timide. La vertu : sa femme. La bête : un bourlingueur. Le tout, chamboulé par Pirandello.

Orange, aile d'honneur du château de Sceaux, 92000 Sceaux. A partir du 28 janvier. Ou mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 46-61-36-67. De 60 F à 120 F.

On ne badine pas avec l'amour

d'Alfred de Musset.

mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Emmanuelle Béart, Claude Bouchery, Isabelle Carré, Eric Elmoszino, Pierre Forget, Madeline Marion, Jean-Paul Muel, Nicolas Pignat, Pascal Rambert, Franck Bonnet, Jean-Charles Borrel, Pauline Fanchon, Olivier Ferra, Jacques Fournier et Antoine Tassinari.

A travers Musset, Jean-Pierre Vincent poursuit son exploration du mal de la jeunesse, la jeunesse de tous les temps.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 1^{er} février. Ou mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

Sand et Musset

d'après George Sand et Musset, mise en scène de Christine Fauré, avec Bruno Carra et Christine Fauré. Scènes de ménage chez des artistes célèbres.

Centre culturel du Clief, 21, rue de la Clief, 6^e. A partir du 2 février. Ou mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-31-43-27. Durée : 1 h 30. 70 F et 110 F.

La Tempête

de William Shakespeare, mise en scène de Mario Gonzales, avec Pierre Fernandez, Philippe Chateau, Jean-Paul Cathala, Marcel Goubert, Guillaume Orsat, Jean-Pierre Rigaud, Laurent Ziserman, Jean-Michel Ropers, Noël Camas, Stéphane Metzger, Silvia Cordulier et Pierre Maréchal-Bigot.

Maques et féties. La dernière œuvre de Shakespeare vue par un poète funambule, dont le pays est le théâtre.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. A partir du 29 janvier. Ou mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 43-28-38-38. De 60 F à 110 F.

du 12 janvier au 13 février
F E Y D E A U
Mise en scène de Philippe Duclos
Un fil à la patte
du 26 janvier au 27 février
P A S O L I N I
Mise en scène de Stanislas Nordey
Calderón

DANSE
THEATRE DE LA VILLE DE PARIS
ANNE TERESA DE KEERSMAEKER
26, 27, 29 ET 30 JAN. 20H30
Rosas danst Rosas
DU 2 AU 6 FÉV. 20H30
Eris
création pour 10 danseurs
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

A l'Orangerie du Château de Sceaux du 29 janvier au 21 février
L'HOMME, LA BÊTE, ET LA VERTU
Luigi Pirandello
mise en scène Christian Schiaretti
LOCATION : LES GEMEAUX
(1) 46 61 36 67

master class
COMMUNE
David Pownall/Michel Vuillermoz
Drôle de drame au Kremlin avec Staline, Jdanov, Prokofiev et Chostakovitch
26 janvier - 21 février à aubervilliers
48 34 67 67

TEL. 44 41 36 36 MINITEL 3615 THEA
ODEON
Pour les moins de 26 ans, nous donnons une pièce contre un billet de 50 F.
Tous les soirs 45 min au-delà le spectacle
"TERRA INCOGNITA" JUSQU'AU 7 FÉVRIER.

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

Paris

Fantaisies Kafka

de Jean-Louis Besson
et Jean-Jacques Pauzet
mise en scène
de Jean-Jacques Pauzet
avec François Puyet,
Michel Kullmann, Alvaro Morán et Tonia
Vergès.
Jusqu'au 31 janvier, l'ironie grinçante
de Kafka succède à la dérision de Karl
Valentin. Après quoi, les deux s'unissent
dans un même spectacle.
Maison de la culture, 1, bd Lénine,
93000 Bobigny. Le mardi à 20 heures.
Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 130 F.

Calderon

de Pier Paolo Pasolini,
mise en scène
de Stéphanie Nizet
avec Gail Barn, Massimo Bellini, Sarah
Chamette, Philippe Cherdel, Cécile
Chollet, Valérie Druguet, Olivier Dupuy,
Jean-Charles Dumay, Frédéric Fissbach,
Philippe Joris, Nathalie Kouroukoff,
Valérie Lang, Myrto Procopiou, Stéphanie
Rietmans et Laurent Sauvage.
Ce n'est pas la biographie de l'auteur
espagnol, c'est un voyage au centre de la
barbarie, c'est la blessure d'un poète,
d'un homme généreux.
Théâtre Gérard-Philipp, 56, bd Jules-
Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mercredi
au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche
à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. De 40 F
à 100 F.

Les Carabiniers

d'après Jean-Luc Godard
et Benjamin Joppolo,
mise en scène
de François Wastiaux
et Agnès Sauré
avec Stéphanie Constantin, Valérie
Habermann, Yves Pagès, Christophe
Paurcine, Valéry Volf et François
Wastiaux.
Quelques jours encore pour découvrir
une troupe jeune qui raconte avec sens
et humour cette histoire de paysans
et de soldats.
Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14.
Du jeudi au samedi à 21 heures. Matinée
dimanche à 17 heures. Tél. : 45-88-
38-59. De 55 F à 95 F.
Dernière représentation le 31 janvier.

Le Chasseur de lions

de Janine Tassio,
mise en scène
de Jean-Jacques Préau,
avec Charles Berling.
Tout ce que vous voulez savoir sur la
dangereuse légende, bien à l'aise dans
vos chaussettes. Un délice.
Bastille, 76, rue de la Bastille, 11. Du
mardi au samedi à 19 h 30. Matinée
dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14.
De 55 F à 100 F.

Filumena Marturano

d'Edoardo de Filippo,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Françoise Fabian, Marcel Maréchal,
Dora Doll, Angelo Bardi, Dominique
Bluzet, Michel Delmonte, Edmonde
Franchi, Marianna Groves, Maïssa
Masrati, Mathias Maréchal et Mame
Prasanna.
Il fallait bien des acteurs à la surdimen-
sion de Fabian, Maréchal, Dora Doll et
quelques autres pour transposer la folie
noire du grand Edoardo.
Théâtre national de Chaillot, 1, place du
Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures.
Tél. : 47-27-61-15. 100 F et 140 F.

Krinsky

de Joëlle Goldenberg,
mise en scène
d'Albert Simon,
avec Bernard Bloch, Hélène Ninerola,
Henry Le Ny, Gérard Lacombe, Carlos
Morano, Nicolas Durosoy-Oghien, Jean-
David Naveau, Pascal Padovan et Anne
de Botsy.
Fantasmagories d'un Argentine à propos
d'un passé parvenu à travers de terri-
fants récits.
Centre culturel André-Malraux, 2, place
Victor-Hugo, 94000 Le Kremlin-Bicêtre.
Du mercredi au samedi à 21 heures.
Tél. : 45-15-55-55. 80 F et 100 F.
Dernière représentation le 30 janvier.

Le Livre des fuites

d'après J. M. G. Le Clézio,
mise en scène
de François Marthourat,
avec François Marthourat.
Rêves de voyage, évasion dans les mots.
Théâtre national de l'Odéon (petite salle),
1, place Paul-Claudel, 6. Du mardi au
dimanche à 18 h 30. Tél. : 44-41-38-38.
50 F et 70 F.

Macbeth

de William Shakespeare,
mise en scène
de Serge Noyelle.

avec Marc Allégret, Stéphane Androuin,
Marion Cotrin, Cesar Hummel, Bastien
Kühn, Hugo Lander, Patrick Mourroux,
Sofia Napés, Bernard Poyat, Patrice
Pujol, Jean-Claude Renard et Frédéric
Serra.

Dans tous les pays, on craint cette pièce,
portense, dit-on de maledictions que les
gens de théâtre s'efforcent d'exorciser.
Théâtre, 3, rue Sadi-Carnot, 62000
Châtillon. Du mardi au samedi à
20 heures. Tél. : 46-57-22-11. De 50 F à
90 F.

Marc Jollivet

L'histoire d'un homme qui doit sauver
le monde... Une farce comique tout à
fait singulière, nonchalante et aigüe.
Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, 8.
Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. :
45-22-08-40. De 100 F à 120 F.

Marie

d'Isaac Babel,
mise en scène
de Bernard Sobel,
avec Serge Merlin, Clotilde Delavay,
Muriel Piquart, Aurélien Recoing, Jean
Bodin, Ulla Baugard, Jean-Pierre Sagot,
Xavier Guittot, Maxime Leroux, Michail
Velokhov, Valérie Heli, Denis
Bourgeois, Vincent Massoc, Farid Fedai
et Camille Brunel.
C'était en 1920 à Moscou, la mise en
place d'un monde qui se vendrait nou-
veau sur les ruines d'un empire.
Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000
Gennevilliers. Du mardi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures.
Tél. : 47-93-28-30. De 25 F à 110 F.

Master Class

de David Pownall,
mise en scène
de Michel Vuilleumier,
avec Michel Vuilleumier, Jean-Pol Dubois,
Philippe Fauré et Patrick Ligier.
Staline, Jdanov, Chostakovitch, Proko-
fiy plus un piano et plein de vodka. Un
quatuor furieux qui fait aussi beaucoup
rire.
Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-
Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi
au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche
à 16 heures. Tél. : 48-34-87-67. De 25 F
à 120 F.

Mortadela

d'Alfredo Arias,
mise en scène
de l'auteur,
avec Haydée Alba, Didier Guédy, Marika
Marlin, Adriana Pagurolas, Pilar
Rebolivar, Alma Rosa, Lucinda, Lope,
Oscar Sisto, Federico et Andrés.
Entre Buenos-Aires et Paris existe un
lien de famille, une histoire d'amour qui
se fécunde de l'océan. C'est ce que
raconte la revue argentine d'Arias.
Montparnasse, 31, rue de la Gaieté, 14.
Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée
dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74.
De 50 F à 100 F.

La Nuit

Juste avant les forêts
de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène
de Michel Dahan,
avec Daniel Marbo.
Soliloque d'un homme dans la grand-
ville. Anonyme, invisible aux autres. En
quête de quelqu'un. Un grand texte, un
grand acteur.
Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14.
Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et
samedi à 20 h 45. Le dimanche à
16 h 45. Tél. : 45-88-38-59. De 55 F à
95 F.

Opéra équestre

de Bartabas,
mise en scène
de l'auteur.
Le galop silencieux des chevaux, les
chants des femmes berbères, et des
hommes de Géorgie, le violon d'un elfe.
La magie Bartabas.
Théâtre Spectre Zingaro, 175, av. Jean-
Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au
samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à
17 h 30. Tél. : 44-59-79-99. Durée :
2 heures. 120 F et 180 F.

Pour un oui, pour un non

de Nathalie Sarraute,
mise en scène
de Francis Frappat,
avec Nathalie Filion, Gilbert Desvieux et
François Grosjean.
Il y a des mots banals qui déchirent, qui
jetent une insoutenable lumière sur les
personnes humaines.
L'Européen, 9, rue Blot, 17. Du mardi au
samedi à 21 heures. Matinée dimanche à
16 heures. Tél. : 42-27-25-51.

Le Repos

du septième jour
de Paul Claudel,
mise en scène
de Jean Bollery,
avec Emmanuel Dechartre, Jean Bollery,
Réine Barthe, Xavier Bourcier, Emmanuel

Pison, Claude Petit, Jean-José Fleury,
Benoit Cassard, Elisabeth Tamaris et
Léaurentie Thion.

Drame écrit par Claudel lors de son pre-
mier séjour en Chine, « la Chine impé-
riale qui portait encore sur son visage
délabré les traces de son ancienne gran-
deur ».
Théâtre 14 - Jean-Marie Serreau, 20, av.
Maur-Sarrailh, 14. Du mardi au samedi
à 20 h 30. Matinée dimanche à
17 heures. Tél. : 45-45-49-77. De 55 F à
110 F.

Sourire

des mondes sonnerains
de Luc Noreau,
mise en scène
de Robert Cantarella,
avec Hélène Duc, Florence Giorgetti,
Fabienne Luchetti, Jacques Machou et
Claude Perrot.
Haine et passion, comme on dit dans les
feuilletons. Mais ici, il y a en plus de la
force, de l'insolite, de l'humour.
Théâtre national de la Colline, 16, rue
Malta-Brun, 20. Du mercredi au samedi
à 21 heures. Matinée dimanche à
18 heures. Tél. : 43-68-43-60. De 80 F à
140 F.
Dernière représentation le 31 janvier.

Terra incognita

de Georges Lavandant,
mise en scène
de l'auteur,
avec Anne Alvaro, Gilles Arbons, Louis
Beyler, David Burstein, Christophe
Delacour, Marc Hernandez, Sergio
Lagunas, Sylvie Orcier, Annie Parrot,
Patrick Pinaud, Fernando Rubio Bano,
Marie-Laure Teyssier, Mario Casarin,
Dora, Ambrozio, Partida Ayala et
Albert Toul (musiciens).
Souvenirs de voyage, carnet de notes.
Théâtre national de l'Odéon, 1, place
Paul-Claudel, 6. Du mardi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures.
Tél. : 44-41-36-35. De 30 F à 160 F.

Titre provisoire

de Jean Boès,
mise en scène
de l'auteur,
avec Jean Boès, Dominique Constantin et
Marie Morley.
On aimerait que Jean Boès reprenne
pour longtemps ce spectacle émuant et
inopiné, sur le thème du retour au
passé.
Théâtre Firmin-Gémier, place Firmin-
Gémier, 92000 Antony. Du mardi au
samedi à 21 heures. Tél. : 46-66-02-74. Durée : 1 h 20. 80 F et
110 F.

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps,
mise en scène
de Jérôme Deschamps,
avec Jean-Marc Bihoué, Jérôme
Deschamps, Philippe Duguesne, François
Moral et Philippe Roubiche.
Entre fébrilité et apathie, les absurdités de la
famille Deschamps et leur drôle de
machine.
Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge,
21000 Dijon. Du jeudi au samedi à
20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. 95 F et
105 F.

L'Entretien du solitaire

de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène
de Jean-Gabriel Nordmann,
avec Pauline Solhe et Michel André.
Il est bon que des gens seuls s'ap-
prochent l'œuvre de Koltès.
Théâtre national, 1, rue André-Malraux,
67000 Strasbourg. Le mardi à 20 h 30.
Tél. : 88-35-44-52. De 65 F à 125 F.

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps,
mise en scène
de Jérôme Deschamps,
avec Jean-Marc Bihoué, Jérôme
Deschamps, Philippe Duguesne, François
Moral et Philippe Roubiche.
Entre fébrilité et apathie, les absurdités de la
famille Deschamps et leur drôle de
machine.
Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge,
21000 Dijon. Du jeudi au samedi à
20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. 95 F et
105 F.

Harriet

de Jean-Pierre Sarrazac,
mise en scène
de Claude Yadin,
avec Frédéric Attias, Catherine Gandois,
Hélène Gay, Lionel Préval, Yves Karbouh
et Alain Poyen.
Les derniers jours de Strindberg, sur une
scène, avec ses personnages.
Nouveau Théâtre, 12, pl. Imbach, 49000
Angoulême. Le 2 février, 20 h 30 (et les 3, 4,
6, 7, 12, 18, 19, 20 et 21 fév.). Tél. :
41-87-80-80. 70 F et 95 F.

L'Inquétude

de Valère Novarina,
avec André Marcon.
André Marcon fait danser les mots de
Novarina.

Centre dramatique national, 34000
Montpellier. Le jeudi à 19 heures, les
vendredi et samedi à 20 h 45. Tél. : 67-
52-72-51. De 50 F à 100 F.

Terres promises

de Roland Fichet,
mise en scène
de Robert Cantarella,
avec Christophe Brault, Claire-Ingrid
Cottanciano, Luc-Antoine Diquello, Serge
Le Lay, Annie Lucas, Jean-Michel Noreau,
Fabienne Roca, Germaine Christian,
Anne Soudoux, Rosanna Fournier, Daniel
Chazie (batterie), Michel Manager
(guitare) et Bruno Radin (clavier).
Cinq personnes dans un labyrinthe.
Renaissances, batailles, re-naissances.
Le Grand Théâtre-Théâtre national de Bre-
tagne, 1, rue Hôlier, 35000 Rennes. Les
mardi, jeudi, vendredi et samedi à
20 h 30, le mercredi à 19 heures. Tél. :
99-30-88-88. De 50 F à 100 F.

La sélection « Théâtre »
a été établie par
Colette Godard

DANSE

Dong Elkins

Patrola's Variations
My Life during the Crusades
Le nouveau petit prince de la danse
américaine fait son miel de tout ce qui
bouge : classique, contemporain, arts
mariaux, rap, folklore. Etincelant de
malice, de drôlerie, de virtuosité (1).
Succès clôt son mini-festival consacré
aux danses de la rue par le film *Paris is
burning*, médusant documentaire sur le
phénomène du *raging*, présenté par sa
star, le beau Willi Ninja (2).
Théâtre Jean-Vilar de Suresnes, (1) les
29 et 30 janvier, 21 heures. (2) le 30
janvier, 17 heures. 80 F. Tél. : 46-97-
98-10.

Anne-Teresa

De Keersmaecker
Roses dans l'air (1).
Eris (2)

Nice

Ballet de l'Opéra
Roméo et Juliette

Deux faces du talent de l'une des choré-
graphes qui comptent aujourd'hui. La
rigueur presque minimaliste de *Roméo
dans l'air* (1983) contraste avec le fo-
cussé de *Eris* (1992), qui fait grand
usage de la vidéo.

Théâtre de la Ville, (1) les 27, 28 et
30 janvier, 20 h 30, (2) du 2 au 6 février,
20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 85 F et
130 F.

Ballet de l'Opéra de Paris

La Bayadère
Reprise, pour neuf soirs, du somptueux
spectacle de Rudolf Nureyev pour la
chorégraphie (d'après Petipa). Ezio Frig-
gerie pour les décors, Françoise Squar-
cia-pian pour les costumes. Guéris, Lou-
diers au Vayer en Nikiya, Belarbi,
Hilaire, Jude, Legris au Ramuli en
Solor, Maurin, Platet au Averty (mais
pas Lestou, hélas!) en Gamzatti.
Opéra-Garnier, les 29 et 30 janvier, 1- 3.
4, 5, 8, 9 et 10 février, 19 h 30. Tél. :
47-42-53-71. De 30 F à 360 F.

Hot Foot Tap Duo

Steps Ahead Tap Trio
Aussi sympathiques que virtuoses, cinq
Américains qui viennent d'habiter le
Théâtre de Suresnes et la Maison de la
danse de Lyon.
Pavillons-sous-Bois, Espace des arts, le
29 janvier, 20 h 30. Tél. : 48-48-10-30.
160 F. Nuluy-le-Grand, Espace Michel-Si-
mon, le 3 février, 21 heures. Tél. : 49-51-
02-02.

Black Blanc Beur

Rapetous
Danse africaine, jazz des années 30, re-
gar de l'immigration jamaïcaine. break,
smurf, mony dance : toute une histoire
du mouvement hip-hop.
Trappes, La Marée, les 28, 29 et 30 jan-
vier, 20 h 30, le 31 à 18 heures. Tél. :
30-50-88-88, 60 F.

Toute une nuit

Archimède
Une nouvelle création du jeune Jean-
Michel Agius. Un savant se livre en
secret à des expériences de transplan-
tation pour délivrer de leur destinée des
personnages de la littérature. Parmi
eux-ci, Eurydice...
Aubergenville, centre culturel La Nacelle,
le 30 janvier, 21 heures. Tél. : 30-95-
37-76. 75 F. Et Sarcelles, Forum des
Choréistes, le 12 février, 21 heures. Tél. :
34-19-54-30, 67 F.

Nice

Ballet de l'Opéra
Roméo et Juliette

Il y avait si longtemps qu'on n'avait pas
vu de *Roméo et Juliette*! Celui-ci est
signé de Wladimir Skouratoff, et les
étoiles invitées sont Sophie Marquet et
Philippe Anota.

Théâtre de Verdure, le 29 janvier à 20
heures, le 30 à 18 heures. Tél. : 93-85-
67-31. 40 F et 80 F.

Mont Saint-Aignan

Louis Ziegler
Portrait
Un danseur-chorégraphe singulier des-
sine son autoportrait en trois valets.
S'appuyant, pour le premier, sur des
textes de Pascal, Descartes et Male-
branche...
Centre culturel Marc-Sarrailh, le 29 jan-
vier, 21 heures. Tél. : 35-74-18-70.

Lyon

Germaine Acogny
Ye'u
Dans un solo, une danseuse sénégalaise
qui mêle à la danse africaine tradi-
tionnelle des éléments modernes. Maman
Béart lui avait confié la direction de
Moula-Africaine.
Maison de la danse, les 29 et 30 janvier,
20 h 30, le 31 à 17 heures. Tél. : 78-75-
88-88, 100 F.

Chambéry

Régine Chopinot
Saint Georges
Une des pièces les plus originales et les
plus réussies de Chopinot, qui fait vivre
les extravagances de la sculpture
romaine.
Espace Malraux, le 28 janvier, 20 h 45.
Tél. : 79-85-55-43. 120 F. Et à Sète,
Théâtre municipal, le 30, à Biarritz,
Palais des festivals, les 2 et 3 février.

Tournée

Maguy Marin
May 6
Ce ballet culte de Maguy Marin, inspiré
de *Pin de l'horde* et *En attendant Godot*
de Samuel Beckett, poursuit son long
tour de France (jusqu'en juin).
Cherbourg, Théâtre municipal, le 30 jan-
vier, 20 h 45. Tél. : 23-44-89-20. 40 F et
90 F. Et à Béziers le 2 février, Arles le 5,
Cahors le 6, Thionville le 6, Mâcon le 12,
Thonon le 19, Als le 26.

La sélection « Danse »

a été établie par
Sylvie de Nassac

THEATRE
MOGADOR
COLE
PORTER
KISS ME KATE
Une coproduction
Théâtre Mogador - Grand Théâtre de Genève
Musique et Lyrics de Cole Porter
Livre de Samuel et Bella Spewack
Adaptation française et mise en scène :
Alain Marcel
LOCATION 4878 04 04

Filumena Marturano
Les Fausses Confidences
France Inter THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT 17 27 81 15

COMMUN
Pour les moins de 26 ans
remontez dans une pièce
un billet de 50 F

ARTS

Nouvelles expositions

Pierre Buraglio

Pierre Buraglio, qui expose jusqu'au 30 janvier au Centre d'art contemporain d'Orléans, vient de terminer la commande passée pour la décoration de la chapelle Saint-Symphorien, qui sera inaugurée le 29 janvier. L'œuvre (ou la lumière) de Matisse plane sur cette intervention sobre et dépouillée, qui redonne vie à l'un des plus anciens lieux de culte de la capitale.

Chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris 6^e. Tél. : 42-78-67-00. Ouverture permanente de la chapelle le mardi et jeudi de 13 heures à 17 heures à partir du 2 février.

Michel Guillet

Michel Guillet fait partie d'une génération d'artistes qui démontre la vitalité de l'abstraction géométrique aujourd'hui. Les reliefs de la série *Prophète* sont construits comme des espaces ouverts, aux angles subtils, pervers, voire remplacés par des courbes qui élargissent le champ de notre perception.

Galerie L'Humaine, 33, bd de Courcelles, Paris 17^e. Tél. : 47-63-63-66. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 8 h 30 à 18 h 30, samedi de 11 heures à 18 heures. Du 28 janvier au 27 février.

La Liscuse

Frédéric Brandon et Sophie Chauveau

Uo « Cabinet d'amateur », où l'écrivain Sophie Chauveau a réuni un ensemble de dessins sur le thème de « la liscuse », à l'occasion de la publication d'un texte sur le sujet, illustré par Frédéric Brandon. Une atmosphère chaleureuse, parfois tendue, quand la plume du peintre retrouve une veine érotique.

Le Cabinet d'amateur, 11, rue de Miroir, Paris 6^e. Tél. : 42-45-43-62. Tous les jours sauf dimanche de 14 h 30 à 19 h 30. Du 30 janvier au 28 février.

Alain Valtat

Passer de la peinture à la sculpture, sans abandonner la couleur, hies au contraire, ni le geste, ce qui est plus délicat. Valtat régit le pinceau au profit des IPN et les toiles froissées, non sans lyrisme pour réaliser un hommage lumineux et chaleureux à Prométhée, un maître enviable.

Atelier du CREAC, 8, rue Lamartine, Paris 9^e. Tél. : 42-82-01-63. Tous les jours sauf dimanche de 14 heures à 18 heures. Du 28 janvier au 13 février.

Nantes

L'Avant-garde russe (1905-1925)

Line on article pages 27 à 29. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-45-55. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45. Dimanche de 11 heures à 17 heures. Visites-conférences : 40.41.51.25. Du 30 janvier au 18 avril.

Paris

Cappiello

Collaborateur du journal *le Rire* dans un siècle flouissant, Cappiello fut un affichiste aujourd'hui mondialement célèbre, mais aussi un caricaturiste de la vie mondaine parisiennne, qui popularisa les figures de Jean Jaurès, de Marcel Proust ou d'Alphonse Allais. Souvenir d'un grand portraitiste, en 92 dessins et des croquis pour le théâtre.

Fondation Manu-Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris 18^e. Tél. : 47-23-38-98. Tous les jours sauf dimanche, lundi et

jeudi de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 février.

Collection Rinaco Moscou

Une collection d'artistes russes contemporains, autrefois bannis par l'art officiel du réalisme socialiste.

Calais des départs et consignations, 58, rue Jacob, Paris 6^e. Tél. : 40-48-84-63. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 h 15. Jusqu'au 24 avril.

Coop Himmelblau

Le groupe autrichien, après avoir cassé la baraque, s'est mis à jouer au ma-jong avec ce qui restait de poutres. Inutile ici de s'interroger sur l'architecture, dont l'idée même est définitivement mise à plat. Inutile de lui substituer la notion de sculpture, qui n'est pas considérée le propos de Coop Himmelblau. Reste à se nourrir d'une poésie destructrice, et d'intérêt tout intellectuel, mais réel, de découvrir ici le paroxysme des démarches « déconstructivistes » qui hantent les leonardais du post-modernisme.

Centre Georges-Pompidou, 1^{er} sous-sol petite salle, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril.

Corps crucifiés

A l'automne 1932, Pablo Picasso s'empare de la crucifixion du retable d'Isenheim, peinte par Grünewald, et en donna son interprétation en treize dessins saisissants. Les voici exposés en bonne compagnie : Francis Bacon, Otto Dix, Willem De Kooning, Antonio Saura et Graham Sutherland se sont essayés, avec d'autres, à analyser leur fascination pour ce châtiment.

Musée Picasso, hôtel Solf, 5, rue de Turgot, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 12 heures (groupes, soir, et adult, sur réservation) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adult), dimanche de 9 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} mars. 32 F, 20 F dim.

Daniel Dezeuze

75 dessins récents de Daniel Dezeuze illustrent « la vie amoureuse des plantes ». De Buffon à Matisse, le végétal a su capter les regards et inspirer le style : fidèle aux grilles d'analyse hiérarchiques de Scripps/Sartorius, Dezeuze expose des dessins nervés, humides de séve, et froids comme la roche.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 avril.

Figures du moderne

450 œuvres d'une des plus importantes tendances de l'art du XX^e siècle, souvent évoquée, mais mal connue sous ses climats. De *Die Brücke*, à Dürer puis à Berlin, au *Blauer Reiter* de Munich, c'est tout un pan de l'art moderne qui surgit, avec les figures de Kandinsky, Marc, Schmidt-Rottluff et bien d'autres. La plus belle et la plus intéressante exposition de ce début d'année.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30, samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 14 mars. 40 F (comprendant l'ensemble des expositions).

Fragonard et le dessin français au XVIII^e siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du XVIII^e siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On appréciera particulièrement la restauration des 57 illustrations qu'il fit des *Contes* de La Fontaine.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-45-12-73. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 18 heures à 17 h 45. Jusqu'au 14 février. 30 F.

Jean Renaudie

Hommage à un maître d'œuvre prématurément disparu, en 1981, cette exposition est aussi un manifeste pour une architecture de la générosité et de l'hymanisme. Rénovateur du centre d'Ivry et du vieux Giverny, le bouscula les habitudes d'orthogonalité, ce pour le plaisir du geste ni par utopie, mais pour des habitants qui lui sont généralement restés fidèles.

Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournes, Paris 6^e. Tél. : 46-53-90-36. Tous les jours sauf lundi, mardi de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 14 février.

L'Art sacré en France au XX^e siècle

Le terme « art sacré » évoque autant les affligées images saint-sulpiciennes que les actes fervents d'un Rouault, la

fougue de Matisse et le dévouement du Père Couturier. Deux expositions, l'une couvrant l'entre-deux-guerres, l'autre la période contemporaine, devraient permettre de faire le point sur cet aspect très particulier de l'art du XX^e siècle.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Seine-Pauline, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél. : 47-12-77-95. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 21 heures. Jusqu'au 31 mars.

Les Chemins de l'après-Aalto

Treize équipes de Finlandais contemporains font découvrir, à travers leurs travaux, l'influence d'un maître, mort en 1976, que l'on croyait sans véritable postérité. L'exposition est à rapprocher de celle récemment présentée à Bordeaux, *En contact avec Aalto*, qui tournait principalement autour de deux œuvres de l'architecte, et que l'on doit retrouver prochainement à Strasbourg.

Institut finlandais, 80, rue des Ecoles, Paris 5^e. Tél. : 45-56-00-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 13 février.

Egon Schiele

Il fut condamné pour obscénité, mourut à un âge où d'autres apprennent encore leur métier, et passe aujourd'hui pour un des plus grands dessinateurs du siècle. C'est à travers ses dessins, empruntés à des collections américaines, résumant le parcours fulgurant et sulfureux d'Egon Schiele.

Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél. : 45-56-00-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 février. 25 F.

Rodin,

œuvres méconnues

Une exposition pour montrer et démon-



« Le Paysan », 1915 : Exposition Leopold Survage au Musée d'art moderne, à Troyes.

ter le travail du sculpteur qui opère par assemblages et montages, à l'infini.

Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes, Paris 7^e. Tél. : 47-06-01-34. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 11 avril.

Galleries

Jacques Germain

Jacques Germain fut un bon élève : de Fernand Léger d'abord, ce 1930 : de Kandinsky et d'Albert Einstein, au Bauhaus. Sans chercher à dépasser ses maîtres, mais, plus modestement, avec le désir de construire une œuvre, il a été de toutes les aventures de l'abstraction d'après guerre. Une rétrospective rend aujourd'hui un hommage mérité à un artiste méditatif qui, comme tant d'autres de sa génération, eut le tort de préférer la peinture aux trompettes de la renommée.

Galerie Barlier-Seltz, 7 et 8, rue Pecqueur, Paris 4^e. Tél. : 40-27-84-14. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 février.

Roseline Granet

Lorsque l'on entend le mot « sculpture », l'idée de pesantier s'impose immédiatement. Sauf chez Roseline Granet, dont les personnages bondissants laissent tous d'échapper à cette pénible condition. On retrouvera ce bonheur dans *l'Étréme*, ou les *Heureux Amants*, mais aussi dans ses échelles ou ses arbres arborant une étrange population et dans un *Alibou* frileusement recroquevillé.

Galerie Darthes Speyer, 6, rue Jacques-

Callot, Paris 6^e. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 mars.

Kandinsky

Il y a maintenant cinquante-huit ans, la revue *Cahiers d'art* organisait une exposition de Kandinsky à Paris. Le local mythique de la rue du Dragon réédite à l'occasion de la publication par Christian Decourt et Nina Yanoff des carnets de l'artiste avec Zervos et Kojève dans les *Cahiers du Musée national d'art moderne*. Un retour sur le passé exceptionnel et un apport important à la diffusion des archives de Kandinsky.

Galerie Cahiers d'art, 14, rue du Dragon, Paris 6^e. Tél. : 45-48-78-73. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30, samedi jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 12 février.

Francis Ponge

Hommage à Francis Ponge, qui regroupe certaines œuvres de sa collection, complétées par des peintures, des sculptures et des dessins de tous les artistes de l'époque, de Picasso à Miro, à Debra, Giacometti ou Richter, sur lesquels il a écrit des préfaces flamboyantes, où il caillait tout, y compris un impossible « J'aime les peintures de Fautrier » que tout le monde lui envie.

Galerie de l'Ecluse, 11, rue de l'Ecluse, Paris 6^e. Tél. : 43-25-20-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 mars.

Jérôme Mesnager

Depuis dix ans, d'étranges silhouettes blanches hantent les vieux murs : on en trouverait même, de temps en temps, dans les rues de Paris, et dans bien d'autres endroits inaccessibles. Peu d'artistes ont

autant de raisons que Jérôme Mesnager de dialoguer avec les peintres de la préhistoire, qui avaient eux aussi scellé leurs figures éphémères sur les parois les plus reculées.

Galerie Etienne-Sand, 14, av. Marignan, Paris 8^e. Tél. : 42-25-53-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 27 février.

François Morellet

L'une des questions les plus stimulantes que se posent les artistes géométriques depuis quarante ans tourne autour de la place du hasard dans leur œuvre. Morellet cherche l'histoire dans l'analyse de la succession d'une série d'angles droits colorés, voire lumineux. Un grand moment qui démontre que la rigueur, poussée dans ses retranchements, peut confiner au baroque, l'humour en plus.

Galerie Durand-Dessart, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 48-06-82-22. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 mars.

François Rouan

En 1975, le Musée national d'art moderne exposait les douze *Portes romaines* de François Rouan, un travail qui avait occupé l'artiste depuis son séjour à la Villa Médicis en 1971. Près de vingt ans après, Daniel Templeton réunit l'ensemble de la série dans un hommage rétrospectif à l'un des peintres les plus sophistiqués et les plus convainquants de sa génération.

Galerie Templeton, 4, avenue Marceau, Paris 8^e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 février.

Régions

Bordeaux

Wolfgang Laib

Laib bâtit à Bordeaux et construit deux murs de cire d'abeille : une œuvre exceptionnelle par ses dimensions, spatiales et métaphysiques, qui va obtenir l'arche centrale de la grande nef du CAPC. Contraste absolu avec les peintures des figuratifs des années 80, de Barcelo à Schödel en passant par Combas, tirées des collections du musée, qui sont exposées au même moment.

CAPC Musée d'art contemporain : Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 58-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 février.

Chartres

L'œuvre gravé de Goya

Caprices, Désastres de la guerre, Tauromachie, Disparates. 218 gravures de Goya, appartenant aux collections de la Fondation Juan-March de Madrid, sont présentées à Chartres. Pour se souvenir avec ce diable d'homme que « le sommeil de la raison engendre les monstres ».

Musée des beaux-arts de Chartres, 29, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-38-41-39. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} mars.

Cherbourg

Gérard Schneider

Grand outfit des rétrospectives consacrées aux années 50 - on l'associe pourtant à l'époque à Soutages et Hartung. - Gérard Schneider est à redécouvrir pour son expression plane et violente, qui en faisait un des rares Européens à pouvoir rivaliser d'expressivité avec les grands abstraits américains, tout en conservant un sens de la composition des plus classiques.

pop art américain expose vingt-cinq ans de travaux réalisés en série, les « multiples », nés à l'époque où il tenait une petite boutique à New-York et où il vendait de petits objets fabriqués et peints à la main. Bel hommage à celui qui sut faire entrer les probabilités au musée.

Musée municipal, rue Jean-Jaurès, 85000. Tél. : 51-47-48-50. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 mars.

Limoges

Douglas Huebler

Un 31 décembre, en 1973, Douglas Huebler photographia une jeune fille, souriante et démodée. Il pressa le bouton très précisément 1/8 de seconde avant minuit. L'ouverture de l'appareil étant réglée au quart de seconde, la prise de vue fut achevée l'année suivante. Le temps et l'espace multipliés par un artiste précoce, tellement pillé aujourd'hui que tout le monde voudrait l'oublier.

FRAC Limousin, impasse des Charentes, 87100. Tél. : 56-77-08-98. Tous les jours sauf dimanche, jours fériés et mardi de 14 heures à 19 heures. Nourture les 15 février et 0 mars jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 15 mars.

Montbéliard

Eric Dalbis

Durant son séjour à la Villa Médicis à Rome, en 1991-1992, Eric Dalbis a poursuivi son patient travail : successions de couches de peinture à l'huile, dans la lignée des Rothko, Rymen, Marden, mais dont les couleurs douces et lumineuses sont proches de Pollock et des minimalistes.

Centre d'art contemporain, musée du château des ducs de Wurtemberg, 28200. Tél. : 81-54-43-21. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 février.

Mouans-Sartoux

Face à face

Le Carré noir de Maltvin fut considéré comme une icône. Il fallait bien qu'un jour soient confrontées ces vénérables images avec leurs descendants modernes, de cette abstraction géométrique que l'on dit concrète. C'est chose faite, avec une vingtaine d'œuvres, d'Albers, Honegger, Fedele et bien d'autres, qui entament un dialogue avec Antoine, Nicolas, Basile et tous les saints de la vieille Russie.

Espace de l'art concret, château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 83-75-71-50. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 mars.

Nîmes

Takis

Grand magicien devant l'éternel, Takis installe au musée de Nîmes des sculptures minimalistes qu'il électroaiment à l'alimentation électrique fait vibrer à intervalles irréguliers. Quant l'art au mouvement rejoint l'harmonie des sphères grâce à un artiste qui a su imposer l'apaisement à son travail.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 86-76-70-76. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 février.

Troyes

Leopold Survage

Une des étonnantes de ce début d'année : Survage n'avait pas bénéficié d'une rétrospective depuis près d'un quart de siècle. Y a-t-il eu un oubli ? En tout cas, on peut dire qu'il est en passe de devenir un artiste majeur du XX^e siècle. Avant la première guerre mondiale en vue de monter un dessin animé abstrait. C'est donc à la redécouverte d'un grand précurseur que nous sommes ici conviés.

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 23-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mars.

Vence

Le Grand Emmerveillement pour le Sud

La lumière de Méditerranée leur a brillé les yeux. Delacroix, Van Gogh et Matisse ont connu moins le « grand émerveillement pour le Sud » de Chabrier, Soutages ou Martin Barre, ou celui des indigènes que saint Noël Dolé, Alain Cément ou Claude Vialin.

Château de Villeneuve, Fondation Emile-Hugues, place du Frère, 05140. Tél. : 93-24-24-23. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 mars.

Villeneuve-d'Ascq

Henri Laurens

On l'attendait depuis quarante ans : la grande rétrospective Henri Laurens rassemble plus de 160 œuvres majeures d'un des grands sculpteurs du siècle, lié à Braque, Picasso, Matisse ou Léger. Il fut, avec Archipenko, un de ceux qui surent donner au cubisme une troisième dimension. Une exposition copieuse, accompagnée d'un catalogue à la documentation exemplaire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-44. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Harry Bellet « Architecture » : Frédéric Zéchan « Photo » : Michel Guérin.

Le Parc 22 janvier 10 février 2 - 14 mars

Tél : 49 30 18 88

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Saint-Saëns

Sonates pour violon et piano op. 73 et 102
Jean-Jacques Kantorow (violon), Jacques Rivier (piano)

Moins jouées que les trois « glorieuses » (sonates de Franck, Debussy et Ravel), les deux sonates pour violon et piano de Saint-Saëns sont des œuvres dans lesquelles le compositeur ne succombe pas à cet académisme qui ternit certaines de ses pièces de musique instrumentale. L'équilibre qui régit le rapport violon/piano, l'élégance des thèmes, la vivacité de l'écriture, les effets de surprise, voire la passion de ses deux sonates les rendent attachantes.

Après Gil Shaham qui a enregistré de façon splendide la seule *Prémère* (Deutsche Grammophon), Jacques Rivier et Jean-Jacques Kantorow nous offrent les deux dans une interprétation dont on n'imaginait pas qu'il pourrait exister de plus accomplie. Rien n'est appuyé, tout n'est que grâce, finesse, raffinement sonore.

1 CD Denon CO-79552.

Liszt

Sonates pour piano en si mineur - Après une lecture du Dante - Trois Sonnets de Pétrarque
Jean-Philippe Collard (piano)

La nouveauté et la surprise, c'est l'enregistrement par Jean-Philippe Collard de la *Sonate* de Liszt. Surprise car l'on n'imaginait pas que ce pianiste s'investirait avec autant de concentration dans cette œuvre fluide, qu'il puisse la tenir, la construire avec un tel jusqu'au-boutisme. On ne l'imaginait pas travailler le son à fond de clavier, varier ainsi ses attaques, traduire toutes les facettes d'une œuvre « impossible » en les enchaînant avec une telle logique organique. On ne l'imaginait pas enfin « sortir » un son si plein de son Steinway. Voici donc l'une des interprétations les plus accomplies, les plus logiques et captivantes de cette sonate au disque. Qualités que l'on retrouve dans les extraits des *Années de pèlerinage* et notamment dans *Après une lecture du Dante* (et non « de » Dante comme l'indique la pochette) jouée avec une véhémence hautaine par un

pianiste constamment sur le qui-vive. Notre bonheur serait complet si la prise de son était un peu moins brillante.

Mais Jean-Philippe Collard n'a pas eu la chance dont tous ses confrères ont bénéficié depuis l'apparition du compact, car Deutsche Grammophon réédite le même mois la même *Sonate* par Martha Argerich, disparue avec le micro-sillon. Une redoutable concurrence.

1 CD EMI « Classics » CDC 7 54488 2.

Liszt

Sonate pour piano en si mineur
Rhapsodie hongroise n° 6

Schumann

Sonate pour piano n° 2

Brahms

Rhapsodies op. 79 n° 1 et 2
Martha Argerich (piano)

On trouve enfin sur un même compact la *Deuxième* de Schumann, les deux *Rhapsodies* de Brahms, la *Sonate* et la *Sixième Rhapsodie* hongroise de Liszt, dans un son que les microsillons, sur lesquels ces interprétations étaient éparpillées, ne laissent pas soupçonner. Il se pourrait bien que la *Sonate* de Liszt par Argerich résume à elle seule tous les possibles interprétatifs de cette œuvre. Arrau, Perlemuter, Brendel, Bolet et Pollini insistent sur la logique de l'enchaînement des différents épisodes de l'œuvre, sur le profond du contenu. Horowitz était démoniaque ; Cortot se livrait à une flamboyante mise en scène.

Argerich est une fée qui aurait revêtu une soutane. D'Horowitz, elle a les emportements, de Perlemuter et d'Arrau la profondeur de réflexion, le sentiment « religieux », de Pollini la netteté conceptuelle. A ces qualités, auxquelles il faut ajouter une maîtrise technique que ces confrères ne peuvent simplement pas approcher, Argerich apporte une sonorité adrienne dans le *cantabile* et sa tendresse de femme. Son interprétation de la *Deuxième Sonate* de Schumann étant, en outre, la seule à respecter les démenties indications de tempos du compositeur dans le premier mouvement (« aussi vite que possible », « plus vite », « encore plus vite »), sa *Sixième Rhapsodie* de Liszt un chef-d'œuvre de jeu pianistique, ses rhapsodies de Brahms plus idiomatiques que sous les doigts de bien des spécialistes réputés, ce disque est à marquer d'une pierre blanche.

Martha Argerich avait trente ans lorsqu'elle a enregistré les sonates de Liszt et de Schumann, dix-neuf ans lorsqu'elle a enregistré les rhapsodies. Peu après 1960, elle a cessé de jouer du piano, pensant devenir secrétaire-interprète. S'y étant remise grâce à Stefan Askenazy et à sa femme, quelques mois avant le Concours Chopin de Varsovie, elle le remporta en 1965. Depuis bientôt dix ans, Argerich n'a pas donné un récital. Que nous réserve sa rentrée ? Si elle revient jamais !

1 CD Deutsche Grammophon économique « Gallérie » 437 252-2.

A. Lo.



Louis Sclavis.

Jazz

Louis Sclavis

Ellington on the Air

Louis Sclavis, musicien très en vue, groupe impeccable. Chacun parfaitement servi. Violon stratosphérique de Pifarely, Yves Robert entre magie, comique et poésie sur un instrument très méconnu (le trombone). Tous instruments réinventés. Duke Ellington itou : ni célèbre ni évoqué, encore moins plagé. Incitateur, fil conducteur, « dans l'air ». Conception très postmoderne, diversifiée, contradictoire, inventaire des climats, des styles, des esprits et des interprétations. Conception très ellingtonienne de la *Suite*. Répond de A jusqu'à Z à la question bateau sobre : conseillez-moi un disque plaisant, parfait, de jeunes musiciens, de jazz contemporain, etc. Pour faire le point et pour paraître. Voilà. C'est fait.

1 CD IDA 032. Distribué par OMD.

F. M.

Rock

Charles et Eddie

Diaphonie

Les guitares wah wah gargouillent doucement, la basse rebondit gracieusement. Dans un coin, un orgue électrique tire ses nappes pastel. Au-dessus, deux voix s'envolent : Charles, angélique (entre Marvin Gaye et Michael Jackson),

Eddie, plus cuivré, du côté de chez Stevie Wonder.

Ce duo de *soul men* a été comparé à Sam and Dave, parce que, selon la légende instantanée qu'aiment à développer les départements de relations publiques, Charles et Eddie se sont rencontrés un jour dans le métro new-yorkais alors que l'un d'eux portait sous le bras un album du duo sudiste. Mais, en fait, Charles et Eddie n'ont que peu de choses à voir avec l'héritage du label Stax. Ils préfèrent les cordes aux cuivres, les ondulantes à la scansion. *Diaphonie* est un album paradisiaque, d'une perfection intemporelle (c'est à peine si, sur *The Vowel Song*, quelques échantillons viennent nous rappeler la dureté de l'époque) et par la même peut-être un tout petit peu ennuyeux sur la distance. Mais, si l'on prend ces perles de culture une par une (*Would I Lie to You*, l'excellent simple, bien sûr, mais aussi *Hurt No More on Be o Little Easy on Me*), on en tirera un plaisir simple et raffiné.

Capitol/EMI 0777 797 1502 2.

T. S.

Belly

Star

Quelques semaines avant la sortie du premier album solo de Black Francis - rebaptisé Frank Black - (ex ?) leader des (défunts ?) Pixies, le label 4AD nous propose celui du nouveau groupe de Tanya Donelly, figure de proue, elle aussi, de la scène de Boston de la fin des années 80, au temps des Throwing Muses et des Breeders. Que reste-t-il ici de ce rock bruyamment

mélodique qui annonça le retour en grâce de la scène américaine ? Belly en donne une version allégée, plus pop, plus charnelle. Tanya vocalise en sylphide séductrice, susurre et caresse, évanescence (*Someone to Die for*, *Star*, miniatures atmosphériques) ou pétillante (*Gepetto*, *Feed the Tree* ritournelles accrocheuses) dans un registre oscillant entre Sinead O'Connor et Liz Fraser, la chanteuse des Cibo-Twins. Mais elle manie aussi le gant de crin et certains titres sécrètent un doux venin. Comme ses anciens partenaires, elle aime pervertir les schémas attendus de décalages étranges. Introduire l'apreté *noisy* dans d'angéliques mélodies (*Dusted*), disloquer, par exemple, le classicisme d'une ballade américaine (*Untogether*) on empoisonne le bubble gum acidulé des Go Go's et autres Bangles (*Slow Dog*). En prenant soin, bien sûr, de ne pas choquer démesurément et de ne pas abîmer cette joliesse clé de tant de marches.

1 CD 4AD. Distribué par Virgin

S. D.

Musiques du monde

Tom Zé

The Hip of Tradition

Bricoleur de génie, Brésilien de Salvador-de-Bahia, Tom Zé s'amuse. Pour cette raison, il n'a jamais pu se ranger dans aucune des catégories usuelles, si dissidente soit-elle. De sa collaboration étroite avec le mouvement tropicaliste (Gilberto Gil, Caetano Veloso, Gal Costa, Maria Bethânia) des années 70, pourtant largement provocateur, il ne retiendra que l'esprit du mélange et de la contradiction. L'idée qu'il faut casser pour mieux jouer, mettre les pieds dans le plat pour arriver plus vite à ce que l'on veut, en l'occurrence à l'incongru. Pianiste original, bon compositeur, médiocre chanteur dans un pays qui possède tant de belles voix, Tom Zé n'a pas été reconnu chez lui à la mesure de son originalité. David Byrne, qui poursuit son exploration du Brésil musical dans une trajectoire en dents de scie que seul justifie le goût personnel du musicien américain, y voit un symbole de la liberté d'associations (d'idées, de mots, de musiques). Tom Zé s'emballe parfois dans des exercices de destructions adolescentes et casse-oreilles, mais il n'est jamais meilleur que quand il déconstruit les évidences. *The Hip of Tradition* contient un chef-d'œuvre du genre : deux courtes versions, totalement urbaines, aux limites du hip-hop et de la samba, de célèbres chansons des années 30, *Tai* (Joubert de Carvalho) et *Iracema* (Adoniran Barbosa). Il y a aussi *Filigrana*, un *baiao quebrado* (un *baiao*, danse nordestine, « cassé »), ou encore *Totuaromba*, une samba en niçettes, qui rapprochent infiniment l'alchimiste brésilien de l'avant-garde new-yorkaise (avec interven-

tion des sons hrisés de la guitare d'Arto Lindsay).

1 CD WEA 536245112.

Kasseav'

Téké té

Essoufflement confirmé du groupe martiniquais à l'occasion de *Siméon*, le dernier film d'Euzhan Palcy, dont *Téké té* constitue la bande sonore. Le zouk a fait sa révolution. Puis, Kasseav' s'est laissé enfermer, pris au piège d'un désir de sophistication lustrée, appuyée sur des effets de synthétiseurs *cheap*, et de cuivres trop léchés. La rigidité et l'appât sont au coin de la rue, transformant l'énergie « zoukeuse » en une sorte de soupe dansante, privée de nerfs. C'est du gâchis.

1 CD Columbia 472873.

Planète latine

La meilleure de la musique latine

La série Planète prétend jouer le rôle de l'hameçon : amener les néophytes à écouter plus en profondeur les musiques qui leur sont ici proposées en série (seize à vingt titres selon les genres explorés). Elle y réussit en règle générale, qu'il s'agisse du rai, du zouk, de l'Africain ou du ragamuffin. La compilation est un exercice à haut risque, que guettent la faute de goût, le mauvais enchaînement, la facilité populiste, et les difficultés des droits de reproduction. Mais qu'on la pratique avec soin, et tout change. *Planète latine* permet ainsi de passer du plus connu (*La Colagala*, de la publicité pour le café, *El Condor Pasa* par Los Inca, *La Bamba* de Los Machucambos) au plus subtil (*Quantumera* interprétée par la grande chanteuse cubaine La Lupe, *Correïre* du groupe martiniquais Malavol). Le tout est joliment ordonné et expliqué titre par titre dans un livret simple et très clair.

1 CD Music 172012. Distribué par Wotro music.

Tanzanie

Chants des Wagogo et des Kuria

Voici presque un an, cinq musiciens tanzaniens se produisaient à la Maison des cultures du monde de Paris, où ils furent enregistrés. Chanteurs rompus aux méandres polyphoniques, ces instrumentistes inspirés manient la *sanza ilimba*, le plus grand lamellophone africain (quarante lames), les *zewe* (petite vielle à deux ou quatre cordes), la lyre *lilingu*, ou les hochets, avec une dextérité peu commune, sous la conduite de Hukwe Ubi Zawose, tête d'affiche de ce panorama des chants des Wagogo (une ethnie du haut plateau central de la Tanzanie) et des Kuria (qui vivent au nord, au bord du lac Victoria).

Plus que la structure un peu trop linéaire de ces chants (surtout kuria), liés aux fêtes rituelles et à la vie quotidienne, c'est l'extrême richesse des registres de voix qui surprend. Du grave sorti du fond de l'abdomen aux voix de tête et aux cris aigus, le dépaysement et la surprise guettent à chaque nuance.

1 CD Inédit W260041 distribué par Anvadia.

V. Mo.

Domenico Zipoli sur les chemins du baroque

Office du soir, espoir des Chiquitos

L'est né en Toscane en 1888, s'est établi à Rome vers 1709, on dit de lui qu'il fut l'élève d'Allessandro Scarlatti, on sait qu'il gagna Séville pour s'engager dans la compagnie de Jésus, on le retrouve en 1717 à Cordoba, où il mourut en 1726... Tel fut le destin compliqué de Domenico Zipoli, musicien dont seuls les musées se seraient disputés la dépouille sans l'intervention de quelques bons génies. Les Indiens d'Amazonie ont fait l'essentiel. Zipoli avait composé, à l'intention des Chiquitos et des Mojos qu'il évangélisa dans les missions, des œuvres spécifiques, savantes mais pas trop, adaptées à leur fonction d'alphabétisation religieuse en terre sud-américaine. Et ces Chiquitos, de génération en génération, ont recopié ces partitions, se sont transmis la tradition de leur interprétation. Une fois restaurés, à partir de 1978, l'église et le couvent de Concepcion, ce corpus musical tout aussi exceptionnel que déconcertant fut découvert tout récemment, au milieu de

centaines de partitions d'autres compositeurs italiens, importées par les missions, mais aussi de musiciens suisses ou de Bohême.

Bernardo Illari, musicologue argentin, s'employa à mettre en ordre ces manuscrits pour les rendre à la vie. Gabriel Garrido, flûtiste à bec de Buenos-Aires, aujourd'hui fixé en Suisse, qui fut de toutes les aventures baroques (Schola Basiliensis, Hespéron XX), mais œuvre aussi à la redécouverte du folklore latino-américain, sut engager son propre ensemble (Elyma) et le chœur d'enfants de Cordoba dans l'aventure Zipoli. Ajoutez à cela l'intervention de l'Association française d'action artistique, à l'occasion des échanges culturels qu'a favorisés, l'an dernier, la commémoration du cinquantième centenaire de la rencontre des deux mondes. Notaz sa collaboration fervente, au sein d'une nouvelle collection discographique (AFAA Sur Mesure), avec la firme indépendante la plus inventive du

moment (K 617). Et rappelez-vous qu'Alain Pacquier, qui fonda ce label, créa également la Festival de Saintes et resta l'une des têtes chercheuses du baroque en France.

Combinez tous ces paramètres et vous mesurerez que les *Vépres* aujourd'hui reconstituées (toute la musique n'y est pas de Zipoli, mais presque), enregistrées avec ferveur dans l'abbatiale de Saint-Pierre-aux-Nonnains à Metz, est une sorte de petit miracle culturel : rien moins que l'ébauche d'être effacé de la carte du monde. Ce disque s'inscrit dans une collection, « Les chemins du baroque », qui compte déjà quatre albums et qui se propose d'explorer les échanges entre musiciens européens et sud-américains au grand siècle. En passe de devenir de vrais « hits », ces albums ont déjà fait quarante mille heureux. Et le voyage est loin d'être terminé.

A. R.

* 1 CD AFAA Sur Mesure/K617.4.

Hansel et Gretel

Variation musicale pour 5 comédiens, pain d'épices et friandise.

Création... en famille de Nada Théâtre

du 3 au 6 février - 20h30
le 7 février à 17h

Renseignements et réservations :
Centre culturel Boris Vian
B.P. 43 - 91942 Les Ulis Cedex
☎ 69.07.65.53



RUSSIE/CINÉMA

IGOR MINAIEV TOURNE « L'INONDATION », DE ZAMIATINE

Dans les studios Mosfilm plus qu'à demi désertés, Isabelle Huppert tourne un film totalement russe et complètement français. Paradoxe créatif. « L'Inondation », d'Igor Minaïev, adapté d'une magnifique nouvelle d'Évgeni Zamiatine écrite dans les années 20, produit par Daniel Toscan du Plantier, est une histoire très forte, très intemporelle, très moderne.



C'EST un décor comme autrefois. Quand le cinéma était la vie, sauf que c'était du cinéma. Plus vrai que nature, une maison un peu délabrée, avec des appartements – leurs parquets ternes, leurs objets familiers – enfermés dans une cour sans joie, des arbres nus, un grand mur de briques rouges, un sol détrempé. Pas de misérabilisme, une pauvreté ancienne, ordinaire. Tout est faux, tout est authentique, le décorateur Vladimir Mourzine a investi le plateau 6 de Mosfilm, 1 200 mètres carrés, un des plus vastes, 12 mètres sous les cintres. Tout autour, au fond, un « cyclo » d'un bleu pâle figurant le ciel.

Ce bien-là a déjà servi, mais pour évoquer l'eau; c'est un vestige d'un remake du *Don paisible* que vient d'achever Serge Bondartchouk, une des rares productions mises en chantier récemment. Nikita Mikhalkov tourne aussi ici, tout de même, des nouvelles de Tchekhov, mais c'est pour la télévision. Mosfilm n'est plus cette ville lourde et bruyante de 5 000 âmes qu'elle fut, mais il y a toujours un contrôle après les lourdes grilles d'entrée, on ne

De son personnage de *L'Inondation*, Isabelle Huppert parle aussi comme d'une amie intime, une étrangère qui serait devenue une part d'elle-même. L'histoire de Sofia est simple et terrible, du Dostoïevski empreint d'une étrange modernité, un « Crime sans châtiment », en quelque sorte. Sofia vit à Petrograd, dans les années 20. Zamiatine la décrit ainsi : « *Bien qu'elle approchât de la quarantaine, elle avait le même corps d'oiseau, léger et austère* ». Elle est mariée depuis longtemps à Trofim Ivanitch. Le silence entre eux ressemble de loin au bonheur. Mais elle n'a pas pu lui donner d'enfant, il ne le lui pardonne pas. Elle a si peur de le perdre, qu'elle lui propose d'adopter la fille du voisin, le menuisier qui vient de mourir. C'est une grande gamine sauvage de treize ans. Un peu plus tard, Trofim deviendra son amant.

Les eaux de la Neva vont se déchaîner, tout inonder, y compris le désespoir sans cris de Sofia. Puis le fleuve rentrera dans son lit, et l'intruse aussi, dans le lit du mari. Mais l'inondation a tout changé, la violence des

Il faut dire que ce documentaire sur le métro s'intitulait *le Temple souterrain du communisme*. Ceci explique sans doute cela. *L'Inondation*, pour sa part, est produit par Daniel Toscan du Plantier pour 10 millions de francs (il coûterait trois fois plus cher ailleurs, selon le producteur de *Van Gogh*). Il n'y aura qu'une seule version originale, et elle sera française. Isabelle Huppert parlera avec sa voix, bien entendu, et tous ses partenaires russes seront doublés. Mais ils jouent directement en français, certains phonétiquement, pour que le mouvement des lèvres soit irréprochable. Que les édiles des Césars se le disent...

« Cette situation, dit Minaïev, qui se définit comme « un cosmopolite russe », est tellement comparable à la mienne qu'elle n'est inconfortable pour personne. Il n'y a aucune trahison. » Il y a plutôt, on le dirait bien, un mariage d'amour entre deux cultures, et la foi commune d'Igor Minaïev et d'Isabelle Huppert en Zamiatine, auteur capital « réhabilité » par la perestroïka littéraire en 1988 seulement. Celui que Trotski appelait « un snob

long métrage de Yolande Zaubermann, tourné en yiddish... Finalement, Isabelle Huppert commettra son forfait avec une hache en plastique léger. Lorsqu'elle se saisit de ce jouet, il devient lourd entre ses mains, menaçant comme la faux de la Mort. On ne verra pas le coup, mais son corps tendu par une haine tranquille, son visage soudain détruit, dans une expression incroyable de chagrin et de sérénité. « Je suis entrée dans la peau de cette femme, dit-elle, en éprouvant pour elle de la compassion. Il ne s'agit pas de l'absolue, bien sûr. On assiste à un horrible fait divers, mais qui peut se lire aussi à un niveau très métaphorique. Le livre s'appelle *L'Inondation*, la Neva qui déborde annonce le déferlement qui va se produire en elle, je me disais tout le temps, elle est comme de l'eau... J'ai déjà joué des criminelles; Violette Nozière était une meurtrière surréaliste; Sofia est une meurtrière métaphysique, c'est pour ça que je l'aime! »

« Être dirigée par Minaïev, c'est faire une plongée en apnée dans l'âme slave, il est en totale osmose avec le sujet, son esthétique très précise, très épurée, avec une

ISABELLE DE MOSCOU

sait pas très bien pourquoi, il faut montrer un laissez-passer avant de pénétrer dans un dédale verdâtre de couloirs vides, où flotte une vague odeur de hareng fumé et d'hôpital.

Dans sa loge au papier peint fané, sous un lampadaire kitsch coiffé d'un abat-jour plissé façon lupanar de province, Isabelle Huppert s'en moque, elle grignote une biscotte, serre contre elle un vieux peignoir de satin rose trouvé au magasin des costumes, elle est menue et solide, elle parle avec gourmandise de cette femme qu'elle joue, une meurtrière, une silencieuse, « un grain de sable dans l'univers », dit-elle en citant Musil. Aussitôt lu le court roman de Zamiatine, elle a pris une option sur les droits cinématographiques, allant à la rencontre de ce rôle, conquérante, responsable.

Celle qui fut une incarnation exemplaire de la passivité, la *Dentellière* de Goretti, retourne avec *L'Inondation* à ce registre longtemps abandonné de souffrance multiple, prend de plus en plus sa carrière en main, va au devant des dangers prévisibles et des bonheurs espérés, provoque les rencontres et les chances. *Jeanne au bûcher* à l'Opéra Bastille, ce n'était pas évident, elle a franchi l'obstacle avec panache. Elle tournera bientôt un polar dramatique et burlesque avec Al Hartley – titre provisoire, *Isabelle* – parce que, sortant de la projection de *Trust me*, elle envoyait immédiatement au jeune homme surdoué un télégramme : « Trust you for any project ». « Vous fait confiance pour n'importe quel projet ». Et, dès avril, elle commence les répétitions d'*Orlando* de Virginia Woolf. Elle sera dirigée par Bob Wilson, rencontré dans un dîner. Il parlait de ce spectacle, de la difficulté qu'il avait à trouver une interprète, elle a dit : « Je le ferais, moi, volontiers. » Et voilà, elle le fait. Création à Lausanne, puis reprise pour un mois à l'Odéon, en septembre. « Un monologue de deux heures en scène dit-elle avec un petit soupir affamé, et cet homme qui devient une femme, qui s'épanouit malgré lui, comme une fleur inévitable... »

aux est en Sofia maintenant, elle prend la hache, elle tue l'adolescente sans un mot, la coupe en morceaux, met les morceaux dans un sac, va le jeter au loin. Trofim rentre, et Sofia ne dit rien. La vie reprend, comme avant. Mieux qu'avant, car Sofia est enceinte, enfin. Elle accouche difficilement d'une petite fille. Brûlée par la fièvre puerpérale, elle avoue son crime, puis se tait, épuisée. On la croit morte. Non, elle dort, apaisée, indifférente, libre.

Le réalisateur, Igor Minaïev, dit qu'il s'identifie au personnage de Sofia, qu'il a des affinités avec lui. Ce besoin par-dessus tout d'être heureux, cette volonté de s'exprimer et cette difficulté à le faire, ce désir d'aller son chemin, quoi qu'il arrive, jusqu'au bout... Minaïev est un optimiste très atypique, très russe : « Ce n'est pas grave d'être désespéré, dit-il, ça prouve qu'on a eu de l'espoir. » Pâle, timide, il approche de la quarantaine comme Sofia, et, comme elle, il a encore l'air d'un enfant. Un Peter Pan né à Kharkov, qui vole de Russie en France et de France en Russie, qui, depuis cinq ans, a choisi d'habiter Paris, mais que son destin ramène inévitablement vers sa terre natale.

En quittant son pays, en 1988, après un premier film, *Mars froid*, il laisse en otage le scénario de *Re-de-chausse*, un *Carmen* sans espagnolades, un simple drame de l'amour et de la jalousie entre un jeune milicien et la petite prostituée qu'il est chargé de surveiller. A sa surprise, on l'appelle de Leningrad, quelques mois plus tard, lui demandant de confirmer qu'il refuse de tourner *Re-de-chausse*. Il s'y résout, puis se ravise. Répond qu'au contraire il accepte le film, et le réalise, en effet. A Leningrad, en quatre semaines, en décors naturels, en noir et blanc.

Accueil très chaleureux à la Quinzaine des réalisateurs, à Cannes. « J'étais tellement content, dit Minaïev, c'était la première fois qu'un de mes films sortait. Rien de moi ne sort ici, je n'ai jamais compris pourquoi, même pas mon documentaire sur le métro de Moscou qui était coproduit par FR3. »

« J'étais tellement content, dit Minaïev, c'était la première fois qu'un de mes films sortait. Rien de moi ne sort ici, je n'ai jamais compris pourquoi, même pas mon documentaire sur le métro de Moscou qui était coproduit par FR3. »

Minaïev dit que travailler en Russie maintenant est étrange, que l'absurde a seulement changé de nature. « Mosfilm, si je comprends bien, est devenu une base technique, qui en même temps produit à travers six unités indépendantes. Mais il y a toujours un directeur et tout dépend de lui, paraît-il. Non, non, je ne l'ai jamais vu. Combien mes techniciens sont-ils payés? Bien, très bien. Mais je ne sais pas exactement quelle somme, le salaire change tous les jours. Le mois dernier, un de mes amis, critique de théâtre, a touché 3 000 roubles, soit 7 dollars. Les techniciens, je crois, gagnent entre 15 000 et 40 000 roubles, mais ils ont aussi une prime hebdomadaire en dollars... »

« L'autre jour, raconte aussi Minaïev, je cherchais une entrée d'usine pour une courte scène, une heure de tournage, pas plus. J'ai trouvé le décor idéal au centre de Moscou. Le directeur de l'usine m'a refusé l'autorisation. Je l'ai supplié... « Monsieur le directeur, juste l'entrée. » « Non, dit-il, maintenant l'usine est privée, j'ai le droit de refuser. » Il a fallu adresser une requête au directeur de Mosfilm qui s'est tourné vers le maire de Moscou, qui est intervenu auprès du gouvernement, qui a fait sommation au directeur de l'usine de bien vouloir consentir... »

On va tourner la séquence du meurtre. Tout le monde est d'excellente humeur, pas la moindre tension. « Il faut que ça coupe le souffle, mais pas au couteau », dit Minaïev en riant. Jusqu'à 3 heures du matin, la veille, il a « découpé » la scène (c'est le terme technique!), en vingt-huit plans, avec son chef opérateur Vladimir Panov. Cela se passe dans un coin exigü de la maison près du poêle à bois. Par terre, il y a une hache, c'est la vraie, long manche de bois poli, lame brutale. Sur la table, deux autres haches. Une en caoutchouc, encore trop dure pour ne pas blesser la tempe de la jeune Macha Lipkina, seize ans, toute brune et veloutée, qui vient de jouer dans un autre film français au fin fond de la Sibérie le premier

grande prégnance des objets, laisse une marge d'action étroite aux acteurs. Ce carcan n'est pas fait pour me déplaire. J'ai souvent travaillé à l'étranger, à l'Est notamment, dans la Pologne de Wajda, la Hongrie de Marta Meskócsy, la Yougoslavie de Sachi Petrovic, et j'ai constaté qu'avant les différences on expérimentait d'abord les ressemblances. Le travail est le dénominateur commun, le travail est le même partout. »

Qu'a-t-elle vu, qu'a-t-elle saisi de la Russie d'aujourd'hui, elle qui parle le russe appris aux langues O? « Enfermée dans le décor, je ne sais pas le temps qu'il fait dehors, dit-elle, j'ai été très seule sur ce tournage, cela m'a aidé. L'Inondation, c'est l'histoire d'une solitude. Je me suis réfugiée de cette solitude, je m'en suis enivrée. Difficile dans ces conditions d'avoir une idée de la réalité. De toutes les façons, quand on est acteur, on a tendance à prendre le pays tout entier pour un vaste studio. »

C'est bien ça, le cinéma. Igor Minaïev, plus russe que jamais d'être exilé, et Isabelle Huppert, plus sensible que quiconque d'être reclus dans le vaisseau fantôme de la Mosfilm. Car cette vitalité et cette douleur mêlées qu'elle met en Sofia, on les retrouve dans les rues de Moscou, salles de neige blanche. On les retrouve devant les magasins d'alimentation, mieux garnis désormais, mais devant lesquels de longues files d'attente s'allongent. Ce sont les plus pauvres qui sont là, ils achètent pour revendre aussitôt au marché noir, devant le magasin même, aux plus riches qui n'auront pas fait la queue.

Sur l'Arbat, les petites échoppes en plein vent sont toujours là. Des vieilles femmes marchant leur alliance, qu'elles balancent au bout d'un fil pour qu'on les voie bien, et des jeunes gens vous interpellent en anglais pour vous proposer des vieux passeports du KGB, des bustes de Lénine et d'affreux « matricoklas ». La plus grosse poupée représente Hitler, qui contient Mussolini, qui contient Saddam Hussein. La plus petite est à l'effigie de Staline.

DANIELE HEYMANN